

L'AVÈNEMENT

DE

LA DYNASTIE DANOISE EN GRÈCE

(1862-1863)

Les derniers événements de Grèce ont rendu l'actualité à la question de l'avènement au trône hellénique de la dynastie danoise. Cette question peut passer pour européenne; elle occupa nombre de cours et de chancelleries. Elle présente des aperçus nouveaux sur la politique de Palmerston et sur celle de Gortchakof. Elle éclaire des physionomies intéressantes comme celles du roi des Belges Léopold I^{er}, du duc Ernest de Saxe-Cobourg, du prince Christian et du roi Frédéric de Danemark. Et elle a presque échappé à l'attention des historiens¹.

Au mois d'octobre 1862, une révolution nationale mit fin brusquement au règne d'Othon, prince de la maison de Bavière. La crise pouvait être résolue de diverses façons. Sans penser à l'établissement du régime républicain, qui n'avait pas de chance d'être adopté, on pouvait envisager le retour pur et simple d'Othon, son remplacement par un prince de sa famille, ou par un grec, ou par un étranger, qui pouvait appartenir, soit à l'une des grandes maisons régnantes, soit à une petite cour princière.

Othon pouvait revenir, puisqu'il n'avait pas abdiqué. Il pouvait invoquer en sa faveur l'accord de 1832, conclu entre les trois Puissances dites protectrices de la Grèce : la France, l'Angleterre, la Russie. Mais Othon était devenu tout à fait impopulaire et, comme il était sans enfant, la question de sa succession s'était posée même avant sa chute.

1. Les documents diplomatiques ou autres concernant la question sont restés jusqu'à présent secrets, ce qui nous impose à nous-même une certaine discrétion. Nous avons le regret de ne pouvoir indiquer nos sources et de devoir omettre quelques-unes de nos références.

A son défaut, toujours en s'autorisant du traité de 1832, la Bavière pouvait fournir un nouveau prince à la Grèce, et l'on avait déjà parlé, comme candidats possibles, du prince Luitpold¹ et de son fils le prince Louis. Mais ces princes se trouvaient eux-mêmes enveloppés dans l'impopularité d'Othon. La Bavière manquait de ressources pour les introniser de force. Les Puissances n'y seraient peut-être pas disposées. En outre, l'article 40 de la Constitution grecque, confirmé par le traité de 1852, astreignait le successeur d'Othon à professer la foi orthodoxe, condition qui ne pouvait agréer aux très catholiques princes bava-rois.

La solution était à peine à chercher du côté d'un candidat grec. Les Hellènes se jalourent entre eux, et le jeune prince Ypsilanti n'avait pas assez des quelques partisans qu'il comptait parmi les fanariotes². En revanche, la Grèce devait aspirer à posséder un prince puissant, comme le duc de Leuchtenberg, neveu de l'empereur de Russie³ ou comme le prince Alfred, fils de la Reine Victoria⁴. C'est peut-être dans l'espoir d'obtenir Alfred que les Grecs avaient fait la révolution d'octobre⁵. Malheureusement il était assez invraisemblable que la rivalité des Puissances leur permit un pareil choix. D'ailleurs il se trouvait écarté d'emblée par les traités de 1827 et de 1830, en vertu desquels les trois Puissances protectrices s'interdisaient d'investir de la couronne de Grèce aucun des membres de leur maison. Restait la solution du petit prince sans prestige et sans fortune. Mais les Grecs la trouvaient indigne de leur patrie et surtout ils ne voulaient plus accepter d'Allemands⁶.

Dans ces conditions, une solution satisfaisante devenait difficile à trouver; l'Europe et la Grèce devaient rester longtemps à la recherche d'un roi.

1. Luitpold, second fils du roi Louis I^{er} de Bavière, né en 1821, eut trois fils, dont le prince Louis né en 1845.

2. Rechberg au baron Testa, du 1^{er} novembre 1862.

3. Nicolas, Maximilianovitch Romanoffski, duc de Leuchtenberg, petit-fils du prince Eugène de Beauharnais, était né en 1843.

4. Le prince Alfred, second fils de la reine Victoria, était né en 1844.

5. Cf. le *Times* du 2 octobre 1862.

6. Note jointe à la lettre privée de Kalérgis à Lord Cowley, en date du 28 octobre, et correspondance de Tricoups à son gouvernement.

I. — *L'exclusion du duc de Leuchtenberg
et du prince Alfred (octobre à décembre 1862).*

Pendant les premiers jours qui suivirent la chute d'Othon, la situation fut des plus troubles. On savait mal ce que l'on voulait et l'on hésitait à prendre contact.

Les Grecs ne se pressèrent pas de s'entendre sur le choix d'un souverain. Par son décret du 10/22 octobre, le Gouvernement provisoire déclarait abolies la royauté d'Othon et la régence d'Amélie¹ et il annonçait la convocation immédiate d'une Assemblée nationale constituante à laquelle incomberait le soin d'organiser le pays et d'élire le roi. L'exclusion de la dynastie bavarroise n'était pas mentionnée; cependant le ministre des affaires étrangères affirmait un peu plus tard au ministre d'Angleterre que le gouvernement et la nation étaient contraires à l'avènement d'un prince bavarois². Dans le public, plusieurs noms de candidats étaient prononcés, notamment ceux du prince Alfred, du duc de Leuchtenberg, du duc d'Aoste³, du prince Ypsilanti⁴. La Grèce ne prenait pas parti. Elle semblait demander d'être dirigée, conseillée, jusqu'au moment où, dans la seconde semaine de novembre, sous l'impulsion des Grecs de Paris et de Londres, et à la pensée que les îles Ioniennes pourraient être cédées par l'Angleterre au royaume, la Grèce tout entière s'accorda pour demander Alfred.

L'indécision régna plus longtemps à la cour de Bavière. Le roi Othon n'arrivait pas à se décider ou plutôt à décider la reine à une abdication⁵, ce qui ne pouvait qu'empêcher les princes bavarois de poser leur candidature. D'ailleurs, ils n'y montraient aucun empressement, pas plus que le gouvernement de Munich ne se souciait d'envoyer des troupes en Grèce⁶. Après avoir fait demander aux Puissances protectrices si elles étaient toujours disposées à maintenir les droits de sa dynastie, le roi de Bavière se confina dans l'expectative.

1. La princesse Amélie d'Oldenbourg était devenue reine de Grèce, à la suite de son mariage avec Othon, en 1836.

2. Scarlett à Russell, du 29 octobre.

3. Le duc d'Aoste ou prince Amédée, frère du roi Humbert I^{er} d'Italie, était né en 1845, il devait être roi d'Espagne en 1871.

4. Testa à Rechberg, du 1^{er} novembre.

5. Severine à Gortchakof, du 29 octobre-9 novembre.

6. Ibid.

Les Grandes Puissances n'étaient pas beaucoup plus décidées, bien que chacune s'efforçât de percer le secret de l'autre.

L'Autriche, qui était alliée à la Bavière par des liens dynastiques étroits, la soutiendrait, mais sans prendre d'initiative¹.

La France paraissait souverainement indifférente². Napoléon aurait dit à Morny : « Vous concevez que nous avons en ce moment d'autres intérêts à soigner³. » Ce qui était sûr, c'est que le gouvernement impérial n'était pas disposé à se compromettre pour la Bavière ; c'est aussi qu'il ne voulait ni d'Alfred, ni d'un prince italien. Soutiendrait-il Leuchtenberg, petit-fils du prince Eugène de Beauharnais ? L'Autriche soupçonna un moment la France et la Russie de s'être entendues sur son nom⁴. Mais le 14 novembre, Drouyn de Lhuys écrivait à Bourée, notre ministre en Grèce : « Nous n'avons pas... à encourager et encore moins à prendre sous notre patronage la candidature du duc de Leuchtenberg. » La France, qui n'avait pas de candidat, se préoccupait moins du maintien des exclusions stipulées par les traités que du droit de la Grèce à se donner un souverain de son choix. Sous réserve de ses intérêts primordiaux, elle patronnait un principe.

La Russie paraissait avoir un candidat tout trouvé en la personne de Leuchtenberg. Mais on peut se demander si le gouvernement de Saint-Petersbourg était tellement disposé à le mettre en avant ou à le soutenir. Ce qui ressort des instructions les plus confidentielles de Gortchakof, c'est que tout d'abord la Russie n'avait pas l'intention de soutenir la dynastie bavaroise ; c'est aussi que l'Empereur était résolu à conserver toute sa valeur à l'article 40, en se refusant à recommander comme souverain de la Grèce un prince qui ne professerait pas la foi orthodoxe⁵. Voulait-il exclure ainsi tout candidat autre que Leuchtenberg ? On le pensa et le ministre d'Autriche à Pétersbourg put écrire : « Il n'est pas impossible qu'on espère des manifestations qui préparent la voie à une dynastie Leuchtenberg, et qu'on veuille se donner l'air de céder malgré soi à une espèce

1. Rechberg à Wimpffen, du 29 octobre, et Rechberg à Metternich, du 6 novembre.

2. Metternich à Rechberg, du 2 novembre.

3. D'Oubril à Gortchakof, du 16-28 octobre.

4. Metternich à Rechberg, du 13 novembre.

5. Gortchakof à Brunnow, lettre particulière du 18-30 octobre.

de contrainte morale¹ ». Cependant le ministre de Russie en Grèce avait ordre de se tenir sur la réserve et il s'y tint². Gortchakof éconduisit un intrigant qui s'offrait pour soutenir « certaine candidature de nature à sourire au cabinet impérial³ ». En fin de compte, la Russie semblait surtout vouloir défendre en Grèce les intérêts de l'orthodoxie.

A la candidature russe éventuelle, le cabinet britannique pouvait avantageusement répondre en proposant celle d'Alfred qui avait fait en Grèce, trois ans auparavant, un voyage plein de promesses⁴. En principe, il était décidé à s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures de la Grèce et particulièrement dans le choix d'un souverain nouveau. Mais il voulait aussi que les exclusions stipulées fussent strictement maintenues⁵, surtout contre les candidats mal vus de l'Angleterre. Il se sentait lié par ses engagements, mais il demandait que les autres gouvernements se sentissent encore plus tenus que lui-même. Il ne voulait sans doute pas introniser Alfred, mais il voulait éviter surtout l'avènement de Leuchtenberg⁶, qui pourrait jeter contre la Turquie, amie de l'Angleterre, la Grèce alliée de la Russie, qui pourrait menacer l'intégrité de l'Empire ottoman — ce principe fondamental dont Gortchakof disait « qu'il ne pouvait comprendre pourquoi l'Angleterre attachait une si grande importance à une si petite chose⁷... ». Il fallait à l'Angleterre un candidat docile; pour qu'il fût docile, et pour que la Grèce le choisît, le gouvernement britannique n'hésita pas à jeter l'offre des îles Ioniennes dans la balance⁸. C'était le cabinet de Londres qui savait le mieux ce qu'il désirait et ce fut lui qui chercha le premier à voir plus clair, en fournissant des explications et en en provoquant de la part de ses partenaires⁹.

Les premières explications, très loyales dans la forme, mais peu précises pour le fond, ne réalisèrent que l'apparence d'un accord véritable¹⁰.

1. Revertera à Rechberg, du 24 octobre-5 novembre.

2. Gortchakof à Bloudoff, du 29 octobre-10 novembre.

3. Soutzo à Diamantopoulo, du 11 novembre.

4. Cf. le *Times*, du 2 octobre.

5. Russell à Scarlett, du 6 novembre.

6. Tricoupis à son gouvernement, des 10 et 17 novembre.

7. Wimpffen à Rechberg, du 15 novembre.

8. Tricoupis en parle déjà dans sa dépêche du 6 novembre.

9. Revertera à Rechberg, du 23 novembre.

10. Revertera à Rechberg, du 23 novembre.

Les échanges de vues commencèrent vers le 30 octobre. C'est à Saint-Petersbourg que la conversation fut poussée le plus loin. Tandis qu'à Londres et à Paris, les diplomates se concentraient seulement sur leur désir d'arriver à une entente et de s'abstenir de toute intervention¹, tandis que Russell envisageait encore, conformément au traité de 1832, la possibilité de recommander aux Grecs, pour la forme, le choix d'un prince bavarois², Gortchakof posait délibérément la question sur son vrai terrain, en envisageant une vacance définitive du trône et en faisant connaître l'intention du gouvernement russe de maintenir les exclusions. Puis comme Lord Napier, ministre d'Angleterre, le sondait avec son insistance trop souvent indiscrete, Gortchakof précisait que les exclusions devaient être maintenues, à moins qu'on n'y renonçât d'un commun accord, que la Russie insisterait sur l'application de l'article 40, enfin que rien n'était encore décidé dans l'éventualité d'une candidature bavaroise³.

Sur ce, le gouvernement britannique fit savoir qu'il était prêt, maintenant que le principe de non-intervention était admis, à traiter la question grecque de concert avec la France et la Russie, et qu'en outre il s'engageait à maintenir les exclusions avec l'espoir que les cours de France et de Russie prendraient le même engagement⁴. Le cabinet britannique déclinait d'ores et déjà expressément la candidature d'Alfred⁵.

Dans son esprit, ce geste de désintéressement devait appeler un geste analogue de la part de la Russie en ce qui concernait Leuchtenberg. Russell développa sa pensée dans la dépêche que, le 6 novembre, il adressait à Scarlett et qui fut communiquée par Cowley à Drouyn de Lhuis et par Napier à Gortchakof. Il y était dit que les candidats à exclure étaient non seulement les membres des maisons régnantes, suivant le texte des traités, mais encore les princes alliés à ces maisons, *connected*⁶. Le mot était choisi pour atteindre Leuchtenberg, qui n'était pas né dans la maison régnante de Russie.

1. Brunnow à Gortchakof, du 18-30 octobre, lettre particulière et télégramme; Metternich à Rechberg du 2 novembre; Cowley à Russell, du 4 novembre, etc.

2. Dépêche circulaire de Russell, du 1^{er} novembre; Drouyn de Lhuis à Flahault, du 10 novembre.

3. Napier à Russell, du 31 octobre.

4. Wimpffen à Rechberg, du 4 novembre.

5. Conversation à ce sujet de Cowley avec Drouyn de Lhuis, rapportée dans une dépêche de ce dernier à Bourée, du 7 novembre.

6. Russell à Scarlett, du 6 novembre.

Tandis que la France insistait surtout sur la liberté qu'avait la Grèce de disposer de son sort, Gortchakof observa que le mot *connected* n'était pas dans les traités, qu'il tendrait à exclure tous les princes de l'Europe, qu'à ce compte les Grecs ne trouveraient jamais un roi, qu'on les jetait dans la république¹. L'Angleterre répliqua en contestant la validité de l'article 40².

Le désaccord s'accusait entre la Russie et l'Angleterre. Des difficultés surgissaient depuis que les gouvernements essayaient de donner des contours plus nets à leurs idées³. Les ministres anglais dénonçaient à plaisir les moindres démarches des agents russes. Le cabinet britannique crut indispensable d'éclaircir encore la situation.

Russell proposa que les représentants des trois Cours fissent une démarche collective à Athènes pour exprimer le désistement mutuel de leur gouvernement. Napier avait comme instruction particulière de demander à Gortchakof si le gouvernement russe regardait le duc de Leuchtenberg comme visé par les exclusions⁴.

Napier se présenta devant Gortchakof le 19 novembre dès huit heures et demie du matin. Il lui expliqua l'objet de sa visite. Sans y répondre, Gortchakof parla d'un projet de démarche auprès de la cour de Munich pour connaître les intentions de la dynastie bavaroise. Napier revint à son propos. Alors Gortchakof déclara qu'il voyait dans la démarche à Athènes une mesure dangereuse, susceptible de décourager les Grecs et de les pousser à l'anarchie. Quant aux dispositions du gouvernement russe à l'égard de Leuchtenberg, « je lui dis » — c'est Gortchakof qui parle — « que nous n'avions ni convoitise, ni arrière-pensée, que le ministre de l'Empereur à Athènes n'avait pas prononcé un seul mot... se rattachant au choix du souverain..., que je ne pouvais en dire autant des agents anglais, et que, même le Premier Secrétaire d'État de S. M. britannique s'en est écarté... J'ajoutai que, si l'état civil du duc de Leuchtenberg était déféré à un examen juridique, il serait possible qu'il ne fût pas reconnu pour un membre direct de la famille impériale de Russie ». — « Nous désirons », repartit Napier, « savoir l'interprétation personnelle

1. Napier à Russell, du 14 novembre.

2. Russell à Napier, du 15 novembre, et à Cowley, du même jour.

3. Revertera à Rechberg, du 11-23 novembre.

4. Russell à Napier et à Cowley, du 17 novembre.

que l'Empereur y donne... » — « C'est-à-dire », répliquai-je, « vous n'êtes pas sûr que le traité soit interprété dans le sens de nos désirs. Vous paraissez même redouter le contraire et vous demandez que l'Empereur de Russie tranche la question dans votre sens... et vous initie dès aujourd'hui dans sa pensée intime. C'est donc une confidence que vous désirez. Permettez-moi de vous demander si l'attitude observée... par le gouvernement anglais... vous autorise à l'espoir d'épanchements de ce genre. Nous ne rencontrons que défiance à notre égard de la part du gouvernement anglais... et vous venez me demander ce qui ne s'accorde qu'entre gouvernements qui se sont donné des témoignages de confiance réciproque ». Napier voudrait encore savoir la nature des communications échangées entre le gouvernement russe et le gouvernement français. Il ajoute que son gouvernement considère le duc de Leuchtenberg comme compris dans les exclusions, et il demande enfin le texte de l'ukase réglant la situation officielle du duc. Gortchakof le lui refuse et, pressé de prendre le train, il fait mine de rompre l'entretien. « Le sujet est si grave », dit Napier, « et d'une si haute importance pour mon gouvernement que le retard d'un train ne devrait pas peser dans la balance ». — « Voulez-vous », répond Gortchakof, « que je risque de faire attendre l'Empereur? » Napier propose encore au chancelier de l'accompagner. Gortchakof lui répond : « Je n'aurai absolument rien à ajouter à ce que je vous ai déjà dit, Mylord¹ ».

La proposition de démarche collective faite au gouvernement français amena ce dernier à déclarer qu'il était prêt à informer le gouvernement grec de ses échanges de vues, et à se considérer comme lié par ses engagements antérieurs, mais qu'il ne se croirait pas autorisé à refuser indéfiniment sa reconnaissance à un prince que la nation hellénique aurait élu par un suffrage libre, sans tenir compte de ces contingences. Dans le cas où l'une des puissances protectrices se considérerait comme déliée de ses engagements, la France reprendrait sa liberté d'action. Elle était disposée d'ailleurs, pour prévenir toute complication, à s'en-

1. Gortchakof à Brunnow, du 7-19 novembre, lettre confidentielle. Le compte-rendu de Napier à Russell, daté du même jour, confirme le récit du chancelier en y ajoutant le fait que Gortchakof aurait montré à Napier une dépêche adressée à Brunnow, où Gortchakof se montrait assez irrévérencieux pour l'Angleterre. Le compte-rendu de Montebello à Drouyn de Lhuys, établi d'après les renseignements de Napier et de Jomini, insiste sur les rapports pleins de confiance de la France et de la Russie; il est daté du 20 novembre.

tendre immédiatement pour le choix d'un prince avec les autres cours garantes¹.

Mal satisfait² de la réponse russe, sinon de la réponse française, le cabinet britannique parut vouloir laisser aller les choses, comme s'il ne se croyait plus lié par ses engagements³. Pour écarter la candidature de Leuchtenberg, il n'avait qu'à laisser s'affirmer celle d'Alfred⁴ et elle était déjà assurée du succès.

Pour Alfred, Athènes est en frénésie. Les manifestations s'y succèdent. Le 22 novembre, à huit heures du soir, au milieu d'une foule qui tient des cierges allumés, s'avance une voiture chargée d'étudiants. Ils promènent l'image d'Alfred, qu'ils appellent déjà le souverain élu des Grecs. Son portrait est encadré de fleurs. On l'acclame. Le cortège se rend à la Légation d'Angleterre; le ministre Scarlett paraît au balcon; il fait remercier les manifestants par un Grec qui est à ses côtés. La foule suit jusqu'au théâtre qui est envahi aux cris de : « Vive Alfred ! » Les musiciens du théâtre doivent prendre la tête du cortège qui se remet en marche, qui revient à la légation britannique. Le ministre fait dire à la foule qu'il la remercie, qu'il ne peut, quant à présent, exprimer aucune opinion sur la candidature d'Alfred, mais qu'il souhaite sincèrement à la Grèce, dans l'avenir, toute sorte de prospérités. Le lendemain dimanche, une nouvelle manifestation a lieu. Cette fois le portrait d'Alfred apparaît escorté des trois portraits de l'Empereur Napoléon III, de la reine Victoria et du tsar Alexandre II⁵.

Toutes les Puissances étaient ainsi conviées à la fête, bien que toutes n'y fussent pas aussi bien disposées. Encore les Grecs prétendaient-ils brusquer les choses en confiant l'élection d'Alfred, non pas au vote de l'Assemblée nationale trop lente à se constituer, mais à un simple referendum, à une consultation populaire improvisée.

Les circonstances étaient de plus en plus favorables à l'Angleterre. Scarlett n'avait qu'à rendre son attitude plus énigmatique et à laisser intriguer ses agents. Russell, plus strict dans

1. Cowley à Russell, du 20 novembre, et note verbale française du même jour.

2. « Unsatisfactory », dit textuellement Russell à Napier dans sa dépêche du 28 novembre.

3. Palmerston le déclara formellement à Brunnow. Cf. dépêche de Brunnow à Gortchakof, du 13-25 novembre.

4. Tricoupis à son gouvernement, du 27 novembre.

5. Journal d'une légation d'Athènes que nous ne pouvons pas nommer.

l'exécution des engagements pris, n'avait qu'à s'effacer devant Palmerston, qui ne disait ni oui ni non quand on lui demandait si Alfred pourrait être roi¹. Pour faire contrepoids à la Russie, Palmerston éveillait les susceptibilités de l'Autriche, qui était intéressée, elle aussi, « à l'intégrité de l'empire Ottoman et à la Méditerranée² ». L'Angleterre ménageait la France et tenait tête à la Russie. A Saint-Petersbourg, Napier restait à l'écart depuis l'entrevue du 19³. A Londres, Palmerston s'expliquait durement le 25 novembre avec Brunnow sur la liberté qu'avait l'Angleterre d'accepter la candidature d'Alfred⁴. Enfin le 28 novembre Russell donnait comme instruction à Napier de dire à Gortchakof, en lui en laissant copie, que s'il ne plaisait pas à la Russie de voir un prince anglais sur le trône de Grèce, l'Angleterre avait des objections insurmontables à y voir un prince russe, et qu'une pareille éventualité créerait de sérieuses difficultés entre la Grèce et l'Angleterre et mettrait en danger la paix de l'Europe⁵.

Contre l'Angleterre, la Russie essaya de s'appuyer sur la France. Gortchakof représentait à notre ambassadeur que nous étions plus encore que les Russes intéressés à la question. Quant à la candidature de Leuchtenberg, « si elle se posait en dehors de nous », déclarait-il au duc de Montebello, « nous nous concerterions avec la France, et je vous prie de donner à votre gouvernement l'assurance formelle que nous n'accepterions comme roi de Grèce qu'un prince qui serait accepté par vous ». Et il concluait : « Quoique la Russie soit encore recueillie, elle pourra prouver que son amitié n'est pas sans quelque valeur⁶ ».

Entre l'Angleterre et la Russie, la France hésitait à se prononcer. D'après Drouyn de Lhuis, c'est pour complaire à la Russie que le gouvernement français avait évité d'engager sa liberté d'action, avec la pensée que « le cabinet de Saint-Petersbourg tenait peut-être à se réserver les chances que la candidature du duc de Leuchtenberg pouvait présenter encore ». En fait, dans

1. Wimpffen à Rechberg, du 22 novembre et Tricoupis à son gouvernement, du 1^{er} décembre. Tricoupis fait dater du 23 novembre le changement survenu dans la politique anglaise.

2. Wimpffen à Rechberg, du 22 novembre.

3. Revertéra à Rechberg, du 22 novembre.

4. Brunnow à Gortchakof, du 13-25 novembre.

5. Russell à Napier, du 28 novembre.

6. Montebello à Drouyn de Lhuis, du 21 novembre.

cette affaire, la France commençait de s'inquiéter aussi pour elle. Il ne lui convenait en aucune manière de voir installé à Athènes, au cœur de l'Orient, un prince anglais. Lord Cowley avait beau vouloir représenter la France comme favorable à Alfred¹, aucun doute n'était possible. Indirectement, par des insinuations, le cabinet des Tuileries essayait d'amener l'Autriche à intervenir auprès de l'Angleterre dans un sens modérateur². D'autre part, il s'adressait directement au cabinet britannique, en s'autorisant de la cordialité des rapports existant entre les deux nations³. Il représentait « que la susceptibilité de l'opinion en France ne verrait peut-être pas avec indifférence le trône de Grèce assuré à la dynastie de la Grande Bretagne⁴ », que l'équilibre existant risquait d'être rompu... Il allait encore plus loin, en se permettant des menaces dont s'étonnait le ministre autrichien à Paris, Metternich⁵. Napoléon aurait dit à Drouyn de Lhuis : « Si l'Angleterre cherche à rompre l'équilibre à son profit, nous la laisserons faire, mais nous le rétablirons au nôtre⁶ ». Quant à Drouyn de Lhuis, il envisageait ces deux attitudes, « ou bien mettre dans la balance tout le poids de la France avec l'intention bien arrêtée de tirer l'épée... ou bien juger avec calme d'une manière débonnaire, mais tout en faisant ses réserves⁷ ». Ce fut cette dernière attitude qui fut adoptée⁸. Le cabinet de Londres « ayant répondu en renouvelant l'assurance de son désir de rester dans les prescriptions des traités et en ajoutant qu'il refuserait d'accepter la candidature du prince Alfred, si la cour de Russie prenait de son côté le même engagement à l'égard du duc de Leuchtenberg⁹ », le cabinet français se retourna contre la Russie. Il se prononça contre la démarche qu'elle proposait à Munich¹⁰. Il interdit formellement à Bourée, notre ministre à

1. D'Oubril à Gortchakof, du 18-30 novembre.

2. Metternich à Rechberg, du 24 novembre, et Rechberg à Metternich, du 2 décembre, lettre particulière. Le gouvernement autrichien ne se souciait pas d'intervenir. Il voyait sans déplaisir le désaccord prochain des deux grandes puissances maritimes.

3. Circulaire de Drouyn de Lhuis, du 4 décembre.

4. Cf. Wimpffen à Rechberg, du 26 novembre.

5. Metternich à Rechberg, du 28 novembre.

6. Metternich à Rechberg, du 26 novembre.

7. D'Oubril à Gortchakof, du 18-30 novembre.

8. Cf. Brunnow à Gortchakof, du 5 décembre.

9. Circulaire de Drouyn de Lhuis du 4 décembre.

10. Tricoups à son gouvernement, du 27 novembre, d'après communication de Russell.

Athènes, de prendre en main la candidature de Leuchtenberg. Il trouvait fâcheuse l'insistance de la Russie pour l'application de l'article 40. Il observait que le plus simple serait de renoncer simultanément aux deux candidatures Leuchtenberg et Alfred, ce qui permettrait à la France de proposer le prince Henri des Pays-Bas¹. Il insistait enfin, à la date du 30 novembre, sur la nécessité de déclarer exclu Leuchtenberg, purement et simplement.

A tout prix la Russie devait écarter l'élection d'Alfred. Abandonnée par nous, il lui fallait se rapprocher de l'Angleterre. Il lui en coûta beaucoup. Gortchakof se sentait bien plutôt disposé à batailler à coups de dépêches et d'articles virulents contre le *Morning Post*². Cependant il avait laissé le ministre russe à Athènes sans une ligne d'instructions quant à l'appui éventuel à donner à Leuchtenberg³. Le 25 novembre, il lui confirmait comme restant en vigueur l'engagement excluant du trône les membres des trois familles en ajoutant : « Le cabinet anglais croit utile de le rappeler à Athènes. Si Scarlett en reçoit l'ordre, prononcez-vous de votre côté dans le même sens après vous être concerté avec Bourée⁴. » Deux jours plus tard il faisait connaître à Brunnow que l'Empereur de Russie n'avait jamais posé la candidature du duc, ni voulu permettre qu'elle fût posée⁵. Le 28, Brunnow, ignorant les dernières intentions du chancelier, adressait une communication à Russell uniquement sur le maintien des exclusions; Russell voulait des précisions supplémentaires⁶. Le Gouvernement français ayant encore insisté à Saint-Petersbourg, Gortchakof réitéra le 30 à Brunnow par télégramme⁷ ses déclarations du 27. Brunnow sentait lui-même qu'il devenait indispensable « de ne pas laisser à l'Angleterre le moindre prétexte de se prétendre déagée⁸ ». De son côté Drouyn de Lhuis proposait maintenant une déclaration d'exclusion mutuelle et le conseil des ministres anglais devait en délibérer

1. D'Oubril à Gortchakof, du 18-30 novembre. — Le prince Henri des Pays-Bas, fils de Guillaume II, prince d'Orange, était né en 1820.

2. Revertera à Rechberg, du 3 décembre.

3. Bourée à Drouyn de Lhuis, du 27 novembre.

4. Gortchakof à Bloudoff, du 13-25 novembre.

5. Gortchakof à Brunnow, du 27 novembre, lettre particulière.

6. Marquis de Cadore à Drouyn de Lhuis, du 30 novembre.

7. Gortchakof à Brunnow, du 18-30 novembre, télégramme.

8. Brunnow à Gortchakof, du 1^{er} décembre.

le 2 décembre à Londres¹. Enfin la candidature du prince Alfred se trouvait retirée au même moment sur la volonté expresse de la reine Victoria, d'accord avec l'opinion et avec les journaux qui ne dépendaient pas de Palmerston². L'apaisement tendait à se faire. Le 2 décembre, Brunnow adressait à Russell une note ainsi libellée : « Les directions de ma Cour confirment en entier les explications que j'ai eu l'honneur d'offrir à votre Excellence confidentiellement. Elles m'autorisent à vous donner la certitude que l'éventualité de voir Monseigneur le duc de Leuchtenberg appelé au trône hellénique ne s'accorde point avec les intentions de ma Cour³ ». La note qui parvint à Palmerston, au lieu d'atteindre Russell indisposé, n'aurait peut-être pas été jugée satisfaisante⁴, si Brunnow n'avait encore pris l'initiative, « pour saisir Palmerston dans ses propres filets », de lui proposer un échange de notes déclarant l'élection du prince Alfred et du duc de Leuchtenberg non avenue si l'un ou l'autre était choisi⁵. Les notes furent échangées à Londres dans la matinée du 4 décembre⁶. Le péril était conjuré.

L'adhésion de la France étant d'avance acquise, il ne restait plus qu'à faire à Athènes la déclaration combinée.

L'Angleterre se mit en retard comme pour donner à l'élection d'Alfred le temps de se produire. Alléguant l'importance du document à transmettre, Russell ne confia pas au télégraphe le projet de déclaration qu'il envoyait à Scarlett⁷. Il s'ensuivit que le 8 décembre, deux jours avant la fin de la consultation populaire sur l'élection d'un souverain, Scarlett refusa de se joindre à notre agent Bourée pour faire la déclaration⁸. En dépit de notes particulières envoyées par Bourée et Bloudoff, le plébiscite eut lieu et il consacra le triomphe d'Alfred⁹.

Le 13 décembre seulement, les trois ministres remirent au gouvernement grec la déclaration d'exclusion mutuelle; encore

1. Brunnow à Gortchakof, du 1^{er} décembre.

2. Gortchakof à Bloudow, du 6 décembre, et Tricoupis à son gouvernement, du 3 décembre.

3. Brunnow à Russell, du 2 décembre.

4. Brunnow à Gortchakof, du 5 décembre.

5. Brunnow à Gortchakof, du 3 décembre.

6. Brunnow à Gortchakof, du 4 décembre (télégramme) et du 5; circulaire de Gortchakof, du 14 décembre.

7. Cadore à Drouyn de Lhuis, du 5 décembre.

8. Bourée à Drouyn de Lhuis, du 9 décembre.

9. Scarlett à Russell, du 17 décembre.

Scarlett refusa-t-il d'inviter le cabinet d'Athènes à entourer cette communication d'une certaine publicité¹.

L'Angleterre triomphait en Grèce, mais sans pouvoir, en vertu de la déclaration, profiter complètement de sa victoire. Elle allait lui servir surtout à jouer le premier rôle dans la suite du débat. Jusqu'alors le problème de la succession d'Othon n'avait été résolu que négativement en quelque sorte, par l'élimination concertée des candidats à exclure; il s'agissait maintenant de lui trouver une solution positive, de faire un roi.

II. — *A la recherche d'un candidat* (décembre 1862 à mars 1863).

La question était peut-être plus embarrassante encore qu'au lendemain du départ d'Othon. Il fallait chercher un candidat qui fût accepté par les Grecs, d'autant plus enthousiastes d'Alfred qu'on le leur refusait, qui fût admis par les Puissances mécontentes de la place prise par l'Angleterre, enfin un candidat qui voulût d'une couronne offerte sans succès à un autre et appartenant en droit au souverain déchu. Des refus étaient à prévoir et beaucoup de difficultés.

Avant la crise russo-anglaise, des noms de candidats éventuels autres qu'Alfred et que Leuchtenberg avaient été prononcés à Athènes et plus encore à Londres. La capitale anglaise est le centre des conversations, l'Angleterre ayant adopté dès le début une attitude moins passive que la France et que la Russie. Sur le choix d'un prince, des vues se sont échangées fréquemment entre Tricoupis, l'agent grec, Russell et Palmerston. L'Angleterre en a profité pour exprimer ses préférences, et pour les soutenir de la promesse des Ioniennes, promesse d'abord vague, mais qui s'est de plus en plus précisée². La partie s'est alors nouée entre la Grèce et l'Angleterre, encore que le gouvernement britannique déclarât son intention de s'entendre avec la France et la Russie sur le nom d'un candidat³.

Dès les premiers jours de novembre, Palmerston indique à Tricoupis que la Grèce devrait élire un prince déjà formé et, sans fixer son choix, il nomme le prince Nicolas de Nassau, que

1. Bourée à Drouyn de Lhuis, du 13 décembre.

2. Wimpffen la mentionne dès le 4 novembre, et Tricoupis le 6.

3. Russell à Scarlett, du 6 novembre.

Tricoupis repousse, parce qu'il est allemand, le roi Ferdinand de Portugal, un Cobourg, et le prince Henri de Holstein, « qui avait passé à Londres la plus grande partie de sa vie ». Tricoupis nomme de son côté le second fils du roi d'Italie, que Palmerston ne repousse pas, le duc d'Aumale, que Palmerston écarte d'emblée, parce que son avènement porterait préjudice à la Grèce et parce que « une telle main mise de la France en Orient ne conviendrait pas à l'Angleterre ». Tricoupis cite encore le comte de Flandre¹, que Palmerston croit destiné à exercer le pouvoir suprême en Belgique même. La conversation tombe enfin sur Ypsilanti, candidature peu sérieuse qui a le don d'égayer le ministre anglais².

Le 10 novembre, Russell informe Tricoupis que la Russie propose une réunion des représentants des trois Puissances pour le choix d'un nouveau roi. Russell n'admet pas cette réunion dont les décisions limiteraient la liberté des Grecs, mais il ne se prive pas, quant à lui, de donner à Tricoupis des indications nouvelles. Le 12, il lui parle de l'archiduc Maximilien et du prince Oscar de Suède³. Tricoupis écarte l'Autrichien et prononce le nom du prince Amédée d'Italie. Russell l'accepterait, mais le Sous-Secrétaire d'état, M. Layard, lui est contraire. Tricoupis se rabat sur le roi Ferdinand⁴.

L'allure de ces conversations change, quand la crise éclate, à partir du milieu de novembre. Aucune candidature ne semble plus désirable aux ministres anglais, ni celle du prince Amédée, ni celle du roi Ferdinand, qui ne paraît pas désirer la couronne, ni celle des princes allemands, ni celle d'Oscar de Suède, qui est l'héritier désigné de la couronne de Suède, ni même celle de Maximilien, que Russell abandonne. Quel est le prince qui pourrait soutenir la comparaison avec le prince Alfred? En revanche, il est beaucoup plus parlé des îles Ioniennes, bien que tous ces propos à leur sujet n'aient, d'après Palmerston, « aucun rapport avec l'élection du prince Alfred, qui, si

1. Philippe, comte de Flandre, fils du roi de Belgique Léopold I^{er}, était né en 1837.

2. Tricoupis à son gouvernement, du 6 novembre.

3. Le prince Oscar, futur roi de Suède, fils d'Oscar I^{er}, était né en 1829.

4. Tricoupis à son gouvernement, du 12 novembre. — Ferdinand, roi régent de Portugal, était né en 1816. Il était le fils de Ferdinand Georges Auguste, duc de Saxe-Cobourg-Gotha. Il avait épousé la reine Maria II de Portugal.

elle a lieu, devra se faire indépendamment de toute considération sur les îles¹ ».

Maintenant qu'on prétend à Londres n'avoir plus de candidat, on en indique à Paris pour empêcher le choix d'Alfred de s'imposer. On parle du roi Ferdinand, du prince Henri des Pays-Bas, du prince de Linange², comme on parle à Pétersbourg de princes bavarois³.

A mesure que la crise s'apaise, des conversations sur le choix d'un candidat s'amorcent particulièrement entre Paris et Londres⁴, en même temps que le gouvernement russe se déclare prêt lui-même à délibérer sur la question⁵.

Lord Cowley est chargé de pressentir le cabinet des Tuileries sur le compte du prince Nicolas de Nassau ; Napoléon le repousse parce que ce prince s'est mis du côté de l'Autriche pendant la guerre d'Italie⁶.

Nicolas évincé et le prince Oscar de Suède ayant refusé⁷, l'Angleterre propose officiellement Ferdinand de Portugal⁸, tandis que la France s'en tient à Henri de Hollande. Russell prévient d'ailleurs Tricoupis que le don des Ioniennes ne sera fait qu'à un souverain pacifique et agréable à l'Angleterre. Comme si déjà il n'était pas très sûr de Ferdinand, il se reprend à indiquer, à Tricoupis, Maximilien dont il a été question dans le conseil d'une manière générale, et qui passe pour « libéral, capable et très distingué⁹ ». C'est de Maximilien encore que Palmerston parle au ministre ottoman Musurus, en même temps que de Nicolas de Nassau et d'un prince danois. Russell fait redouter à

1. Tricoupis à son gouvernement, du 17 novembre.

2. Metternich à Rechberg, du 28 novembre, et d'Oubril à Gortchakof, du 30. Le prince Henri est recommandé par Drouyn de Lhuis en raison des preuves de sagesse et de savoir-faire politique qu'il a données dans son gouvernement du Luxembourg.

3. Gortchakof à Bloudoff, du 28 novembre : « En mettant sur la voie d'un candidat bavarois... nous déroutons ceux de nos adversaires politiques qui nous attribuent fort à tort des convoitises personnelles. »

4. Tricoupis à son gouvernement, du 1^{er} décembre.

5. Brunnow à Russell, du 2 décembre.

6. Brunnow à Gortchakof, du 1^{er} décembre, et Tricoupis à son gouvernement, de la même date.

7. Wimpffen à Rechberg, du 4 décembre, télégramme.

8. Cadore à Drouyn de Lhuis, du 11 décembre.

9. Tricoupis à son gouvernement, du 4 décembre.

l'Autriche la candidature du duc d'Aoste¹. La France demande à la Russie si elle a un candidat.

Le prince Henri des Pays-Bas, très étroitement apparenté à la famille de Russie, ayant décliné les ouvertures de la France, la candidature anglaise du roi Ferdinand de Portugal reste la seule officieusement proposée, tandis qu'à Athènes on parle secrètement du duc d'Aumale², tout en continuant d'ailleurs les menées pour Alfred, sans doute avec l'aveu des agents britanniques³.

A défaut d'Alfred, l'Angleterre veut faire accepter Ferdinand par les Grecs. Ferdinand pourrait ne pas leur être sympathique à cause de son origine allemande et encore parce qu'il est très catholique, médiocrement riche et qu'il n'a été souverain que d'un petit État⁴. Pour effacer ces impressions, l'Angleterre va faire à la Grèce le cadeau le plus précieux. Comme l'écrivit Gortchakof, d'une main elle présentait un candidat, de l'autre elle offrait les îles Ioniennes⁵.

Russell aurait dit lui-même d'après Apponyi : « Nous avons voulu... nous y assurer [en Grèce] une forte influence par la cession des îles et diriger ainsi le choix du souverain et les tendances de sa politique⁶ ».

Le 11 décembre 1862, le gouvernement britannique communiquait officiellement d'abord à Tricoupis et ensuite aux représentants des Grandes Puissances sa résolution de faire abandon des îles Ioniennes⁷. Il leur annonça au même moment l'envoi à Athènes en mission extraordinaire d'Henri Elliot, ancien ministre en Grèce. Les instructions données à Elliot le 12 décembre

1. Wimpffen à Rechberg, du 5 décembre, télégramme.

2. Bourée à Drouyn de Lhuis, du 10 décembre, télégramme.

3. Bourée à Drouyn de Lhuis, du 13 décembre, confidentiel. Elliot écrivait le 5 janvier à Russell : « As long as it remains uncertain to whom it is desirable that the choice of the nation should be directed, the prevalence of the feeling in favour of Prince Alfred continues to have the most salutary effect, by preventing the country from being divided by a diversity of views ».

4. Apponyi à Rechberg, du 24 décembre.

5. Gortchakof à Budberg, du 15 décembre, particulière.

6. Apponyi à Rechberg, du 17 décembre. C'est la thèse fondamentale d'un des premiers promoteurs de la démocratie grecque, M. Philaretos, dans son ouvrage *Xenocratia*, p. 141-142.

7. Cadore à Drouyn de Lhuis, du 11 décembre ; Brunnow à Gortchakof, et Apponyi à Rechberg, du 12, et Tricoupis à son gouvernement, du 11. La communication fut également faite au ministre de Prusse.

précisaient l'offre des îles dans les termes suivants : si la nouvelle assemblée nationale maintenait la monarchie constitutionnelle et s'abstenait de toute agression contre les États voisins ; si de plus elle faisait choix d'un souverain « against whom no well founded objection could be raised », S. M. verrait dans cette attitude une promesse d'heureux avenir pour la Grèce. Dans ce cas S. M., dans le dessein de fortifier la monarchie grecque, était prête à s'entendre pour la réunion des îles Ioniennes avec les Puissances et avec le sénat ionien¹. Elliot devait encore, suivant des informations confidentielles, remercier les Grecs des témoignages qu'ils avaient donnés à Alfred, décliner son élection, motiver le refus, préparer l'élection de Ferdinand², et même étudier sur place la question de l'extension des frontières helléniques du côté de la terre³.

Ce plan était fort bien conçu. Cependant Elliot, arrivé le 23 décembre à Athènes, se montra tout surpris de la persistance des Grecs à réclamer Alfred⁴, et il en vint à leur déclarer que, si le roi Ferdinand ne leur convenait pas, ils pourraient faire leur choix eux-mêmes⁵. De nouvelles démonstrations eurent lieu en faveur d'Alfred⁶. Les Grecs parlaient maintenant d'envoyer à Londres une commission pour offrir la couronne à Alfred⁷ et d'organiser, en attendant, une régence qui gouvernerait au nom du prince anglais⁸. Le gouvernement britannique, pressé par Brunnow, s'engagea à ne pas reconnaître une telle régence si elle était formée⁹.

Ainsi déclinée par les Grecs, la candidature anglaise de Ferdinand n'était pas mieux accueillie par les Puissances. La France, il est vrai, avait donné son adhésion, et l'Angleterre en tirait avantage¹⁰, mais cette adhésion n'allait pas jusqu'à empêcher le

1. Russell à Elliot, du 12 décembre.

2. Brunnow à Gortchakof, du 12 décembre.

3. Tricoupis à son gouvernement, du 11 décembre, et Testa à Rechberg, du 10 janvier 1863.

4. Elliot à Russell, du 25 décembre, et Testa à Rechberg, du 27 décembre 1862.

5. Ibid.

6. Elliot à Russell, du 28 décembre 1862.

7. Bloudoff à Gortchakof, du 3 janvier 1863.

8. Apponyi à Rechberg, du 24 décembre ; Brunnow à Gortchakof, du 2 janvier ; Elliot à Russell, du 5 janvier 1863.

9. Brunnow à Gortchakof, du 2 janvier 1863.

10. Tricoupis à son gouvernement, du 11 décembre 1862.

cabinet de Paris de tenir compte de l'avis de la Russie, ni jusqu'à l'obliger à combattre la candidature du duc d'Aumale si elle se présentait. « Nous verrions sans répugnance comme sans déplaisir », écrivait-on à Bourée, « qu'elle fût proposée au choix de la nation grecque ». Il n'en fallut pas davantage pour que Bourée, toujours disposé à agir, se mit en mouvement et pour que Scarlett et Lord Cowley se plaignissent, et Russell après eux. « A son avis, le cabinet français, après avoir promis son appui à la candidature de don Ferdinand de Portugal, ne devait pas admettre une seconde combinaison¹ ». D'ailleurs, pas plus après qu'avant, le gouvernement anglais ne voulait du duc d'Aumale².

La Russie, comme on pouvait s'y attendre, contrecarre nettement la politique du cabinet de Londres. Elle repousse Ferdinand qui est, suivant elle, non plus « l'Angleterre ostensible », mais « l'Angleterre déguisée³ ». Comme la presse anglaise va jusqu'au point d'affirmer que la Russie est consentante, Brunnow met les choses au point brutalement avec Russell⁴. Gortchakof de son côté traite assez mal Napier⁵. La Russie ne se prononce pas. Elle n'a pas de candidat, bien qu'on puisse la soupçonner de revenir à la Bavière⁶. Elle veut surtout compromettre la France, en lui donnant sa voix, pour écarter les candidats mal vus de Napoléon⁷. Gortchakof affecte de penser que le cabinet des Tuileries n'a pu se prononcer définitivement sur le compte de Ferdinand sans avoir pris l'avis de la Russie⁸, et il amène ainsi notre gouvernement à faire volte-face et à prendre le parti de marcher d'accord avec la Russie⁹. Depuis l'annonce de la réunion des Ioniennes, Gortchakof cherche chicane à l'Angleterre. Il voudrait que cette réunion ne devint pas un marché « pour introniser en Grèce un souverain qui ne recevrait ses instructions que de Londres ». Il demande que les deux questions soient disjointes, que le souverain soit choisi d'abord et que l'affaire des Ioniennes soit réglée après¹⁰.

1. Brunnow à Gortchakof, du 22 décembre 1862.

2. Tricoups à son gouvernement, du 1^{er} janvier 1863.

3. Montebello à Drouyn de Lhuis, du 12 décembre 1862, télégramme.

4. Brunnow à Gortchakof, du 10 décembre.

5. Napier à Russell, du 15 décembre.

6. Ibid.

7. Montebello à Drouyn de Lhuis, du 12 décembre, télégramme.

8. Ibid.

9. Budberg à Gortchakof, du 24 décembre.

10. Gortchakof à Budberg, du 15 décembre.

L'Autriche même ne vient pas au renfort de l'Angleterre. Elle songe plutôt à s'inquiéter de la cession des Iles¹ et à se garantir contre l'élection possible d'un prince piémontais, soutenue par le ministre italien à Athènes. Sur la question des Ioniennes, son point de vue se rapproche de celui de la Russie². Pour écarter la candidature italienne, elle se met d'accord avec la France secrètement³, tandis qu'elle demande à l'Angleterre « des explications très nettes », parce qu'il s'agit en l'occurrence, dit le gouvernement de Vienne, « d'intérêts trop graves pour que nous puissions négliger aucune précaution⁴ ».

Le pis était que Ferdinand ne voulait pas se porter candidat. De même que l'Angleterre avait agi seule auprès des Grecs pour introduire sa candidature, elle prétendait ne faire appel à personne pour le convaincre lui-même⁵.

La reine Victoria qui semble avoir eu l'initiative du choix de Ferdinand⁶, un Cobourg, s'était empressée de lui télégraphier. Ferdinand la prévint, télégraphiquement encore, qu'il lui adressait une réponse écrite⁷. Cette réponse fut rapportée de Lisbonne par un bateau de la marine anglaise. Elle arriva mal à propos, pour l'anniversaire de la mort du prince consort. La reine attendit pour ouvrir la lettre que l'anniversaire fût passé. Ferdinand y exposait les obligations qui le retenaient en Portugal, et qui lui faisaient repousser la couronne de Grèce. Russell déclara que le gouvernement anglais ne regardait pas ce refus comme définitif, étant donné que Ferdinand paraissait ignorer les dispositions de l'Angleterre à l'égard des Ioniennes. Pour être plus sûr du succès, il fit intervenir le roi Léopold de Belgique, cousin de Ferdinand⁸. Sur les instances de l'Angleterre, et en dépit de nouveaux refus du candidat récalcitrant⁹, Léo-

1. Rechberg à Metternich, du 19 décembre.

2. Ibid. Pour l'Autriche, comme pour la Russie, le choix du souverain doit précéder le règlement de la question des Ioniennes.

3. Metternich à Rechberg, du 15 décembre.

4. Rechberg à Metternich, du 26 décembre.

5. Ce qui amena une observation de Brunnow, mentionnée dans sa dépêche à Gortchakof du 7 janvier 1863.

6. Brunnow à Gortchakof, du 10 décembre 1862.

7. Tricoupis à son gouvernement, du 11 décembre.

8. Tricoupis à son gouvernement, du 15 décembre, et *Mémoires d'Ernest de Saxe-Cobourg*, t. III, p. 250.

9. Gortchakof à Bloudow, du 19 décembre; Tricoupis à son gouvernement, du 24 décembre. Ozerow, ministre de Russie à Lisbonne, informe le chance-

pold lui envoya M. Devaux, son secrétaire, avec une lettre où il vantait le charme de la Grèce et la beauté des femmes du Levant¹. De violentes tempêtes dans la Manche retardèrent d'abord le passage de M. Devaux en Angleterre. Il y arriva pourtant le 23 décembre et en repartit immédiatement pour Lisbonne sur un bateau anglais². Le gouvernement britannique voulut encore attendre le retour de M. Devaux, qui s'éternisait à Lisbonne³. Il n'enregistra le refus de Ferdinand que dans les derniers jours de janvier 1863 à la suite d'un nouveau télégramme⁴, et il n'en informa officiellement Elliot que le 15 janvier⁵.

Le gouvernement russe comprenait très bien le jeu du cabinet anglais. « Il tient avant tout », écrivait Brunnow, « à écarter les candidatures qui lui seraient contraires. Il ne veut pas laisser la voie ouverte à des chances qui favoriseraient soit l'influence russe, soit l'influence française⁶. »

Comme Russell avait vent de la candidature de Guillaume de Bade qui était destiné à devenir le beau-frère du duc de Leuchtenberg, il la repoussa par avance, tandis qu'il assurait d'autre part Tricoupis que l'Angleterre ne manquait pas de candidats, d'abord le duc Ernest de Saxe-Cobourg, et ensuite Guillaume de Danemark, destiné d'ores et déjà à devenir le beau-frère du prince de Galles⁷.

C'était donc maintenant le tour du duc Ernest. La candidature de Ferdinand était restée en question environ un mois, du milieu de décembre au milieu de janvier. La candidature d'Ernest se posa des derniers jours de décembre aux premiers jours de février. Elle comporta plusieurs phases⁸.

Tandis que l'Angleterre affectait de considérer la candidature de Ferdinand comme toujours posée, elle négociait secrètement avec le duc Ernest, un autre Cobourg, le frère même du prince consort⁹. Le cabinet de Saint-James, peut-être inspiré par la

lier que Ferdinand demande qu'on ne le tourmente plus (*sic*) de cette affaire (dépêche du 22 décembre).

1. Cité par Ernest de Saxe-Cobourg, *Mémoires*, t. III, p. 250.

2. Tricoupis à son gouvernement, du 24 décembre.

3. Brunnow à Gortchakof, du 7 janvier 1863.

4. Brunnow à Gortchakof, du 8 janvier.

5. Russell à Elliot, du 15 janvier, télégramme.

6. Brunnow à Gortchakof, du 22 décembre 1862.

7. Tricoupis à son gouvernement, du 24 décembre.

8. Tricoupis à son gouvernement, du 8 janvier 1863.

9. Ernest II de Saxe-Cobourg-Saalfeld, puis Gotha, était né en 1818.

reine, lui avait préféré Ferdinand. Léopold, le roi des Belges, avait par contre recommandé plutôt le duc Ernest¹. Il était ainsi désigné à servir une fois de plus d'intermédiaire pour les négociations qui allaient s'ouvrir. A la date du 25 décembre, il écrivait déjà à Ernest pour l'engager à accepter le royaume de Grèce augmenté des îles Ioniennes, et pour lui représenter qu'en Grèce comme en Angleterre on voulait un Cobourg². Là-dessus, d'après Ernest, Palmerston aurait adressé à la reine un mémoire en faveur du nouveau candidat. Les conditions d'une bonne candidature étaient très simples, déclarait Palmerston : pas d'attache ni avec la Russie ni avec la France; une certaine expérience et des principes libéraux; les attaches les plus étroites avec l'Angleterre, condition décisive, d'autant plus qu'il y avait eu des Grecs, selon Palmerston, pour exprimer l'idée absurde que la couronne de Grèce fût offerte à un gentleman quelconque. Le choix d'Ernest s'imposait donc. Pour achever de convaincre la reine, Palmerston exprimait l'idée qu'Ernest devenant roi de Grèce pourrait transmettre son duché au prince Alfred³.

La reine était conquise. Le duc Ernest, à la date du 3 janvier, demandait des précisions à Léopold, son oncle⁴. Elles lui furent fournies le lendemain⁵. Le duc avait demandé, entre autres choses, quelle était la pensée de la France, de la Russie, de l'Autriche. Léopold crut pouvoir répondre d'emblée que la France s'en remettait à l'Angleterre, que la Russie laissait faire également, que l'Autriche ne songeait qu'à complaire à la Grande-Bretagne⁶. Russell de son côté faisait savoir que les Puissances ratifieraient le choix de la Grèce, que l'Angleterre n'avait besoin que d'une acceptation de principe du duc Ernest, que le cabinet britannique était enfin très pressé d'aboutir⁷.

Ces affirmations pouvaient sembler d'autant plus risquées que la Grèce persistait à demander Alfred et Alfred seulement⁸,

1. Léopold l'écrivait à Ernest le 4 janvier. *Mémoires d'Ernest de Saxe-Cobourg*, t. III, p. 254.

2. Léopold à Ernest, du 25 décembre 1862, *ibid.*, t. III, p. 250.

3. *Mémoires d'Ernest*, t. III, p. 253, et Thun à Rechberg, du 18 janvier.

4. *Mémoires d'Ernest*, t. III, p. 251-252.

5. *Mémoires d'Ernest*, t. III, p. 254.

6. *Ibid.*

7. *Mémoires d'Ernest*, t. III, p. 259.

8. Testa à Rechberg, du 3 janvier 1863, et Elliot à Russell, du 5.

que la défiance régnait de plus en plus entre Londres et Saint-Petersbourg¹, et que la Bavière intriguait, conseillée d'un côté par la Russie², appuyée d'un autre côté par l'Autriche qui n'attendait plus qu'une occasion favorable pour intervenir en sa faveur³.

Le moment était arrivé pour l'Angleterre de s'ouvrir de ses projets aux Puissances. C'est ce qu'elle fit, à la date du 8 janvier, en assurant tant notre chargé d'affaires que l'ambassadeur russe du consentement du duc Ernest, dans le cas où il serait élu par les Grecs et accepté par la France et par la Russie⁴. Avant de répondre, le gouvernement de Saint-Petersbourg essaya de connaître les dispositions de la France⁵. Budberg écrivit au chancelier que la dernière combinaison de l'Angleterre avait paru trop singulière à Paris pour ne pas soulever quelques objections, que Napoléon était fatigué par cette question où il ne croyait pas pouvoir marquer son influence, et qu'il semblait vouloir laisser les événements suivre leur cours⁶. A la date du 13, Brunnow, agissant d'après les instructions du chancelier, adressait un billet à Russell pour l'informer que l'Empereur regrettait de ne pouvoir adhérer au choix d'un prince qui, sans héritiers directs, n'était pas à même d'assurer la succession au trône d'une manière conforme à la loi constitutionnelle de la Grèce⁷. La France de son côté demandait des éclaircissements à Londres sur la succession d'Ernest qui pourrait échoir à Alfred; elle soulevait des objections sur l'impopularité dont les Grecs enveloppaient tous les princes allemands; elle ajoutait d'ailleurs qu'elle ne contesterait pas le choix de la Grèce. Cette attitude n'était pas nette. Pour qu'elle se précisât, Gortchakof intervint; il proposait au gouvernement français une communauté d'action. Le cabinet des Tuileries aima mieux rester sur la réserve.

Le gouvernement britannique en profita pour pousser les

1. Cadore à Drouyn de Lhuys, du 5 janvier.

2. Soutzo, ministre de Grèce en Russie, à son gouvernement, du 3 janvier, et Vind, ministre de Danemark à Saint-Petersbourg, à Hall, du 22 janvier.

3. Rechberg à Metternich, du 7 janvier.

4. Les assurances données à notre représentant étaient plus fermes; celles que reçut Brunnow étaient plus vagues. Brunnow à Gortchakof, du 14 janvier.

5. Ibid.

6. Budberg à Gortchakof, du 11 janvier.

7. Brunnow à Gortchakof, du 14 janvier, secret.

choses encore plus loin. Il passerait outre au besoin à l'opposition de la Russie et à l'abstention de la France¹. Il disposerait seul du trône de Grèce sans se soucier des critiques de Gortchakof. Le 19 janvier, s'autorisant de ce que le président du gouvernement provisoire hellénique « avait exprimé l'espoir que le gouvernement anglais recommandât un candidat pour le trône vacant », Russell recommandait à Elliot et, par lui, à la Grèce, la candidature d'Ernest de Saxe-Cobourg². Ainsi, comme le notait le ministre de Russie à Athènes, l'Angleterre, après avoir repoussé en Leuchtenberg le neveu du tsar, en venait à proposer l'oncle du futur roi d'Angleterre. C'était un degré analogue de parenté³.

Malheureusement pour elle, l'Angleterre ne pouvait compter, pour aboutir, ni sur les Puissances, ni sur Ernest, ni sur les Grecs.

L'opposition de la Russie s'affirmait de plus en plus nette. Gortchakof revenait sur ses propositions d'entente avec la France⁴. Russell soutenait en vain qu'il n'y avait pas de protestation russe⁵. Quant à la France, que l'Angleterre s'efforçait de compromettre en parlant de « sa cordiale adhésion⁶ », elle pouvait bien se montrer complaisante, elle allait même jusqu'à envoyer au duc Ernest le maréchal Magnan⁷, mais elle persistait officiellement dans l'abstention, et il n'est pas sûr que la presse française ne fût pas encouragée à faire campagne contre Alfred, et que Bourée ne reçût pas d'argent pour faire arriver le duc d'Aumale⁸. Drouyn de Lhuis était d'ailleurs moins bien disposé pour Ernest que l'Empereur⁹.

Ernest lui-même se montre de moins en moins décidé. Il a posé des conditions : renonciation de la dynastie bavaroise, accord des trois Puissances en faveur de son élection, faculté

1. Memorandum de Russell dans les *Mémoires* d'Ernest, t. III, p. 261.

2. Russell à Elliot, du 19, puis du 22 janvier. Bloudoff à Gortchakof, du 19 janvier.

3. Bloudoff à Gortchakof, du 23 janvier.

4. Montebello à Drouyn de Lhuis, du 24 janvier, télégramme.

5. Tricoupis à son gouvernement, du 26 janvier.

6. Bloudoff à Gortchakof, du 26 janvier; Tricoupis à son gouvernement, de la même date.

7. Renseignement de Russell à Tricoupis; Tricoupis à son gouvernement, du 26 janvier; Bloomfield à Russell, du 18 février.

8. Bloomfield à Russell, du 18 février; Testa à Rechberg, du 24 janvier.

9. Tricoupis à son gouvernement, du 26 janvier.

pour lui de conserver son duché de Cobourg, de n'aller à Athènes que comme régent, renforcement sérieux de la Grèce, réorganisation de son armée, accroissement de son territoire, relèvement de ses finances, etc.¹... Dans son memorandum du 15 janvier, Russell entreprit d'éluder ces conditions², puis une conférence eut lieu à Bruxelles, les 18 et 19 janvier, entre le roi Léopold, le duc Ernest, deux de ses ministres et le général Grey, secrétaire de la reine Victoria. Le roi voulait entraîner en Grèce son neveu; les ministres du duc faisaient effort au contraire pour le retenir en Allemagne. Le duc sentait de plus en plus, dit-il, que l'Angleterre voulait faire de lui un prince vassal sans argent, sans armée, sans marine, sans autre appui que la flotte anglaise de la Méditerranée et la diplomatie de Palmerston³. Puis le cabinet bavarois adressait au ministre du duc, von Seebach, une lettre indignée où il fulminait contre la politique anglaise, où il faisait appel à la bonne foi du duc qui ne voudrait pas laisser dépouiller une autre maison d'Allemagne, qui donnerait à Lord Palmerston, au « lord Feuerbrand », disait Schrenck, une leçon bien méritée⁴. A ces derniers arguments, le duc Ernest ne résista plus. Le 26 janvier, Tricoupis annonçait déjà la fin de sa candidature⁵. Le 29, Victoria lui écrivit encore en même temps que Grey⁶. Le 31, Russell annonçait officiellement au baron Gros le refus d'Ernest qui le renouvelait par télégramme le 2 février⁷.

Le lendemain, l'Assemblée nationale grecque qui en était encore à Alfred, le proclamait élu par la volonté souveraine de la nation. L'original du décret de proclamation était remis à Elliot et Tricoupis était chargé d'en présenter une copie à la reine d'Angleterre⁸.

On ne pouvait dire si le gouvernement britannique enregistrait un nouvel échec ou un nouveau succès. Il ne pouvait plus

1. *Mémoires d'Ernest*, t. III, p. 261; Brunnov à Gortchakof, du 26 janvier; Tricoupis à son gouvernement, du 12 janvier.

2. *Mémoires d'Ernest*, t. III, p. 261.

3. *Mémoires d'Ernest*, t. III, p. 265.

4. Schrenck à von Seebach, du 21 janvier, dans les *Mémoires d'Ernest*, t. III, p. 260.

5. Tricoupis à son gouvernement, du 26 janvier.

6. Victoria à Ernest, du 29 janvier, dans les *Mémoires d'Ernest*, t. III, p. 267.

7. *Mémoires*, t. III, p. 265.

8. Gouvernement grec à Tricoupis, du 5 février.

être question d'Alfred pour le trône de Grèce. En vain les Grecs entourèrent-ils sa proclamation de manifestations éclatantes. Comme réponse à sa communication du décret d'élection, Tricoupis n'obtint qu'un refus aimablement accompagné de témoignages de reconnaissance et de protestations de dévouement¹. Dans le même temps, Elliot devait encore faire connaître à la Grèce le refus du duc Ernest². L'impression produite fut considérable. Grecs et Anglais se montrèrent un moment pareillement mortifiés, tandis que Français et Russes pouvaient se réjouir de la leçon donnée à la Grèce et à l'Angleterre³. Le cabinet britannique allait-il continuer ses démarches?

Dans les derniers jours de la candidature d'Ernest, l'Angleterre avait encore placé son espoir dans le prince de Linange, capitaine de la marine anglaise, neveu de Victoria, marié à une princesse de Bade⁴. Ce prince s'empessa d'informer la reine qu'il n'accepterait pas. C'était trop de déconvenues. Russell déclara à notre ambassadeur : « Priez donc M. Drouyn de Lhuys de nous donner un candidat ; car nous n'en avons plus. » La France n'en avait pas plus qu'auparavant. La Russie pas davantage ; elle était même d'avis maintenant, comme l'Autriche, que l'abdication du roi Othon devrait précéder toute nouvelle combinaison⁵.

Le terrain était libre maintenant. Or, Palmerston voulait plus que jamais écarter autant les Bavares que Guillaume de Bade et que le duc d'Aumale. « Il regardait comme loyal, » écrivait Tricoupis, « de m'avertir que, si ce prince⁶ était appelé au trône de Grèce, la réunion des îles Ioniennes n'aurait pas lieu⁷ ». Dans ces conditions, l'Angleterre n'avait plus qu'à susciter de nouvelles candidatures. Palmerston revenait toujours à Nicolas de Nassau que Tricoupis repoussait toujours. Il parlait aussi maintenant du duc d'Augustenbourg et de Guillaume de Danemark. Il ne parlait pas à Tricoupis de l'archiduc Maximilien qu'il savait peu sympathique au représentant de la Grèce, mais précisément il engageait avec la France et avec l'Autriche, qu'il

1. Russell au gouvernement grec, du 9 février.

2. Télégramme de Russell à Elliot, reçu le 8 février à Athènes.

3. Bourée à Drouyn de Lhuys, du 13 février.

4. Tricoupis à son gouvernement, du 26 janvier.

5. Gortchakof à Bloudoff, du 29 janvier et du 12 février.

6. Il s'agit du duc d'Aumale, né en 1822.

7. Tricoupis à son gouvernement, du 4 février.

désirait détourner de la Bavière, des négociations à son sujet¹. Le 11 février, Russell écrivait à Cowley de pressentir le cabinet français qui se déclarait favorable. Le 14, il télégraphiait à Bloomfield d'en parler à Rechberg et au besoin à l'Empereur, en insistant sur la réunion des Ioniennes. Le 15, Bloomfield transmettait à Russell le refus de l'Autriche, motivé par l'intimité de ses rapports avec la Bavière. Une fois de plus, le gouvernement britannique pria Léopold d'intervenir. Le 16, ce dernier écrivait à l'archiduc, tandis que Bloomfield recevait l'ordre de voir François-Joseph lui-même². L'entretien eut lieu le 18 et, le même jour, l'archiduc faisait part à Rechberg de ses intentions.

L'Empereur réitéra le refus de l'Autriche, au nom du droit qui lui semblait être du côté d'Othon, en raison des difficultés qui seraient la conséquence d'une acceptation. Il observa aussi qu'après avoir été répétée si souvent, l'offre de la couronne hellénique avait cessé d'être flatteuse³. L'archiduc se plaignit de même du manque de tact du cabinet anglais : « Même si le trône était vraiment vacant », écrivait-il, « par la mort ou la renonciation du roi Othon..., je serais le dernier à vouloir d'une couronne colportée sans succès à une demi-douzaine de princes. D'ailleurs je connais trop bien la Grèce moderne... pour penser qu'elle peut former un État indépendant⁴. » Encore une fois, l'Angleterre en était pour sa peine.

Elle revint à la charge, d'accord avec la France que les affaires de Pologne éloignaient de la Russie. Sans que la Grèce fût informée, elles semblèrent proposer ensemble le prince Léopold de Hohenzollern, mari de l'infante Antonia de Portugal, gendre du roi Ferdinand, major dans l'armée prussienne et très attaché à la maison royale de Prusse⁵. La Russie consultée déclara s'abstenir, en répétant encore qu'Othon n'avait pas abdi-

1. Tricoups à son gouvernement, du 12 février.

2. Cf. D. Dawson, *The Archduke Ferdinand Maximilian and the Crown of Greece* (1863), dans *English historical Review* de 1922, p. 107-114. On consultera aussi avec intérêt le *Maximilien* du comte Corti, qui est à l'impression. — Maximilien, frère de François-Joseph, était né en 1832.

3. Bloomfield à Russell, du 18 février, cité par D. Dawson.

4. Maximilien à Rechberg, du 18 février, cité par Corti, *op. cit.*

5. Brunnow à Gortchakof, du 19 février. — Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, fils de Charles-Antoine, né en 1835, devait être connu plus tard comme candidat à la couronne d'Espagne.

qué¹. Le prince de Hohenzollern refusa². « Aucun candidat sur le terrain », écrivait Gortchakof à Bloudoff³.

A ce moment, au mois de février, un mouvement révolutionnaire éclatait à Athènes, ce qui n'était pas pour encourager les éventuels candidats.

L'Angleterre cherchait quand même. Russell et Palmerston disaient à Tricoupis le 19 mars que « l'Angleterre se regardait comme obligée de faire ainsi et qu'elle ne voulait pas empêcher de se réaliser ses promesses pour les Ioniennes⁴ ». A Londres, on indiquait encore le nom de Waldemar de Holstein qui refusa⁵. A Paris, on parlait de Guillaume de Hesse et l'on revenait à Guillaume de Bade, que l'Angleterre continuait d'écarter⁶. Finalement, la France se décidait à conseiller à la Grèce de prendre elle-même l'initiative « en s'adressant directement aux princes qui lui paraîtraient pouvoir être appelés à la gouverner », et l'Angleterre encourageait le gouvernement hellénique à former une commission qui chercherait de son côté. Du temps passerait...

La Grèce cependant était déchirée par les intrigues. Au-dessus des vieux partis anglais, français et russe, on en remarquait deux nouveaux qui semblaient avoir hérité des autres : le parti avancé, favorable à une candidature italienne, le parti contre-révolutionnaire, favorable à la restauration des Bavares⁷. Le parti italien patronnait la candidature du prince de Carignan qui devait adopter comme héritier son neveu, le duc de Gênes⁸. Combattue par l'Autriche, même par la France et par l'Angleterre, cette candidature tomba vers le milieu de mars, après le refus du prince de Carignan que confirma la Légation de Sardaigne⁹. Le parti bavarois parut un moment capable de triom-

1. Gortchakof à Bloudoff, du 19 février.

2. Gortchakof à Bloudoff, du 25 février.

3. Ibid.

4. Tricoupis à son gouvernement, du 19 mars.

5. Russell à Elliot, des 2 et 16 mars.

6. Russell à Elliot, du 21 mars.

7. Rechberg à Testa, du 5 mars, distingue et oppose très nettement les deux tendances.

8. Testa à Rechberg, du 21 février, signale l'arrivée d'un vaisseau sarde. — Eugène-Emmanuel de Savoie-Villefranche, né à Paris en 1816, devint prince de Carignan à partir de 1831; il fut lieutenant général du royaume de Piémont.

9. Ibid.

pher. L'attitude hostile de l'Angleterre avait empêché la Bavière de déclarer ouvertement¹ que le prince Louis était prêt à se porter candidat. En revanche, elle avait regagné la Russie, et même la France ne lui paraissait plus absolument contraire. Surtout le nombre de ses partisans en Grèce devenait plus nombreux. La contre-révolution se préparait dans le Péloponèse, avec le concours des Mavromichales². Deux navires de guerre autrichiens se trouvaient à Calamata, peut-être pour appuyer le mouvement. Une restauration était en vue. Mais tous ces espoirs se trouvèrent réduits à néant après l'arrivée au pouvoir d'Athènes d'un nouveau ministère. Tous les membres de l'Assemblée nationale hellénique vinrent signer le décret du 3 février qui prononçait la déchéance d'Othon et de sa dynastie³. Le consul de Bavière, soupçonné de fomenter des troubles, fut arrêté⁴. Un incident fut soulevé à propos du débarquement de marins autrichiens⁵. Une circulaire fut envoyée à tous les consuls de Grèce pour déclarer la maison bavaroise définitivement déchuë⁶. C'en était fait une fois de plus des prétentions de la Bavière.

III. — *Le succès de la candidature danoise* (mars à octobre 1863).

Transportons-nous maintenant en esprit de la Grèce au Danemark. L'entrée en scène de ce dernier pays devait tirer l'Europe d'embarras.

La princesse Alexandra, fille du prince Christian, nièce du roi de Danemark Frédéric VII, était partie le 26 février 1863 de Copenhague pour épouser le prince de Galles. Elle emmenait avec elle le prince Christian son père, le prince Guillaume son frère et la princesse Dagmar, dont on parlait déjà comme devant épouser le grand-duc héritier de Russie⁷. Leurs Altesses

1. Séverine à Gortchakof, du 15 février, et Budberg à Gortchakof, du 21. — Il s'agit de Louis, fils de Luitpold et petit-fils du roi Louis I^{er}.

2. Testa à Rechberg, du 8 février.

3. Testa à Rechberg, du 21 février.

4. Bourée à Drouyn de Lhuis, du 6 mars.

5. Diamantopoulo à Testa, du 25 février.

6. Circulaire grecque du 27 février.

7. On en parlait déjà à la cour d'Angleterre. Cf. Gros à Drouyn de Lhuis, du 27 mars.

Royales passèrent par la Belgique, dont le roi allait devenir le grand-oncle par alliance de la princesse Alexandra. Le mariage eut lieu le 10 mars. Au retour, une sorte de conseil de famille se tint le 25 au château de Laeken¹. Le prince Christian ne devait rentrer que le 4 avril à Copenhague. D'autre part, dès le 16 mars, le gouvernement britannique informait sa légation d'Athènes qu'il mettait en avant la candidature au trône de Grèce du prince Guillaume de Danemark². Des entretiens avaient eu lieu à ce sujet entre le prince Christian, Palmerston et Russell. Qu'en ressortait-il exactement? D'après le cabinet de Londres, le prince Christian s'en serait remis à la décision du roi comme chef de la maison royale³. D'après le général Oxholm de la suite du prince, ce dernier aurait réservé son consentement de toutes ses forces, tout en renvoyant l'affaire au roi⁴. D'après Brunnow, l'ambassadeur russe que Christian avait mis dans la confiance, le prince n'aurait consenti à porter l'affaire à la connaissance du roi qu'après avoir appris l'opinion favorable du tsar⁵. Enfin, d'après le prince Christian lui-même, loin d'avoir donné son consentement, il aurait télégraphié au roi d'attendre son retour⁶. Les choses s'arrangèrent de telle manière que la version anglaise fut la première connue à Copenhague et qu'elle y produisit un effet décisif.

Le 23 mars, le gouvernement britannique savait à la fois par Brunnow que le gouvernement russe donnait son agrément⁷, et par Cowley que la France était très favorable⁸. Sans plus attendre, il télégraphia à Paget, ministre d'Angleterre à Copenhague, de demander l'agrément du gouvernement danois. Le 23 au matin, Dotezac, notre ministre, apportait la cordiale adhésion de l'Empereur à Hall, chef du gouvernement de Copen-

1. Dotezac à Drouyn de Lhuys, du 27 mars, et Neergaard, *Under Junigrundloven en fremstilling af det danske folks politiske Historie fra 1848 til 1866*, t. II, p. 667.

2. Russell à Elliot, du 16 mars, télégramme. — Le prince Guillaume avait alors dix-sept ans.

3. Dotezac à Drouyn de Lhuys, du 25 mars; Bill, ministre danois, à Hall, du 17 avril; compte-rendu des séances aux Lords et aux Communes, pour les 16 et 17 avril.

4. *Journal de Krieger (Kriegers Dagbog)*, publié par Koppel, Friis, Munch, t. II, p. 296.

5. Brunnow à Gortchakof, du 27 mars.

6. Nicolai à Gortchakof, du 9 avril.

7. Rapport de Hall au roi, du 24 mars, et *Journal de Krieger*, t. II, p. 299.

8. Neergaard, *op. cit.*, t. II, p. 667.

hague. Hall, qui ne savait rien, fut stupéfait. Dans l'après-midi, il reçut du général Oxholm un télégramme énigmatique annonçant simplement l'envoi d'une lettre. Le 24 au matin, Paget faisait part à Hall des instructions qu'il avait reçues à 10 heures, la veille au soir. La lettre d'Oxholm n'arriva que le 26, et elle donnait peu de détails. Quant au télégramme, que Christian disait plus tard avoir envoyé le 28 après son entretien avec Léopold, tout porte à croire qu'il n'arriva jamais.

Entre temps, Paget avait poussé de l'avant à Copenhague, d'autant plus que, d'après Neergaard, le plan anglais se serait présenté au gouvernement danois comme un bienfait de la Providence, en raison de l'appui moral qu'il lui apportait indirectement dans la question des Duchés. Paget éluda les questions que Hall lui posa. Dotézac parlait de la répugnance des Grecs pour les Allemands, et Hall se réjouissait de la déconvenue des princes germaniques, surtout de celle que pourrait éprouver la famille d'Augustenbourg. Le roi Frédéric en voulait à Christian de son silence et du temps qu'il mettait à rentrer. Le 26 au soir, Paget recevait l'ordre de presser l'acceptation de Frédéric, au besoin en le voyant lui-même. Le 27, à 9 heures du matin, il se concertait avec Hall qui se réserva d'insister. Malgré la présence du prince Frédéric de Hesse qui, revenu de Londres, exprimait des doutes sur les intentions de Christian, le cabinet danois, avec Hall à sa tête, emporta le consentement du roi, « à condition que le jeune prince et ses parents accepteraient également¹ ».

Les événements marchèrent, s'il se peut, encore plus vite à Athènes. Déjà, le 23 mars, le journal *l'Avenir de l'Orient* annonçait, sur la foi d'un télégramme parvenu à Elliot, que les parents du prince acceptaient et le prince lui-même². Le lendemain, Bloudoff faisait connaître l'adhésion de la Russie³. Le surlendemain, Bourée recevait l'ordre d'appuyer la candidature. Le 26, le gouvernement anglais donnait l'ordre à Elliot d'agir en vue de l'élection du prince⁴. Le 29, Kalergi transmettait encore de bonnes nouvelles de Paris⁵. Il n'en fallut pas davantage

1. Brenner à Rechberg, du 1^{er} avril.

2. *L'Avenir de l'Orient* du 23 mars et Testa à Rechberg du 28 mars.

3. Bloudoff au gouvernement grec, du 24 mars.

4. Russell à Elliot, du 26 mars.

5. Kalergi à son gouvernement, du 29 mars.

pour que, dans la journée du 30, l'Assemblée nationale proclamât à l'unanimité roi des Grecs le prince Guillaume, sous le nom de Georges I^{er}. Le décret ajoutait que les enfants du roi seraient élevés dans la religion grecque et qu'une députation de trois personnes élues par l'Assemblée serait chargée d'aller offrir la couronne au prince¹.

Pendant que toute la Grèce était dans l'enthousiasme², pendant qu'à Smyrne même tous les bateaux hellènes se pavosaient et tiraient sans discontinuer³, la nouvelle de l'élection brusquée du prince arrivait au Danemark. Hall se prenait à douter maintenant des assertions de l'Angleterre, et il s'étonnait aussi qu'Elliot n'eût pas parlé aux Grecs de la réserve mise au consentement du roi⁴. Le prince Christian fut encore beaucoup plus surpris quand, le 4 avril, il arriva enfin à Copenhague⁵.

L'Angleterre, suivant l'expression d'Ernest, avait mis toutes voiles dehors. Elle avait gagné tout le monde de vitesse. Elle avait joué les uns et les autres. Elle avait créé le fait accompli. N'était-elle pas allée trop vite et l'histoire que nous avons déjà racontée pour Ferdinand, pour Ernest, pour Maximilien, n'allait-elle pas recommencer?

On entrevoyait après coup les difficultés. A Londres même, Brunnow avait attiré l'attention de Christian sur les égards dus à la Bavière et sur la promesse des Ioniennes qui devrait être confirmée⁶. Hall parle ensuite à Paget de l'article 40 relatif à la religion du prince, du délai qui lui serait octroyé avant de quitter le Danemark, de la régence à organiser, du règlement à intervenir pour la succession danoise. La presse avait exprimé sa défiance à l'égard de l'Angleterre, son regret de perdre un prince qui pourrait être appelé à régner⁷. Toutes ces questions avaient été agitées à Copenhague, mais elles ne pouvaient être résolues qu'avec Christian lui-même. Celui-ci, dès son arrivée, posa trois conditions expresses : la maison de Bavière se désiste-

1. Cette démarche avait été conseillée par le gouvernement britannique, sans doute d'accord avec la France. Cf. Russell à Elliot, du 26 mars, à Cowley, du 31 mars.

2. Consul danois du Pirée à son gouvernement, du 4 avril.

3. Consul danois de Smyrne à son gouvernement, du 10 avril.

4. Nicolai à Gortchakof, du 2 avril.

5. Nicolai à Gortchakof, du 9 avril ; Brenner à Rechberg, du 8 avril.

6. Brunnow à Gortchakof, du 27 mars.

7. Cf. le *Dagblad* du 28 mars et du 10 avril, le *Berlingske* du 30 mars.

rait, les frontières continentales de la Grèce seraient étendues, les trois Puissances consentiraient au jeune roi, à titre de garantie contre toute éventualité, un emprunt de 50 à 60,000 livres sterling¹. Ces conditions ne pouvaient être admises par Paget. Après un entretien avec Frédéric VII, Christian déclara renoncer à l'extension des frontières continentales, mais non au désistement de la Bavière. Il demandait encore pour son fils une liste civile de 50,000 livres sterling, plus une somme annuelle de 10,000; il insistait pour que le prince Guillaume gardât ses droits au trône de Danemark et pour qu'il pût rester à Copenhague jusqu'à sa majorité fixée au 5 décembre suivant. En outre, pour se décider tout à fait, il sollicitait un délai de huit jours qui prendrait fin le 11 avril. Le 6 avril, le roi s'entretenant avec Paget mit deux conditions de plus : le prince Guillaume n'aurait pas à changer de religion et les puissances protectrices garantiraient à nouveau l'intégrité de la Grèce.

C'est sur ces bases que, le 7 avril, la discussion s'ouvrit au Conseil. En cours de séance, Frédéric VII reçut un télégramme de Christian qui posait brusquement trois conditions nouvelles : l'armée grecque serait dissoute et réorganisée; l'armée et la marine prêteraient serment au roi seul, la marine devant être relevée du serment qu'elle avait prêté à la constitution; une escadre anglaise serait mise pour un temps indéterminé à la disposition du roi. Le prince abusait vraiment de la complaisance de son frère. Passant outre aux prétentions de Christian, le Conseil s'arrêta aux six conditions suivantes : renonciation de la maison bavaroise à la couronne de Grèce, faculté pour le nouveau roi de conserver sa religion, de garder ses droits à la couronne de Danemark, garantie de l'existence et des frontières de la Grèce, octroi au souverain d'une liste civile et d'un apanage convenables, faculté pour le prince d'ajourner son départ jusqu'à sa première communion et jusqu'à sa majorité. Le 11, quand le prince Christian revint à Copenhague, plutôt mal disposé par les avis des siens, il était plus indécis que jamais. Le roi dut encore passer outre. A la séance du Conseil qui eut lieu le 14, il commença par faire lire le règlement royal sur l'obéissance du prince et se montra si décidé que le prince lui prit la main en signe de soumission².

1. Nicolai à Gortchakof, du 9 avril.

2. *Journal de Krieger*, t. II, p. 300.

La négociation allait pouvoir continuer, d'autant plus que le prince Guillaume s'était épris follement de l'Hellade¹, que l'Angleterre avait cessé de se montrer pressée, qu'elle était conciliante, et enfin que le roi Frédéric et son ministre Hall se montraient pareillement désireux d'aboutir.

Un échange de vues avait commencé de s'établir entre Hall et Paget sur les six conditions énoncées². La question la plus difficile était celle du désistement de la Bavière. Paget avait essayé de montrer que cette renonciation n'était pas indispensable³. Le roi Frédéric se déclarait prêt à accepter un compromis⁴. La France essayait de faire intervenir l'Autriche auprès de la Bavière pour amener Othon à abdiquer⁵; mais l'Autriche se déroba⁶ et la Bavière persévérait dans son intransigeance. Le 12 avril, son roi protestait solennellement « contre tous actes attentatoires ou préjudiciables aux droits de sa Maison au trône de Grèce, de même que contre toutes les conséquences que ces actes pourraient avoir⁷. »

Comment sortir de cette impasse? Le Danemark avait à ménager l'Autriche à cause de la question des Duchés et la Russie avait à ménager la Bavière à cause des affaires de Pologne⁸. Mais Gortchakof était aussi tenu à des égards envers la dynastie danoise et, ce faisant, il sauvegardait les intérêts de son pays. Il proposa une démarche à Munich pour exposer au roi de Bavière que la solution de la question grecque ne pouvait plus être différée⁹. Le gouvernement anglais parut vouloir englober cette proposition dans un projet plus vaste de conférence¹⁰. La France et la Russie donnèrent leur approbation.

Avant la conférence, dont on attendait le règlement définitif de la question, la députation grecque composée essentiellement

1. Neergaard, *op. cit.*, p. 666.

2. Voir à ce sujet, aux Arch. du ministère des Aff. étr. à Copenhague, une feuille sans date où sont notées avec les conditions les propositions et les contre-propositions. Neergaard parle de quatre conditions (*op. cit.*, p. 667), mais il en groupe deux ensemble. La feuille sans date en mentionne six.

3. Aff. étr. Danemark, feuille sans date.

4. Ibid.

5. Metternich à Rechberg, du 7 avril.

6. Rechberg à Metternich, du 14 avril.

7. Schrenck au ministre bavarois à Paris, du 12 avril. Le 4 mai, le gouvernement autrichien prescrivait à Metternich d'appuyer la démarche bavaroise.

8. Gortchakof à Brunnow, du 15 avril.

9. Ibid. et Thun à Rechberg, du 19.

10. Russell à Cowley, du 25 avril, et Metternich à Rechberg, du 22 avril.

de Canaris, Zaïmis, Grivas, arrivait à Copenhague malgré les efforts que le gouvernement danois avait faits pour la retenir à Hambourg, en attendant que l'acceptation du prince Guillaume fût une chose bien arrêtée¹. Elle arrivait ignorante de la situation². Pourrait-elle patienter et qu'allait devenir la Grèce? Le désordre s'y déchainait avec la complicité des partisans de la contre-révolution.

La conférence se réunit à Londres le 29 avril. Lecture y fut faite de deux projets de protocole. Le premier déclarerait la vacance du trône et la nécessité d'y pourvoir, en tenant compte du vote émis par l'assemblée hellénique en faveur du prince Guillaume; l'envoyé de Bavière à Londres serait appelé à prendre part à la délibération qui précéderait l'adoption de ce protocole. Le second aurait pour objet de régler les diverses conditions de l'avènement du prince Guillaume³. Le ministre de Bavière à Londres refusa de prendre part aux délibérations. Christian, troublé par la protestation bavaroise, paraissait vouloir reprendre son consentement et s'adressait même dans cette intention à la reine d'Angleterre. Quant au gouvernement danois, il réduisit à trois, à la date du 8 mai, le nombre de ses conditions : 1° dans l'acte par lequel les Puissances prononceraient la vacance du trône, il serait dit que c'était pour déférer au vœu des trois Puissances que le prince Guillaume acceptait l'élection faite en sa faveur; 2° un apanage viager serait constitué pour le prince; 3° l'annexion des îles Ioniennes serait garantie.

Russell, de nouveau impatient, demanda à Bill, ministre de Danemark à Londres, d'assister aux prochaines conférences et d'y faire de la part de son gouvernement une déclaration d'acceptation⁴. En même temps, la délégation grecque annonçait à Hall que ses instructions ne lui permettaient pas de prolonger son séjour. Hall lui demanda d'attendre jusqu'au 17, ce qui ne l'empêcha pas de refuser à Bill l'autorisation demandée, les Puissances n'ayant pas encore donné satisfaction aux vœux exprimés une fois de plus par le Conseil danois⁵.

Le 14 mai, Russell arrêtait les dispositions à prendre à

1. Consul grec de Copenhague à son collègue de Hambourg, du 24 avril.

2. *Journal de Krieger*, t. II, p. 302.

3. En dehors du compte-rendu officiel, compte-rendu particulier de Hall au roi, daté du 7 mai.

4. Bill à Hall, du 11 mai.

5. Hall à Bill, du 13 mai.

l'égard de la Bavière, d'accord avec les ministres de France et de Russie¹. Satisfaction était donnée aux vœux de Gortchakof qui avait scrupule d'abandonner le terrain des traités et qui préconisait toujours, en faveur de la Cour de Munich, une démarche de courtoisie². Le protocole de la conférence tenue au Foreign Office à la date du 16 mai constatait l'intention des trois Cours d'offrir à l'auguste chef de la maison de Bavière un juste témoignage d'égards en l'invitant à autoriser son représentant à Londres à prendre part à leurs délibérations. Une triple démarche fut faite; celle de la Russie fut la plus ferme, comme si le cabinet de Saint-Petersbourg « avait voulu se débarrasser de toute l'affaire en une fois ». La Bavière refusa de se faire représenter à une assemblée réunie pour constater la déchéance de sa maison.

La Conférence n'en continua pas moins ses travaux. Le protocole du 27 mai établit qu'en dépit de l'abstention de la Bavière, les trois Puissances ne pouvaient retarder indéfiniment l'époque où il conviendrait de replacer la Grèce sous un régime conforme aux principes monarchiques, régime qu'elles avaient intérêt à maintenir dans le nouvel État fondé par leurs efforts réunis.

Le 25 mai, la délégation grecque avait une fois de plus pressé Hall de donner la réponse promise³. Cependant, comme de jour en jour l'anarchie envahissait la Grèce, les alarmes se faisaient plus vives à la cour de Danemark. Hall se réservait : « Nous envisageons », disait-il, « l'affaire grecque comme une question qui intéresse plutôt l'Europe que le Danemark⁴. »

En dehors des conférences, des négociations particulières se poursuivaient entre le Danemark et l'Angleterre sur la question des Ioniennes et sur celle de la dotation. Christian ne voulait pas céder. Pour faciliter les choses, Russell demanda à Brunnow de s'entendre avec Bill. Brunnow agit en ami du Danemark, « *amicus Daniæ* », disait Bill⁵. Il déclara à son collègue danois qu'il fallait en finir au plus vite, si l'on ne voulait pas que tout fût remis en discussion et qu'un autre prince fût appelé⁶.

1. Bill à Hall, du 14 mai.

2. Thun à Rechberg, du 17 mai.

3. La députation grecque à Hall, du 25 mai.

4. Hall à Bill, du 20 mai.

5. Bill à Hall, du 29 mai.

6. Bill à Hall, du 27 mai.

Le 26 mai, à la séance du Conseil, Christian s'était obstiné une fois de plus, tandis qu'en dehors de lui l'unanimité s'était faite pour l'acceptation immédiate. « Je veux assurer mon fils contre les revers de fortune » avait déclaré Christian. « S'il s'agissait de moi en cette circonstance, » avait répondu le roi, « je dirais aux Grecs : « Vous m'appeler. Je vais à vous seul et sans condition. La Grèce est désormais ma patrie et votre Dieu est le mien. » Ayant suspendu la séance, le roi prit avec lui le prince dans son cabinet. Après une heure d'effort, il avait obtenu seulement que Christian ajournât sa réponse. Hall croyait la partie perdue. La députation grecque informée avait demandé au roi une audience de congé; elle annonçait son départ pour le 1^{er} juin. Là-dessus on apprit l'intervention de Brunnow. Christian en fut impressionné. Il paraissait convaincu, et Hall, le 28 au matin, crut pouvoir expédier à Bill l'autorisation non pas de signer, mais de promettre une réponse définitive dans les quarante-huit heures. Ce même matin, Christian se présentait à Paget. Il avait encore changé d'avis.

Le 30 mai, le Conseil se réunit, non seulement le matin mais encore l'après-midi. Christian résistait encore. Un conseiller se permit de dire : « Si c'était à mon fils qu'une semblable proposition fût faite, j'aurais honte de parler d'argent... » On finit par convenir que le consentement serait donné malgré l'avis du prince. « Il y a trois jours, » dit le roi à Christian, « tu étais satisfait... Je te déclare que je suis décidé à accepter le trône de Grèce pour ton fils; libre à toi ensuite de protester et de faire constater la désunion qui règne dans ma maison. » Le prince tout tremblant demandait encore de pouvoir ajourner sa réponse jusqu'au lendemain. « Non, » lui répondit le roi, « il faut en finir aujourd'hui. Je ne veux plus me livrer en spectacle par toutes ces tergiversations. » Le prince obtint seulement jusqu'au soir. Il revint à 8 heures après avoir reçu la visite du ministre russe Bernstorff. Il apportait enfin son consentement et celui de la princesse. La querelle finit par une scène d'effusion¹. Le roi était radieux.

Le 1^{er} juin, Bill fut informé puis, officiellement, la députation grecque². Le gouvernement danois n'insistait plus que sur la réunion des îles Ioniennes, dont il faisait une condition *sine qua non*³.

1. *Journal* de Krieger, t. II, p. 306.

2. Gouvernement danois à la députation grecque, du 1^{er} juin.

3. Hall à Bill, des 1^{er} et 2 juin.

La conférence tenue à Londres le 5 juin réunit le représentant du Danemark aux ministres des trois Puissances. Le protocole daté du même jour constata l'accord intervenu entre les parties, tant pour le choix du nouveau roi que pour la réunion promise des Ioniennes. La question de la dotation était réglée. L'article 40 était confirmé. Des dispositions étaient prises pour que dans aucun cas les deux couronnes de Grèce et de Danemark ne pussent se trouver réunies. Les plénipotentiaires réservaient à leurs Cours de donner la forme d'une convention aux dispositions prises. Enfin les trois gouvernements promettaient d'employer d'ores et déjà leurs bons offices pour faire reconnaître le nouveau roi des Grecs¹.

La question étant ainsi réglée diplomatiquement, la demande solennelle de la députation grecque pouvait être reçue sans aucun délai. Elle donna lieu le 6 juin à une impressionnante cérémonie dans la salle dite des Appartements au château de Christiansborg, en présence des ministres de France, d'Angleterre et de Russie. A midi, le roi fit son entrée en tenant par la main le prince Guillaume qui prit place à la gauche du trône. Les trois délégués grecs introduits donnèrent lecture d'une adresse et du décret de l'Assemblée nationale. Le roi de Danemark répondit pour accepter la couronne, pour rappeler aussi la condition expresse de l'union des îles Ioniennes. Il fit approcher ensuite le jeune roi, le félicita, le salua comme un frère, lui exprima ses vœux, lui décerna l'ordre de l'Éléphant, lui donna l'accolade. Puis il quitta la salle du trône en reconduisant son neveu par la main. Après la cérémonie, le roi Georges reçut les délégués grecs, écouta la courte adresse qu'ils lui lurent et leur répondit en terminant par la devise du roi de Danemark : *Følgets Koerlighed min Styrke*² (« l'amour de mon peuple fait ma force »).

Après le décret d'acceptation, par le roi de Danemark, du royaume de Grèce pour Georges³, la Bavière crut devoir protester encore⁴, et les ministres de Prusse et d'Autriche s'abstinrent d'assister aux fêtes qui eurent lieu à Athènes⁵.

1. En plus du protocole, Bill à Hall, du 6 juin.

2. Paget à Russell, du 6 juin; Dotézac à Drouyn de Lhuys, du 7. On trouvera des détails abondants dans le *Journal de Krieger*, t. II, p. 307; dans Neergaard, *op. cit.*, p. 670 et suiv.; dans Christmas, *Kong Georg I...*, p. 63 et suiv., etc...

3. Décret du 10 juin, publié par Mano, *La Grèce et le Danemark*, p. 173.

4. Circulaire de Schrenck, du 17 juin.

5. Testa à Rechberg, du 13 juin.

De nouveaux accords intervinrent entre les Puissances pour consacrer les résultats acquis. Un protocole fut signé à la date du 26 juin pour confirmer la Convention du 7 mai 1832, quant à la garantie de l'existence et des frontières de la Grèce et quant aux obligations financières de la Grèce à l'égard de ses protecteurs. Une convention s'y ajouta le 13 juillet pour fixer les dispositions énoncées dans les protocoles. Il fallut concéder aux Turcs, inquiets des aspirations de leurs sujets de race grecque, que le titre de roi des Grecs, décerné à Georges, fût remplacé par celui de roi des Hellènes (protocole du 3 août).

Le 17 septembre, le jeune roi quittait le Danemark et, le 30 octobre, il faisait son entrée à Athènes sous un arc de triomphe décoré de drapeaux anglais, russes, français, grecs et danois.

La Grèce avait reçu son nouveau souverain des Puissances dites protectrices, particulièrement de l'Angleterre qui voulait sans doute, comme le soutiennent les historiens grecs Kyriakidis, Philaréto et d'autres, s'assurer ainsi le moyen de régler le développement de l'Hellénisme. Tout l'avenir de la dynastie devait se ressentir de ses origines, et l'histoire de la Grèce contemporaine en découlait logiquement. D'après les déclarations mêmes de l'Angleterre, le nouveau souverain n'aurait pas dû être l'allié, *connected*, des maisons régnantes de France, d'Angleterre, de Russie. Or le roi Georges devait être un jour étroitement apparenté au roi d'Angleterre et au tsar, leur beau-frère, c'est-à-dire un peu anglo-russe, sous l'empire des circonstances.

Palmerston pouvait se flatter d'avoir traité la question de main de maître. Il avait triomphé à force d'obstination, et aussi à force d'adresse, pour ne pas employer un mot désobligeant, en ébranlant la résistance passive, hautaine, de Gortchakof, et en débordant largement la politique française assez prétentieuse, inconsistante, mais plutôt désintéressée.

La paix de l'Europe n'avait pas été troublée; un compromis adroit avait été trouvé pour satisfaire les trois grandes Puissances en cause. Cependant la Grèce, qui avait failli ne pas obtenir de roi en raison de leurs rivalités, devait continuer d'être disputée entre leurs intérêts et leurs influences.

Michel LHÉRITIER.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

OBSERVATIONS SUR LE TEXTE

DU

PROCÈS DE CONDAMNATION DE JEANNE D'ARC¹

La publication, par M. Pierre Champion, d'une nouvelle édition du Procès de condamnation de Jeanne d'Arc² invite à reprendre l'examen de quelques passages de ce précieux et difficile document.

I.

L'obscurité ne tient pas à l'état du texte, qui est très satisfaisant; les manuscrits ne présentent que des divergences peu importantes. Elle tient à la nature même du procès-verbal sommaire que nous avons sous les yeux.

Les notes en français étaient prises à l'audience par trois notaires, Manchon, Taquel et Boisguillaume; puis Manchon, aidé de ses collègues, en faisait une mise au net. Cette mise au net (*minuta in gallico*) existait encore lors du procès de réhabilitation, vingt-cinq ans après; elle est perdue, à l'exception d'un fragment assez long (3-19 mai) qui se trouve dans le manuscrit de Claude d'Urfé au Cabinet des Manuscrits et a été certainement copié sur la minute originale, non pas traduit du latin. Plusieurs années après la mort de Jeanne — en 1435 au plus tôt, suivant le P. Denifle — la minute française fut traduite en latin et quelque peu abrégée par Thomas de Courcelles, conseiller du tribunal, et le notaire Manchon. Ce résumé prit la forme d'une lettre ouverte émanant de l'évêque de Beauvais et du vice-inquisiteur; on en fit cinq expéditions, dont trois subsistent, entre autres celle qui était restée entre les mains de l'évêque

1. Mémoire lu à l'Académie des inscriptions, août-septembre 1923.

2. *Procès de condamnation de Jeanne d'Arc; texte, traduction et notes* (1920). Cf. *Rev. histor.*, t. CXXXVIII, p. 82.

de Beauvais et qui est aujourd'hui à la bibliothèque de la Chambre des députés.

Là où elle est possible, la comparaison avec la minute française montre que le texte latin a été rédigé de bonne foi ; mais l'étude de ce texte même prouve qu'il est incomplet. Ainsi, parmi les soixante-dix articles de l'acte d'accusation qui résument les interrogatoires précédents (27 mars), on lit, à l'article 11, des propos échangés entre Jeanne et Robert de Baudricourt ; Jeanne, à la lecture de cet article, répond qu'elle s'en réfère à ce qu'elle a dit ailleurs sur ce sujet et nie s'être vantée qu'elle aurait un jour trois enfants. Or, il n'y a aucune mention de la conversation dont il s'agit dans l'interrogatoire ; nous ne connaissons cet épisode que par l'acte d'accusation.

Mais il suffit de lire avec attention les interrogatoires pour s'assurer qu'ils ne constituent nullement une sténographie ; ce sont des résumés qui, très souvent, ne relatent pas les questions posées et réunissent toute une série de réponses de manière à faire tenir à l'accusée de petits discours sans cohésion apparente. Pour y voir clair, il faut rétablir par la pensée les questions qui manquent et restituer le colloque qui fait défaut. Je prends pour exemple un passage difficile qui a déjà, en 1850, préoccupé Quicherat et Sainte-Beuve, dans le *Lundi* où le grand critique a rendu compte de la première édition du *Procès* (t. II, p. 378).

Dans le procès-verbal de la seconde séance (22 février 1431), on lit ce qui suit :

Ensuite, elle a déclaré que, sur l'âge de treize ans, elle eut une voix de Dieu pour l'aider à se gouverner. Et la première fois eut grand-peur. Et vint cette voix sur l'heure de midi environ, en temps d'été, dans le jardin de son père, et ladite Jeanne n'avait pas jeûné la veille. Elle entendit la voix, du côté droit, vers l'église ; et rarement elle l'ouït sans clarté. Cette clarté est du même côté où la voix est ouïe, et il y a là, communément, grande clarté. Et quand elle vint en France souvent entendit cette voix. Interrogée comment elle pouvait voir cette clarté qu'elle disait être là, puisque cette clarté était sur le côté, elle ne répondit rien et passa à autre chose.

M. Champion a traduit le texte des manuscrits. Quicherat avait imprimé : *et ipsa Johanna jejunaverat die praecedenti*, au lieu du texte *non jejunaverat*. Cette correction malencontreuse se fondait pourtant sur une observation juste. Dans l'acte d'accusation où sont relatés les mêmes faits (Quicherat, t. I, p. 216), on lit : *Erat in horto patris sui, et tunc erat jejuna, nec praecedente*

1. Éd. Champion, t. II, p. 33 (Quicherat, t. I, p. 52).

die jejunaverat. Les mots *et tunc erat jejuna* doivent donc être ajoutés au premier texte; ils devaient figurer dans la minute française qui a servi de base à l'acte d'accusation. Il est singulier d'entendre dire à Jeanne : « Ce jour à midi j'étais à jeun et je n'avais pas non plus jeûné le jour précédent. » Quicherat, et Sainte-Beuve après lui, en ont conclu que Jeanne avait dû répondre : « Ce jour à midi j'étais à jeun et j'avais également jeûné (*jejunaveram* au lieu de *non jejunaveram*) le jour précédent. » On a bâti là-dessus des hypothèses sur l'état physique de Jeanne et l'épuisement, dû à un jeûne de trente-six heures, qui pouvait la disposer à des hallucinations. Mais l'analyse du texte conduit à de tout autres conclusions.

II.

Quelque célèbre que soit la déclaration de Jeanne, il est impossible, dans l'état où elle nous a été transmise, de la considérer comme fidèle. D'abord, elle ne semble répondre à aucune question précise. Jeanne allègue des circonstances d'âge, de temps, de lieu, des détails relatifs à son régime (le jeûne ou le contraire), à la direction d'où venait la voix, à la clarté qui l'accompagnait, au sens dans lequel se manifestait cette clarté, toutes choses qu'elle a dû dire, mais qu'elle n'a pu dire d'un seul coup et comme d'une traite, ne fût-ce qu'à cause de l'ordre méthodique, bien différent de celui que suit une personne même instruite en s'abandonnant à ses souvenirs, que la réflexion permet d'y apercevoir. C'est le résumé d'un interrogatoire où l'ordre méthodique est le fait du questionneur. Je crois qu'on peut le restituer avec certitude comme il suit :

D. A quel âge avez-vous entendu, pour la première fois, une voix ? — R. Vers l'âge de treize ans. — D. Que vous a dit cette voix ? — R. Elle m'a dit d'être bien sage. — D. N'avez-vous pas eu peur ? — R. La première fois, j'ai eu grand'peur. — D. Quelle heure était-il ? — R. C'était sur le midi. — D. A quelle époque de l'année ? — R. En temps d'été. — D. Où cela se passait-il ? — R. Dans le jardin de mon père. — D. Étiez-vous à jeun ? — R. Oui. — D. Aviez-vous jeûné la veille ? — R. Non. — D. De quel côté semblait venir la voix ? — R. Du côté droit, vers l'église. — D. Avez-vous aperçu quelque lumière ? — R. J'ai rarement entendu la voix sans voir une clarté. — D. Cette clarté, de quel côté venait-elle ? — R. Du même côté que la voix. — D. Était-ce une grande clarté ? — R. Oui, comme à l'ordinaire. — D. Avez-vous entendu souvent cette voix ? — R. Oui, quand j'étais en France.

On lit ensuite dans le procès-verbal :

Interrogée comment elle pouvait voir cette clarté qu'elle disait être

là, puisque cette clarté était sur le côté, elle ne répondit rien et passa à autre chose.

Encore une rédaction rapide et inexacte, mais qui laisse entrevoir la vérité. Jeanne n'a pas pu « passer à autre chose » puisqu'elle ne fait jamais que répondre à des questions, et encore seulement quand il lui convient de répondre : elle a dû, comme elle le fait souvent, dire à l'interrogateur : « Passez outre », ce qui, dans la rédaction, est devenu « passa à autre chose ». Ce qui est exact, c'est qu'elle n'a pas répondu, et elle ne pouvait le faire, car on la questionnait sur une explication qu'elle n'avait pas à donner. Mais la question même, comme nous le verrons, a son intérêt : il s'agissait de savoir si la clarté, qui venait du même côté que la voix, était seulement une lueur dans l'air ou si, comme la voix, elle venait aussi sur Jeanne, en tout ou en partie seulement.

Les questions que j'ai restituées n'ont pas été prises au hasard : c'est le *quid, quomodo, quando* des scolastiques qui a servi de guide à l'interrogateur. Mais deux de ces questions répondent à une curiosité particulière qu'on n'a pas encore, que je sache, démêlée et expliquée. Il s'agit du jeûne. Nous avons déjà vu que la question de texte, soulevée par Quicherat, peut être considérée comme résolue : *non jejunaverat*, Jeanne n'avait pas jeûné la veille. Mais en quoi cela intéressait-il le tribunal ?

Dans tout le cours du procès, il n'est pas question de ce que nous appelons aujourd'hui des hallucinations. Les juges estiment tantôt que Jeanne a été déçue par l'esprit malin, qui, au dire d'une épître de saint Jean (I, 4, 1) et des *Vies des Pères du Désert*, expressément alléguées, peut revêtir les apparences des bons esprits, tantôt que Jeanne est une menteuse. Ainsi, dans la délibération des seize docteurs et six licenciés ou bacheliers en théologie (12 avril) sur le résumé de l'acte d'accusation, on lit¹ : « Il y a lieu de penser que lesdites apparitions et révélations... ne viennent pas de Dieu ; ce sont bien plutôt des fictions d'invention humaine ou procédant de l'esprit malin. » Et Zanon, évêque de Lisieux, déclare² : « Comme le propose saint Augustin, au livre *De spiritu et anima*, dans ces sortes de visions et d'apparitions, l'esprit est souvent trompé et joué... On doit présumer de deux choses l'une : ou qu'il y a eu fantasmagories et tromperies de la part des démons, qui prennent la figure d'anges lumineux, ou bien que ce sont des mensonges forgés et inventés humainement. »

1. Champion, t. II, p. 214.

2. Champion, t. II, p. 231.

Le traité attribué par Zanon à saint Augustin est une compilation du moyen âge, que l'on a donnée depuis à Hugues de Saint-Victor ou à un moine de Clairvaux, nommé Alcher¹. Comme il était lu, au xv^e siècle, par les théologiens, il y a intérêt à y chercher la doctrine qui, sur la question des apparitions et des voix, a pu guider les juges de Jeanne. Or, aux chapitres xxiii et suiv., il est nettement question des erreurs de l'âme quand elle prend pour des vérités les illusions des sens. *In visione corporali saepe fallitur anima, cum in ipsis corporibus fieri putat quod fit in corporis sensibus.* « Les visions des frénétiques ressemblent aux visions de ceux qui rêvent : ils ne voient pas par les sens, mais ils voient comme on voit en songe... L'esprit de l'homme est quelquefois sous l'empire des esprits : tantôt c'est un bon esprit qui le transporte, tantôt un mauvais esprit ; il n'est pas toujours facile d'en faire la distinction si ce n'est que l'un éclaire et l'autre trompe. » Ainsi le fait même de l'hallucination, analogue au rêve à l'état de veille, est connu de ces docteurs, mais tend à se confondre avec celui de la possession démoniaque ; on comprend dès lors, à la rigueur, pourquoi les théologiens de Rouen et de Paris se sont abstenus, dans le cas de Jeanne d'Arc, de l'hypothèse qui eût semblé la plus charitable. Pourtant, dans la dernière partie du procès, celle qui concerne les témoignages recueillis après le cas de relapse, il y a un texte précieux où paraît la notion d'une hallucination purement humaine, sans participation de l'esprit malin. Deux Dominicains, Toutmouillé et Martin Ladvenu, accompagnés de Pierre Maurice, professeur de théologie à Rouen, interrogent une dernière fois Jeanne sur ses voix et ses apparitions. D'après le procès-verbal rédigé le 7 juin 1431, huit jours après, Jeanne répondit que réellement elle entendait des voix, surtout quand on sonnait les cloches, à l'heure de complies et de matines ; sur quoi Pierre Maurice lui aurait dit que parfois des hommes, entendant sonner les cloches, croient entendre et saisir certaines paroles². Cela suffit à prouver que la notion des illusions d'ordre psychique n'était pas étrangère à ces docteurs ; comment, d'ailleurs, l'aurait-elle été, puisque chacun peut en faire l'expérience sur soi-même ?

Ceci nous amène à un passage de Tertullien qui n'est pas cité dans le Procès, mais que, directement ou indirectement, les juges de Jeanne ont dû connaître (*De anima*, 48). Il y est question de l'influence du jeûne sur les songes. Tertullien rappelle que Daniel a

1. Saint Augustin, éd. Vivès, t. XXII, p. 413 et suiv.

2. Champion, t. II, p. 301.

jeûné pendant de longs jours aux légumes et à l'eau afin de se mettre en état d'avoir des visions et des songes, ainsi que d'expliquer ceux des autres (*somniorum gratiam impetrandorum et disserendorum*). Tertullien dit d'ailleurs en avoir fait l'expérience sur lui-même. Que le jeûne prolongé dispose à l'hallucination est un fait avéré et dont la connaissance se retrouve, à l'état implicite, dans nombre de religions anciennes : c'est le jeûne *préparatoire*, par opposition au jeûne *expiatoire*, le premier n'ayant pas le caractère d'une pratique de mortification, mais pour objet de rendre plus faciles ou plus difficiles certains actes mystiques de divination, de communication avec les esprits ou de communion¹. Même dans les Écritures saintes, les exemples de jeûne préparatoire ne manquent pas.

Que les juges de Rouen aient ou non séparé l'hallucination de la possession, leurs études ne leur avaient certainement pas permis, à défaut d'une expérience personnelle facile, de méconnaître les effets du jeûne sur l'imagination. Ainsi, *mais ainsi seulement*, s'expliquent les questions posées à Jeanne, telles que nous les avons restituées. Lui demander, sans motif sérieux, si elle avait mangé le jour où elle eut sa première vision et la veille de ce jour, eût été complètement déraisonnable; or, quelque mal que l'on pense des juges de Rouen, c'étaient des clercs qui savaient leur métier et qui ne parlaient jamais pour ne rien dire. Ils veulent savoir si Jeanne était à jeun depuis trente-six heures, parce que, si elle avait répondu affirmativement, ils auraient conclu pour le moins entre eux que cet état d'inanition la rendait plus accessible aux tentatives de l'esprit malin. En un mot, ils n'étaient pas loin de l'idée qui a été celle de certains critiques rationalistes à la suite de l'altération du texte par la correction non motivée de Quicherat : Jeanne affaiblie et, comme on dirait aujourd'hui, déséquilibrée par un long jeûne. La preuve que je ne me trompe pas sur ce point, c'est que la même question a été posée une autre fois. A la troisième séance, le 24 février, maître Jean Beaupère demande à Jeanne, aussitôt après qu'elle eut prêté serment, à quelle heure elle avait bu et mangé pour la dernière fois². Elle répond qu'elle n'a ni mangé ni bu depuis l'après-midi de la veille. Aussitôt, Beaupère lui demande quand elle a entendu la voix et à quelle heure. Elle répond qu'elle l'a ouïe ce jour et la veille trois fois, une fois le matin, l'autre à vêpres et la troisième au coup de l'*Ave Maria* le soir. Beaupère n'a pu lui poser ces deux ques-

1. Voir l'article *Fasting* dans l'*Encyclopaedia* de Hastings.

2. Champion, t. II, p. 39.

tions connexes que dans l'attente de s'entendre dire que Jeanne avait ouï la voix ce matin même, étant à jeun depuis la veille à midi, et que la veille, n'étant pas à jeun, elle n'avait rien entendu.

III.

Les questions répétées des juges sur la lumière qui accompagne les voix et les visions s'expliquent aussi par une doctrine, non par une vaine curiosité. Il s'agit de savoir si les visions sont l'œuvre d'un esprit lumineux ou d'un esprit des ténèbres. Il est vrai que le second, à ce qu'enseignent les théologiens, peut prendre l'aspect du premier, mais il y a, le plus souvent, différence à cet égard et l'abondance, l'intensité de la lumière sont des indices favorables. Les docteurs de Rouen avaient pu apprendre cela même dans Virgile. La déesse s'offre aux regards d'Énée *purâ in luce* (*Aen.*, II, 589), ce que Servius interprète : *in luce, in nimbo, qui cum numinibus semper est*. Énée voit Mercure *manifesto in lumine* (*Aen.*, IV, 318), sur quoi Servius : *aut claro, aut in nimbo, cujus majus est lumen*. Ces visions lumineuses se rencontrent aussi dans les Écritures; elles caractérisent un peu partout les apparitions célestes¹. Jeanne a dit et répété que ses voix sont presque toujours accompagnées de lumière; les questions qu'on lui pose ont pour but de contredire, du moins en partie, ses affirmations à cet égard. On veut savoir de quel côté venait la clarté, si elle était vive, comment elle a pu l'apercevoir, puisque la clarté était « sur le côté ». Les juges se remémoraient sans doute le mot de Jésus dans saint Luc (X, 18) : « Je voyais Satan descendre du ciel comme un éclair. » Une telle clarté, même vive, n'annonce rien de bon; il faut qu'elle soit à la fois vive et diffuse, qu'elle illumine le visionnaire et n'illumine pas que lui. Cela posé, je vais pouvoir, je crois, expliquer un passage sur lequel on a fait ce qui me semble un singulier contresens.

Nous sommes le 27 février, à la quatrième séance. Je cite d'abord le texte latin (Q., t. I, p. 75) : *Interrogata quando vidit illam vocem quae venit ad ipsam, utrum ibi erat lumen, respondit quod ibi erat multum de lumine ab omni parte, et quod hoc bene decet². Dixit etiam interroganti quod non totum lumen veniebat ad ipsam*.

1. Voir les textes réunis dans Friedrich Pfister, *Reliquiencult im Allertum* (1912), p. 518.

2. « Interrogée, le vingt-septième jour, s'il y avait clarté avec la voix, répondit qu'il y avait beaucoup de lumière de tous côtés et que cela convenait bien. » (Champion, t. II, p. 130.)

Trois remarques préliminaires s'imposent : 1^{re} *Vidit illam vocem* est étrange et l'on pourrait vouloir corriger *vidit* en *audivit*. Mais cet emploi de *videre* n'est pas isolé dans le Procès; ainsi, le 22 février, Jeanne dit que le roi et plusieurs autres entendirent et virent les voix qui venaient à elle, *rex suus et plures alii audiverunt et viderunt voces venientes ad ipsam Johannam*. Le 1^{er} mars, Jeanne dit qu'elle a grand'joie quand elle voit sa voix, qu'il lui semble, quand elle la voit, qu'elle n'est pas en péché mortel; 2^e l'addition : *et quod hoc bene decet* — il y avait beaucoup de lumière, et cela convient bien (sous-entendu : à une apparition céleste) — ne peut être attribuée à Jeanne que sous une réserve : elle avait appris cela dans ses interrogatoires de Chinon et de Poitiers. Nous verrons plus loin que bien des choses, autrement incompréhensibles, s'expliquent par les souvenirs que les interrogatoires de 1429 lui avaient laissés; 3^e à la fin de la phrase citée, le P. Ayroles a corrigé tacitement *ipsum* en *ipsam*; c'est à peine une correction, tellement l'*u* et l'*a* se ressemblent dans cette minuscule du xv^e siècle. Mais ce n'est pas seulement le bon sens qui réclame *ipsam*; c'est l'identité avec d'autres passages que j'ai cités à l'instant : *vocem quae venit ad ipsam, voces venientes ad ipsam*. C'est sans doute à cause de ce malencontreux *ipsum* que M. Anatole France a traduit (t. II, p. 279) :

Quand vous voyez cette voix venir à vous, y a-t-il de la lumière? Elle, alors, moqueuse comme à Poitiers : « Toutes les lumières ne viennent pas à vous, mon beau seigneur. »

J'avais, dans la *Revue critique* du 19 mars 1908, signalé ce contresens; M. Champion l'a commis à son tour, quoique moins accusé :

Dit en outre à l'interrogateur que toute la lumière ne venait pas pour lui tout seul.

Le moindre tort de cette interprétation c'est d'admettre une sorte de jeu de mots : *lumière* pris une fois dans l'acception de clarté visible, une autre fois dans celle de clarté intellectuelle. Mais le sens véritable est tout indiqué par les réflexions qui précèdent :

D. Toute cette grande lumière dont vous parlez, venait-elle seulement sur vous? — R. Non, toute la lumière ne venait pas sur moi (c'est-à-dire qu'il y avait beaucoup de lumière alentour, de la lumière répandue et non un jet de lumière).

« Moqueuse comme à Poitiers », écrit Anatole France. Qu'en sa-

vons-nous? Ce qu'on a pu reconstituer des interrogatoires de Poitiers l'a été avec des bribes de souvenirs vieux de vingt-sept ans, épars dans le procès de réhabilitation. Quelle autorité! Mais, même dans ces bribes, il n'y a qu'une seule moquerie, et je vais montrer qu'elle est apocryphe.

Le frère Seguin, limousin, des Frères prêcheurs, doyen de la Faculté de théologie de Poitiers et alors âgé de soixante-dix ans, témoigne au procès de réhabilitation : *Ipse autem loquens interrogavit eam quod idioma loquebatur vox eidem loquens : quae respondit quod melius idioma quam loquens, qui loquebatur idioma Lemovicum*. D'où l'on a tiré ce joli dialogue, cité partout : « Quelle langue parlent vos voix? Jeanne répond : une meilleure que la vôtre » (A. France, t. I, p. 231). « Car le frère était limousin et son origine paraissait à son langage. Il parlait avec une lenteur pesante et employait des termes ignorés en Lorraine et en Champagne. Peut-être avait-il cet air épais et lourd qui rend les gens de son pays un peu ridicules aux Français de la Loire, de la Seine et de la Meuse. » C'est Anatole France qui s'exprime ainsi.

Tout cela ne résiste pas à la critique. Seguin a pu et dû rapporter la réponse de Jeanne : *Mes voix parlaient le français mieux que vous*, et cette réponse signifie simplement que des voix célestes sont supérieures en tout à des voix humaines. La suite, *qui loquebatur idioma Lemovicum*, ne peut être qu'une addition, une glose du rédacteur; Seguin ne s'est pas complu à dire qu'il parlait incorrectement le français. Mais il y a plus. Dans la suite de sa déposition, Seguin dit, ou on lui fait dire : *Et iterum eam interrogavit si crederet in Deum; quae respondit quod sic, melius quam loquens*. Ainsi Jeanne aurait eu l'extrême impertinence de répondre à un Dominicain qu'elle croyait en Dieu mieux que lui! Notez le parallélisme *melius idioma quam loquens, melius quam loquens*. Ce second *melius quam loquens* est une évidente interpolation ou simplement une dittographie, comme il s'en trouve si souvent dans les manuscrits et même dans les imprimés. Il ne reste donc rien des deux prétendues moqueries de Jeanne devant ses juges. L'article 63 de l'acte d'accusation prétend, il est vrai, que le langage de Jeanne n'est pas toujours convenable : *multa trufatica et derisoria, quae non decent mulierem sanctam, inverecunda proferens*. Mais ces mots ne trouvent aucune confirmation dans le texte du procès. Si on voulait les prendre au sérieux, d'ailleurs, ce n'est pas une impertinence — comme celle qu'un contresens prête à Jeanne interrogée par Beaupère — qu'il faudrait y découvrir, mais toute une série de *derisoria* et d'*inverecunda*.

Sans doute n'y a-t-il là qu'une allusion malveillante et venimeuse à la conversation que Jeanne aurait eue jadis avec Robert de Baudricourt, conversation gaillarde, sans plus, et dont il a déjà été question.

IV.

Un témoin du Procès de réhabilitation dit que Jeanne avait une merveilleuse mémoire et que lorsqu'elle déclarait, au premier procès, avoir déjà répondu sur un point, elle avait raison même contre les greffiers. Il est assurément surprenant qu'une paysanne illettrée, privée d'avocat, enchaînée dans le château de Rouen avec trois gardes anglais, ait su éviter le piège qu'on lui tendait en revenant sans cesse sur les mêmes questions, dans l'espoir évident qu'elle se contredirait, ce qui, d'ailleurs, lui est arrivé quelquefois. Il n'est pas moins surprenant qu'elle ait, à plusieurs reprises, demandé terme et délai pour répondre. Mais ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que, lorsqu'il ne lui convient pas de répondre, elle sache dire à l'interrogateur : « Passez outre » ou « Cela n'est pas de votre procès. »

J'ai réuni ces passages ; je commence par ceux où elle a dit « passez outre ».

(Champion, t. II, p. 33.) D. Recevez-vous le sacrement de l'Eucharistie aux fêtes autres que la Pâque? — R. Passez outre.

L'objet du procès étant l'orthodoxie de Jeanne, cette réponse ne semble pas motivée. Elle a juré de répondre sur tout ce qui touche à sa foi et n'a fait de réserves que sur les révélations qu'elle a communiquées au roi Charles et à lui seul. De celles-là elle ne dira jamais rien.

(C., t. II, p. 36.) D. Quand la voix vous montra le roi Charles à Chinon, n'y avait-il point de lumière? — R. Passez outre. — D. Ne vites-vous point un ange au-dessus du roi? — R. Épargnez-moi, passez outre.

(C., t. II, p. 37.) D. Pensez-vous avoir bien fait d'engager une escarmouche devant Paris un jour de grande fête? — R. Passez outre.

(C., t. II, p. 39.) Requête et admonestée de jurer qu'elle dirait toute la vérité, sous peine d'être chargée de ce qu'on lui imposait, elle répond : passez outre.

Depuis la séance où elle s'est exprimée ainsi (la troisième), elle n'a plus usé de cette formule, mais a désormais distingué ce qui concernait le procès de ce qui lui paraissait étranger à la cause. Je cite les exemples :

(C., t. II, p. 46.) Interrogée si elle jeûnerait tous les jours de carême, répondit : « Cela est-il de notre procès ? » Comme on lui dit que cela était de son procès, répondit : « Oui vraiment ; j'ai toujours jeûné durant carême. »

Interrogée si elle avait entendu la voix samedi soir dans la salle où on la questionnait, répondit : « Ce n'est point de votre procès. » Et ensuite dit qu'elle l'avait ouïe.

(C., t. II, p. 54.) Quant à dire où elle a perdu l'épée de Fierbois, cela n'est pas du procès.

(C., t. II, p. 58.) Interrogée quelles promesses lui firent les saintes, elle répondit : « Ce n'est pas du tout de votre procès. » Puis elle dit qu'elles avaient annoncé que le roi recouvrerait son royaume et qu'elle irait en Paradis. Interrogée si elle eut autre promesse, répondit que oui, mais que cela ne concerne pas le procès. — Les voix vous ont-elles dit qu'avant trois mois vous serez délivrée de prison ? — Ce n'est pas de votre procès. — Son conseil ne lui a-t-il pas dit qu'elle serait délivrée de la présente geôle ? — Demandez aux assesseurs, sur leur serment, si cela concerne mon procès. (Les assesseurs délibèrent et concluent que cela concerne le procès.) Sur quoi Jeanne dit qu'elle ne dira pas tout, qu'elle requiert délai. Interrogée alors si les voix lui défendent de dire la vérité, répond : « Voulez-vous que je vous dise ce qui ne va qu'au roi de France ? Il y a bien des choses qui ne concernent pas le procès. »

(C., t. II, p. 63.) Interrogée si elle avait su par révélation qu'elle s'échapperait, répondit : cela ne touche pas votre procès. Voulez-vous que je parle contre moi ? — Interrogée si les voix lui en dirent quelque chose, répondit : cela n'est de votre procès. Et si tout vous concernait, je vous dirais tout.

(C., t. II, p. 64.) Interrogée si le roi ou la reine ou d'autres de son parti ne la requièrent point parfois de déposer son habit d'homme, répondit : ce n'est de votre procès.

(C., t. II, p. 65.) Interrogée si elle n'a point vu jeter d'eau bénite sur les panonceaux, répondit : ce n'est pas de votre procès.

Cette dernière réponse est du 3 mars (sixième séance). Ainsi, jusqu'à la troisième séance (24 février), elle a écarté les questions indiscrètes ou qui lui semblaient telles en disant : « Passez outre ! » Depuis la quatrième séance (27 février) jusqu'à la sixième, elle a dit : « Cela n'est pas de mon (ou de votre) procès. » Il n'y a plus rien de tel dans les interrogatoires suivants, qui se font dans la prison (10 mars, 12 mars, 13, 14, 15, 17 mars, 2 et 9 mai), alors que les précédents ont eu lieu dans la chambre de parement (d'apparat) du château de Rouen. Il est permis de croire que ces derniers ont été recueillis moins exactement, ou que la force de résistance de Jeanne était ébranlée par les rigueurs de la captivité aux fers qu'on lui imposait.

On a pu remarquer que Jeanne s'est plusieurs fois trompée en écartant ainsi du procès des questions pertinentes. Une fois, elle a demandé que l'on consultât sous serment les assesseurs, afin de décider si elle avait ou non à répondre. Une autre fois (C., t. II, p. 41) elle s'est servie de la formule interrogative : *Ego vobis habeo dicere* ? c'est-à-dire : « Ai-je vraiment à vous le dire ? » A plusieurs reprises, elle a motivé autrement son refus de répondre, en alléguant qu'il s'agissait de choses secrètes qu'elle n'était pas libre, sans commettre de parjure, de révéler.

Tout cela est extraordinaire. Les juges de Rouen auraient été aussi étonnés que nous le sommes de cette variété de moyens opposés à l'interrogatoire et auraient manifesté à cet égard leur surprise, notamment dans l'acte d'accusation, s'ils n'avaient pas compris, comme nous devons le comprendre, que l'éducation de Jeanne, à cet égard, avait été faite ailleurs et dans des circonstances analogues. A Chinon et à Poitiers, pas plus qu'à Rouen, elle ne dut être assistée en séance d'un avocat ; mais, à Poitiers, elle avait été logée dans l'hôtel de maître Jean Rabateau, avocat général du roi dans les causes criminelles et conseiller du duc d'Orléans. Cela, nous le savons par le Procès de réhabilitation. Il est clair que Rabateau a dû enseigner à Jeanne les divers moyens d'écarter des questions non pertinentes et aussi d'éviter de répondre plusieurs fois aux mêmes questions en faisant observer qu'elle avait déjà donné réponse. Ainsi, le procès de Poitiers, dont nous n'avons malheureusement pas conservé le registre, dut être considéré comme une sorte de répétition de celui de Rouen.

V.

J'ai fait observer, au début de ce mémoire, que lorsque Jeanne, dans l'interrogatoire du 27 février, questionnée au sujet de la lumière qui accompagnait la voix, répondit : *Ibi erat multum de lumine ab omni parte*, ET HOC BENE DECET, ces derniers mots impliquent une doctrine théologique dont Jeanne ne pouvait avoir l'intuition. Tout en reconnaissant, en effet, d'après quelques textes de l'Écriture, que les démons peuvent prendre l'apparence des anges de lumière, les théologiens de ce temps admettaient qu'une lumière abondante caractérise les apparitions venues de Dieu. C'est ce qui ressort de plusieurs opuscules rédigés en vue du Procès de réhabilitation. Ainsi le cordelier Élie de Bourdeilles, évêque de Périgueux, mort archevêque de Tours, écrit : « Ces apparitions de Jeanne sont entourées de lumière et de clarté ; ce n'est pas ainsi que se mani-

festent les anges des ténèbres¹. » De même, Théodore de Lellis, qui vint en France avec le cardinal d'Estouteville lors de la légation de ce prélat : « Les apparitions se montraient entourées de lumières et de clartés ; il n'est pas à présumer que ce fussent des esprits de ténèbres². » Cet argument est repris dans le résumé du grand inquisiteur Bréhal : « Jeanne ajoute que ces apparitions se montraient entourées d'une grande lumière, signe qui les recommande³. » Jeanne pouvait naturellement parler de ces clartés, puisqu'il s'agissait d'expériences personnelles ; mais elle ne pouvait pas, sans en avoir été informée par ailleurs, ajouter que cela était dans l'ordre, *hoc bene decet*. Elle avait appris cela au cours des interrogatoires qu'elle avait subis à Poitiers, comme elle avait appris aussi, à Poitiers, ces moyens légitimes de défense consistant à écarter les questions indiscrètes ou non pertinentes par ces mots : « Passez outre » ou « cela n'est pas de mon procès. »

Bien que les conclusions des docteurs de Poitiers, qui nous sont parvenues, aient été favorables à Jeanne, le témoignage même de l'accusée, à Rouen, implique que l'examen fut à la fois long et pénible, qu'elle y fut non seulement interrogée, mais tourmentée de questions, en péril d'être renvoyée comme suspecte de possession ou de mensonge. Voici, dans l'ordre chronologique, les mentions que Jeanne a faites de ce premier procès. Je remarque une fois de plus, avant de les transcrire, que les questions auxquelles répond Jeanne, à Rouen, font le plus souvent défaut et qu'il y a toujours lieu de suppléer à leur absence si l'on veut que la vraisemblance soit sauvegardée.

27 février. — D. Était-ce la voix d'un ange qui vous parlait, ou la voix d'un saint ou d'une sainte, ou celle de Dieu directement ? — R. Cette voix était celle de sainte Catherine et de sainte Marguerite. — D. (à suppléer). Sous quel aspect avez-vous vu ces saintes ? — R. Leurs figures sont couronnées de belles couronnes, moult richement et précieusement. — Le texte ajoute, sans qu'il soit possible de restituer l'interrogatoire sur ce point : « Et de ce j'ai congé de Notre-Seigneur. Si vous en faites doute, envoyez à Poitiers où autrefois j'ai été interrogée. »

Cela signifie-t-il que Jeanne s'en réfère aux réponses qu'elle a données à Poitiers sur l'apparence des saintes ? Évidemment non. Si la réponse a été bien comprise par le greffier, elle ne peut vouloir

1. Ayroles, *la Pucelle devant l'Église*, p. 383.

2. *Ibid.*, p. 263.

3. *Ibid.*, p. 459.

dire que ceci : « Je suis libre de répondre sur ce point, ce n'est pas une des choses que je garde pour moi, à preuve que j'ai déjà répondu ainsi à Poitiers. »

Même séance, un peu plus loin :

D. Lesdites saintes sont-elles vêtues d'un même drap? — R. Je ne vous en dirai maintenant autre chose; et je n'ai pas congé de vous le révéler. Et si vous ne me croyez, allez à Poitiers!

Ici encore, le renvoi à Poitiers signifie : « J'ai déjà déclaré à Poitiers qu'il m'était interdit de répondre à ce sujet. » La pensée de Jeanne est évidemment celle-ci : « A Poitiers, interrogée par des clercs de mon parti, j'ai refusé de répondre sur ce point; je m'y refuse d'autant plus ici, où je suis interrogée par des adversaires. »

Les historiens de Jeanne, du moins ceux que j'ai lus, ne paraissent pas avoir compris ainsi ces passages; ou, s'ils les ont compris comme il me semble que l'exige le texte, ils en ont gardé l'intelligence pour eux seuls.

Même séance :

D. Des deux saintes, laquelle vous apparut la première? — R. Je ne les reconnus pas de si tôt; et je l'ai bien su jadis, mais l'ai oublié; et, si j'en avais congé, je vous le dirais volontiers. Et c'est marqué dans le registre à Poitiers.

Ici encore, ce qui est marqué dans le registre de Poitiers, c'est qu'elle n'a pas eu congé de dire laquelle, de sainte Catherine ou de sainte Marguerite, lui apparut la première. Elle n'a pas voulu dire que ce qu'elle avait oublié après deux ans, ses juges le pourraient trouver par écrit s'ils consultaient le registre de Poitiers. Ainsi, les nombreux refus de répondre, que l'acte d'accusation relèvera à la charge de Jeanne, n'ont pas été un caractère de son attitude au procès de Rouen; instruite par l'avocat-général du roi, chez qui elle logeait à Poitiers, elle avait su, dès 1429, opposer cette fin de non-recevoir à des questions indiscrètes ou pédantes.

Même séance, il est question de saint Michel. Le passage est particulièrement obscur, parce que les questions font défaut, et qu'on est fort embarrassé de les rétablir. La répétition du mot *item* ne signifie rien de précis.

Interrogée sur ce que saint Michel lui dit, la première fois, répondit : vous n'aurez encore aujourd'hui de réponse. *Item* dit que les voix lui dirent qu'elle répondit hardiment. *Item* dit qu'elle a bien dit une fois à son roi tout ce qui lui avait été révélé, car cela le concernait. Dit cependant qu'elle n'a pas encore congé de révéler ce que

saint Michel lui a dit. Dit en outre qu'elle voudrait bien que son interrogateur eût copie de ce livre qui est à Poitiers, pourvu que ce soit le plaisir de Dieu.

Concluons du moins qu'à cette date (27 février) la copie du registre de Poitiers n'était pas sous les yeux des juges de Rouen. Le plus récent historien de Jeanne, M. Goyau¹, écrit à ce propos : « Un registre en fut tenu (de l'interrogatoire de Poitiers), que les juges de Rouen auront un jour entre les mains et que nous voudrions tant, nous, tenir dans les nôtres. » Il ne peut s'agir, en tous les cas, que d'une copie de ce registre, et il appert de la réponse de Jeanne que, le 27 février 1431, cette copie n'avait pas été fournie au tribunal.

Même séance :

Dit que, durant trois semaines, elle fut interrogée par les clercs à Chinon et à Poitiers. Et son roi eut signe de ses faits avant de croire en elle. Et les clercs de son parti furent de cette opinion qu'ils ne voyaient rien que du bien en son fait.

Du fait du greffier, et non certes du fait de Jeanne, bien des choses sont ici confondues ou trop brièvement indiquées. L'interrogatoire de Chinon paraît avoir été peu important ; il précéda la première entrevue de Jeanne avec le roi, qui avait d'abord refusé de la recevoir. C'est au cours de cette première entrevue qu'elle lui donna « le signe de ses faits » sur lequel on a tant et si inutilement discuté, car le seul témoin qui eût pu éclairer l'histoire à ce sujet, Charles VII, ne dit rien au Procès de réhabilitation, où personne ne semble l'avoir osé interroger sur quoi que ce soit, ni même faire appel indirectement à ses souvenirs. L'examen de Poitiers fut d'autant plus sérieux que le président des enquêteurs, Regnault de Chartres, chancelier de France et archevêque de Reims, était certainement hostile à Jeanne. La conclusion de l'enquête, conservée par le Registre delphinal, est bien ce que dit Jeanne en quelques mots ; mais c'est, à y regarder de près, une déclaration très froide, qui rend pleinement hommage à la moralité et à la piété de la jeune fille sans même faire allusion à ses dons surnaturels ni à la révélation merveilleuse qui avait triomphé des scrupules du roi. On a dit qu'il eût été indiscret de mentionner cette révélation, sur laquelle Charles avait demandé à Jeanne, sous la foi du serment, d'observer le secret ; mais les enquêteurs auraient pu signaler un fait de clairvoyance ou de « lecture de pensée » sans entrer, à ce sujet, dans aucun détail et sans mettre en cause le roi.

1. Goyau, *Sainte Jeanne d'Arc*, p. 10.

Séance du 3 mars :

D. Quand, pour la première fois, vous vintes devers votre roi, vous demanda-t-il si c'était par révélation que vous aviez changé votre habit? — R. Je vous en ai répondu. Toutefois ne me rappelle s'il me fut demandé. Et cela est écrit à Poitiers.

Cela est inintelligible. Littéralement interprété, le texte signifie : « Je ne me souviens pas si mon roi, à notre première entrevue, me demanda si j'avais changé d'habit par révélation. Mais cela est écrit dans le registre de Poitiers. » Il n'est pas possible que les enquêteurs de Poitiers aient interrogé Jeanne sur les questions que lui avaient posées le roi. Donc, ce qui est écrit à Poitiers, c'est une réponse de Jeanne sur le fait de cette révélation, ou sur le refus qu'elle opposa à une question qui la concernait. Cette dernière explication est la seule vraisemblable : 1^o Jeanne ne se souvient pas si le roi lui a demandé telle chose ; 2^o elle se souvient que les juges de Poitiers la lui ont demandée, et de la réponse qu'elle leur fit de « passer outre ». Ce qui est confirmé, je crois, par ce qui suit, à une réserve près que je ferai à l'instant.

Même séance :

Interrogée si elle se souvient que les maîtres qui l'examinèrent dans l'autre parti, les uns par l'espace d'un mois, les autres pendant trois semaines, l'aient interrogée sur le changement de son habit, répondit : Il ne m'en souvient. Toutefois ils me demandèrent où j'avais pris cet habit d'homme; et je leur ai dit que je l'avais pris à Vaucouleurs.

Interrogée si lesdits maîtres lui demandèrent si elle avait pris cet habit suivant ses voix, répondit : « Il ne m'en souvient. »

Interrogée si la reine (Yolande d'Anjou) ne s'enquit point du changement de son habit quand la visita pour la première fois, répondit : « Il ne m'en souvient. »

Interrogée si son roi, ou sa reine, ou d'autres de son parti ne la requièrent point parfois de déposer son habit d'homme, répondit : « Ce n'est point de votre procès. »

Cette dernière formule, dont j'ai déjà relevé la fréquence, explique celle qui répond aux questions précédentes : « Il ne m'en souvient. » Jeanne a dit ailleurs assez nettement que ses voix lui avaient ordonné de prendre l'habit d'homme et qu'elles ne lui permettaient pas d'y renoncer encore; mais, en ce moment, elle est décidée à ne pas répondre, sauf sur le fait qu'elle prit l'habit d'homme à Vaucouleurs, c'est-à-dire avant d'avoir vu ni le roi, ni la reine, ni les juges ecclésiastiques de Chinon et de Poitiers. En répondant autrement, elle

aurait mis à la charge de son roi, de sa reine ou des clercs de son parti un travestissement qu'elle savait prohibé par les canons de l'Église, et l'on ne peut qu'admirer, une fois de plus, la prudence de sa réponse ou plutôt de son refus de répondre. Nous avons d'ailleurs des preuves certaines que son travestissement souleva, dès le début de sa mission, des objections que les juges de Rouen ne pouvaient ignorer. Cela ressort de la correspondance de Jacques Gelu, archevêque d'Embrun, avec Charles VII¹. Gelu était probablement informé par Machet, confesseur du roi, qui fut un des enquêteurs de Chinon et de Poitiers. Il commença par mettre Charles VII en garde contre une crédulité qui pourrait le rendre ridicule; puis, aussitôt après la prise d'Orléans et avant la campagne du sacre, en mai 1429, il écrivit un petit traité latin sur la Pucelle où il la défend contre les accusations dont elle est dès lors l'objet. « Des hommes doctes, à ce qu'on assure, affirment que la Pucelle n'est pas l'envoyée de Dieu, mais bien le jouet des illusions de Satan... Si les œuvres que nous voyons étaient de Dieu, disent-ils, il les eût accomplies par un ange et non par une adolescente, *sujette à toutes les illusions par la nature de son sexe et en raison du désœuvrement d'une vie solitaire.* » Plus loin, il écrit : « La Pucelle, par sa mission même, est autorisée à porter des vêtements d'homme. Obligée de vivre avec des guerriers, elle a dû s'accommoder aux lois de leur discipline. » Ainsi, les griefs que fera valoir le tribunal de Rouen, suspicion d'inspiration démoniaque, travestissement prohibé par l'Église, étaient déjà formulés au printemps de 1429 par ceux que Gelu appelle des « hommes doctes ». Qui étaient ces hommes, sinon la minorité du tribunal de Poitiers? Du même mois de mai, daté du 14 de ce mois, aussitôt après la prise d'Orléans (le 8), est le mémoire de Gerson, alors à Lyon, sur la Pucelle², où toute une section, la dernière, est consacrée à réfuter l'objection tirée des vêtements d'homme que portait Jeanne. Cela dit pour établir qu'on n'a point attendu que la fortune tournât contre elle pour la mettre en suspicion tant sur le chapitre de ses révélations que sur celui de son costume. Nous sommes absolument assurés que ces graves questions ne furent pas seulement abordées dans les interrogatoires de Poitiers, mais que la conclusion, d'ailleurs si réservée, des enquêteurs ne supprima pas les scrupules de tous les doctes, puisqu'on en trouve l'écho dans les apologies de Gelu et de Gerson.

Séance du 10 mars :

Interrogée quand le signe vint à son roi, quelle révérence elle lui

1. Ayroles, *la Pucelle devant l'Église*, p. 2 et suiv.

2. Ayroles, *ibid.*, p. 25.

fit, et s'il vint de par Dieu, répondit qu'elle remercia Notre-Seigneur de ce qu'il la délivra de la peine qui lui venait des clercs de son parti qui arguaient contre elle et s'agenouilla plusieurs fois... *Item* dit que les clercs cessèrent de l'arguer quand ils eurent ledit signe. Interrogée si les gens d'église de ce parti virent le signe susdit, répondit que quand son roi et ceux qui étaient avec lui eurent vu ce signe, et aussi l'ange qui le bailla, elle demanda à son roi s'il était content, et il répondit que oui. Et alors elle s'en alla en une petite chapelle assez près et ouït dire alors qu'après son départ plus de trois cents personnes virent ledit signe. Dit en outre que, pour l'amour d'elle, et afin qu'ils cessassent de l'interroger, Dieu voulut permettre que ceux de son parti, qui virent ledit signe, le vissent.

La scène est à Poitiers, non à Chinon¹. Un signe que Jeanne indique allégoriquement — c'est l'explication généralement admise — mit fin à des interrogatoires qui la tourmentaient en entraînant, ou en parachevant, la conviction du roi. Il n'y a pas un mot de cela dans la conclusion des enquêteurs, pas plus que dans les écrits contemporains ou un peu postérieurs. Mais deux faits paraissent ressortir des paroles prêtées à Jeanne. Le premier, c'est que les clercs de son parti la harcelaient de questions énervantes ou indiscretes; ceux de Poitiers n'étaient pas de meilleure composition que ceux de Rouen. La seconde, c'est que l'enquête se termina assez brusquement par l'intervention du prince; les enquêteurs n'eurent plus qu'à se mettre d'accord sur un texte élogieux, mais qui rendait uniquement justice aux vertus chrétiennes de la jeune fille, sans indiquer ni même laisser pressentir autre chose. En cela encore, l'analogie avec le procès de Rouen est manifeste, car si ce dernier, commencé régulièrement, se termina par un brigandage et un assassinat, ce fut par suite de la pression de l'autorité civile, en l'espèce des Anglais. Dans les deux cas, les clercs commencèrent le procès et le prince le termina suivant ce qu'il jugeait être conforme à son intérêt.

Séance du 15 mars :

Interrogée si, en fait de la guerre, elle a rien fait sans le congé de ses voix, répondit : « Vous avez réponse sur tout cela. Lisez bien votre livre et vous le trouverez. »

« Votre livre » désigne-t-il le registre de Poitiers? La même question se pose pour le passage suivant.

Même séance :

Interrogée quelle doctrine saint Michel lui enseigna, répondit que,

1. Ce que dit à ce sujet Anatole France (t. II, p. 301) est certainement erroné.

sur toutes choses, il lui disait qu'elle fût bonne enfant, et que Dieu l'aiderait; et, entre autres choses, lui dit qu'elle viendrait au secours du roi de France. Et une grande partie de ce que l'ange lui enseigna est dans ce livre.

Quicherat écrit en note à ces derniers mots : « Les interrogatoires de Poitiers, ou peut-être l'Évangile que tenait l'un des juges. » Cette dernière hypothèse est invraisemblable, car, à quelques minutes d'intervalle, *votre livre* et *ce livre* ne peuvent signifier des choses différentes. Le P. Ayroles écrit¹ : « Les interrogateurs de Rouen possédaient-ils l'interrogatoire de Poitiers, ou se le procuraient-ils? Il semble bien qu'au 15 mars il était sous les yeux de l'accusée, puisqu'à la séance de ce jour elle répondait : la plus grande partie de ce que l'ange m'a appris est dans ce livre. » Resterait à savoir comment Jeanne, illettrée, a reconnu le registre de Poitiers ou une copie de ce registre; il faudrait admettre qu'on le lui eût montré hors séance ou dans une partie non conservée de son interrogatoire. M. P. Champion, à la différence de ses prédécesseurs, me paraît être tout à fait dans le vrai quand il nie que « votre livre » et « ce livre » désignent le registre de Poitiers : c'est celui du procès en cours, où s'inscrivait la minute française des interrogatoires. Ce que le P. Ayroles inclinait à croire, M. Goyau l'admet comme certain, sans d'ailleurs donner de preuves, ce qui ne convenait peut-être pas au caractère populaire de son ouvrage. Il reconnaît sans doute, à la réflexion, que M. Champion a raison. Si les juges de Rouen avaient possédé le registre de Poitiers, ils auraient cherché, avec leur esprit de chicane, à mettre Jeanne en contradiction avec elle-même en lui alléguant, ce qu'ils n'ont jamais fait, ses réponses de 1429. Quicherat n'a pas insisté sur l'hypothèse qu'il indique en note (t. I, p. 171); mais ailleurs, constatant que le registre de Poitiers n'a pas été produit au procès de réhabilitation, que plusieurs juges de Poitiers ont été interrogés alors comme si ce registre n'existait pas, il a justement supposé que ce document avait été perdu par négligence ou sacrifié par des raisons politiques². La seconde hypothèse semble de beaucoup la plus probable. Les juges du second procès auraient dû réclamer ce registre, ou en regretter avec insistance la disparition : ils n'en dirent rien. S'ils n'en dirent rien, c'est qu'on leur avait fait savoir qu'il ne convenait pas d'en parler. Ici encore, on entrevoit le *fait du prince*. Charles VII victorieux, par des raisons qui resteront toujours obscures, et dont l'une peut-être est la conformité des

1. *La Pucelle devant l'Eglise*, p. 13.

2. Quicherat, *Aperçus*, p. 3-4.

griefs de certains interrogateurs de Poitiers avec ceux des juges de Rouen, devait avoir intérêt à la disparition de ce registre comme à la conservation de la conclusion de l'enquête, seule connue des juges de la réhabilitation et plusieurs fois alléguée par eux.

Séance du 17 mars :

Item dit qu'elle croit aussi fermement les dits et les faits de saint Michel, qui lui apparut, comme elle croit que Notre-Seigneur Jésus-Christ souffrit mort et passion pour nous. Et ce qui la mut à le croire, c'est le bon conseil, confort et bonne doctrine qu'il lui a faits et donnés.

Si je cite ce texte, bien qu'il n'y soit pas question de Poitiers, c'est que, sans l'enquête de Poitiers, il serait complètement intelligible. La dernière phrase est théologiquement très correcte. On enseigne, en effet, d'après les Pères : 1° qu'une apparition vient de Dieu et non du malin lorsque la joie, le *confort*, y succède à la crainte; 2° qu'une révélation est de source divine, et non démoniaque, quand la fin poursuivie est d'affermir la foi et les bonnes mœurs. Les auteurs des mémoires insérés au Procès de réhabilitation ont insisté sur ces deux points et cité des textes. Déjà, le clerc anonyme, écrivant à Rome immédiatement après la délivrance d'Orléans¹, insistait sur la bonté et la piété de Jeanne pour établir le caractère divin de sa mission. D'autres ont rappelé à propos le texte de saint Matthieu (VII, 15-16) : « Gardez-vous des faux prophètes... vous les reconnaîtrez à leurs fruits. » Il est évident que la pureté et la piété de Jeanne, expressément reconnues par les enquêteurs de Poitiers, ainsi que la joie qu'elle disait éprouver après la crainte, quand elle était favorisée de visions, ont été alléguées par les juges qui lui voulaient du bien comme de puissants arguments en sa faveur; si elle n'a pas su cela directement des examinateurs de Poitiers, son confesseur, Paquerel, n'aura pas manqué de le lui dire. Ainsi s'explique ce qu'elle dit le 17 mars, dans une phrase assurément très simple et sans prétention, mais qui, par les deux éléments qu'elle réunit — le réconfort, la bonne doctrine — se révèle comme l'écho lointain de la première enquête théologique à son sujet, tout comme les mots « cela convenait bien » qu'elle dit au sujet de la lumière et des clartés accompagnatrices de ses visions.

Il est question une dernière fois de Poitiers dans un passage très difficile (séance du 2 mai; Q., t. I, p. 397) :

D. En ce qui concerne le signe donné à votre roi, voulez-vous vous

1. Ayroles, *op. cit.*, p. 57.

en rapporter à l'archevêque de Reims, au sire de Boussac, à Charles de Bourbon, à La Trémonille et à La Hire, auxquels vous avez dit autrefois avoir montré cette couronne, ou qui étaient présents, suivant vos dires, quand elle fut apportée par l'ange qui la donna audit archevêque? Ou voulez-vous vous en rapporter à d'autres gens de votre parti, qui écriront sous leur sceau ce qui en est? — R. Donnez-moi un messager et je leur écrirai au sujet de tout ce procès. — Et le texte ajoute : « Autrement elle refusa de les en croire ou de se rapporter à eux. »

Même séance, un peu plus loin :

D. Si l'on vous envoie trois ou quatre clercs¹ de votre parti, qui viendront ici sous sauf-conduit, voudrez-vous vous en rapporter à eux touchant vos apparitions et choses contenues dans le présent procès? — R. Qu'on les fasse venir, je répondrai ensuite. — Et le texte ajoute : après cela, elle refusa de s'en rapporter à eux et de leur soumettre ce procès. — D. Voulez-vous vous rapporter ou vous soumettre à l'église de Poitiers, où vous avez été examinée? — R. Croyez-vous me prendre par cette manière et par là m'attirer à vous?

M. Champion trouve avec raison que cette réponse est *étonnante*; elle ne paraît cependant pas inexplicable.

VI.

Personne ne pouvait voir Jeanne dans sa prison sans la permission expresse de l'évêque de Beauvais; mais il usa lui-même du droit de l'entretenir et l'accorda à nombre de gens de sa confiance. Jeanne a dû être avertie ainsi que sa captivité avait modifié le sentiment de son propre parti et que la minorité du tribunal d'enquête de Poitiers avait repris le dessus. Peut-être ces nouvelles lui avaient-elles été données à l'époque de la maladie sérieuse qu'elle fit au milieu d'avril et qui paraît avoir mis sa vie en danger.

Cette même séance du 2 mai avait débuté par une admonition publique de l'archidiacre d'Évreux, où on lit ces lignes :

Attendu les mensonges évidents relatifs à la couronne apportée à Charles et à la venue des anges, qu'elle avait imaginés, mensonges et fictions qui ont été reconnus aussi bien par ceux qui, par la suite, furent de notre parti que par les autres...

Ces « autres » ce sont les clercs ou, du moins, certains clercs du parti de Charles VII; ce sont les anciens opposants de Poitiers et

1. *Clericorum* dans le latin, *chevaliers* dans le français.

sans doute aussi ceux que l'insuccès de Jeanne a rangés parmi ses adversaires.

Nous connaissons l'un d'eux : c'est le propre président du tribunal de Poitiers, l'archevêque de Reims, chancelier de France, Regnault de Chartres. Au xvii^e siècle existait encore une lettre de ce prélat aux habitants de Reims, connue seulement aujourd'hui par un résumé, mais d'une authenticité incontestable. L'archevêque dit que Jeanne s'est perdue par son orgueil, que, d'ailleurs, un petit berger venu du Gévaudan (celui que les Anglais devaient noyer bientôt dans la Seine¹) n'en dit ni moins ni plus qu'elle. Cette lettre, qui n'était pas confidentielle, a dû être connue aussitôt du parti anglais.

Le vieux Gerson, dans son mémoire de mai 1429, avait prévu ce revirement au lendemain même du triomphe de Jeanne à Orléans : « Un premier miracle », écrivait-il, « n'amène pas toujours ce que les hommes en attendent. Aussi, ce qu'à Dieu ne plaise, quand même l'attente de la Pucelle et la nôtre seraient frustrées, il ne faudrait pas en conclure que ce qui a été accompli est l'œuvre du démon et ne vient pas de Dieu. Notre ingratitude, nos blasphèmes, telle autre cause pourront faire que, par un secret mais juste jugement de Dieu, nous ne viissions pas la réalisation de tout ce que nous attendons². »

Si Charles VII lui-même, ayant perdu Jeanne, a donné quelque temps sa confiance au petit pâtre du Gévaudan, ce que nous savons par la lettre de l'archevêque de Reims et d'autres textes, c'est qu'il avait cessé de croire, non pas au secours et à la faveur du ciel, mais à l'inspiration de Jeanne. Ceux qui l'accusent d'ingratitude introduisent, pour ainsi dire, dans son cas une idée moderne : Charles était devenu *incrédule* à Jeanne³ et ne revint à de meilleurs sentiments que lorsque la prise de Paris et de Rouen, la reconquête de presque tout le royaume, lui eussent à nouveau ouvert les yeux sur la nature de l'inspiration de la Pucelle, par l'accomplissement des promesses qu'elle lui avait faites (1452). Il ne voulut pas alors avoir été sacré à Reims sous la protection et par les œuvres d'une sorcière ; le premier mémoire commandé par lui le 14 février 1450 au théologien Guillaume Bouillé exprime sans détours l'intérêt du roi : « Laisser dans le silence cette inique condamnation serait manifestement laisser porter atteinte à l'honneur royal, puisque c'est en combattant sous les drapeaux du roi que la Pucelle a été condamnée comme hérétique et invocatrice des démons. Quelle tache dans

1. Après le combat de Gournay où il fut pris (décembre 1431).

2. Ayroles, *op. cit.*, p. 27.

3. Ainsi s'explique aussi l'attitude passive de l'Église de France pendant le procès, que M. A. France trouve scandaleuse (t. II, p. 342).

l'avenir, si les ennemis pouvaient dire qu'un roi de France a entretenu dans son armée une femme hérétique et invocatrice des démons¹ ! » La réhabilitation ne devait être prononcée par l'Église que six ans après; on comprend, d'ailleurs, que Bouillé se soit prudemment abstenu de rien dire du sacre de Reims; c'est de Jeanne, *soldat du roi*, combattant sous ses drapeaux, qu'il pouvait seulement être parlé sans inconvénient.

Ainsi, au mois de mai 1431, Jeanne vaincue était et se savait abandonnée. Rien d'étonnant dès lors qu'elle ait refusé tout appel de ses adversaires à l'archevêque de Reims, aux chevaliers les plus illustres de son parti, aux clercs de Poitiers. Elle ne pouvait accepter qu'à la condition de faire une tentative d'éclairer ces hommes par la relation de la persécution qu'elle subissait; et de cela, étant donné le parti pris des juges de Rouen et la pression qui s'exerçait sur eux, il ne pouvait naturellement pas être question.

Reste à expliquer le mot de Jeanne : « Me cuidez-vous... attirer à vous ? » Je crois qu'on peut l'interpréter ainsi. Dans la longue discussion qui eut pour objet la soumission de Jeanne à l'Église militante — sans qu'on lui eût jamais fait bien comprendre de quoi il s'agissait — Jeanne a semblé nettement refuser de s'en remettre aux clercs de Rouen, jugés avec raison ses ennemis mortels. On lui fait alors entrevoir qu'elle pourrait s'en remettre aux clercs de Poitiers, qui étaient de son parti; mais elle a été avertie qu'elle ne peut plus compter sur eux; alors elle comprend qu'on veut lui faire dire : « Puisqu'il s'agit de m'en rapporter à une église, aussi bien me soumettre à celle de Rouen. » De là sa réponse sous forme interrogative : « Pensez-vous me tromper (*prendre*) ainsi et m'induire à m'en remettre à vous (*m'attirer*) ? » Cette interprétation paraît naturelle, mais il est évident qu'ici plus qu'ailleurs le texte de l'interrogatoire a été singulièrement écourté.

VII.

Une des irrégularités du procès de Rouen, signalée dès l'époque du procès de réhabilitation, est le manque d'un procès préliminaire de diffamation, ce que nous appelons aujourd'hui une instruction. Au procès de réhabilitation, il a seulement été question d'un enquêteur, Nicolas Bailly, que l'évêque de Beauvais aurait envoyé à Domrémy et qui serait revenu avec des témoignages si favorables à l'accusée qu'on aurait refusé d'en faire état. Mais il faut bien que les

1. Ayroles, *op. cit.*, p. 212.

interrogateurs, en particulier Beaupère, le plus actif de tous, aient eu sous les yeux un exposé assez complet de ce qui touchait au passé de Jeanne, tant à sa première jeunesse qu'à son rôle dans l'armée de Charles VII. Comment auraient-ils pu connaître, sans une enquête sérieuse, les propos tenus par Baudricourt à Jeanne, l'affaire de Franquet d'Arras, celles de l'enfant de Lagny, de Catherine de la Rochelle, du cheval de l'évêque de Senlis, le séjour de Jeanne à Neufchâteau, le procès intenté par elle à un jeune homme devant l'official de Toul? Puisqu'il y a eu des enquêtes, même très complètes, même dans les pays qui obéissaient à Charles VII¹, pourquoi n'a-t-on rien publié à ce sujet? La réponse à cette difficulté est tout au moins indiquée, ce me semble, par la phrase déjà citée, très singulière, de l'archidiacre d'Évreux sur les prétendus mensonges de Jeanne « qui ont été reconnus aussi bien par ceux qui, par la suite, furent de notre parti que par les autres ». Il y a là une allusion assez nette à des transfuges du parti français qui ont dû passer au camp anglais entre 1429 et 1431. L'histoire, que je sache, est muette sur leur compte; mais c'est sans doute parmi ces hommes, bien placés pour se faire une opinion sur Jeanne et témoins de ses débuts à la cour de Charles VII, qu'il faut chercher quelques-uns des informateurs les plus zélés du tribunal de Rouen, autrement dit quelques-uns des auteurs du crime, trop commodément mis à la charge des autorités anglaises. La crainte de compromettre ces gens-là peut avoir été le vrai motif qui fit supprimer le procès préliminaire de diffamation.

Salomon REINACH.

1. Anatole France, *Jeanne d'Arc*, t. II, p. 240.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE DU MOYEN AGE

OUVRAGES GÉNÉRAUX. — Saint Augustin a exercé une influence immense sur la pensée médiévale. A ce titre, les six conférences réunies en un volume par M. Figgis¹ rentrent dans le cadre de ce bulletin, surtout la troisième et la quatrième, qui traitent de la notion d'État et de la notion d'Église dans saint Augustin, et la cinquième, sur la fortune de la *Cité de Dieu* au moyen âge. M. Figgis met en garde contre la confusion souvent faite de la cité de Dieu — qui est la réunion invisible des prédestinés — avec l'Église visible; de la cité terrestre avec l'État, qui n'est pas, aux yeux d'Augustin, mauvais en soi et produit du péché. L'erreur a été souvent commise, parce qu'elle est très excusable; la pensée d'Augustin n'était pas toujours exempte d'obscurité et de flottement; sa théorie — un peu hésitante — de l'emploi de la contrainte contre les hérétiques, et son affirmation que la justice est nécessaire à un véritable État tendent à préparer la conception d'une Église-État. Sans identifier lui-même la cité de Dieu avec un État terrestre déterminé, il pouvait donner l'idée de le faire. Inversement, il a inspiré Grégoire VII dans sa lettre à Hermann de Metz, si méprisante pour le pouvoir civil. Enfin, Wyclif, avec sa doctrine de l'Église invisible, dépend étroitement de lui².

L'introduction à l'histoire du christianisme de M. FOAKES-JACKSON³ est un livre de vulgarisation très passablement informé (les erreurs de fait y sont rares et peu graves), bien composé (sauf quelques défauts de proportion : le développement du droit et des institutions ecclésiastiques est quelque peu sacrifié) et écrit avec un

1. John Neville Figgis, *The political aspect of S. Augustine's City of God*. Londres, Longmans, Green et C^o, 1921, in-8°, iv-132 p.

2. Une phrase un peu obscure de M. Figgis, p. 90, a l'air de dire que les Décrétales de Grégoire IX et le *Sexte* n'ont pas été imposés aux tribunaux. Ce serait une erreur : les bulles papales disent : *in judiciis*.

3. F. J. Foakes Jackson, *An introduction to the history of christianity, 590-1314*. Londres, Macmillan, 1921, in-8°, x-390 p.

sérieux souci de mesure et d'impartialité. Mais il s'adresse au grand public plutôt qu'aux travailleurs.

Le grand ouvrage en trois volumes que M. PAULUS¹ a consacré à l'histoire des indulgences au moyen âge est un chef-d'œuvre de science. Ce n'est pas un chef-d'œuvre de composition. L'auteur s'est trop souvent contenté de mettre bout à bout, sans les fondre ensemble, des articles publiés par lui dans diverses revues. D'où une impression de décousu et de nombreuses répétitions. D'autre part, voulant épuiser sa matière, il donne pour chaque grande période l'énumération des indulgences connues, classées d'après les conditions exigées (visites d'églises, croisade, aumônes, etc.) et d'après les autorités qui les accordent (papes ou évêques); de même l'inventaire complet, par ordre chronologique, des opinions des théologiens, d'une part, des canonistes, de l'autre; comme, bien entendu, ils se copiaient souvent les uns les autres, on voit à quelles longueurs, à quelles redites se condamne M. Paulus. On y gagne, du moins, d'avoir une espèce de *corpus* de tout ce qui concerne le sujet et le moyen de vérifier toutes les conclusions de l'auteur. Quelques beaux chapitres de synthèse montrent et font regretter ce qu'il aurait pu faire s'il s'était préoccupé davantage d'organiser sa matière. — Comme il est naturel, c'est la question des origines qui est la plus difficile. Et la moindre difficulté n'est pas la pauvreté et l'impropriété de la langue théologique du moyen âge, qui désignait souvent du même mot des choses très différentes. Heureusement M. Paulus, interprétant les textes les uns par les autres, excelle à débrouiller les sens et à faire l'histoire d'expressions embarrassantes et qui ont été souvent mal comprises. — De quand datent les indulgences? Peut-être ici M. Paulus a-t-il été un peu influencé par une définition trop précise qu'il en donne en commençant : « L'indulgence est une remise des peines temporelles dues au péché, accordée par l'Église en dehors du sacrement de pénitence et valable devant Dieu. » En dehors du sacrement de pénitence; M. Paulus s'appuie sur ces mots pour dénier le caractère d'indulgence à une pratique de la primitive Église bien connue par l'histoire de saint Cyprien : abrégé, sur l'intercession des confesseurs, la durée de la pénitence des *lapsi*; cette pénitence avait, en effet, un caractère sacramentel, étant la préparation et la condition de la réconciliation du coupable avec l'Église et avec Dieu. Mais,

1. Dr Nicolaus Paulus, *Geschichte des Ablasses im Mittelalter*. Paderborn, Schöningh, 1922-1923. T. I et II : *Vom Ursprunge bis zur Mitte des 14 Jahrhunderts*, in-8°, XII-392 et II-364 p. T. III : *Geschichte des Ablasses am Ausgange des Mittelalters*, in-8°, XII-558 p.

ailleurs, M. Paulus insistera, avec raison, contre certains malentendus, sur tout ce qui rattache les indulgences au sacrement de pénitence. Historiquement, elles ont commencé (les formules même le disent : *tot dies ex injuncta tibi poenitentia relaxamus*) par être une réduction de la pénitence sacramentelle imposée en vue de la réconciliation; elles ont toujours été considérées comme supposant, jamais comme créant l'état de grâce; la confession est l'une des conditions pour les obtenir, généralement rappelée dans les actes mêmes de concession; toute une catégorie d'indulgences — ainsi entre autres l'indulgence *in articulo mortis* — ont été et sont encore liées à l'absolution sacramentelle et appliquées par le confesseur en vertu de lettres apostoliques. M. Paulus explique précisément par quelques-unes de ces circonstances l'expression d'*indulgentia a culpa et poena*, théologiquement impropre, qui a souvent scandalisé les modernes, qui d'ailleurs, même au moyen âge, était plus employée dans le langage courant et populaire que dans le style officiel de la chancellerie, et contre laquelle théologiens, canonistes et prédicateurs ont souvent protesté. Le peuple entendait, sous le même mot d'indulgence, les deux parties, les deux aspects, pratiquement associés, de la rémission complète du péché : l'absolution et l'indulgence proprement dite. Mais, alors, où est cette séparation radicale d'avec la pénitence que M. Paulus estime être caractéristique de l'indulgence? Nous nous retrouvons pleinement d'accord avec lui pour reconnaître une des origines des indulgences dans la pratique des rachats de pénitence qui s'introduisit au temps de la pénitence tarifée. Par là apparaît un des traits futurs de l'indulgence telle qu'elle se constituera définitivement : elle sera un remplacement, avec atténuation très grande, mais non tout à fait une suppression, de la pénitence encourue. En somme, les indulgences apparaissent pleinement constituées au XI^e siècle. Les concessions plus anciennes sont apocryphes. Une analyse très précise des privilèges conservés fait ressortir que, jusqu'au XIII^e siècle inclus, les papes ont été assez économes de faveurs de ce genre; une indulgence ancienne trop considérable est suspecte par ce seul fait. Une seule exception : l'indulgence de croisade, qui, dès le début, fut très souvent plénière. — En tout cela, la pratique a précédé la théorie. Mais déjà, au temps de la pré-scholastique, jusque vers 1230, la théologie s'occupe des indulgences et essaie d'en donner une explication. Cela ne va pas, au début, sans beaucoup de tâtonnements. Mais des copieuses analyses de M. Paulus il résulte à l'évidence, d'une part, qu'on distinguait nettement entre la culpé et la peine, l'indulgence s'appliquant à celle-ci seulement; d'autre part, que l'indulgence

était réputée avoir une valeur non seulement devant l'Église, mais devant Dieu. — Aux hésitations des théologiens, jusque vers 1230, s'oppose la netteté de la doctrine constituée par les grands scolastiques et qui, pour l'essentiel, est demeurée classique dans l'Église. Elle repose, en somme, sur la théorie de la « satisfaction vicaire », dont le prototype le plus parfait est la Rédemption : à l'image du Christ lui-même, les hommes peuvent réparer et satisfaire les uns pour les autres, étant comme solidaires devant Dieu. De là, par une transition naturelle, on a passé (le premier auteur, semble-t-il, en est Hugues de Saint-Cher, vers 1230) à la théorie du trésor de l'Église, rempli par les mérites infinis ou surabondants du Christ et des saints, et dans lequel puise l'Église quand elle accorde des indulgences. — La fin du moyen âge, encore une fois, n'apporte aucune nouveauté essentielle, mais de nombreux abus. Sur ce chapitre, il faut rendre hommage à la loyauté scientifique de M. Paulus : s'il excuse parfois un peu trop, il ne dissimule rien. Mais rien n'a plus déconsidéré les indulgences que la conduite des quêteurs qui les annonçaient, gens avides et menteurs, d'autant qu'ils étaient parfois personnellement intéressés à faire rendre le plus possible à des indulgences dont ils avaient affermé le produit. — En sens contraire, il ne faudrait tout de même pas exagérer toutes ces tares. De nombreuses tentatives ont été faites pour les corriger, notamment par le Saint-Siège. Depuis la fin du ^{xii}^e siècle, combien de mesures ont été prises contre les quêteurs ! Mais, sur ce point comme sur tant d'autres, on a dû reculer en fait devant la coalition des intérêts et des habitudes qui barrait le chemin à toute réforme. — Une autre exagération injuste serait de croire que la doctrine des indulgences ait été faussée à l'usage du peuple. Ce que l'on sait des grands prédicateurs de la fin du moyen âge, ce qu'on peut lire dans les livres de dévotion du temps, prouve que la doctrine était correctement présentée, la nécessité du repentir et de la confession toujours rappelée, et que les indulgences ne tenaient pas une place excessive dans les exhortations adressées aux fidèles. Répétons en terminant qu'il faut renoncer à donner, dans les limites d'un compte-rendu, une idée adéquate de la richesse de faits et d'idées que contient ce livre, à tous égards considérable.

Dans le titre de l'ouvrage de M. COULTON¹ : *Cinq siècles de religion*, religion doit s'entendre au sens qu'il appelle « médiéval », celui de monachisme ; il fait bien d'en prévenir (p. xxxiii), car le

1. G. G. Coulton, *Five centuries of religion*. Volume I : *S^t Bernard, his predecessors and successors, 1000-1200 A. D.* Cambridge, University Press, 1923, in-8°, xlv-578 p.

lecteur pourrait ne pas s'en douter. Sous prétexte, sans doute, que la religion était la grande préoccupation du moyen âge et que le moine passait pour le type du chrétien, c'est de toute la vie morale et spirituelle de cette époque qu'il est question, au moins incidemment. Cela ne va pas sans inconvénients graves. Car M. Coulton tend à rendre le monachisme responsable de tout ce qu'il trouve à critiquer, ce qui n'est pas pleinement juste. Il serait au moins aussi vrai de dire que c'est le monachisme et la religion au sens large qui ont subi l'influence fâcheuse d'un milieu où la brutalité, l'ignorance, la superstition ne se rencontraient que trop souvent. De même, quels sont les cinq siècles qu'il se propose d'étudier? Ceux qui précèdent la Réforme, explique-t-il, du XI^e inclus au XV^e inclus. Et ce premier volume doit être consacré spécialement aux XI^e et XII^e. Alors, pourquoi trois chapitres sur saint Benoît, sans parler de bien d'autres digressions? Nous touchons ici à un autre défaut de sa méthode : il prend le moyen âge comme une espèce de bloc; il juxtapose des textes pris dans les pays et les époques les plus divers, comme si ce qu'on est convenu d'appeler moyen âge avait toujours été identique à soi-même. On voit déjà que l'art de la composition n'est pas sa qualité dominante. Son livre est une espèce de grenier où il a entassé un peu en désordre le fruit de ses lectures, d'ailleurs immenses, très variées; même les gens les plus familiarisés avec le moyen âge s'instruiront beaucoup à le lire. S'ensuit-il que son livre soit très équitable? C'est un recueil très riche des erreurs, des superstitions, des opinions baroques, des déformations malsaines du sentiment religieux, toutes choses qui ont pullulé au moyen âge. Seulement tous ces faits exacts, inconsciemment triés *ad probandum*, donnent une image vivement éclairée, mais par un seul côté, d'une époque qui est précisément remarquable par les contrastes les plus heurtés, et à propos de laquelle rien n'est plus dangereux que les généralisations hâtives. — Par exemple, M. Coulton (p. 115) se scandalise avec véhémence que l'on refusât la communion aux condamnés à mort. Du point de vue des croyances catholiques, cela peut passer, en effet, pour une grande cruauté. Mais les quelques faits que cite M. Coulton, pêle-mêle, du XII^e au XVII^e siècle, ne suffisent ni à établir que la pratique fût générale et constante¹, ni à déterminer la vraie responsabilité. Surtout il serait juste d'ajouter que l'assistance aux condamnés à mort, envisagée comme une des plus grandes œuvres de

1. On notera que l'Inquisition (cf. la *Practica* de Bernard Gui et le *Directorium* d'Eyméric) prescrivait de donner l'eucharistie aux remis au bras séculier qui la demandaient.

charité¹, a suscité, au moins en Italie, des institutions très touchantes, des confréries pieuses dont cette assistance était la spécialité². — M. Coulton estime qu'il faut juger d'une doctrine ou d'une institution d'après la manière dont la grande masse des médiocres s'en est inspirée ou l'a pratiquée. Je ne dis pas que ce principe soit complètement faux; mais il est dangereux et contestable, surtout quand il s'agit d'une institution comme le monachisme, qui est ou devrait être faite pour une minorité. Après tout, si les médiocres sont le nombre, ce sont les meilleurs qui importent le plus, car c'est par eux que le monde progresse. M. Coulton manque du minimum de sympathie, sans lequel on ne peut bien traiter un sujet. Il a une si pauvre idée du moyen âge qu'il en devient crédule lui-même quand il s'agit de lui prêter une absurdité. On sait que les artistes médiévaux avaient l'habitude de représenter l'âme humaine (sortant, par exemple, de la bouche d'un mourant, ou recueillie par les anges dans le sein d'Abraham) sous la forme d'un petit enfant nu. Il ne voit pas qu'il s'agit d'une convention artistique; il prend cela pour l'expression de la croyance « orthodoxe ». Ses préjugés lui font parfois commettre de fortes omissions. Il répète trop facilement certains clichés; il juge toutes choses du point de vue de nos idées morales d'aujourd'hui, sans essayer de comprendre ce qui lui est peu sympathique au premier abord. Sa psychologie est un peu courte et sans nuances³; d'une manière générale, il nous paraît exagérer les côtés sombres de la religion médiévale⁴. La thèse du petit nombre des élus n'était-elle pas pour une bonne part un thème

1. M. Coulton, p. 116, n. 1, cite bien une confrérie de ce genre établie à Pérouse; c'est beaucoup trop peu dire.

2. Cf. entre autres la fameuse lettre de sainte Catherine de Sienne sur la mort de Niccolo Toldo. Je sais que M. Fawtier, dans l'ouvrage qui sera analysé plus loin, p. 254-257, la déclare apocryphe. Mais d'abord ses arguments ne convaincront peut-être pas tout le monde; ensuite, même fabriquée, la lettre l'aurait été par un contemporain de ce saint et pour lui faire honneur; elle témoigne des sentiments des milieux religieux du temps.

3. Montalembert a vu beaucoup trop en beau le monachisme médiéval. Mais il est ridicule de l'accuser d'insincérité, parce qu'ayant célébré la grandeur de la vocation monastique, il a éprouvé un vif chagrin le jour où une de ses filles s'est faite religieuse. De pareils conflits de sentiments ne sont-ils pas de tous les jours? Quel est le père qui, ayant la joie de marier sa fille selon ses désirs, n'éprouve pas en même temps le chagrin de la séparation?

4. Peut-on dire (p. 99) que « la danse macabre est une conception spécialement monastique », et (p. 367) que « l'artiste médiéval, qui échouait souvent à rendre les subtiles harmonies du ciel, n'était jamais embarrassé pour représenter les horreurs de l'enfer; cette inégalité dans l'exécution artistique correspond à un manque analogue de perspective dans les esprits des hommes ».

développé dans une intention morale, et l'âme religieuse vivait-elle vraiment dans le pessimisme et dans la terreur perpétuelle de l'enfer? La vérité me semble être que le moyen âge a cultivé à la fois, avec les mêmes exagérations naïves, deux thèmes opposés, entre lesquels l'âme religieuse balancera toujours, et qui l'un et l'autre peuvent, à les bien prendre, avoir une valeur religieuse et morale : celui de la confiance et celui de la crainte; jusqu'au dernier instant, le salut des meilleurs est incertain; jusqu'au dernier moment, le salut des pires est possible; le salut dépend de nous et il dépend de Dieu; il est difficile et il est facile; toute une vie ne le garantit pas nécessairement; une larme suprême peut l'obtenir. — Nous sommes forcés de nous borner; nous croyons avoir justifié le jugement qu'appelle à chaque page le livre de M. Coulton : beaucoup d'érudition, pas assez d'objectivité.

Une bonne étude sur les tiers ordres nous manquait jusqu'à présent. Je ne voudrais pas dire que le P. FRÉDÉGAND¹ [CALLAËY] comble tout à fait cette lacune; son livre n'est qu'une esquisse assez brève, mais tracée avec beaucoup de compétence et d'intelligence. Après un bref aperçu de la situation religieuse au commencement du XIII^e siècle, l'auteur examine successivement les origines et la première règle du tiers ordre franciscain, puis, d'une façon plus méthodique qu'historique, la condition juridique du tiers ordre, les relations du tiers ordre avec les Frères Mineurs et avec le clergé séculier, la vie religieuse au sein du tiers ordre, l'adaptation aux besoins des différentes époques, la diffusion, l'activité et l'influence. On aimerait à pouvoir, à l'aide de quelques chiffres, se faire une idée de la diffusion du tiers ordre. Faute de documents sans doute, le P. Callaey en donne peu². Du moins, et c'est une des parties les plus neuves et les plus intéressantes de son livre, il a définitivement fait justice d'un texte souvent allégué, même dans les controverses politiques, et avec des intentions tout opposées. C'est un passage d'une lettre attribuée à Pierre de la Vigne, qui aurait écrit à Frédéric II : « Les Frères Mineurs et Prêcheurs..., pour ruiner plus efficacement nos droits et nous enlever l'attachement des particuliers, ont créé deux nouvelles fraternités, dans lesquelles ils ont reçu en si grand nombre hommes et

Ceci est affaire d'impression, mais il me semble au contraire que, dans les jugements derniers de nos cathédrales, le côté des damnés est en général plus bizarre et grotesque que terrible; le côté des élus est souvent d'une pureté, d'une suavité, d'une poésie exquises.

1. P. Frédégand, *le Tiers ordre de saint François d'Assise*. Paris, librairie Saint François, 1923, in-8°, 135 p.

2. Ceux qu'il donne pour Bologne, p. 88, ne sont pas très élevés.

femmes, qu'il n'y a presque personne qui ne soit inscrit dans l'une ou dans l'autre. » Témoignage extrêmement important, et qui aurait été à peu près unique, sur la diffusion du tiers ordre et l'importance de son rôle politique. « Les membres du tiers ordre », croyait-on pouvoir écrire, « prirent les armes pour la défense de la patrie et s'engagèrent en masse dans la Ligue lombarde, qui arrêta net la marche de l'empereur. » Le P. Callaey a eu l'idée d'y regarder de plus près et il a vu que, si le passage allégué se trouve bien dans le recueil de Pierre de la Vigne, on s'est trompé sur le caractère de la lettre : c'est une supplique qui fut envoyée à un évêque ou à un pape, d'après certains manuscrits ; au concile de Lyon, d'après un autre ; peut-être aussi à l'empereur, d'où l'insertion dans le recueil de Pierre de la Vigne. L'auteur en appartenait certainement au clergé séculier¹ ; ce sont les droits et intérêts de celui-ci que les Mendians et leurs fraternités sont accusés de menacer. En fait, il s'agit d'un épisode assez banal de la rivalité des deux clergés, et il faut renoncer à la chimère du tiers ordre faisant trembler l'empereur.

Le titre sous lequel le cardinal GASQUET² a réuni un certain nombre d'articles jusqu'ici dispersés ne leur convient qu'à moitié, car une bonne part d'entre eux n'ont rien ou pas grand'chose à voir avec l'histoire monastique ; à commencer par le dernier et l'un des plus considérables, qui est une étude sur les relations diplomatiques entre le Saint-Siège et l'Angleterre au temps de la Révolution. Plusieurs de ces articles, déjà anciens, paraissent avoir été reproduits tels quels, sans que l'auteur se soit préoccupé de les mettre au courant. Ainsi l'étude sur Adrien IV et l'Irlande, qui retarde vraiment. Le cardinal Gasquet y soutient la fausseté de la bulle *Laudabiliter*, par laquelle Adrien aurait concédé l'Irlande à Henri II (depuis, le P. Thurston et M. Bémont ont donné en faveur de l'authenticité des arguments très forts). Parmi les autres articles, il en est un d'ordre général et d'étendue assez considérable qui intéresse par les vues qu'il contient sur l'ordre bénédictin. Le cardinal, qui fut lui-même président de l'ordre en Angleterre, fidèle à la pensée de son fondateur, se montre assez hostile, en somme, à toutes les tentatives centralisatrices, notamment à celles de Cluny et de Cîteaux. Ceci était écrit en 1895 ; on sait que, depuis, Rome a tendu, au contraire, à favoriser la réu-

1. Le P. Callaey serait porté, mais ce n'est qu'une conjecture, à l'identifier avec Arnaud de Fournival, doyen d'Amiens vers 1235, et plus tard évêque de la même ville.

2. Cardinal Gasquet, *Monastic life in the middle ages, with a note on Great Britain and the Holy See, 1792-1806*. Londres, Bell and Sons, 1922, in-12, iv-342 p.

nion des Bénédictins en un véritable « ordre ». Dans son exposé historique, le cardinal Gasquet ne nous paraît pas avoir suffisamment insisté sur l'institution si importante de l'exemption. — D'autres articles concernent, au contraire, des détails de l'histoire monastique anglaise; ainsi une étude sur un abbé célèbre et très discuté de Saint-Alban à la fin du ^{xv}^e siècle, Wallingford; une autre sur le livre de comptes (1371-1373) de Nicolas Litlington, abbé de Westminster. Nous signalerons encore un mémoire sur le *dives et pauper*, qui est une espèce de catéchisme du ^{xv}^e siècle. Il donne évidemment une assez haute idée de l'esprit éclairé et vraiment chrétien avec lequel était distribué l'enseignement religieux à la veille de la Réforme. Comme, d'autre part, les preuves d'ignorance et d'incurie abondent, force est bien de constater une fois de plus que le moyen âge a été, dans l'ordre religieux et moral, une époque de violents contrastes.

Dans une thèse de doctorat en droit canonique, œuvre solide et claire, à laquelle on ne pourrait reprocher dans la forme qu'un peu de longueur et quelques redites, M. l'abbé FOURNIER¹ a retracé les origines du vicaire général. Il le fait dériver, non pas, comme on le dit ordinairement, du désir des évêques de lutter contre la puissance et l'indépendance trop grandes des archidiacones, mais simplement de la nécessité où étaient les évêques de se faire suppléer quand ils s'absentaient. D'abord intermittents, les vicaires généraux tendent à devenir permanents; ils assistent l'évêque, même présent. Ce changement, en beaucoup d'endroits, est accompli dès le début du ^{xiv}^e siècle. En soi, leurs fonctions sont tout à fait distinctes de celles de l'official, chargé de la juridiction contentieuse. En fait, les deux charges sont très souvent réunies sur une même tête. Il faut faire une exception pour l'Italie, où, à raison de la petitesse des diocèses, vicariat et officialat sont à peu près confondus. Les canonistes italiens du début du ^{xiv}^e siècle ont pleine conscience de cette différence et la signalent.

M. AMIET² a étudié l'organisation de l'ancien chapitre cathédral de Chartres. Le mot organisation est à prendre dans le sens strict : l'auteur a laissé volontairement de côté tout ce qui concerne les rapports du chapitre avec les pouvoirs extérieurs, évêque, pape ou roi, n'y faisant que les plus indispensables allusions. C'est ainsi que par son livre on ne prendra pas une idée précise de l'importance

1. Abbé Édouard Fournier, *les Origines du vicaire général*. Paris, Aug. Picard, 1922, in-8°, 153 p.

2. Louis Amiet, *Essai sur l'organisation du chapitre cathédral de Chartres du XI^e au XVIII^e siècle*. Chartres, impr. Lainé, 1922, in-8°, xx-240 p.

qu'avaient pour le chapitre les collations pontificales ou les brevets royaux de joyeux avènement (de quand même datait cette pratique?). L'ouvrage, d'autre part, est purement descriptif et s'interdit presque entièrement les vues générales. Chacun est, d'ailleurs, libre de délimiter son sujet; ce qui est un peu plus grave, car il s'agit de méthode, c'est le plan, qui ne fait pas apparaître l'évolution des institutions. Il aurait fallu un chapitre spécial pour l'esquisser, en réunissant les renseignements épars. Malgré ces légères critiques, il reste à M. Amiet le mérite d'avoir décrit, avec une érudition très étendue et très scrupuleuse, un des principaux établissements ecclésiastiques de la France d'autrefois.

Les statuts et les coutumes des villes de la Belgique actuelle, à la fin du moyen âge, parlent très souvent de pèlerinages expiatoires imposés aux auteurs de certains crimes ou délits, soit comme clauses d'une réconciliation volontaire entre les parties, soit par les tribunaux communaux. Cette curieuse institution est l'objet du livre de M. VAN CAUWENBERGH¹. Il est évident que l'origine doit en être cherchée dans le droit canonique. En effet, dès le haut moyen âge, soit les pénitentiels, soit les canons des conciles, infligent des pèlerinages, peine qui débarrassait provisoirement d'un indésirable; elle était sérieusement afflictive par les dépenses, les fatigues et les dangers qu'elle entraînait; elle passait pour amendante, « médicinale », très propre à réconcilier le coupable avec Dieu. L'Inquisition en a fait aussi grand usage contre les hérétiques repentants. Mais il faudrait prouver qu'elle se rencontre plus tôt et plus souvent dans les pays où l'Inquisition a tenu une grande place. — Quoi qu'il en soit, un grand nombre d'exemples le montrent, elle était infligée, dans les villes wallones et flamandes, pour les délits les plus divers. La liste des pèlerinages dont il est fait mention, avec indication des villes où on les voit en usage, aurait plus d'intérêt encore si quelques renseignements nous étaient donnés sur la fréquence avec laquelle chacun d'eux était imposé et sur la gravité des délits auxquels ils correspondaient. — Une question très importante était celle du rachat. Dès le début, le rachat en argent était possible et très souvent pratiqué. C'était la condition nécessaire pour que cette pénalité se répandit comme elle l'a fait. Sans quoi, ni elle n'aurait pu être considérée comme une satisfaction pour la partie lésée, ni elle n'aurait eu la faveur d'autorités très enclines à voir dans la

1. Étienne Van Cauwenbergh, *les Pèlerinages expiatoires et judiciaires dans le droit communal de la Belgique au moyen âge*. Louvain, 1922, in-8°, viii-244 p. (Recueil de travaux publiés par les membres des conférences d'histoire et de philologie de l'Université de Louvain, fasc. 48.)

justice avant tout un droit utile et une source de revenus. En appendice, M. Van Cauwenbergh donne les principaux tarifs de rachat conservés. — Néanmoins, il arrivait que les pèlerinages dussent être ou fussent, en fait, effectivement accomplis; de très curieux détails nous sont donnés sur le mode d'exécution et sur les garanties par lesquelles on le constatait. — Notons, enfin, que non seulement les tribunaux communaux, mais le tribunal rectoral de l'Université de Louvain usait très souvent de cette peine.

OUVRAGES RANGÉS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE. — Le P. DE GHELLINCK¹ et ses collaborateurs ont inauguré une nouvelle section du *Spicilegium sacrum Lovaniense*, celle des documents ou instruments de travail, par une importante contribution à l'histoire du mot *sacramentum* dans la période anténicéenne. Aucun exemple ne montre mieux combien de bonnes études de sémantique peuvent être utiles à l'histoire des idées, surtout quand il s'agit de mots tellement chargés de sens divers. Les auteurs du présent volume se défendent modestement d'avoir voulu faire œuvre définitive. A les en croire, ils n'ont fait qu'apporter à pied d'œuvre des matériaux. Soit; mais ils les ont recueillis avec tant de soin, si bien triés, si bien classés, qu'ils n'ont vraiment pas laissé grand'chose à faire après eux. Tous les textes où se trouve le mot *sacramentum* ont été recueillis et rangés d'après les auteurs ou groupes d'auteurs qui l'emploient. Un premier chapitre est, comme de juste, consacré à Tertullien, le créateur de la langue chrétienne latine; un second à saint Cyprien et à ses contemporains; un troisième aux derniers anténicéens, Arnobe, Lactance, Commodien, les traducteurs de saint Irénée, quelques actes de martyrs et les premiers documents donatistes. Dans chaque chapitre, les textes sont classés en deux groupes, selon que le mot est pris au sens classique de serment, ou bien correspond au grec *μυστήριον* avec ses nuances diverses de symbole ou de figure. Pour Cyprien, un troisième groupe reçoit les textes pour lesquels il est trop difficile de dire laquelle des deux idées l'emporte. Cela seul suffit à avertir que la distinction, en soi très légitime, est difficile en pratique. On comprend bien comment le baptême, qui fait entrer dans la « milice du Christ », a pu être comparé au serment militaire, *sacramentum*, qui incorporait les recrues dans l'armée; *sacramentum*, de là, a pu signifier initiation

1. R. P. de Ghellinck, S. J., E. de Backer, R. P. Poukens, S. J., R. P. Lebacqz, S. J., *Pour l'histoire du mot « sacramentum »*. I, les Anténicéens. Louvain, bureaux du *Spicilegium sacrum Lovaniense*, et Paris, Édouard Champion, 1924, in-8°, x-392 p. (*Spicilegium sacrum Lovaniense*, fasc. 3.)

à des mystères, puis s'est appliqué à l'ensemble de la religion chrétienne, puis a été pris au sens de vérité, de règle de foi, même de règle des mœurs, « avec ceci de particulier qu'une idée de mystère est ordinairement attachée à ces concepts ». Mais alors nous sommes bien près de l'autre groupe de sens, les dérivés du *sacramentum mysterium*. — D'autre part, M. de Backer (l'auteur du chapitre sur Tertullien) classe sous le groupe *sacramentum* — serment — ce qu'il appelle le « sens étymologique » du mot : *sacramentum = id quod sacrat, vel id quo quis sacrat*. Il me semble que ce sens, auquel se rattache fort naturellement celui de rite, de sacrement au sens moderne du mot, tout en ayant bien quelques rapports avec le serment militaire, en est déjà assez séparé pour pouvoir former à bon droit un groupe distinct. — Autrement dit, on pourrait chicaner un peu les auteurs sur les démarcations tour à tour trop et pas assez tranchées qu'ils établissent entre des sens voisins, mais chaque texte est traduit, interprété, commenté avec précision et exactitude. En somme, travail très utile et fait de main d'ouvrier.

A propos de la cinquième édition des *Origines du culte chrétien* de feu Mgr DUCHESNE¹, il est inutile de s'étendre longuement sur un ouvrage si connu et si estimé. Il suffit de signaler brièvement les retouches et les adjonctions apportées par l'auteur. Il a enrichi ce qu'il disait de la liturgie alexandrine grâce à la découverte, par M. Wobbermin, de l'Eucologe de Sérapion. Il a légèrement atténué ou expliqué sa théorie que le rite gallican vient de l'Orient par l'entremise de Milan. Il se montre un peu plus porté à supposer des éléments anciens dans le sacramentaire dit grégorien. Il décrit d'après dom Férotin les livres mozarabes. Il donne quelques détails sur l'origine de la triple messe de Noël. Il retouche un peu l'opinion de de Rossi sur le rite de l'alphabet dans la dédicace des églises, et adopte la théorie récemment proposée par le P. Thurston, qui fait venir le rite d'Irlande. L'appendice est enrichi de l'*ordo* romain pour les trois jours avant Pâques, ainsi que d'extraits de la *Tradition apostolique* attribuée à Hippolyte par Schwartz et dom Hugh Connolly.

L'histoire de l'Église chrétienne durant le haut moyen âge, de M. VON SCHUBERT², est une œuvre de très grand mérite, un peu compacte, même typographiquement, et qui pourra sembler de lecture un peu dure; mais, comme livre de consultation, elle rendra

1. L. Duchesne, *Origines du culte chrétien: étude sur la liturgie latine avant Charlemagne*; 5^e éd. Paris, de Boccard, 1920, in-8°, viii-574 p.

2. Hans von Schubert, *Geschichte der christlichen Kirche im Frühmittelalter*. Tubingue, Mohr, in-8°, 1917-1921, xxix-808 p.

les plus précieux services ; bien informée, révélant à chaque page une étude personnelle des questions, et non pas une simple compilation ; ordinairement bien distribuée (mérite sérieux dans un sujet qui manque un peu d'unité) et arrivant à des conclusions presque toujours modérées et judicieuses. Nous ne pouvons naturellement pas songer à discuter l'ouvrage en détail. Les quelques remarques générales que l'on peut faire se réduisent à peu de chose ; ce sont plutôt des nuances. L'auteur prend l'Église à la fin du v^e siècle et la conduit jusqu'à la fin du ix^e. Dans cette période, et abstraction faite de l'Orient, il rencontre ce qu'il appelle lui-même le « problème fondamental du moyen âge, celui des influences réciproques de l'Église et du germanisme ». Nous croyons qu'il a un peu exagéré l'apport de ce dernier, et aussi, pour l'époque mérovingienne, si barbare, la part du réfléchi et du conscient. Il adopte en somme, sauf quelques bien légères réserves, la thèse de Stutz, que le régime de l'appropriation privée des églises est d'origine germanique. Il nous paraît germanique surtout en ce sens que les invasions, par les bouleversements qu'elles ont causés, ont introduit un désordre et une anarchie très favorables à une pratique qui, en soi, n'avait rien de spécialement conforme au génie germanique. Ce serait, d'ailleurs, un triste cadeau que le germanisme aurait fait à la chrétienté ; car de là sont, en somme, sortis et l'investiture laïque, et le régime bénéficiaire, les deux plaies de l'Église au moyen âge. — La « ruralisation » de l'Église, si on me permet ce barbarisme, est-elle aussi, p. 545, un effet du germanisme ou tout simplement de l'évolution sociale d'une époque où la civilisation urbaine disparaissait par impuissance à vivre et où la terre, dont l'Église, par les donations qu'elle recevait, était abondamment pourvue, était presque la seule forme de richesse et le seul moyen d'influence ? — M. von Schubert nous semble prêter à un Clovis, à un Dagobert, plus de sens et de vues politiques que n'en pouvaient avoir ces barbares intelligents. N'exagère-t-il pas le contraste entre une prétendue période d'éclat de l'Église nationale franque jusqu'à Dagobert et la chute brusque qui aurait suivi, et ne faut-il pas parler plutôt d'une décadence à peu près ininterrompue durant toute la période mérovingienne ? — Le rétablissement de l'Empire au profit de Charlemagne est un des rares grands événements sur le caractère et les ressorts duquel M. von Schubert ne soit pas parvenu à se faire des idées très claires. On aurait aimé le voir insister un peu plus sur un trait de la mentalité du haut moyen âge qui a eu une réelle importance : l'imprécision du vocabulaire et des idées juridiques et politiques, l'incapacité constitutionnelle et législative, l'indifférence aux formes ; il

note, p. 599, que le mode d'élection du pape, au ix^e siècle, est inconnu; mais y en avait-il un qui fût vraiment précis et certain? Le remarquable est justement qu'il n'y en avait pas. — L'importance immédiate de la Donation de Constantin n'a-t-elle pas été exagérée? — M. von Schubert a caractérisé avec mesure et justesse les grands hommes d'Église de l'époque qu'il étudiait, un Boniface, un Nicolas I^{er}, un Photius, un Hincmar; il n'en est que plus frappant qu'il ait si peu rendu justice à saint Méthode. Il écarte à notre avis un peu vite, par un simple argument de vraisemblance, l'hypothèse qu'Adrien II ait autorisé la liturgie slave; il passe bien vite sur la politique slave de Jean VIII et n'en souligne pas, malgré les hésitations du début, la hardiesse et la grandeur. L'idée de Méthode était discutable, et l'on peut demander quelles en auraient été les conséquences pour les Slaves; elle aurait, sans doute, maintenu leur unité et défendu leur indépendance politique; elle les aurait isolés de la civilisation chrétienne, fondée sur la culture latine ou grecque. Mais, par sa grandeur, elle mérite au moins d'être examinée avec sympathie. Et l'homme est un héros.

M. HILDEBRAND¹ s'est occupé de la déposition du pape Silvère; après une étude serrée des textes, il croit pouvoir la placer au 21 mars 537 et l'attribuer non pas, comme le prétendent le *Liber Pontificalis* et *Liberatus*, au refus de Silvère de donner au monophysisme les gages que réclamait l'impératrice Théodora, mais tout simplement à l'accusation qui pesait sur lui d'avoir voulu livrer Rome aux Goths. C'est plus tard que la légende aurait fait de lui un martyr de l'orthodoxie. M. Hildebrand suppose aussi que Silvère, après avoir abdiqué le 11 novembre 537, mourut quelques semaines après; c'est depuis cette date du 11 novembre que quelques-uns auraient compté les années de règne de Vigile; d'où les contradictions dans la chronologie de ce pape.

M^{gr} LESNE² continue l'ouvrage considérable qu'il a entrepris sur l'histoire de la propriété ecclésiastique en France, en abordant la période carolingienne. Quand on a la mémoire remplie de belles phrases sur l'alliance intime des Carolingiens avec l'Église et l'esprit religieux du gouvernement de Charlemagne, on est un peu sur-

1. Hildebrand, *Die Absetzung des Papstes Liberius, 537*. Munich, J. G. Weiss, s. d., in-8°, 37 p.

2. Émile Lesne, *Histoire de la propriété ecclésiastique en France. T. II : la Propriété ecclésiastique et les droits régaliens à l'époque carolingienne*; fasc. I : les Étapes de la sécularisation des biens d'Église du VIII^e au IX^e siècle. Paris, Desclée et De Brouwer, 1922, in-8°, XII-294 p. (Mémoires et travaux publiés par les professeurs des Facultés catholiques de Lille, fasc. XIX.)

pris de la brève formule par laquelle il résume son travail : la politique des Carolingiens vis-à-vis de l'Église « est une politique de sécularisation ». Cependant, rien de plus exact. A peu près à aucun moment, ces princes n'ont cessé d'exploiter à leur profit la propriété ecclésiastique, et cela sous deux formes : soit en disposant, au profit de prélats choisis par eux, de l'ensemble des biens qui constituaient le temporel des évêchés et des abbayes, soit en démembrant ce temporel pour en céder des portions à leurs fidèles. Seulement, cette exploitation a pris des formes différentes. Elle est violente et brutale sous Charles-Martel, qui n'use de son pouvoir que pour diriger la curée commencée avant lui par l'aristocratie laïque. La réforme de saint Boniface, parmi les articles de son programme, comprenait la restitution et la protection du patrimoine ecclésiastique; mais, si Carloman parut un instant entrer dans ces vues, Pépin, moins pieux et plus pratique, le retint. Les restitutions ne furent que très partielles, et le mouvement de sécularisation fut à peine arrêté. Il reprit dès 751, à l'occasion et à la suite d'une enquête sur l'état temporel des églises, d'une *descriptio*, qui fut le prélude d'une *divisio* entre les églises et le roi. Il s'est continué sans interruption jusqu'à la fin du règne de Charlemagne. Malgré tout, l'opération devient moins grave pour l'Église, parce qu'elle se fait avec ordre et méthode et qu'elle s'accompagne de garanties et d'indemnités partielles. Le fidèle du roi, bénéficiaire de la spoliation, doit souscrire une précaire au profit de l'église (cet expédient, employé d'abord pour régulariser après coup, tant bien que mal, les sécularisations de Charles-Martel, fut appliqué aux sécularisations nouvelles). Il doit, d'autre part, payer un cens, contribuer à l'entretien des bâtiments, payer la dime et la none, soit double dime. En même temps, d'ailleurs, Pépin et Charlemagne ont indirectement profité même des biens laissés aux églises, en prolongeant systématiquement la durée des vacances, pendant lesquelles ils jouissaient du temporel, en obligeant rigoureusement à l'ost les chefs et les sujets des églises. La plus grande preuve que Louis « le Pieux » a mérité son surnom, c'est que, sous l'influence de saint Benoît d'Aniane, il a sérieusement essayé de réagir. Il a accordé à un certain nombre de monastères le privilège de libre élection; pour les monastères donnés en bénéfice, il a déterminé, au profit des moines, une portion congrue suffisante pour leur entretien et à laquelle ne pouvait toucher l'abbé séculier. Là est une des origines de la division en mensues du temporel des abbayes. Enfin il a décrété qu'il ne serait plus fait à l'avenir de *divisio* des biens d'église.

On vit alors la conséquence de la renaissance intellectuelle et de

la réforme religieuse, auxquelles le nom de Charlemagne est attaché. Un clergé, où les hommes cultivés et de valeur morale étaient devenus aussi nombreux qu'ils avaient été rares un siècle plus tôt, ne pouvait pas ne pas réclamer le respect des canons. Charlemagne avait travaillé contre sa propre politique. On n'avait rien osé dire de son vivant. Sous son fils, Agobard, puis Wala soulèvent la question de principe, et quand, sous les fils de Louis le Pieux, on revient en grand aux sécularisations, le clergé proteste; d'une part, d'abord, dans des décisions synodales; ensuite, à la mode du temps, par la mise en circulation d'apocryphes (c'est l'un des objets, non pas cependant le principal, du pseudo-Isidore, de Benoît le Diacre, des historio-graphes manœuvres); puis aussi par la menace de châtimens célestes, appuyée sur des visions, dont il y a toute une littérature; enfin, par le recours au Saint-Siège. Deux institutions sont nées de ces conflits. D'une part, la protection apostolique des monastères, dont le pape seul paraît en mesure de protéger le temporel. D'autre part, une transaction est progressivement acceptée, par laquelle le clergé reconnaît l'obligation d'entretenir sur ses biens une partie de la *militia* du royaume. L'évêque distrait des biens de son église de quoi constituer des bénéfices à des *milites* qui, comme le dit Hincmar, « seront propres à rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu », c'est-à-dire qui grossiront l'effectif de l'armée royale, mais seront les hommes et les vassaux de l'Église et non du roi. Ainsi achève de se constituer la seigneurie ecclésiastique. — Tels sont les faits. « Une sécularisation », dit justement Mgr Lesne, « qui se prolonge avec un tel esprit de suite... et dans des temps où la discipline sociale est restaurée », a sûrement été tenue par Charlemagne pour parfaitement légitime. Elle suppose une doctrine, encore que celle-ci n'ait nulle part été mise en forme. C'est à la dégager que sera consacré le prochain volume de Mgr Lesne, qui, espérons-le, ne se fera pas attendre.

M. BLUME¹, dans une étude très minutieuse, a déterminé les sens successifs et divers du mot *abbatia*. Il n'appartient pas à la langue patristique. Le premier exemple certain en est de 651. Il est probablement originaire de l'Irlande, le pays où l'Église avait la curieuse constitution monastique que l'on connaît. Il a passé de là dans la France occidentale, puis dans toute l'Europe. Il a signifié primitivement la fonction abbatiale; puis il a pris une signification plus matérielle: d'abord la circonscription confiée aux soins d'un abbé

1. Karl Blume, *Abbatia, ein Beitrag zur Geschichte der kirchlichen Rechtssprache*. Stuttgart, Enke, 1914, in-8°, XIV-118 p. (*Kirchenrechtliche Abhandlungen herausgegeben von U. Stutz*, fasc. LXXXIII.)

missionnaire, puis l'ensemble du temporel d'un monastère; en même temps commence à apparaître le sens qui a prévalu, d'établissement monastique, envisagé parfois, plus particulièrement, en tant qu'ensemble de constructions ou en tant que personne morale, communauté de moines. Le mot pouvait s'appliquer d'abord aux collégiales aussi bien qu'aux monastères; assez vite il a été réservé à ces derniers. En Allemagne, au temps d'Otton III et d'Henri II, il y a des cas où le mot est pris dans le sens précis d'abbayes royales. Des recherches de ce genre ont beau paraître très spéciales, elles offrent un réel intérêt. Nous ferions quelques réserves sur les considérations générales qu'y mêle M. Blume. Il nous semble inutile, pour expliquer ce cas tout naturel de la vie des mots, de faire intervenir un conflit entre le droit romain et le droit germanique. Comme l'école de Stutz, M. Blume est trop dominé par le désir de tout expliquer par le phénomène de l'appropriation privée des églises et de voir dans celui-ci quelque chose de spécifiquement germanique.

Le R. P. PEITZ¹ a étudié un groupe de pièces relatives à l'archevêché de Hambourg et qui avaient été jusqu'ici considérées comme fausses ou gravement interpolées : une bulle de Grégoire IV de 832; un diplôme de Louis le Pieux du 15 mai 834; la bulle de confirmation de Nicolas I^{er} du 31 mai 864; un autre diplôme de Louis le Pieux et une bulle de Nicolas I^{er} à propos du monastère de Ramesloh; diverses pièces concernant le différend entre Cologne et Hambourg; une série de bulles conférant le pallium aux archevêques successifs. Il arrive à la conclusion, assez surprenante à première vue, que nous avons affaire non à des faux proprement dits, mais à des documents récrits, dignes de foi dans l'ensemble en dépit de certaines bévues, et il accepte notamment la plus extraordinaire des assertions qui s'y rencontrent : il faudrait considérer comme parfaitement authentique la mention faite par Grégoire IV, Louis le Pieux, Nicolas I^{er}, de l'Islande et du Groenland comme compris dans le ressort de la légation confiée à Anskaire et à ses successeurs. Ces pays qui passaient pour avoir été découverts, l'Islande vers 870-880 et le Groenland vers la fin du x^e siècle, l'auraient été, au moins une première fois, beaucoup plus tôt. Tout cela se rattache à un travail antérieur où le P. Peitz se flatte d'avoir démontré, contre l'opinion commune, que des deux formes sous lesquelles nous est parvenue la *Vita Anskarii*, c'est la plus courte qui est la plus ancienne, et

1. Wilhelm M. Peitz, S. J., *Untersuchungen zu Urkundenfälschungen des Mittelalters*; I Theil : *Die Hamburger Fälschungen*. Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1919, in-8°, xxviii-319 p., 3 pl. de fac-similés. (*Ergänzungshefte zu den Stimmen der Zeit*, 2^e série : *Forschungen*, fasc. III.)

à un travail annoncé comme prochain sur l'histoire des découvertes géographiques dans le Nord. Le P. Peitz estime que des recherches faites d'après sa méthode arriveraient à des résultats analogues pour d'autres groupes de prétendus faux. C'est une petite révolution dans la critique diplomatique et dans l'histoire du haut moyen âge qu'il prétend inaugurer. Ses thèses ont déjà provoqué et provoqueront encore de vives contradictions. Il faudrait, pour les discuter, une place dont nous ne pouvons disposer. Nous dirons seulement que ses démonstrations, ingénieuses, subtiles, un peu pénibles à suivre, sont loin de nous paraître convaincantes. Tout au plus peuvent-elles engager à la prudence.

Le livre de M. PERELS¹ comprend deux parties. D'abord une étude sur le pontificat de Nicolas I^{er}. Peu de personnes auraient été plus qualifiées pour l'écrire que l'éditeur des lettres de ce pape dans les *Monumenta Germaniae*. Elle est sinon toujours bien neuve (le sujet a déjà été tant étudié), du moins très claire, très mesurée, et aboutit à un jugement d'ensemble nuancé, réservé et prudent quand il le faut², en somme favorable; on ne peut contester à Nicolas un sentiment très élevé et très sincère, non seulement des intérêts, mais plus encore des responsabilités et des devoirs de sa charge. En cela il avait d'autant plus de mérite qu'il tranche sur son entourage. Car, entre les faits que M. Perels a bien mis en lumière, il y a celui-ci, qui a pesé si lourdement sur la politique pontificale et tant compromis le prestige du Saint-Siège : le manque d'un personnel administratif et surtout diplomatique qui fût sûr. Une des conclusions les plus importantes de M. Perels, c'est qu'il faut se garder d'exagérer la nouveauté des grandes thèses politico-religieuses de Nicolas I^{er}; « on a presque toujours méconnu que de grandes parties de son exposé, et en particulier celles qui concernent les rapports de l'Église et de l'État, ont été empruntées » à Gélase I^{er}; elles doivent à leur forme nette et vigoureuse de s'être si bien imposées à l'esprit des canonistes qu'elles ont comme fait oublier leurs sources. Nous avouons trouver M. Perels un peu superficiel dans l'analyse de ces théories. On ne les a pas suffisamment définies quand on a parlé de théocratie. Nicolas I^{er} a-t-il revendiqué plus que ce que l'on appellera plus tard la *juridictio ratione peccati*? Il nous paraît très près de Grégoire VII, encore qu'il ne semble pas

1. Ernst Perels, *Papst Nikolaus I und Anastasius Bibliothekarius*. Berlin, Weidmann, 1920, in-8°, xii-327 p.

2. Ainsi il n'essaie pas de trancher la question, insoluble autrement que par des raisons de sentiment : Nicolas a-t-il été trompé ou complice dans l'emploi des Fausses Décrétales?

s'être attribué le droit de déposer les souverains; il est encore très en deçà d'Innocent III, et surtout d'Innocent IV ou de Boniface VIII. Sur tous ces points, M. Perels ne remplace pas la monographie de Greinacher¹. On notera que la Donation de Constantin n'était guère en honneur dans les milieux romains d'alors, si l'on en juge par la fameuse lettre de Louis II à Basile (lettre que M. Perels, avec raison, tient pour authentique et à laquelle il croit qu'Anastase a eu une large part) : ce document reproche aux Grecs, bien loin de les en louer comme d'un acte de piété, d'avoir abandonné Rome et l'Occident. — En somme, la grandeur de Nicolas I^{er} est plus encore dans ses actes que dans ses doctrines; par son énergie, sa hauteur de vues, par la puissance de sa personnalité, ainsi que par d'heureuses chances, comme dans l'affaire de Photius, il a obtenu des succès éphémères en un sens, mais qui ont eu des conséquences lointaines. La deuxième partie du livre de M. Perels traite du rôle d'Anastase le Bibliothécaire (neveu, et non fils, d'Arsenius d'Orte) et de la part qu'il a pu prendre à la rédaction de la correspondance de Nicolas I^{er}. Là encore le bon sens, la mesure et la prudence caractérisent ses conclusions. Il admet une bonne partie de la thèse du P. Lapôtre dans son *De Anastasio Bibliothecario*; il établit que, surtout dans les affaires grecques, mais ailleurs aussi, Nicolas I^{er} a fait très largement appel aux connaissances et à la plume d'Anastase; mais il ne veut pas aller jusqu'au point de refuser au pape le mérite et la responsabilité de sa politique. Trop de faits protesteraient. Il est certain que Nicolas, bien avant son pontificat et bien avant de s'être assuré les services d'Anastase, exerçait déjà une influence considérable. Sous son successeur, Adrien II, bien qu'Anastase ait été bien plus mêlé encore à la correspondance pontificale, la politique du Saint-Siège change du tout au tout et n'a plus le même caractère de grandeur. Enfin, tous les contemporains de Nicolas I^{er} parlent de son énergie avec une admiration profonde; il est bien peu vraisemblable qu'il ait été en réalité un incapable et un faible, mené par un conseiller retors.

M. HOFFMANN² explique dans une postface qu'il s'était proposé un double but : écrire une monographie détaillée de Notker Labeo ou l'Allemand, écolâtre de Saint-Gall; puis dégager les caractéristiques de l'homme médiéval (mais pourquoi à propos de Notker plutôt que de bien d'autres?). Il est fâcheux qu'il ne s'en soit pas tenu

1. *Die Anschauungen des Papstes Nikolaus I über das Verhältniss von Staat und Kirche*, 1909.

2. Paul Th. Hoffmann, *Der mittelalterliche Mensch, gesehen aus Welt und Umwelt Notkers des Deutschen*. Gotha, Perthes, 1922, in-8°, vi-356 p.

au premier point et qu'il ait cru devoir encadrer une étude, intéressante et solide tant qu'elle reste sur un terrain précis, dans des considérations qui sont tout, sauf de l'histoire, exposées en un style déclamatoire et apocalyptique, à grand renfort d'épigraphes voyantes et de titres à effet (*La grande impossibilité*; — *L'éternel masculin*, etc.); quelque chose comme du Victor Hugo dans ses mauvais jours¹.

Le livre de M^{lle} SMITH² sur les premiers temps de l'histoire de Cluny est un peu une déception. Elle dit dans sa préface n'avoir pu trouver dans les sources rien qui appuie la théorie d'après laquelle les principes grégoriens auraient eu leur origine à Cluny et auraient été, pour la première fois, formulés par des Clunisiens. L'idée est intéressante. On en attend la démonstration et on trouve seulement un exposé superficiel de l'histoire clunisienne, qui néglige notamment l'histoire des institutions et des idées. Le plus intéressant, ce sont peut-être les nombreuses anecdotes édifiantes, parfois touchantes, naïves où étranges, empruntées aux biographies des abbés successeurs, quelque chose comme des *fioretti* clunisiens.

M. FLICHE³ inaugure un ouvrage de premier ordre sur la réforme de l'Église au XI^e siècle par un volume sur la formation des idées grégoriennes, qui est une refonte développée de son précédent travail, *les Pré-Grégoriens*, paru en 1916. A son exemple, nous conservons l'expression consacrée d'idées grégoriennes, bien que sa thèse soit justement qu'on a exagéré la part du célèbre pape dans l'élaboration du programme de réformes. A qui faut-il en faire honneur? On a très souvent pensé à Cluny. M. Fliche le conteste. C'est une des conclusions principales de son livre; on l'a critiquée, on la critiquera encore; dans l'ensemble, elle nous paraît fort bien établie. Évidemment, tout dépend de l'idée qu'on se fait de la réforme grégorienne. Si on la ramène, avec M. Fliche, à ces deux points essentiels, que la racine de la corruption de l'Église étant l'investiture laïque, la

1. Un exemple de la manière dont M. Hoffmann recherche l'effet aux dépens de l'exactitude: dans les monastères médiévaux, d'après lui, « l'œil reste fixé sur l'éclat de l'autel et de l'ostensoir ». Il oublie que la pratique de l'exposition du Saint-Sacrement, et par suite l'usage de l'ostensoir, ne sont pas antérieurs à la fin du XIII^e siècle. — Est-ce bien définir l'esprit de Cluny que de le résumer par les trois mots: sévère, froid, ascétique?

2. L. M. Smith, *The early history of the monastery of Cluny*. Oxford, University Press, 1920, in-8°, x-225 p.

3. Augustin Fliche, *la Réforme grégorienne*; I: *la Formation des idées grégoriennes*. Louvain, *Spicilegium sacrum Lovaniense*, et Paris, Champion, 1924, in-8°, x-423 p. (*Spicilegium sacrum Lovaniense*, Études et Documents, fasc. VI.)

réforme devait se faire sans et contre le pouvoir laïque, ainsi que par l'affranchissement de l'Église, condition de sa renaissance morale, on ne trouve pas grand'chose de cela dans l'histoire de Cluny ni dans la doctrine des plus illustres clunisiens. La réforme de Cluny a été presque exclusivement monastique; le bon accord avec les souverains est toujours resté une des traditions des chefs de l'ordre. Tout ce qu'on peut dire, c'est que les différentes parties de la réforme religieuse sont jusqu'à un certain point solidaires; qu'en ranimant l'esprit chrétien dans le cloître, Cluny le réveillait aussi au dehors; qu'au temps du plus grand abaissement du Saint-Siège, Cluny a entretenu l'esprit romain, ne fût-ce que pour s'assurer l'avantage de l'exemption, et qu'ainsi la célèbre abbaye a contribué à créer « une atmosphère favorable à l'éclosion de la réforme grégorienne¹ ». — Parmi les vrais précurseurs de celle-ci, M. Fliche range deux grands évêques du x^e siècle : Atton de Verceil et Rathier de Liège, évêque de Vérone; assez différents d'ailleurs, le premier ne comptant que sur les exhortations pour amener la réforme morale; le second proclamant « tout à la fois le principe de la théocratie et celui de la supériorité du Saint-Siège, qui, en fin de compte, constituent les deux colonnes fondamentales sur lesquelles reposera l'édifice grégorien ». Un instant on put se demander si ce ne seraient pas les souverains qui prendraient en main la réforme et la feraient aboutir. Ici j'avoue que M. Fliche me paraît bien sévère pour une conception qui méritait d'être analysée, ne fût-ce que pour éclairer, par le contraste, la théorie grégorienne : celle de l'Empire chrétien. Conception qui, en somme, n'est pas une simple invention intéressée du pouvoir laïque; qui est pour une bonne part d'origine ecclésiastique; où des générations d'hommes d'Église ont trouvé leur idéal. Il ne faut pas oublier, en effet, à côté des abus, les services qu'elle a rendus. Peut-on dire, p. 2, que les empereurs du ix^e siècle ont voulu le discrédit de l'institution pontificale « dès le lendemain de la mort de Charlemagne »? D'abord y a-t-il, dans la question romaine, une si grande différence entre celui-ci et ses successeurs? Les empereurs n'ont-ils pas été comme forcés d'intervenir à Rome par les désordres et les scandales qui s'y produisaient? Du ix^e au xi^e siècle, le Saint-Siège n'a eu le choix qu'entre deux alternatives : être opprimé par la noblesse romaine ou subir le lourd protectorat de l'Empire. Peut-on contester que le régime d'un Henri III ne fût tout de même très supérieur à celui des comtes de Tusculum? La restauration de l'Empire par Otton a servi le Saint-Siège,

1. Cf. le trait d'Halinard, moine de Saint-Bénigne de Dijon, refusant, lors de sa nomination à l'archevêché de Lyon, de prêter serment à Henri III.

en lui maintenant son caractère universel, qu'il aurait fini par perdre sous le régime des Albéric et des Crescentius. L'idée romaine, que ranimait l'Empire, profitait aussi à la papauté, en un temps où l'on ne distinguait pas bien clairement entre les fondements chrétiens et les fondements antiques du prestige de Rome¹. D'une manière générale, on pourrait montrer, croyons-nous, qu'au cours des « siècles de fer », ce sont quelques pouvoirs laïques, avant tout les Ottons, qui ont empêché l'Église de retomber tout à fait dans la barbarie mérovingienne. Au fond, si l'Église a voulu s'affranchir d'eux, c'est qu'ils avaient commencé par la moraliser². — Les circonstances, la mort de Henri III, la minorité troublée, puis le règne scandaleux de Henri IV sont cause que la réforme a dû se faire contre l'Empire, suivant le programme lorrain, tel que venait de le formuler Wazon, auquel M. Fliche accorde avec raison une très grande place. L'indépendance du spirituel et la supériorité du spirituel sur le temporel en sont les articles essentiels. Mais Wazon de Liège a pour source l'écrit anonyme de *ordinando pontifice*, qui, lui-même, dépend des *Praeloquia* de Rathier de Liège; on est donc fondé à parler d'école lorraine. Un fait considérable, ce fut l'arrivée au trône pontifical de deux prélats lorrains, Brunon de Toul (Léon IX) et Frédéric de Lorraine³ (Étienne IX), ainsi que le recrutement beaucoup plus large des conseillers du Saint-Siège, parmi lesquels figurent d'assez nombreux Lorrains⁴. — L'espèce de diptyque, dans lequel

1. Le patriciat n'est pas une simple usurpation de Henri III. Il s'explique très bien par le caractère romain de l'Empire. Cf. aussi la théorie si curieuse que Pierre Damien, dans sa *Disceptatio synodalis*, met dans la bouche de « l'avocat royal ». L'empereur doit participer à l'élection du pape, parce que celui-ci est pontife universel et qu'il a droit à l'obéissance non seulement du peuple romain, mais de l'empereur romain, *qui caput est papae*. C'est une application du *Nullus in vitis detur episcopus*.

2. Pour le dire en passant, la parfaite correction de l'arrivée de Grégoire VI au pontificat me paraît moins certaine qu'à M. Fliche. Pierre Damien parle de vénalité, et il est un témoin grave. Le silence d'autres sources, et de Pierre Damien lui-même en un autre passage, est-il une preuve péremptoire d'innocence? Pour moi la question est douteuse.

3. Dans une note ingénieuse, p. 173, M. Fliche expose l'hypothèse que le pontificat d'Étienne IX, « trait d'union entre les deux personnalités qui ont le plus contribué à l'élaboration du programme lorrain, ... Wazon de Liège et Humbert de Moyenmoutier », « marque peut-être encore plus que celui de Léon IX la première étape qui soit vraiment décisive ».

4. Ici encore ne faudrait-il pas signaler un autre service, involontaire, je le veux bien, que l'Empire a rendu à la papauté? Avec le régime qui avait fonctionné jusqu'aux Ottons : le pape et ses agents pris exclusivement dans le milieu romain, le pape ne risquait-il pas de rester « un desservant de grand sanctuaire et un administrateur de gros intérêts temporels », pour parler comme Mgr Duchesne? Pouvait-il gouverner le monde avec les ressources d'une

M. Fliche oppose l'un à l'autre les deux portraits de saint Pierre Damien et d'Humbert de Silva-Candida, le moraliste et le juriste, le premier très indulgent encore aux interventions impériales, le second qui a déclaré la guerre à l'investiture laïque, est un modèle d'analyse de caractères et de doctrines. — Un des actes les plus importants parmi ceux qui ont inauguré la réforme, notamment au sens où l'entend M. Fliche, c'est le décret de 1059 sur l'élection papale. Faut-il admettre que, dès 1060, Nicolas II lui-même l'ait modifié, en supprimant le passage qui reconnaissait encore un certain droit à l'Empire? Le silence du quatrième canon du concile de 1060 a-t-il bien cette portée? Comment alors s'expliquer que Pierre Damien n'ait pas invoqué ce canon dans le passage assez embarrassé de la *Disceptatio synodalis* où il tâche de justifier Alexandre II de s'être fait introniser sans attendre le consentement de Henri IV? — Nous n'avons pas encore parlé d'Hildebrand. M. Fliche estime que la légende, hostile ou sympathique, a beaucoup grandi son rôle antérieur à son pontificat. Son dernier chapitre remet les choses au point avec beaucoup de vraisemblance.

On ne peut s'empêcher de se demander avec quelque surprise à qui s'adresse le livre de M. LAWLOR¹. Y a-t-il donc des personnes qui soient capables de s'intéresser à des recherches érudites, très techniques, sur l'état de l'église irlandaise aux XI^e et XII^e siècles et sur la réforme progressive qui la fit rentrer dans le moule du catholicisme latin, et qui, cependant, ignorent le latin, puisqu'on est obligé de traduire à leur usage un texte aussi accessible et aussi facile que la vie de saint Malachie par saint Bernard? Peu importe, d'ailleurs. L'essentiel est que l'introduction et les notes de M. Lawlor paraissent excellentes et constituent un curieux chapitre d'histoire religieuse. Il est fâcheux qu'il n'ait pas conduit son exposé quelques années plus loin. Il se serait trouvé en présence d'un petit problème : comment concilier la politique d'Eugène III et de son légat Jean Paparo, qui (conformément aux vues de Gilbert de Limerick et de Malachie) font, aux dépens de Cantorbéry, l'unité religieuse de l'Irlande, Dublin compris, sous la primatie d'Armagh, avec l'acte d'Adrien IV livrant l'Irlande à l'Angleterre pour y assurer la réforme religieuse? L'Irlande, au début du XII^e siècle, a paru un instant devoir évoluer vers le type des États scandinaves, de la Po-

église locale? En brisant les cadres surannés, l'Empire a rendu possible la monarchie pontificale. Par une conséquence, qui est aussi une condition de la réforme grégorienne, l'Église est devenue plus universelle en un sens en même temps que plus romaine en un autre.

1. M. J. Lawlor, *S^t Bernard of Clairvaux's life of S^t Malachy of Armagh*. Londres, Society for promoting Christian Knowledge, 1920, in-12, LXVI-183 p.

logne, de la Hongrie : autonomie politique et religieuse sous la dépendance immédiate de Rome. Puis ses destinées sont devenues toutes différentes. Il faut, croyons-nous, chercher la cause de ce revirement dans la défiance qu'inspirait à Rome le particularisme religieux des Celtes, défiance dont le Saint-Siège a également donné la preuve dans l'affaire de la métropole galloise et de la métropole armoricaine.

D'une plume qui brode et invente à l'occasion¹, et n'évite pas toujours les élégances littéraires discutables, M. MAIRE² a publié de saint Norbert, le fondateur de Prémontré, une biographie attachante, mais de laquelle on ne peut dire qu'elle aille au fond des choses. Une connaissance plus approfondie de l'époque lui aurait fait mieux comprendre peut-être et mieux marquer l'originalité de son héros dans les tâches variées auxquelles il s'est consacré. Il est incomplet; ainsi il oublie un fait curieux : Norbert décidant Innocent II, malgré l'avis de tout son entourage, à promettre de comparaître devant Lothaire pour une espèce d'arbitrage *in extremis* entre son rival et lui, passant ainsi par-dessus la grosse objection : *Sedes Petri a nemine judicatur*, et semblant reconnaître à Lothaire un droit analogue à celui qu'avait, en réalité, exercé Henri III. De quelque manière qu'on interprète sa conduite : confiance absolue dans le bon droit d'Innocent ou habileté diplomatique, surenchère par rapport à Anaclet, le fait méritait d'être relevé. Quant à la demande du nouvel empereur, que Norbert fit rejeter, en quoi consistait-elle? S'agissait-il, comme le veut M. Maire, du « droit de nommer aux bénéfices »? La *Vita Norberti*, notre seule source, parle seulement des investitures : « *investituras episcopatum, libertatem videlicet ecclesiarum* ». Lothaire a dû réclamer, comme il l'avait fait à Liège, l'investiture telle que ses prédécesseurs l'avaient exercée, c'est-à-dire probablement par la crosse et par l'anneau. Il a obtenu au moins quelque chose : le privilège du 8 juin 1133 le confirma dans son droit à conférer l'investiture (dans les conditions du concordat de Worms). Enfin, M. Maire ne dit pas un mot de l'acte par lequel Innocent II, abandonnant — momentanément — toutes les traditions de la politique pontificale, subordonna à Magdebourg tous les évêchés polonais, y compris la métropole de Gnesen. Ce fait témoigne du crédit dont Norbert jouissait à la curie et révèle un côté de son caractère, très jaloux des privilèges

1. Que veut-on dire quand on parle, p. 110, du « carnet de route » de Norbert?

2. Élie Maire, *Saint Norbert (1082-1134)*. Paris, Lecoq-Gabalda, 1922, in-12, 205 p. (Collection *Les Saints*.)

3. M. Maire, à ce sujet, a l'air de dire que Lothaire était de la famille de Henri IV et de Henri V.

de son église¹ et très dévoué à l'influence allemande. — Norbert a eu des adversaires, de son temps et du nôtre. De son temps, il y en a eu au moins un qui n'est pas négligeable, Rupert de Deutz. M. Maire a fait une brève allusion à leurs querelles; on aurait voulu qu'il précisât et discutât un peu. Récemment, d'autre part, M. Hauck, dans sa *Kirchengeschichte Deutschlands*, a tracé du fondateur de Prémontré un portrait sévère et même injuste, fondé sur bien des conjectures, dont il aurait pourtant fallu tenir compte; une caricature fait remarquer parfois certains traits du modèle.

Saint Albert de Louvain, élu évêque de Liège en 1191, écarté de ce siège par l'empereur Henri VI, confirmé au contraire par le pape Célestin III, vivait en exil à Reims quand il fut assassiné par quelques chevaliers allemands qui avaient réussi à se glisser dans son intimité. Ses restes passaient pour avoir été transférés à Bruxelles en 1612; mais ils avaient été confondus avec ceux d'un archevêque de Reims du x^e siècle, Odalric; on les a retrouvés et identifiés récemment, à la suite des travaux de réparation faits à la cathédrale de Reims. Cet incident d'actualité est l'occasion du livre de dom DEL MARMOL²; sans quoi on pourrait trouver le sujet un peu mince pour un volume de la collection *Les Saints*. Car la vie de saint Albert, pourrait-on dire, n'a de remarquable que sa mort, et même sa physionomie morale reste assez vague, sous les éloges conventionnels de son biographe du xii^e siècle, qui serait, d'après les uns, Hervard, archidiacre de Liège; d'après d'autres, Wéry, abbé de Lobbes, ou mieux (c'est l'avis de dom del Marmol) un moine anonyme de ce monastère. Dom del Marmol suit cette vie de très près. Mais que vaut-elle? Les faits qu'elle énumère, et dont quelques-uns sont de très réelle importance, ont-ils été « inventés ingénument par l'auteur³ »? Alors, comment peut-on dire (p. xxvii, n. 1) que « peu de documents de cette époque se présentent avec autant de garanties de véracité »? En général, dom del Marmol tranche trop sommairement ou néglige de discuter les points intéressants par lesquels son sujet toucherait à l'histoire des institutions ou à l'histoire politique.

1. Cf. sa querelle de préséance avec l'abbé de Fulda, le jour même du sacre de Lothaire (dont M. Maire ne parle pas non plus).

2. Dom del Marmol, *Saint Albert de Louvain*. Paris, Lecoffre-Gabalda, 1922, in-12, xxx-168 p. (Collection *Les Saints*.)

3. Inversement il est possible qu'il supprime des circonstances importantes. Il est bien clair que l'attitude de Henri VI dans l'affaire de l'élection apparaît dans un jour tout différent selon qu'on admettra ou non qu'il avait pour lui une consultation de presque tout l'épiscopat rhénan (dans lequel dom del Marmol fait figurer l'évêque d'Argenteuil! Il s'agit bien entendu de celui de Strasbourg, *Argentiniensis*).

Exécutant un projet de son père, le savant historien récemment décédé, M^{lle} TANGI¹ a donné une traduction allemande du célèbre *Regestum... super negotio Romani Imperii*. Les lettres sont tantôt analysées, tantôt traduites *in extenso*; l'introduction comme les notes sont sobres, précises et judicieuses.

A l'occasion du septième centenaire de saint Dominique, le P. MANDONNET a publié un petit livre de vulgarisation très intelligente et compétente². Il fait à merveille ressortir l'originalité de la fondation dominicaine, le besoin auquel elle a répondu, les tâtonnements infructueux qui l'avaient précédée. Pour « éclairer encore la vie de saint Dominique », l'auteur l'a « complétée par une vue sommaire de l'activité de son ordre pendant le premier siècle de son histoire ». Il s'agit surtout de sa vie intérieure et de son apostolat intellectuel ou missionnaire; ce qui concerne soit l'Inquisition, soit les conflits avec l'Université et avec le clergé séculier, est seulement indiqué.

Le livre de M. TURBERVILLE³ sur les hérésies médiévales et l'Inquisition est aussi, dans l'ensemble, un bon ouvrage de vulgarisation. Il n'apprend rien au spécialiste, mais il renseigne, en général, le grand public avec une exactitude suffisante. La bibliographie, cependant, présente quelques lacunes (ainsi, sur la sorcellerie, les importants travaux de Hansen sont omis). La première partie, sur les hérésies, est peut-être celle qui laisserait le plus à désirer. La deuxième partie est un bon exposé, clair, équitable, modéré de ton, sauf une conclusion quelque peu déclamatoire, de l'histoire et de la procédure de l'Inquisition. Ici encore, cependant, quelques remarques. C'est tout à fait fausser les choses que d'écrire, p. 168 : « L'histoire des destinées de l'Inquisition en Italie, c'est en gros celle des destinées des guelfes dans leur lutte avec les gibelins. » M. Turberville n'est pas tout à fait exempt du travers de regarder comme des particularités de la procédure de l'Inquisition des pratiques bien antérieures et très répandues (par exemple les appels à la délation). Il n'a pas toujours bien vu le point sur lequel portent légitimement les critiques. Par exemple, il se plaint, p. 193, que devant l'Inquisition la charge de la preuve incombe au simple suspect, c'est-à-dire, pratiquement, à tous les accusés, obligés de prouver leur innocence.

1. Georgine Tangl, *Das Register Innocenz' III über die Reichsfrage 1198-1209 in Auswahl übersetzt und erläutert*. Leipzig, Dyk, 1923, in-12, xxxvi-256 p. (*Die Geschichtschreiber der deutschen Vorzeit*, t. 95.)

2. Pierre Mandonnet, *Saint Dominique, l'homme et l'œuvre*. Gand, impr. Veritas, 1921, in-12, 185 p.

3. A. S. Turberville, *Medieval Heresy and the Inquisition*. Londres, Crosby Lockwood, 1920, in-8°, viii-264 p.

Cela est vrai, mais à condition d'ajouter que, dans le cas de suspicion, l'innocence se prouve par le simple serment. Procédure à coup sûr très critiquable, mais non pas en ce sens qu'elle grève injustement l'innocent, car rien de plus simple pour celui-ci que de jurer. Son véritable vice est de violenter la conscience du coupable, placé entre le parjure et l'aveu.

M. WARNER¹ s'est proposé d'étudier la doctrine, non l'histoire, des Albigeois; ni la croisade ni l'Inquisition ne rentraient dans son plan. Son livre, assez confus et superficiel, a été fait trop vite, et beaucoup d'assertions sont invérifiables faute de références. Je ne crois pas qu'il y ait lieu de douter que l'albigéisme se rattache à l'ancien manichéisme, mais c'est une bien bizarre idée que de rappeler à ce propos la parenté de race des Gaulois et des Galates et de supposer des contacts qui n'auraient jamais cessé. M. Warner n'essaie nulle part de rechercher l'extension géographique de l'albigéisme. Sans méconnaître la distinction entre les Vaudois et les Albigeois, et parmi ceux-ci entre les croyants et les parfaits, il ne semble pas bien en voir la nature ni l'importance; il applique aux Vaudois une description liturgique faite par Pierre de Vaux-Cernay qui nous paraît concerner bien plutôt les Albigeois; il a bien l'air de dire qu'on devenait croyant par le *consolamentum* (qu'il confond avec la *convenenza*).

Dans sa biographie de saint Bonaventure, le P. CLOP² rencontre le philosophe, le théologien, le mystique; la compétence nous manque pour dire s'il en donne une idée bien exacte; en tout cas, il n'en donne pas, pour le profane, une idée claire et précise. Bonaventure, d'autre part, est un homme d'action, mêlé comme professeur à la querelle des Mendians et de l'Université, comme polémiste à la querelle des Mendians et du clergé séculier, et surtout, comme chef d'ordre, à la querelle des Spirituels et du parti de la communauté. Le P. Clop ne parle guère des deux premières questions; aussi bien n'était-il guère préparé à les traiter³ (il croit, p. 27, que Charlemagne a fondé l'Université de Paris et, p. 141, que Bonaventure était professeur à la Sorbonne). Il insiste davantage sur le généralat du saint; encore voudrait-on que les positions des partis en présence, celle de Bonaventure lui-même, l'importance

1. Rev. H. J. Warner, *The Albigensian Heresy*. Londres, Society for promoting Christian Knowledge, 1922, in-12, 94 p.

2. R. P. Eusèbe Clop, *Saint Bonaventurè*. Paris, Lecoffre-Gabalda, 1922, in-12, iv-211 p. (Collection *Les Saints*.)

3. Visiblement il ne se rend pas compte (p. 68) du sens dans lequel maître Christian (de Verdun) déclare Bonaventure et Thomas d'Aquin maîtres de l'Université.

de son rôle dans l'histoire des Mineurs, que tout cela fût caractérisé avec plus de netteté et de vigueur. En somme, livre superficiel, fait à la hâte, à coups de ciseaux, et sans une connaissance assez sérieuse du milieu historique¹. Tout le prouve : références vagues, auteurs modernes, de nulle autorité, allégués comme des sources, noms propres estropiés (le cardinal Ottobuono Fieschi devient le cardinal Otton le Bon), confusions², anachronismes³.

Aux historiens qui, sans être des spécialistes en philosophie scolastique, auraient besoin de prendre une idée rapide de la doctrine de saint Thomas, on peut recommander les deux petits volumes du P. PÈGUES⁴ et de M. GRABMANN⁵. Celui-ci, notamment, a le mérite de donner une bonne bibliographie, d'insister sur les controverses dont le thomisme a été l'objet, d'exposer avec un certain détail ce qui intéressera le plus les historiens, les doctrines politiques et sociales, et de conclure par des conseils très pratiques sur la nécessité et la manière d'étudier historiquement le thomisme afin d'en avoir une connaissance vraiment scientifique.

Une autre preuve de l'ardeur avec laquelle on s'efforce de vulgariser dans les milieux catholiques la doctrine de saint Thomas nous est fournie par la traduction, faite récemment par les Dominicains anglais, des deux premiers livres de la *Somme contre les gentils*⁶. Il est clair d'ailleurs que, dépourvue d'introduction et de notes, cette traduction ne peut intéresser que les lecteurs anglais.

Martène (*Veterum Scriptorum Amplissima Collectio*, t. VII, p. 174), puis Mansi (*Concilia*, t. XXIV, p. 109) ont publié, d'après un manuscrit du Vatican (fonds de la reine de Suède, lat. 880), des *Extractiones*, analyse d'un mémoire composé par Humbert de Romans, ex-général des Dominicains, en vue du concile de Lyon. D'autre part, Crabbe (*Concilia omnia tam generalia quam par-*

1. Salimbene est qualifié, p. 108, de *savant chroniqueur*. Le R. P. Clop l'a-t-il lu, pour le gratifier de l'épithète qu'il mérite le moins?

2. Eudes Rigaud est donné, p. 168, comme ayant composé un traité de la visite des paroisses.

3. P. 1, des camériers de cape et d'épée au XII^e siècle! — La moindre connaissance des usages de la cour de Rome, en ce qui concerne les promotions cardinales, aurait montré au P. Clop que l'historiette de saint Bonaventure occupé à laver la vaisselle, au moment où on lui apporte le chapeau, ne pouvait être qu'un conte.

4. R. P. Thomas Pègues, O. P., *Initiation thomiste*. Toulouse, Privat, et Paris, Téqui, 1921, in-12, 418 p.

5. Martin Grabmann, *Saint Thomas d'Aquin* (trad. de l'allemand par E. Vansteenberghe). Paris, Bloud et Gay, 1920, in-16, x-218 p.

6. S. Thomas Aquinas, *The summa contra Gentiles*, literally translated by the English Dominican Fathers. T. I et II. Londres, Burns Oates et Washbourne, in-8°, x-214 et x-305 p.

ticularia, t. II, p. 967), d'après un manuscrit aujourd'hui perdu, et d'après lui Brown, *Fasciculus rerum expetendarum et fugiendarum*, ont publié un mémoire anonyme dans lequel Gieseler (*Lehrbuch der Kirchengeschichte*, t. II, p. 176) a reconnu le premier l'ouvrage complet d'Humbert de Romans. C'est un texte de premier ordre pour l'histoire politique et religieuse de la seconde moitié du XIII^e siècle, et en particulier pour le projet d'union avec les Grecs. M. MICHEL¹ se propose d'en donner une édition critique et d'en faire une étude historique. Il ne publie encore, dans une thèse de doctorat devant la Faculté de Fribourg en Suisse², que la première partie de son travail; encore ce peu de pages n'est-il pas exempt de longueurs et de répétitions. Le résultat le plus important concerne la date du traité. M. Michel croit, pour de bonnes raisons, qu'il a été composé avant l'ouverture officielle du concile et avant la bulle *Dudum* (10 mars 1273) par laquelle Grégoire X demandait aux prélats des mémoires, mais seulement sur la réforme intérieure de l'Eglise. — On notera que le célèbre passage où Humbert de Romans exposait ses vues sur l'Empire est très différent, dans la rédaction complète, de ce qu'il est dans l'abrégé connu de Martène. — On attend avec intérêt le complément de l'ouvrage.

A l'occasion de leur avènement ou de leur couronnement, les souverains allemands du moyen âge avaient le privilège de présenter à chaque collateur ordinaire de bénéfices ecclésiastiques un candidat à pourvoir. C'était le *jus primariarum precum*³. M. BAUER⁴ en étudie l'histoire dans un excellent volume. Il montre qu'il faut en rechercher les origines plus haut qu'on ne le fait communément et qu'il a commencé par être plus étendu qu'il ne l'est devenu par la suite. Il n'a été au début qu'un cas particulier d'un usage très général : le sujet, le vassal, à chaque événement important pour lui-même et surtout pour le seigneur suzerain, faisait à ce dernier un cadeau ou une gracieuseté quelconque. La plus ancienne attestation bien formelle s'en trouve dans un acte de l'abbé Théodoric de Saint-Maximien, sous Henri III, conférant, *ad primam ejus petitionem*, un fief à un chevalier de l'empereur. La requête, ici, a pour objet un fief laïque, non ecclésiastique; pour bénéficiaire un laïque; pour

1. Karl Michel, *Das opus tripartitum des Humbertus de Romanis* O. P. Chez l'auteur, Felsőőr, Hongrie, 1920, in-8°, iv-47 p.

2. Une singulière pratique tend à s'implanter dans les universités étrangères : on accepte comme thèse un fragment de livre, qui bibliographiquement est un monstre et scientifiquement ne se suffit pas à lui-même.

3. Un droit analogue a existé en France, le droit de nomination royale de joyeux avènement. De même en Angleterre.

4. Hanns Bauer, *Das Rechl der ersten Bitte bei den deutschen Königen bis auf Karl IV.* Stuttgart, Enke, 1919, in-8°, xi-175 p. (*Kirchenrechtliche Abhandlungen* de Stutz, fasc. XCIV.)

occasion la promotion, non pas du souverain, mais de l'abbé lui-même à qui elle est adressée au moment de son investiture. La plupart de ces traits tendront à disparaître plus tard. De même, au début, l'objet de la prière pouvait être l'élection à un évêché; Frédéric II encore, en 1214, demande au clergé de Gurk, comme *precum nostrarum primitias*, l'élection de son candidat. — Il est difficile de dire dans quelle mesure ces pratiques ont été répandues; la rareté des faits que l'on connaît peut s'expliquer non seulement par la perte de beaucoup de documents, mais par cette circonstance que la négociation devait souvent être orale. — De très grands changements ont eu lieu au XIII^e siècle. La pratique s'est limitée aux bénéfices ecclésiastiques. Comme les papes, les souverains ont été amenés à attirer à leur disposition dans la plus large mesure possible cette monnaie, si commode pour payer des dévouements; comme les papes, ils ont été assiégés d'innombrables quémandeurs. Mais il ne s'agit que de bénéfices mineurs. Précisément parce que la prière tend à devenir en fait un ordre, la coutume un droit, l'Église ne peut tolérer que le souverain s'empare de nouveau, par cette voie, de la nomination aux évêchés. Mais, sous cette réserve, l'Église elle-même a contribué à légaliser la coutume. Ce fut la conséquence de l'alliance intime entre Guillaume de Hollande et Innocent IV; la bulle du 11 décembre 1248 reconnut même aux candidats royaux un droit de préférence sur les candidats pontificaux. Expédient utile pour la lutte contre Frédéric II, cette concession eut d'ailleurs des effets durables. Tout en en profitant, les souverains eurent cependant soin, dans les formules qu'ils employèrent, de fonder leur droit sur la coutume, non sur l'octroi par le pape. — Rodolphe de Habsbourg fit des *primariae preces* un usage plus grand qu'aucun de ses prédécesseurs. M. Bauer donne d'intéressants détails sur l'énergie qu'il y apporta, les arguments qu'il invoqua, les résistances qu'il rencontra, les moyens par lesquels il les combattit (et qui sont imités de l'administration pontificale; ainsi la nomination d'exécuteurs). — La décadence commence au XIV^e siècle. D'abord par l'abandon de son droit fait par le souverain à certains princes. Moralement, d'autre part, en demandant l'approbation pontificale pour l'usage qu'il avait fait des *primariae preces*, Henri VII se donna l'air de douter de son droit. De plus en plus, la prérogative royale se heurtait à la concurrence, avant tout, des provisions apostoliques, accessoirement des premières prières des princes, qui ne se contentaient même plus des concessions royales, mais revendiquaient un droit propre. Au temps de Charles IV, on voit les résistances se faire beaucoup plus vives. L'institution perdra de plus en plus de son importance.

M. l'abbé MOLLAT¹ a donné une troisième édition de ses *Papes d'Avignon*. Nous avons jadis signalé la première et n'avons pas à revenir sur la disposition générale du livre, qui n'a pas changé, l'éditeur et l'auteur ayant voulu éviter de coûteux remaniements. La bibliographie a été mise à jour. Parmi les modifications plus importantes, il faut citer celles qui ont trait à l'affaire de la vision béatifique sous Jean XXII (le pape, en somme, n'a pas rétracté pleinement son opinion), à l'appellation de Sachsenhausen, surtout à la Bulle d'or et à ses suites; quatre pages supplémentaires, paginées 228^a à 228^d, résument avec les nuances nécessaires les relations entre Charles IV et le Saint-Siège. Enfin un appendice discute les causes de la prolongation de la « captivité de Babylone ». M. Mollat l'excuse avant tout par l'insécurité de l'Italie. Mais n'est-ce pas un cercle vicieux; car l'insécurité tenait pour une part à l'absence même de la papauté? Après tout, les papes du XIII^e siècle avaient bien trouvé le moyen de résider, ordinairement au moins, dans leurs États, sinon à Rome, et dans des circonstances qui n'étaient pas plus favorables. La vraie cause semble être celle que M. Mollat regarde comme secondaire : l'attitude du sacré collège. Dès qu'il s'est trouvé presque entièrement français — situation qui tendait à durer par l'influence même qu'il exerçait sur son propre recrutement — l'installation du Saint-Siège en France devenait presque inévitable.

L'étude critique de M. FAWTIER² sur les sources hagiographiques de l'histoire de sainte Catherine de Sienne a ce caractère particulier et quelque peu paradoxal de donner lieu, à notre avis du moins, à de graves objections, aussi bien dans sa méthode que dans ses conclusions, et d'être cependant un ouvrage considérable et qui marquera une date dans les études catheriniennes. Quand on le lit en même temps que les travaux jusqu'alors les plus réputés, on est surpris de voir combien de choses étaient communément admises que personne n'avait eu le souci de vérifier d'un peu près et qui, à l'examen, se révèlent fausses ou douteuses. M. Fawtier a revisé avec beaucoup d'utilité et de fruit toutes les données traditionnelles. Sur un point très important, il est difficile de ne pas lui donner raison : le rôle politique de la sainte, qu'il s'agisse de la guerre des Huit saints, du schisme, des querelles civiles de Florence, a été très exagéré. Parce que Catherine avait l'habitude de prodiguer de tous

¹ Mollat, *les Papes d'Avignon*, 3^e édition. Paris, Gabalda, 1920, in-12, xvi-439 p. Cf. *Rev. histor.*, t. CXVI, p. 114.

² Robert Fawtier, *Sainte Catherine de Sienne, essai de critique des sources; sources hagiographiques*. Paris, É. de Boccard, 1922, in-8°, xvi-246 p.

côtés les exhortations morales, on s'est persuadé trop facilement qu'elle agissait sur les événements. Mais n'est-ce pas exagérer en sens inverse que de contester la réalité d'interventions politiques dont le résultat réel se réduit à très peu de chose? Par exemple, j'accorde volontiers à M. Fawtier que le retour de Grégoire XI à Rome a été décidé en dehors de Catherine et se serait accompli même si la sainte n'avait pas mis les pieds à Avignon. S'ensuit-il que, dans ses entrevues avec le pape, elle ne lui ait pas parlé de la question qui préoccupait tout le monde alors, et dans le sens qu'on pouvait attendre d'une Italienne? On remarquera que ce n'est pas autre chose qu'engager à admettre plusieurs des premiers biographes ou témoins au procès de canonisation de la sainte. — De même, M. Fawtier montre très bien, et par l'invraisemblance de la chose en elle-même, et par le silence de tous les documents florentins, que Catherine n'a pu être chargée par les Florentins d'une ambassade officielle. Cela ne prouve pas le moins du monde qu'on ne lui ait pas demandé de porter au pape quelques paroles conciliantes destinées à préparer les voies à une ambassade officielle. Paroles dont l'inexpérience diplomatique de la sainte et sa conviction d'avoir du ciel une mission pacificatrice ont très naturellement grossi l'importance. Mais, d'ailleurs, Raymond de Capoue (ni aucun contemporain) ne parle pas d'une « ambassade » confiée à Catherine; il distingue toujours avec soin l'ambassade officielle, seule chargée de la vraie négociation, et la mission tout officieuse, et qui peut très bien avoir été secrète¹, qu'il dit avoir été celle de la sainte. Au fond, ici encore, ce n'est pas à Raymond de Capoue, c'est aux historiens modernes, qui l'ont lu avec des yeux prévenus, que devaient s'adresser les critiques de M. Fawtier². Il y aurait à dire, à notre avis, sur la manière dont il discute les textes. Elle ne nous paraît pas toujours exempte d'arbitraire, de système, d'esprit de chicane³. M. Fawtier a une tendance

1. Le témoignage de Stefano Maconi (cité par M. Fawtier, p. 179) prouverait qu'on la soupçonnait dans le public, qu'on en chuchotait, mais qu'on ne savait pas très bien à quoi s'en tenir.

2. Que M. Fawtier ne fait-il, pour l'affaire de 1376, le raisonnement très juste qu'il fait pour celle de 1378 (p. 203) : « Au fond, Catherine ayant échoué, on ne voit pas pourquoi son intervention, presque entièrement morale, aurait laissé des traces. »

3. Voici un exemple entre bien d'autres. Il existe un sermon à la gloire de sainte Catherine attribué à William Flete, un Anglais, ermite de Saint-Augustin, établi aux environs de Sienne. M. Fawtier repousse cette attribution, entre autres pour cette raison que ce sermon, qui date au plus tôt de 1381, s'exprime en termes violents contre les partisans de Clément VII, tandis que dans des lettres adressées à ses frères d'Angleterre au commencement de 1379, alors qu'il ignorait encore la décision de l'Angleterre en faveur d'Urbain VI, il parle des Clémentins avec une grande modération. Comme si en deux ans

à appliquer mécaniquement des recettes de critique¹, tandis que la discussion d'un témoignage est affaire de psychologie, de nuances, d'esprit de finesse; il raisonne comme si un témoin était un phonographe bien réglé, alors infaillible, ou mal réglé, alors incapable de donner une indication utile, tandis qu'il n'y a point de témoins parfaits, et bien peu de témoins inutilisables. Il est bien clair qu'il faut vous tenir en garde contre l'admiration enthousiaste des familiers de la sainte. Mais il faut savoir aussi entrer dans l'état d'esprit des autres témoins et, par exemple, n'attacher aucune importance au silence des ambassadeurs italiens résidant à Avignon. Que devait être pour eux sainte Catherine? Une nonne exaltée qui venait importuner le pape du récit de ses visions; simple fait divers qui n'intéressait en rien leur gouvernement. C'est la réputation acquise plus tard par Catherine qui nous fait croire que son voyage aurait dû, sur le moment, être remarqué de tout le monde. — D'une manière générale, M. Fawtier nous paraît abuser de l'argument dangereux et délicat du silence. — Il est porté à confondre invérifiable et faux : il nie dans bien des cas où un point d'interrogation suffirait. — Il pose à la crédibilité des témoins des conditions excessives² ou à peu près irréalisables. Il exige d'eux une

les sentiments de Flete n'avaient pas pu changer, s'exalter, ou comme s'il n'arrivait pas constamment que le même homme s'exprime sur un ton différent, selon qu'il s'adresse à des auditeurs qu'il sait penser comme lui, ou à des correspondants dont il ignore les opinions exactes et qu'il veut gagner à la sienne. — P. 206, « on ne voit pas pourquoi Catherine aurait prêché les cardinaux, Urbain n'ayant plus autour de lui que ses propres créatures intéressées à son succès ». Mais ne prêche-t-on pas souvent des gens convaincus d'avance?

1. Ainsi on ne comprend pas du tout ce que vient faire l'épigraphie empruntée à Gaston Paris. Elle paraît mettre la méthode de M. Fawtier sous le patronage de l'illustre savant. Mais le passage allégué s'applique à un cas tout différent de celui qu'examinait M. Fawtier. La *Légende majeure* peut contenir et contient en effet des inexactitudes. Mais beaucoup de choses peuvent en être vérifiées, et tout ce qu'on peut y vérifier n'y est pas faux, loin de là; M. Fawtier lui-même en accepte avec raison plus d'une assertion, invérifiable, mais d'ailleurs vraisemblable.

2. Neri di Landoccio est mentionné par Raymond de Capoue comme l'ayant renseigné sur les derniers moments de Catherine, auxquels il aurait assisté. Mais il était à Naples au moment de la mort de la sainte. Raymond a donc fait une confusion sur ce point (on notera qu'il écrivait douze à quinze ans après l'événement). Neri « pouvait d'ailleurs », remarque M. Fawtier, « être renseigné par les autres disciples; mais son témoignage avait dans ce cas la même valeur que celui des conducteurs de trains régimentaires qui, pendant la guerre, fournissaient l'arrière de merveilleux récits d'attaques ». Comme si des renseignements de seconde main ne pouvaient pas être sérieusement recueillis et dignes de foi! Comme s'il y avait le moindre rapport entre la crédulité exaltée qui colporte et invente des fausses nouvelles et le pieux

minutie dans l'exactitude que personne au monde n'a jamais songé à s'imposer¹. D'une part, il oublie que les gens d'autrefois étaient comme ceux de maintenant, et que presque tous les documents qui nous servent de sources ont été rédigés par des hommes qui, très légitimement, songeaient beaucoup plus à agir sur les contemporains qu'à renseigner la postérité. Il voit de la malhonnêteté dans des réticences que la pratique impose toujours à quiconque, chef d'État, chef de parti, chef d'un grand corps, a des intérêts considérables à ménager et ne peut tout dire sans les compromettre ou sans trahir une confiance, que sais-je encore? D'autre part, il n'admet pas la simple erreur. Il oublie, quand il s'agit de le juger, les conditions dans lesquelles écrivait Raymond de Capoue : dix, quinze ou vingt ans parfois après les événements, souvent de seconde main, toujours de mémoire, loin de Sienne, et l'esprit distrait par les plus graves affaires. Est-il surprenant que son récit contienne des inexactitudes²? — Si j'ai insisté sur ces réserves, c'est que les erreurs que je crois apercevoir dans le livre de M. Fawtier tiennent à un défaut de méthode, qu'il ne faudrait pas laisser se répandre. Il est d'autant plus regrettable ici que l'ouvrage, encore une fois, est très digne d'attention; il fait attendre avec impatience et curiosité le volume que l'auteur se propose de consacrer à la critique, autrement difficile, des lettres de Catherine.

M^{lle} POWER³ nous apporte, sur les monastères de femmes en Angleterre durant la dernière partie du moyen âge, les résultats d'une enquête vaste, approfondie, impartiale et intéressante. Aucun des aspects du sujet n'a été laissé de côté. Statistique des monastères, répartition par ordres (les trois quarts étaient bénédictins, quelques-

intérêt d'un homme qui, de sang-froid, s'informe de ce qui s'est passé au lit de mort d'une personne qu'il révère.

1. Les souvenirs de Raymond de Capoue sont « vagues », parce qu'il dit du schisme : *tunc incipiebat*, alors qu'il était déjà vieux de plus de deux mois. Comme si nous ne disions pas couramment : au commencement de la guerre, pour un événement d'octobre 1914.

2. M. Fawtier lui en prête d'ailleurs qu'il n'a pas commises. Ainsi, bien qu'il l'affirme avec insistance p. 190 et p. 192, n. 2, Raymond ne dit pas que Catherine rentrant d'Avignon, arriva à Sienne le 25 avril 1377; mais que, après être revenus à Sienne, *postquam ... reversi fueramus de Avinione et perverneramus ad civitatem Senarum*, elle et lui en repartirent pour visiter en dehors de la ville *quosdam servos Dei ... quo facto in die S. Marci evangelistae* (25 avril) ... *reversi sumus ad civitatem*. Il s'agit d'un second retour. La contradiction que M. Fawtier croit apercevoir entre la chronologie de Raymond et d'autres faits certains s'évanouit.

3. Eileen Power, *Medieval English nunneries, 1275-1535*. Cambridge, University Press, 1922, in-8°, xvi-724 p. (8 pl. et 1 carte).

uns suivaient la règle de saint Augustin, les Clarisses et les Dominicaines étaient à peine représentées) et par régions (très inégale aussi; les maisons sont rares dans le Nord et dans l'extrême Sud-Ouest); — recrutement (purement aristocratique ou bourgeois; point de nonnes sortant des classes populaires); — situation économique (généralement précaire, par suite de fatalités diverses, d'exactions ecclésiastiques ou royales, d'exploitation par les patrons, ou tout simplement de mauvaise administration et de gaspillage); — culture intellectuelle (fort ordinaire; en même temps que dans le monde distingué d'où elles sortent, on voit disparaître, parmi les religieuses, la connaissance du français; ce qui est plus grave, elles ignorent de plus en plus le latin, sans lequel pourtant l'office divin, leur principale fonction, perd une grande partie de son intérêt); — respect de la régularité monastique (elle laisse beaucoup à désirer); — niveau moral enfin (les cas de nonnes « apostates », débauchées, ayant des amants et des enfants, ne sont pas choses exceptionnelles). En somme, tout en évitant de recourir au témoignage des enquêteurs de Henri VIII, jugé trop suspect, et sans méconnaître que des recherches comme les siennes apportent en grand nombre des traits de mœurs curieux, des anecdotes vivantes, des détails pittoresques, plutôt qu'elles ne permettent des conclusions (car c'est l'extraordinaire, le plus souvent, qui apparaît dans les documents), l'auteur aboutit à un jugement assez sévère sur l'institution monastique à la veille de la Réforme anglaise. Était-elle susceptible de rajeunissement? Deux remarques permettent d'en douter. Le zèle ne manquait pas aux évêques; mais, en fait, ils étaient impuissants: par exemple, ils n'usaient jamais de l'expulsion, seul moyen d'en finir avec les incorrigibles. D'autre part, on ne rencontre point de grandes abbesses, point de saintes, point de tentatives spontanées de réforme, comme les autres pays en offrent, même dans les pires époques. C'est là un symptôme de décadence plus grave peut-être que des scandales qui font grand effet, quand l'énumération en est ramassée en quelques pages, mais qui paraissent moins graves, si l'on réfléchit qu'ils sont répartis sur un grand pays et un espace de deux siècles et demi.

M. Walter SETON¹ a précisé ce que l'on sait de la vie du franciscain allemand Nicolas Glassberger, et notamment de ses relations avec Hartmann Schedel, le célèbre humaniste de Nuremberg. Il a d'autre part publié, pour toute la partie postérieure à 1200, la *Major Cronica Boemorum*, reconnue par lui comme une œuvre de

1. Walter Seton, *Nicholas Glassberger and his works, with the text of his Major Cronica Boemorum Moderna 1200-1310*. Manchester, University Press, 1923, in-8°, LX-117 p. (*British Society of Franciscan Studies*, XI.)

Glassberger, d'après le manuscrit autographe de Brunn. Il en a aussi déterminé les sources.

M. SCHNITZER¹ avait déjà consacré d'excellents travaux à la biographie de Savonarole. Celui qu'il nous donne maintenant est sans conteste le plus important qui ait paru depuis le livre de Villari. Inférieur peut-être en qualité littéraire, il a pu profiter de toutes les recherches accomplies depuis trente-cinq ans. M. Schnitzer paraît avoir bien mieux compris son héros que ne le faisait Villari, qui avait fait de lui trop exclusivement le champion des libertés civiles et méconnu le prophète religieux. Des deux volumes du présent ouvrage, l'un est une narration biographique, très solide et intéressante, un peu touffue; les détails empêchent parfois de voir l'ensemble; ou bien certaines explications nécessaires sont données avec trop de parcimonie; un lecteur, peu versé dans les complications de l'histoire constitutionnelle de Florence, comprendra difficilement le caractère vrai des réformes politiques accomplies sous l'inspiration de Savonarole, ce singulier jeu d'institutions qui rendait toujours si précaire la domination du parti au pouvoir; circonstance qui n'a pas peu contribué à la chute du réformateur. — Le deuxième volume nous paraît plus remarquable encore. Il se compose d'abord d'une série d'études sur les différents aspects de la physionomie de Savonarole : le mystique et l'homme de prière, le prophète, le prédicateur, le réformateur ecclésiastique et l'homme d'État. Nous signalerons, comme particulièrement important, l'exposé des idées de Savonarole sur les limites de l'obéissance et le droit de résistance à l'ordre injuste ou immoral. M. Schnitzer semble bien démontrer que ses vues, d'abord, n'ont pas été alléguées seulement pour les besoins de la cause et afin de justifier sa propre résistance; qu'ensuite elles étaient traditionnelles dans les écoles et avaient souvent été mises en pratique. Dans le chapitre sur l'homme d'État, M. Schnitzer montre que, pour Savonarole, la politique doit être soumise aux lois morales et religieuses; mais il ne s'ensuit pas que l'État doive être gouverné par les prêtres, auxquels est, au contraire, assigné un rôle des plus modestes. Il faudrait ajouter qu'en cela Savonarole se montre un fils de son temps et de son pays, et se conforme à la tradition de tous les gouvernements italiens, communaux ou seigneuriaux, tous laïques, au sens étymologique du mot : aucune irréligion, à l'ordinaire, mais le clergé est tenu à l'écart de la vie politique et ne fournit pas, comme dans les autres pays d'Occident, une grande partie des diplomates, des administrateurs et des hommes

1. Joseph Schnitzer, *Savonarola*. Munich, Reinhardt, 1924, 2 vol. in-8°, XII-599 et 600-1167 p., 32 pl.

d'État. — Viennent ensuite, sur les historiens de Savonarole, des pages qui sont un modèle de critique historique et littéraire. — M. Schnitzer est un admirateur ardent et un apologiste convaincu de son héros. Il le défend à l'occasion avec une éloquence entraînante et passionnée, notamment contre les jésuites, auxquels il attribue, à son égard, les plus noirs desseins. Son livre est un épisode dans cette bataille posthume entre *Piagnoni* et *Arrabbiati*, dont il a retracé les phases et qui durera longtemps encore. Il faut assurément rendre hommage à la profondeur du sentiment religieux de Savonarole, à sa sincérité, à son désintéressement, à son courage d'apôtre et de réformateur. S'ensuit-il qu'il n'y ait pas chez lui quelques erreurs ou quelques faiblesses sur lesquelles son historien passe un peu trop facilement? On l'a beaucoup accusé d'avoir versé dans la politique. M. Schnitzer répond que, pour tout honnête homme, la politique devant être subordonnée à la morale et, pour tout croyant, la morale étant fondée sur la religion, ce sont là trois choses difficilement séparables. D'accord; mais elles ne sont pas toujours faciles à concilier. Savonarole a dû, à propos de Pise, s'associer, en se payant de raisons bien faibles, à des revendications très injustes de Florence. Sans se faire la moindre illusion sur la moralité politique ou privée des princes italiens d'alors, la politique de la ligue : entente et équilibre entre les États de la péninsule en vue d'exclure les interventions étrangères, était autrement favorable à l'intérêt de la paix, à l'intérêt de l'Italie, que l'alliance française dans laquelle s'obstinait Savonarole, dominé par l'illusion qui lui faisait voir en Charles VIII l'instrument de la réforme de l'Église, ou entraîné à son insu par l'intérêt égoïste des Florentins. Dans le procès de haute trahison fait à Bernardo del Nero et à ses coaccusés, il semble, quoi qu'en dise M. Schnitzer, qu'il pouvait intervenir dans le sens de la clémence et qu'il se serait grandi en le faisant. Que penser, d'après ses propres principes — car c'est d'après eux qu'il doit être jugé — de sa révolte contre le Saint-Siège? Nous avons dit qu'elle pouvait théoriquement se justifier par l'enseignement des théologiens et des canonistes. Mais, en fait, Savonarole a montré une fois de plus qu'on risque d'être mauvais juge en sa propre cause. Enfin il y a sans doute quelque chose d'un peu odieux à reprocher à un homme de n'avoir pas été héroïque devant d'atroces tortures; il n'en est pas moins fâcheux pour lui qu'il ait consenti un instant, avec des réserves illusoire, à désavouer toute son œuvre. — Ces quelques nuances d'appréciation ne sauraient empêcher de reconnaître dans le *Savonarole* de M. Schnitzer une œuvre de premier ordre.

E. JORDAN.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Ettore PAIS. **Storia della Sardegna e della Corsica durante il dominio romano.** Rome, Nardecchia, 1923. 2 vol. gr. in-8°, xxi, xiii-769 pages avec 3 cartes et 52 planches. Prix : 130 lire.

M. Pais a exposé l'histoire de la Sicile et de la Corse pendant la domination romaine en deux gros volumes qu'une exposition moins prolixe aurait aisément et avantageusement réduits des trois quarts. Fondateur du Musée archéologique de Sassari, réorganisateur de celui de Cagliari, il connaît à fond et personnellement la Sardaigne de toutes les époques ; mais, sur la Corse, il n'est renseigné que de seconde main. Enfin, pour la période qui s'étend depuis les premières relations de Rome avec ces deux pays et avec Carthage jusqu'à l'époque byzantine, les textes historiques et les monuments archéologiques, rares, insuffisants, sont connus, étudiés depuis longtemps et finalement les longs développements de M. Pais ne nous apprennent pas grand-chose de nouveau, sauf, pour la Sardaigne, sur quelques points de toponymie et de géographie historique.

Après une préface et une introduction, le premier livre de la première partie expose en huit chapitres l'histoire des faits : la conquête graduelle des deux îles, leur rôle pendant les guerres civiles jusqu'à Auguste, leur situation sous l'Empire, sous les Vandales et les Byzantins. Signalons seulement quelques thèses et opinions de M. Pais : l'obligation pour Rome de se défendre contre la menace carthaginoise, la justification de l'expédition de Sardaigne en 238, l'acceptation du texte cependant très suspect de Théophraste sur l'envoi d'une flotte romaine sur les côtes de Corse. Au deuxième livre, qui répète trop souvent le premier, figure l'organisation des deux îles, passablement connue pour la Sardaigne, presque inconnue pour la Corse : gouverneurs ; forces de terre et de mer : stations navales (Carales, Olbia, Turris) ; emploi des Sardes et des Corses dans l'armée romaine ; routes militaires, encore insuffisamment étudiées ; étapes de la romanisation, assez forte sur les côtes de la Sardaigne, presque nulle pour l'intérieur de ce pays et en Corse ; transformation de la plus grande partie du sol de la Sardaigne en *ager publicus* et fourniture de blé à Rome ; rareté des centres urbains ; *latifundia* impériaux et privés ; catégories de villes : de droit latin (Valentia, Bitia, Neapolis, Sulci), municipales avec ou sans le titre de colonie (Uselis, Cornus, Olbia, Nora, Carales, la capitale), colonie de citoyens romains

(Turris Libisonis); autres villes et peuplades connues, soit par les inscriptions, soit par Pline, Strabon, Ptolémée, l'Itinéraire d'Antonin, l'Anonyme de Ravenne et Georges de Chypre; transformations administratives et sociales sous le haut et le bas Empire; lois spéciales aux deux îles, notamment sur les esclaves des grands domaines et la poste; prétendues donations de domaines à l'église de Rome par Constantin et ses successeurs; gouvernement des Vandales et des Byzantins; rôle de saint Grégoire le Grand; survivances des institutions romaines et byzantines sous les régimes ultérieurs. M. Pais nous paraît rapporter à tort à des *latifundia* le décret d'Helvius Agrippa et d'autres inscriptions; son hypothèse de quatre *conventus* sardes est peu vraisemblable.

La deuxième partie (chap. IX-XIII) étudie d'abord les conditions économiques des deux îles; les cultes indigènes, le folklore qui mériterait une étude complète; la pénétration dans toute la Sardaigne de la langue latine, avec maintien d'éléments ibère, punique, libyen, encore insuffisamment étudiés; la vie intellectuelle et artistique, représentée uniquement par Famea, Tigellus et plus tard par les évêques Eusèbe et Lucifer, enfin et de nouveau la correspondance de Grégoire le Grand. Le dernier chapitre et la conclusion renferment un jugement d'ensemble sur l'œuvre des Romains, peu importante, peu durable en Corse, solide et bienfaisante en Sardaigne, les traits principaux de l'évolution ultérieure des deux îles, l'insularité et le relief du sol, causes auxquelles il faut en ajouter une troisième : la race.

Le livre comprend en outre (p. 217, 240, 308, 407, 453, 664-670) plusieurs appendices : la coupe de Gelamir; à propos des Musulmans en Sardaigne (sur le nom *Assinarium*); la liste des empereurs et des gouverneurs nommés sur les milliaires; quelques monnaies émises en Sardaigne; les sénateurs Sardes accusés à l'époque de Symmaque (peut-être pour les révoltes de Maxime ou d'Eugène); la brigade Sassari pendant la Grande guerre; les fausses chartes d'Alborea et les fausses idoles phéniciennes du musée de Cagliari; un index chronologique de 378 av. J.-C. à 742 ap. J.-C.; enfin le commentaire explicatif de trois cartes de la Sardaigne et de la Corse et de 44 planches, bien choisies, qui font connaître la Sardaigne, son paysage, ses types et ses superstitions, les guerriers des époques prépunique et punique. La Corse n'est représentée que par six misérables gravures.

Nous avons jusqu'ici laissé de côté, mais il importe de signaler toute une partie de discussion politique sur la Corse et un peu aussi sur la Tunisie, où se manifeste le nationalisme de M. Pais (préf. XV-XVII; introd. XIII; p. 239, 306, 406, 498, 647-648, 652, 659, 662-663). Dans un sentiment de mauvaise humeur contre la France, que sans doute il a regretté depuis, il expose les revendications italiennes : les souvenirs napoléoniens, dit-il, sont les seuls liens qui unissent la Corse à la France, qui n'a rien fait pour cette île, considérée uniquement

comme position offensive; la Corse, si longtemps unie à Rome, à l'Italie, puis vendue à la France, ne doit oublier ni son dialecte ni son caractère italiens; elle n'est pas une terre française. Quant à la Tunisie, le jour où elle aura proclamé son indépendance, les colons italiens manifesteront leur affection pour la métropole. A ces affirmations, particulièrement regrettables à un moment où les nations latines ont plus que jamais besoin de s'unir et de se soutenir, la réponse serait facile: la Corse n'est pas une terre italienne; la géologie la rattache à la Provence; sa population est essentiellement ligure et n'a subi presque aucun des mélanges qui ont fait la population italienne; l'appel aux souvenirs communs de la domination romaine est puéril, puisqu'il pourrait aussi bien s'adresser à la moitié de l'Europe; la langue n'est qu'un des éléments de l'âme d'un peuple; la Corse a dépendu de Pise et de Gènes à des époques où l'Italie n'avait pas son unité et elle n'a pas oublié l'effroyable tyrannie génoise. L'Italie n'a pas sur elle de vrai droit historique. Les Corses veulent rester français en gardant leur langue, leur individualité comme les Basques, les Bretons et les Provençaux.

Ch. LÉCRIVAIN.

Marguerite VAN BERCHEM et Étienne CLOUZOT. **Mosaïques chrétiennes.** Dessins de Marcelle van Berchem. Genève, [imprimerie du « Journal de Genève »], 1924. In-4°, LXII-254 pages, orné de 432 illustrations et 1 planche hors texte en couleur. Prix : 25 fr. suisses. A Paris, Morancé. Prix : 120 fr. français.

La belle publication de M^{lle} van Berchem et de M. Clouzot n'intéresse pas seulement les simples archéologues; elle doit être signalée à l'attention des historiens, à qui elle est appelée à rendre les plus grands services.

Services de deux sortes : ils y trouveront à la fois de fort intéressants aperçus sur l'histoire même de la décoration dans les églises chrétiennes du haut moyen âge et des documents iconographiques de première importance, classés méthodiquement et commentés avec une sûreté et une sagacité qui leur permettront de les utiliser en toute confiance.

Nous avions déjà, pour quelques-unes des mosaïques les plus connues, de luxueux recueils — ceux, par exemple, de G. Clausse, de Julius Kurth, de Mgr Wilpert — mais tous très volumineux, difficiles à manier, de prix inabordable et, en outre, fragmentaires et rendant les rapprochements difficiles. M^{lle} Van Berchem et M. Clouzot n'ont pas voulu rivaliser de splendeur avec ces magnifiques publications; pour éviter d'atteindre des prix vertigineux, ils ont même préféré renoncer aux reproductions en couleur, ou du moins n'en donner qu'une à titre de spécimen, ce qui est peut-être tout de même un peu dommage; enfin

ils ont voulu faire, avant tout, œuvre méthodique et, dans les limites chronologiques qu'ils s'étaient imposées, œuvre complète et se suffisant à elle-même. Ils nous semblent y avoir pleinement réussi et leur livre n'en conserve pas moins encore un fort joli cachet artistique.

Les mosaïques sont classées par époques et décrites une à une avec d'excellentes reproductions photographiques, où, le cas échéant, un « retombant » aide à distinguer du premier coup d'œil les parties restaurées des parties anciennes. Quarante-deux monuments sont passés en revue, dont vingt-deux pour Rome seule, huit pour Ravenne, trois pour Salonique, deux pour Milan, un respectivement pour Albenga, Capoue, Casanarello, Naples, Parenzo, Germigny-des-Prés, le Sinai. Les œuvres les plus anciennes remontent au iv^e siècle; mais la plupart sont des v^e, vi^e, vii^e et viii^e siècles, cinq seulement du ix^e. Une monographie extrêmement précise est consacrée à chacune d'elles. Les photographies donnent les ensembles d'abord, les détails importants ensuite. Chaque mosaïque est non seulement décrite minutieusement, mais datée, accompagnée d'un sobre commentaire sur les réfections subies et sur l'interprétation des scènes figurées par le mosaïste, avec renvoi aux ouvrages spéciaux à consulter.

Le tout est précédé d'une introduction, divisée en trois parties, qu'illustrent d'excellents dessins interprétatifs de M^{lle} Marcelle van Berchem : une étude sur l'art du mosaïste et son évolution au cours des six ou sept siècles envisagés; une étude sur le costume des personnages représentés; enfin des observations sur la technique. Nous recommandons surtout aux historiens les pages relatives au costume : elles complètent utilement les traités spéciaux, tels que celui de M. Enlart.

Quant aux scènes reproduites, beaucoup sont célèbres, notamment les éblouissantes mosaïques de Saint-Vital-de-Ravenne, qui font revivre à nos yeux de saisissante façon la société byzantine au temps de Justinien et la cour même de l'Empereur, ou bien encore la mosaïque du triclinium du Latran, dont les historiens de Charlemagne ont souvent fait un usage quelque peu inconsidéré. Mais le livre de M^{lle} van Berchem et de M. Clouzot évitera précisément le retour de pareilles imprudences. Célèbres ou non, les mosaïques du haut moyen âge sont maintenant toutes à notre portée; la critique en est faite, nous serions impardonnables de ne pas en tirer un large profit.

Louis HALPHEN.

Alexandre BROU, S. J. **Les « Exercices spirituels » de saint Ignace de Loyola. Histoire et psychologie.** Paris, P. Téqui, 1922. In-12, xii-230 pages et un appendice. Prix : 4 fr.

Henry Dwight SEDGWICK. **Ignatius Loyola, an attempt at an impartial biography.** Londres, Macmillan, 1923. In-8°, xiii-399 pages. Index. Prix : 15 sh.

Le P. Brou donne ce qu'on peut appeler l'histoire interne des *Exer-*

cices. Supposant connue la biographie de saint Ignace, il essaie de reconstruire le processus psychologique d'où l'œuvre est sortie, et les effets qu'elle a produits. Il poursuit l'étude de ces effets (notamment l'étude des retraites) bien au delà de la mort d'Ignace et jusqu'à nos jours. Il tient surtout à protester contre les critiques qui ont voulu voir dans les recettes ignatiennes une mécanisation de la religion. De ces critiques, Michelet, comme on devait s'y attendre, est le plus malmené. Son ami Quinet bénéficie d'une relative indulgence, et quelque peu aussi Payot. Mais Taine ne trouve pas grâce devant le P. Brou, ni l'inoctensif Desdevises du Désert : « Étrange livre... C'est du Quinet très reconnaissable. » Mais que M. Desdevises se console : le P. Brou refuse presque le droit de parler des *Exercices* à ceux qui ne les pratiquent point. Résignons-nous.

A cette sécheresse théologique s'oppose la manière vivante d'un auteur américain (le livre est daté de Cambridge, Mass.). M. Sedgwick a voulu voir vivre, agir, sentir et penser Ignace de Loyola. Il ne le fait pas sans quelque candeur, et note soigneusement que ce grand homme mesurait tout au plus cinq pieds et un pouce trois quarts ! Mais il le regarde de tous ses yeux, il l'accompagne, je dirais presque qu'il l'assiste lorsqu'il est traduit devant l'Inquisition lors de son séjour à Alcalá. Il suit dans les rues tortueuses et les cours fétides le noble mendiant, entouré d'une redoutable cohorte de femmes hystériques... Toutes ces « tribulations », vaguement estampées chez le P. Brou, sont la matière même sur laquelle travaille M. Sedgwick. Il écrit la biographie d'un « héros ». Avec lui, les *Exercices* cessent d'être un livre comme les autres ; ils deviennent un trésor, un viatique, que Loyola emporte sur sa chair, sous ses misérables vêtements de toile grossière, qui l'accompagne sur le pont du bateau, à Jérusalem, rue Saint-Jacques et à Montmartre, à Venise, à Rome. Ce livret se grossit en route des expériences, des douleurs, des espérances de celui qui le porte. Il devient comme un élément de sa personnalité, et aussi un talisman qui fait agir ses disciples.

Chose étrange, « miracle » singulier : où le croyant, le sectateur d'Ignace n'éveillait que notre intérêt intellectuel, c'est l'incroyant qui fait naître notre sympathie. M. Sedgwick n'ajoute rien, en fait, à nos connaissances ; sa très riche bibliographie (p. 375-391) ne contient rien d'inconnu. Mais il nous fait vivre la « vie héroïque » de saint Ignace. Son livre est écrit d'un style alerte, familier, pressant. Il a le goût des comparaisons, parfois inattendues, mais intelligentes, lumineuses, savoureuses. Loyola est chez lui un Calvin à qui l'impitoyable logique des Français a manqué ; c'est un frère (un frère selon l'esprit) de saint François, mais aussi un frère de Phillips Brooks, le descendant des puritains, tout autant que de Charles de Foucauld, le soldat-moine du Sahara. On donnera une idée suffisante de la manière de M. Sedgwick en disant que son livre s'achève sur des vers de Matthew Arnold. Ou encore on citera de lui ce mot charmant sur Bobadilla et Salmerón : « Les plus innocents des hommes », dit-il, « pareils à Phillips Brooks ou au cardinal Gibbons ».

Il se demande si l'œuvre d'Ignace fut un succès ou un échec. Un succès, si l'on mesure les résultats obtenus : rien que dans le pays de l'auteur, 2,300 membres de l'ordre, 6 écoles destinées à le recruter avec 4,363 étudiants, 26 collèges, 2 dans le Massachussets même — berceau du puritanisme yankee — 2 à New-York, 1 à Chicago, etc. Échec, si l'on pense à certaines pratiques de dévotion d'une écœurante puérilité. Succès triomphal, si l'on fait entrer en ligne de compte certains morts héroïques, telles que celle du P. de Brébeuf chez les « sauvages » du Canada.

M. Sedgwick ne cache pas les côtés fâcheux de l'homme, « sa bi-goterie, son aveuglement », ni ceux de l'œuvre : François Xavier (p. 281) fait des chrétiens en leur promettant en retour des pêches et un commerce fructueux, protégés par les Portugais : « Parfois il promettait des faveurs, parfois il ajoutait des menaces... » Mais M. Sedgwick nous demande de juger ces procédés dans l'esprit du temps : « Personne de ceux qui croient à la damnation éternelle n'a jamais hésité à approuver une telle action. La critique de ces moyens de convertir apparaît seulement quand les hommes en viennent à croire qu'il est d'autres portes vers la vie éternelle qu'une église particulière, ou qu'il n'y a pas de damnation après cette vie ». Ne voyons qu'une chose : l'effort passionné vers la sainteté, la lutte contre nos hérédités animales ; c'est l'essentiel des *Exercices*.

C'est ainsi qu'un libre esprit agit parfois plus et mieux qu'un dévot pour nous faire comprendre et juger un « saint ».

Henri HAUSER.

Hubert van HOUTTE. *Histoire économique de la Belgique à la fin de l'ancien régime*. Gand, van Rysselberghe (Université de Gand, Recueil de travaux publiés par la Faculté de philosophie et lettres, 48^e fasc.), 1920. In-8°, VIII-588 p.

Si M. Pirenne a bien dessiné, dans son monumental ouvrage, les « grandes lignes de l'histoire économique » belge, il existe peu d'études de détail sur la période postérieure à Charles VI, pour lequel M. Huisman nous est si précieux. M. van Houtte s'est attaché à cette période, aux règnes de Marie-Thérèse et de Joseph II, période étudiée, il est vrai, par des érudits autrichiens, dont le plus célèbre est Beer. Mais, pour ces écrivains, qui voyaient l'ensemble de la monarchie du point de vue viennois, les Pays-Bas autrichiens étaient une bien petite partie d'un très vaste domaine.

Or, dans les conceptions politiques du XVIII^e siècle, les divers éléments géographiques d'une même souveraineté sont loin de former une unité économique. Même au temps du Joséphisme, la Belgique reste une entité économique distincte ; c'est déjà une lourde tâche que d'établir, entre les diverses parties de cet État, une unité économique analogue à celle que Colbert a essayée, avec un succès imparfait, de réa-

liser en France. La Belgique présente donc ce caractère d'être une partie intégrante des États autrichiens, d'être couverte au dehors par le pavillon impérial, et de rester cependant un tout à part, dont l'existence est conditionnée par sa position, par ses particularités culturelles et industrielles, par les stipulations d'Utrecht et des traités postérieurs relatives à l'Escaut.

C'est en tenant constamment compte de cette situation spéciale très complexe que M. van Houtte étudie successivement l'industrie, le commerce et l'agriculture.

M. van Houtte fait subir les réductions nécessaires aux théories de Bücher. Il nous montre le régime corporatif encore très vivace au XVIII^e siècle. Comme en France, il y a même eu, sur certains points, régression depuis le XVI^e siècle. Mais les métiers corporatifs coexistent avec les manufactures, et même avec les premières manifestations de la révolution industrielle. La politique des « octrois » favorise cette dernière. Il est piquant, à cet égard, de constater combien Joseph II, physiocrate en théorie et lorsqu'il s'agit d'agriculture, se montre, comme sa mère, colbertiste dans sa pratique industrielle.

Mêmes transitions, mêmes coexistences et mêmes survivances dans l'histoire du commerce. L'économie urbaine fermée persiste en partie. Pour le commerce extérieur, M. van Houtte donne une analyse détaillée des relations entre la Belgique et ses divers clients ou fournisseurs. Le paragraphe sur le commerce franco-belge est très soigné, on y voit combien la politique très protectionniste de Joseph II était gênante pour nous. Puis le traité négocié par W. Eden diminua les importations belges en France. L'ouverture, en 1783, du marché américain ne réserva que des déceptions au commerce belge, qui s'y heurta à la prépondérance de l'ancienne métropole. Au reste, tout le commerce maritime était dominé par la malheureuse question de l'Escaut. Malgré tous les efforts du gouvernement impérial, Ostende n'a pu jouer le rôle que les puissances maritimes avaient interdit à Anvers. Il convient d'ajouter que le commerce de transit commence à redevenir un des éléments essentiels de la prospérité belge.

Les chapitres sur l'agriculture paraîtront particulièrement nouveaux et instructifs. Ils donnent une idée de prospérité. Malgré une survivance très accentuée du droit féodal, la propriété, comme en France, tend à devenir accessible à un assez grand nombre de cultivateurs. La technique est relativement avancée, tant en ce qui concerne les instruments aratoires et les amendements que la rotation des cultures. La Flandre (et même une partie de la Wallonie) est déjà un pays de culture intensive, sans jachère.

On voit quel est l'intérêt du travail de M. van Houtte, auquel on souhaiterait seulement une conclusion¹. La langue est peu châtiée, parfois même peu correcte. Mais nous hésiterions à en faire un re-

1. Par contre, d'excellents appendices sur les octrois des manufactures, les droits de douane, les prix de vente des biens ruraux.

proche à l'un de ces professeurs de l'Université de Gand qui veulent bien rester fidèles au culte de la langue française. Ils y gagnent d'assurer à leurs travaux, chez nous et dans les pays où on lit notre langue, une diffusion méritée. Le livre de M. van Houtte est digne de cette récompense.

Henri HAUSER.

N. S. B. GRAS. *An Introduction to economic history*. New-York et Londres, Harper and brothers, 1922. In-8°, xxiv-350 pages, 13 figures.

Le livre de M. Gras est un « manuel » d'enseignement, fruit de son expérience de professeur d'histoire économique à l'Université de Minnesota. Il traite de l'ensemble du sujet, depuis les origines les plus lointaines. Il s'inspire du véritable esprit historique. L'auteur ne considère jamais l'histoire économique comme un fait autonome, à part des autres « histoires ». Il nous présente les aspects économiques de l'histoire.

Les premiers chapitres relèvent peut-être plus de la géographie humaine et de la sociologie que de l'histoire proprement dite, parce que M. Gras a tenu à montrer, contrairement aux théoriciens (surtout aux théoriciens allemands), que le développement de l'humanité n'apparaît point comme une série linéaire unique, mais comme une multiplicité de séries entre lesquelles il n'y a pas synchronisme.

Il n'y a pas, à proprement parler, un *âge de la cueillette*, qui aurait été une fois et qui aurait ensuite cessé d'être. Il y a une *économie de la cueillette* (*collectional economy*), qui survit en certains pays sous certaines formes. De même pour la civilisation pastorale, que M. Gras appelle assez justement *cultural nomadic economy*. Il y a là des idées analogues à celles que Vidal de La Blache a exprimées dans ses études sur les « genres de vie ».

On entre davantage dans l'histoire pure avec le chapitre sur le village (*settled village economy*), et surtout dans celui sur l'économie urbaine. Mais je n'hésite pas à dire que la véritable originalité du livre réside dans les deux derniers chapitres sur « l'économie métropolitaine ». Par métropole, M. Gras entend la grande ville, démesurée, la ville tentaculaire qui, par son réseau de voies de communications, ses marchés, ses institutions bancaires, etc., absorbe ou domine la vie économique de territoires de plus en plus étendus. Ce n'est pas là un phénomène absolument nouveau. Paris, Londres, Lyon, Anvers ont de bonne heure joué ce rôle. Mais l'ampleur et la généralisation de ce phénomène sont des choses de notre temps, et il était réservé à un Américain d'en mesurer l'importance, car nulle part plus qu'aux

États-Unis ne s'affirme la puissance de rayonnement des « métropoles ».

Non seulement M. Gras étudie le processus de concentration qui aboutit à la création de ces villes monstres, New-York, Chicago, etc., mais il raconte les luttes auxquelles se sont livrées les grandes villes pour s'assurer, aux dépens de leurs rivales, une situation « métropolitaine ». C'est une histoire passionnante que celle des luttes de New-York contre Montréal, contre la Nouvelle-Orléans, contre Boston et Philadelphie. Il y a des métropoles qui n'ont pas réussi à garder leur rang, comme Cincinnati. Il y a des grandes villes qui n'ont pas pu devenir des métropoles, comme Pittsburg ou Détroit, parce que ces populeuses cités industrielles restent sous la dépendance commerciale d'autres centres. Il y a enfin des métropoles qui naissent sous nos yeux, comme ce curieux groupe des cités jumelles — *Twin Cities* — Saint-Paul et Minneapolis, qui dominent le Nord-Ouest. L'étude qu'en fait M. Gras est des plus suggestives.

L'évolution n'est pas à son terme et n'a pas encore produit ses effets politiques. On peut se demander (p. 322) si, « au lieu de ces divisions presque dépourvues de signification, Michigan, Indiana, Illinois, Wisconsin et Iowa, nous n'aurons pas l'unité métropolitaine administrative de Chicago ». Déjà la création des Federal reserve Banks est une reconnaissance officielle de la prépondérance des centres, une tentative pour déterminer leurs sphères d'influence.

Toutes proportions gardées, le métropolitainisme yankee ressemble à ce que nous appelons en France le régionalisme économique. Trop exclusivement informé des choses anglaises et américaines, l'auteur n'a pas vu que chez nous aussi croissent des « métropoles », dont l'importance est proportionnelle à notre notion européenne de l'étendue et au chiffre de notre mouvement d'affaires, mais qui deviennent aussi des organismes directeurs, dominant de vastes territoires, sans souci des anciennes limites administratives¹.

Chacun des chapitres de M. Gras est complété par deux annexes : une série de questions « scolaires », qui fournissent à d'autres qu'à des étudiants des sujets de réflexion; une bibliographie. Ce manuel rendra de sérieux services aux études d'histoire économique.

Henri HAUSER.

1. Cf. du même auteur *The development of metropolitan economy in Europe and America* (*American historical Review*, juillet 1922).

2. M. Gras voit surtout l'Amérique et l'Angleterre, un peu l'Allemagne. Son chapitre v est intitulé : *Metropolitan Economy, chiefly in England*, et le chapitre vi : *Metropolitan Economy, chiefly in America*. Cela ne veut pas dire qu'il ne soit pas question des villes américaines dans le chapitre v, mais l'auteur estime que les premières phases de cette évolution sont surtout des phases anglaises. Le dernier chapitre est presque exclusivement américain.

Yann M. GOBLET (Louis TRÉGUIZ). **L'Irlande dans la crise universelle, 1914-1920.** Paris, Félix Alcan, 1921. 1 vol. in-8°, vi-462 pages. Prix : 20 fr.

Comment, sous l'influence de la guerre mondiale, la question d'Irlande s'est-elle transformée de 1914 à 1920? Telle est la question que M. Yann M. Goblet traite avec la plus grande compétence, et ses conclusions, fondées sur une documentation très sûre et très étendue, semblent aussi impartiales que possible.

L'auteur rappelle, d'une façon assez sommaire, mais avec netteté, les origines de la question d'Irlande. Elle est née de la conquête anglaise et de la spoliation que les vainqueurs ont infligée à la race irlandaise. Si les Irlandais ont été traités si durement, c'est surtout parce qu'ils étaient catholiques. Mais, au XIX^e siècle, après l'émancipation catholique, la question religieuse passe au second plan; la question économique elle-même s'atténue après le vote des lois agraires, des *land acts*, qui permettent aux paysans d'accéder à la propriété. Mais, de plus en plus, l'Irlande aspire à une véritable indépendance nationale; elle veut secouer le joug d'une administration étrangère, dont l'oppression l'empêche d'arriver à la prospérité qu'elle rêve. C'est aussi au XIX^e siècle que la question de l'Ulster prend une gravité redoutable. L'auteur en montre toute la complexité : l'Ulster est peuplé en majorité de presbytériens écossais, mais les catholiques sont au nombre de près de 700,000 sur une population totale d'environ 1,600,000 âmes; les comtés du Sud et surtout de l'Ouest ont beaucoup de traits communs avec le reste de l'Irlande. Aussi est-il impossible de séparer l'Ulster de l'Irlande; il y a là un problème presque insoluble.

Depuis 1894, l'agitation irlandaise tend à suivre des tendances nouvelles. D'abord, ce fut la renaissance *gaélique*, qui se proposait de faire revivre l'ancienne langue nationale, et qui a réussi à créer 1,785 écoles, fréquentées par 125,000 élèves. En 1894, le mouvement national se préoccupe de l'organisation économique : Horace Plunkett crée l'*Irish agricultural organization Society*, qui parvient à mettre sur pied 1,023 coopératives agricoles, groupant plus de 100,000 cultivateurs et faisant quatre-vingt-douze millions d'affaires. Enfin, en 1903, un *National Council*, dirigé par Arthur Griffith, élabore un nouveau groupement politique, le *Sinn Fein*, qui se donne pour but l'indépendance complète de l'Irlande : « Soyons nous-mêmes », tel est le mot d'ordre. Le *Sinn Fein*, très démocratique de tendance, s'oppose de plus en plus à l'action plus opportuniste du nationalisme parlementaire. Ainsi, qu'il s'agisse de culture intellectuelle, d'organisation économique, d'organisation politique, c'est une orientation nouvelle qui se dessine. Déjà, de 1912 à 1914, il y a quelque chose de changé en Irlande; on revient au système de la « force physique ». La responsabilité en doit être attribuée à l'orangisme ulstérien, qui, hostile au

projet de *home rule*, que la Chambre des Communes s'apprête à voter, n'hésite pas à préparer la guerre civile : dès 1912, s'organise l'*Ulster volunteers force*, qui groupe bientôt plus de 100,000 hommes et qui suscite dans l'Irlande nationaliste la création des *Irish volunteers*. En juillet 1914, la guerre civile était sur le point d'éclater. Elle fut ajournée par la guerre mondiale. Dès le début d'août, au Parlement, Sir John Redmond promet l'appui sans réserve de l'Irlande. Dans l'île, de nombreux volontaires s'engagent, qui, sur tous les champs de bataille, en Orient comme en Occident, se distinguent par leur héroïque courage. Cependant, en Irlande même, la trêve n'a été que de courte durée. L'auteur montre la déception causée par l'ajournement du bill de *home rule* et aussi l'action des Irlandais d'Amérique, qui sont en partie gagnés par la propagande germanophile. Le mécontentement grandit, le Sinn Fein devient de plus en plus actif ; une campagne s'engage contre les enrôlements ; une armée révolutionnaire s'organise. Le gouvernement ne désarme pas les « volontaires irlandais », se contente de prendre des mesures contre les journaux, les orateurs de réunions publiques, les militants. Ainsi s'explique la rébellion, qui, pendant la semaine de Pâques 1916, ensanglante les rues de Dublin ; elle gagne au Sinn Fein les sympathies populaires, qui furent encore accrues par les violences de la répression. L'opinion publique se manifeste si nettement que Lloyd George essaie de résoudre la question d'Irlande par un *settlement*, donnant l'autonomie à l'Irlande, mais en détachant l'Ulster. Sa tentative échoue, parce que les Irlandais ne veulent, à aucun prix, consentir à cette séparation. A la fin de 1917, une *Convention* est chargée de préparer un projet de constitution ; composée de quatre-vingt-quinze membres, dont quinze désignés par le gouvernement, représentant les divers partis — à l'exception du Sinn Fein qui n'avait pas voulu la reconnaître — elle siège pendant de longs mois et fit de louables efforts pour réussir ; mais elle se heurta finalement à la question de l'Ulster et à la question des douanes.

C'est en vain qu'on a de nouveau recours à la répression violente, qu'au printemps de 1918 on essaie d'établir la conscription en Irlande, qu'on arrête les principaux militants du Sinn Fein (en mai 1918), que la dictature militaire s'appesantit sur l'Irlande. L'opinion tout entière est gagnée à la cause de l'indépendance. Aux élections générales, qui eurent lieu à la fin de 1918, sur cent cinq députés, l'Irlande élisait soixante-treize *sinn feiners*, les nationalistes, de soixante-huit, étaient réduits à six : c'était la défaite radicale du nationalisme parlementaire.

Immédiatement, on organise spontanément la nouvelle république d'Irlande. M. Yann M. Goblet montre très justement toute la portée de la réunion à Dublin, en janvier 1919, du *Dail Eireann*, c'est-à-dire de l'assemblée constituante d'Irlande. Dès lors, l'Irlande prétend agir comme une nation indépendante. Elle adresse un appel aux États-Unis et invoque l'appui du gouvernement américain. Puis, elle fait porter,

par des délégués, ses revendications à la Conférence de la paix. Si celle-ci refuse d'écouter la mission, elle accepte cependant de verser dans ses archives les documents qui lui sont remis. La question est posée devant toutes les puissances du monde.

L'auteur décrit enfin les événements qui ont marqué l'année 1920, un peu trop sommairement pour notre curiosité. Mais, au moins, marque-t-il les faits les plus caractéristiques : c'est le gouvernement anglais qui, par ses mesures de répression, a ouvert l'ère de violences et provoqué l'état de guerre. Malgré la terreur qui règne dans tout le pays, la République organise une armée, institue des tribunaux auxquels seuls les justiciables peuvent avoir recours, dresse un budget, fait percevoir les impôts. L'administration anglaise ne fonctionne plus que nominalement, et la République irlandaise est un pouvoir de fait, avec lequel, à bref délai, on sera obligé de traiter. D'autre part, l'Ulster se montre irréductible, et là, c'est la guerre civile à l'état permanent.

A plusieurs reprises, M. Yann M. Goblet nous laisse entrevoir les causes profondes du mouvement qui aboutira à l'indépendance. L'Irlande a été profondément transformée par la guerre : grâce à l'arrêt de l'émigration, les jeunes gens sont plus nombreux qu'ils n'étaient ; l'agriculture a vendu à merveille ses produits, les campagnes se sont enrichies. Cette vigueur et cette prospérité ont rendu plus insupportable encore le joug de l'administration anglaise. On veut maintenir les progrès qui se sont accomplis et l'on se rend compte que l'indépendance seule peut parachever la prospérité du pays. Ces raisons économiques concordent avec les sentiments idéalistes qui animent les patriotes et contribuent à rendre irrésistible le mouvement national. Aussi voudrions-nous connaître avec précision l'état économique et social de l'Irlande contemporaine : comment est constituée au juste la propriété foncière ; quelle idée doit-on se faire de l'industrie irlandaise ; quelle est la condition des classes ouvrières ; quelle est l'importance du commerce et dans quelle mesure se trouve-t-il entre les mains des Irlandais ? Autant de questions que l'auteur pourrait nous exposer mieux que personne. Il y aurait là matière à un chapitre qu'on serait heureux de lire dans la prochaine édition de son livre. Espérons aussi qu'il nous décrira les événements plus récents, la formation de la République irlandaise, qui est maintenant un fait accompli.

Henri SÉE.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Préhistoire. — Eug. PASSEMARD. *Les stations paléolithiques du pays basque* (Bayonne, Bodiou, 1924, 218 p., 127 fig., 9 pl. et une carte; prix : 20 fr.). — Cette monographie, où l'auteur décrit, de la manière la plus scientifique, ses fouilles à l'abri Olha, près de Camboles-Bains, et à la caverne d'Isturitz, non loin d'Hasparren, est de tout premier ordre. A Isturitz, toutes les époques se succèdent les unes au-dessus des autres; aussi peut-on, en lisant ce livre si documenté et si abondamment illustré, se rendre très bien compte des conditions de climat et de vie aux temps paléolithiques (cf. surtout le chapitre III, description des restes animaux trouvés dans les fouilles). De nombreuses figures et d'excellents commentaires permettent encore, au lecteur le moins averti, de comprendre l'évolution des industries lithiques et osseuses et celle de toutes les manifestations si curieuses de l'art solutréen et magdalénien : marques de chasse, sculptures pariétales, animaux envoutés..., etc. — G. GUENIN.

— L. JOLEAUD. *Éléments de paléontologie*; t. II : *la Vie aux temps tertiaires et quaternaires* (Paris, Armand Colin, 1924, 216 p., 40 fig.; prix : 5 fr.). — On peut reprocher à l'auteur de ce petit volume de n'avoir pas cru devoir mentionner plus nettement et à sa place, dans le chapitre v, l'apparition de l'homme (à la fin du tertiaire, à la base du crag marin de Suffolk). D'autre part, il convient de renoncer aux théories basées sur la prétendue stéatopygie des figurines aurignaciennes de Brassempouy, Lespugue... et aux identifications, peut-être hâtives, faites avec les Hottentots et les Boschimans. Il s'agit, en réalité, de la représentation voulue de la maternité, très certainement l'objet d'un culte à la fin des temps paléolithiques (cf. *Bulletin de la Soc. préhistorique française*, 1924, p. 84). — Ces réserves faites, on ne peut que souscrire à la synthèse donnée sur l'homme préhistorique et recommander, tout particulièrement, les pages relatives à l'Homme de Neanderthal, représentant sans doute attardé, au milieu de l'humanité quaternaire, d'un type beaucoup plus ancien, et celles où, à la suite de Breuil, l'auteur distingue, à la fin du paléolithique, les deux civilisations méditerranéenne et atlantique. Quant aux différentes civilisations de l'époque néolithique et de l'âge du bronze, il est difficile de trouver un meilleur résumé. — G. G.

— Eug. PITTARD. *Les races et l'histoire* (Paris, la Renaissance du livre, 1924, in-8°, 620 p., 3 cartes et 6 fig. « Bibliothèque de syn-
REV. HISTOR. CXLVIII. 2^e FASC. 18

thèse historique »; prix : 20 fr.). — L'ouvrage du savant professeur à l'Université de Genève est un livre de haute probité scientifique. La première partie fait entièrement justice d'une foule d'idées erronées au sujet de ces groupements humains, que nous avons coutume d'appeler races, et qui ne sont que des « nationalités » historiques, linguistiques ou religieuses (en Europe, par exemple, les sept pays de langues latines appartiennent à cinq races différentes, p. 60). De même, si l'indice céphalique, c'est-à-dire le rapport entre la longueur et la largeur du crâne, est bien un caractère fondamental pour la classification des races, il n'a « aucune signification psychologique ou sociale », car dans le crâne qui ne change point, le cerveau n'est pas sans se modifier quelque peu. L'influence, incontestable et réelle, du milieu extérieur sur l'homme physique est, pour M. Eug. Pittard, surtout antéhistorique, et elle ne cesse d'aller toujours en diminuant. De nombreux faits viennent à l'appui de ces théories, et l'on peut encore citer, pour montrer ce qu'il faut penser des conquêtes et des colonisations anciennes, incapables de transformer les peuples, l'exemple des Wisigoths d'Espagne. « Il est assez difficile de signaler, dans la population de ce pays, des groupes qui pourraient être rattachés, par un lien anthropologique, à ces envahisseurs : les hommes de type germanique sont rares en Ibérie. »

Après ces considérations générales (p. 1-94), l'auteur aborde l'étude des races. Au cours de cette revue générale, il est facile de relever un certain nombre de faits nouveaux et qui intéressent à la fois le géographe et l'historien : les Alamans n'ont jamais appartenu à la race germanique (p. 96-101; le fait est-il bien acquis?); les Pays-Bas et l'Allemagne se partagent entre dolichocéphales et brachycéphales, de type entièrement différent (p. 207, 212, 242). Tout autour de la mer de Norvège, et au nord du 57° de latitude, apparaissent, au milieu de populations grandes et blondes, sans mélange, des gens de race adriatique, venus, sans doute, par l'Europe centrale et l'Allemagne du Sud (p. 271). Ces quelques exemples montrent l'extrême intérêt de ce livre, écrit avec une remarquable lucidité par un spécialiste qui, au cours de nombreux voyages, a travaillé sur le terrain.

En terminant, un simple reproche. Pourquoi tant de petites erreurs typographiques (p. x, hirondelles...) et des cartes aussi peu claires? L'ouvrage ne pourrait que gagner à être un peu mieux présenté.

G. G.

Histoire générale. — *Histoire générale des peuples, de l'antiquité à nos jours*, publiée sous la direction de Maxime PETIT; fasc. 1 à 8 (Paris, Larousse, in-4°, p. 1 à 96, sur deux colonnes avec 8 planches hors texte; prix : 2 fr. 50 le fascicule). — Les Histoires générales, dont la préparation se poursuivait en France depuis un temps plus ou moins long, commencent à voir le jour l'une après l'autre. Nous signalions récemment (ci-dessus, p. 109) le premier volume de celle de M. CAVAILLON; le tome I de celle dont M. SAGNAC et nous-même avons assu-

mé la responsabilité (cf. *Rev. histor.*, t. CXXX, 1919, p. 416) paraîtra d'ici quelques semaines; M. GLOTZ, qui avait laissé espérer une Histoire de l'antiquité, annonce, à son tour, qu'il transforme son ouvrage en une Histoire générale, qui ne comptera pas moins de cinquante gros volumes; et la librairie Larousse nous a réservé pour nos étrennes les premiers fascicules de son *Histoire générale des peuples* qui aura trois volumes.

En fait, sans parler de l'*Évolution de l'humanité* de M. BERR, dont les lecteurs de la Revue connaissent la haute valeur, mais qui constitue une collection et non une histoire suivie, ces entreprises parallèles visent des publics divers et sont rédigées de points de vue très différents, qui excluent, heureusement, toute idée de concurrence. M. Cavaignac semble surtout soucieux de donner aux étudiants, en douze petits volumes, une sorte de guide abrégé, fournissant des points de repère sûrs et les aidant à s'orienter à travers l'histoire des civilisations de tous les temps et de tous les pays; M. Glotz paraît préoccupé de doter nos Facultés de manuels d'enseignement supérieur, qui nous manquaient tout à fait jusqu'alors; les vingt volumes qui vont paraître sous notre direction et celle de M. Sagnac voudraient être une vue synthétique de l'histoire du monde, où chaque peuple et chaque civilisation interviendra à son rang, mais où les faits seront considérés d'ensemble, en fonction de leur importance historique réelle et durable; l'*Histoire générale des peuples*, enfin, est un tableau sommaire, mais très étudié et remarquablement illustré, de chaque civilisation envisagée à part et pour elle-même dans ce qu'elle offre de caractéristique.

Le directeur de cette dernière publication, M. Maxime PETIT, a réuni autour de lui un groupe de quarante spécialistes, offrant toute garantie de savoir, et leur a demandé un résumé, d'où l'histoire politique n'est pas exclue, tant s'en faut, mais où, jusqu'à nouvel ordre, l'histoire de la société et de la civilisation tient la première place. Les huit premiers fascicules parus sont d'excellente qualité. L'histoire de l'Égypte des Pharaons est condensée en 12 pages par M. DRIOTON; celle de la Mésopotamie en 16 pages par M. DELAPORTE, qui s'est également chargé de quatre chapitres très brefs sur les Élamites (2 pages), les Hittites (2 pages), les Israélites et les Phéniciens (6 pages), les Mèdes et les Perses (4 pages). MM. Paul MONCEAUX et V. CHAPOT consacrent une quarantaine de pages à la Grèce et M. André BAUDRILLART entame, au fascicule 8, l'histoire romaine. Il ne s'agit là, évidemment, que de simples coups d'œil jetés sur les civilisations antiques; mais l'illustration abondante, choisie avec goût et digne de tous points des autres volumes de la collection Larousse, éclaire utilement cet exposé rapide, que complètent de brèves notes bibliographiques. Nous tiendrons nos lecteurs au courant des progrès de cette publication, que l'on voudrait voir entre les mains de tous nos lycéens.

LOUIS HALPHEN.

— Albert MALET. *Nouvelle histoire universelle, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*, avec la collaboration de MM. MAQUET et GRILLET. T. II : *les Temps modernes* (Paris, Hachette, in-4°, 490 p., 21 cartes, 8 pl. en couleurs, environ six cents illustrations; prix : 75 fr.). — Il y a quelque chose d'un peu écrasant dans ce titre d'*Histoire universelle* imposé à la nouvelle édition du cours du regretté Albert Malet. Nous ne songeons nullement à contester les mérites du livre, l'un des plus vivants et des plus suggestifs qui puissent être mis aux mains de nos collégiens. Mais comment prononcer l'épithète d'*universelle* à propos d'une histoire écrite d'un point de vue strictement européen, surtout français, et où les autres parties du monde n'interviennent qu'à l'heure et dans la mesure où elles influent sur les destinées de notre petit continent?

Le texte de Malet a été à peu près intégralement reproduit, en conservant les cadres qui convenaient mieux à l'enseignement secondaire qu'à un ouvrage scientifique. C'est ainsi que Calvin (dont le prénom est oublié) figure immédiatement à la suite de Luther, et il faut attendre le récit des guerres de religion pour apprendre qu'il y eut une réforme française précalvinienne. Cela n'est pas aussi absurde que les nouveaux programmes de la classe de troisième (voir *Revue historique*, t. CXLVI, p. 155), mais c'est déjà d'une fantaisie un peu aventureuse. De même les premières compagnies de commerce de la fin du XVI^e et du début du XVII^e siècle n'apparaissent qu'à propos des conflits anglo-français au milieu du XVIII^e. Ajoutons que les quelques retouches qui ont été faites pour habiller certains passages à la mode du jour n'ont pas toujours été heureuses. P. 68, Malet, énumérant les États possédés en 1519 par le futur Charles-Quint, avait écrit qu'ils correspondaient, entre autres, « à l'Autriche ». On a cru bien faire de corriger : « à l'Autriche et à la Tchéco-Slovaquie », sans s'apercevoir que le Habsbourg ne sera roi de Bohême et que la Slovaquie, dépendance de la couronne de saint Étienne, ne lui appartiendra qu'en 1526.

Ce qui fera le succès mérité du volume, c'est son illustration. Établie par MM. Perreux et Marchesné, elle est faite à peu près uniquement avec des documents contemporains des événements. Cette collection de gravures constitue donc un album historique de premier ordre indispensable au lecteur qui veut se représenter les hommes, les scènes, les objets du passé tels qu'ils furent, ou du moins tels que les gens d'alors se les sont représentés. Cela est excellent à peu près de tout point. On regrettera seulement que les petites notices explicatives rappellent un peu trop, par leur fausse et banale précision, celles des revues mondaines. Elles sont émaillées de trop nombreuses coquilles (p. 18, XIV^e pour XVI^e; p. 287, Bossuet, « chef de l'Église anglicane »; p. 332, « a grave of same » pour « shame »). Quelques inexactitudes à propos des cartes (p. 268, 407, 419). On s'étonnera d'apprendre que Palissy fut un « modeste artisan du midi de la France ». Et puisque Malet ne fait aucune allusion aux controverses

sur Shakespeare, pourquoi en parler au bas du portrait du grand Will (p. 113) et encore au bas de celui de Bacon (p. 282)? H. Ha.

— Arthur Percival NEWTON. *Federal and unified constitutions; a collection of constitutional documents for the use of students* (Londres, Longmans, 1923, 1 vol. in-8°, VIII-444 p. University of London historical series; prix : 15 sh.). — On sera reconnaissant à l'auteur d'avoir réuni en un volume des textes constitutionnels qu'on ne peut consulter que dans des collections séparées; il aura ainsi rendu un grand service, non seulement aux étudiants et aux professeurs, mais aux historiens. — Il s'agit uniquement de documents relatifs aux constitutions fédérales et aux unions législatives. La première forme fédérative que l'on trouve, ce sont les confédérations d'États, telles que la Ligue perpétuelle entre les cantons forestiers de la Suisse de 1291, et l'Union d'Utrecht entre les Provinces-Unies des Pays-Bas de 1579. L'exemple des États-Unis montre comment on a pu passer de la Confédération d'États (*Staatenbund*) à l'État fédéral (*Bundesstaat*); les articles de la Confédération du 15 novembre 1777 répondent au premier type; la Constitution des États-Unis de 1787, au second¹. Un autre exemple caractéristique, c'est celui de l'Allemagne : au premier type répond la Confédération germanique; au second, les constitutions de la Confédération de l'Allemagne du Nord de 1867, de l'Empire de 1871, enfin du *Reich* républicain de 1919. Dans le recueil on trouvera encore les textes des différents actes constitutionnels relatifs à la Suisse, de la Constitution des États-Unis du Brésil de 1891.

Un autre groupe important de documents a trait aux unions législatives, qui ont constitué les *dominions* anglais (Canada, Australie, Afrique du Sud). Cette forme constitutionnelle est particulièrement intéressante, et M. Newton a eu encore l'heureuse idée de joindre aux textes de ces constitutions quelques discours d'hommes politiques, tels que l'attorney général Macdonald et le secrétaire d'État comte de Carnarvon, qui nous font encore mieux comprendre le sens de la constitution canadienne de 1865². — Le recueil est précédé d'une introduction substantielle et instructive. H. SÉE.

— C.-J. GIGNOUX. *L'après-guerre et la politique commerciale* (Paris, Armand Colin, 1 vol. in-8°, 200 p.; prix : 6 fr.). — Les historiens auront intérêt à lire ce volume, qui expose avec beaucoup de précision et de netteté les conséquences de la guerre sur le commerce international. L'auteur montre les perturbations désastreuses produites sur ce domaine par la guerre. Il étudie successivement la politique commerciale de la France, celle des alliés et des neutres, la politique des nouveaux États et celle de l'Allemagne. L'appauvrissement gé-

1. On trouvera dans le volume le texte de la Déclaration d'indépendance, de 1776, et le texte des amendements à la Constitution.

2. On nous donne aussi le discours de Joseph Chamberlain, lors de l'établissement du *Commonwealth* d'Australie (mai 1900).

ral de l'Europe, produit par la guerre, pèse lourdement sur les vainqueurs comme sur les vaincus, même sur l'Angleterre, que sa crise industrielle incline vers une politique protectionniste répudiée depuis trois quarts de siècle. Une autre conséquence, c'est la tendance des divers pays à tout produire chez eux. M. Gignoux conclut qu'« un minimum d'entente internationale » est nécessaire pour rétablir l'ancien équilibre; ses idées, à cet égard, se rapprochent de celles que M. Henri Hauser a si heureusement exposées dans sa *Nouvelle orientation économique*; le particularisme, « presque partout triomphant », doit être combattu. Il faut aussi résoudre les questions des réparations et des dettes interalliées, qui pèsent si lourdement sur la crise des changes. En un mot, à l'anarchie qui règne dans les relations économiques internationales, il faudrait substituer une organisation rationnelle.

H. S.

France. — *Le roman de Jean de Paris*, renouvelé par Jean MARCHAND (Paris, H. Piazza, [1924,] in-16, x-255 p.; prix : 15 fr.). — A peine avions-nous annoncé la nouvelle édition que M^{me} Wickersheimer vient de donner du *Roman de Jehan de Paris* (voir *Rev. histor.*, t. CXLVII, p. 111) que nous recevions de M. Jean Marchand une charmante adaptation en français moderne de cet agréable petit conte. Le volume, imprimé avec un luxe de bon aloi et agrémenté de jolies reproductions de gravures et de vignettes du XVI^e siècle, sera fort apprécié des lecteurs que rebuterait la langue de l'original, qui est de l'extrême fin du XV^e siècle. Le « renouveleur » avoue qu'il a pris quelques libertés avec l'original; il semble qu'à l'ordinaire il l'ait fait avec discrétion. Tout de même il a peut-être poussé de-ci de-là un peu loin son désir d'atténuer le mot cru. Mais c'est un excellent début, qui témoigne d'un goût délicat.

L. HALPHEN.

— Henri SÉE. *La vie économique et les classes sociales en France au XVIII^e siècle* (Paris, Félix Alcan, 1924, in-8°, 231 p.; prix : 15 fr.). — M. Henri Sée, à qui nous devons tant de travaux intéressants sur l'histoire économique de l'ancien régime, a réuni dans ce volume huit études : quatre sur l'agriculture et quatre sur les classes sociales en France à la fin du XVIII^e siècle. — Les premières traitent de l'activité des sociétés d'agriculture, des tentatives faites pour restreindre la vaine pâture et pour partager les communaux, enfin de la mise en valeur des terres incultes par défrichement ou assèchements. Elles font comprendre pourquoi l'administration royale, très désireuse de développer l'agriculture en France, n'y a que médiocrement réussi. Nous y voyons comment tous les efforts des propriétaires privilégiés pour accroître la superficie des terres cultivées ont échoué devant l'opposition des petits propriétaires paysans, trop pauvres pour renoncer à la vaine pâture et à leurs droits d'usage sur les communaux. Ce sont précisément ces tentatives et ces résistances qui ont créé, entre propriétaires privilégiés et paysans, dans les dernières années de l'ancien régime, un état d'antagonisme violent.

Parmi les quatre études sur les classes sociales, deux sont particulières à la Bretagne : elles traitent du « rôle de la bourgeoisie bretonne à la veille de la Révolution » et des « classes sociales à Rennes au XVIII^e siècle ». Dans les deux autres, M. Sée étudie « les classes ouvrières et la question sociale à la veille de la Révolution » et « la notion des classes sociales chez Turgot ». Il en tire cette conclusion, déjà esquissée dans un article publié ici même (t. CXLIV, p. 187), qu'à la veille de la Révolution la petite industrie est encore prédominante en France. Le capitalisme industriel existe à peine; seul le capitalisme commercial commence à jouer un rôle dans la vie économique du pays : il est représenté par les négociants qui, en Normandie par exemple ou dans le Nord, dirigent la production industrielle rurale et réduisent peu à peu à la situation de salariés des artisans jusqu'alors indépendants. On s'explique ainsi qu'en 1789 ce soit la question paysanne qui se pose, et non pas encore la question ouvrière, et qu'il ait fallu toute la pénétration d'un Turgot pour comprendre, dès la fin de l'ancien régime, le rôle qu'allait jouer le capital dans l'antagonisme des classes sociales et pour ouvrir ainsi la voie aux futurs théoriciens du socialisme.

G. PAGES.

— *Correspondance générale de J.-J. Rousseau*, collationnée sur les originaux, annotée et commentée par Théophile DUFOUR, t. II (Paris, Armand Colin, 1924, in-8°, viii-400 p., avec 6 planches hors texte; prix : 25 fr.). — Le tome II de la *Correspondance de Rousseau*, publiée par M. Th. Dufour, paraît à peu d'intervalle du tome I (cf. *Rev. histor.*, t. CXLVII, p. 159). Les pièces qui le composent couvrent la période de mai 1751 à février 1757; elles correspondent à la seconde partie du livre VII et au début du livre VIII des *Confessions*. Une quarantaine de textes inédits y figurent, ainsi qu'un grand nombre de lettres qui, jusqu'ici, n'avaient jamais été incorporées dans la *Correspondance*. Un index des noms propres cités dans les deux premiers tomes en rend la consultation facile. Tous les Rousseauistes, et plus généralement tous les historiens du XVIII^e siècle, seront heureux de voir que la publication d'un aussi précieux instrument de travail se poursuit avec régularité.

G. P.

— Louis DUCROS. *La société française au XVIII^e siècle, d'après les mémoires et correspondances du temps* (Paris, Hatier, 1922, 1 vol. in-8°, viii-391 p.). — C'est, sous une forme modeste, un ouvrage utile que nous donne M. Ducros, bien connu par d'excellents travaux sur l'histoire de la littérature et des idées au XVIII^e siècle. En dépit du titre, il ne s'en est pas tenu uniquement aux mémoires et aux correspondances; il a consulté d'autres sources, et il suffit de parcourir sa bibliographie pour voir qu'il est familier avec nombre d'ouvrages d'histoire. Une première partie est consacrée à Versailles; l'auteur y étudie la cour et la noblesse d'épée; une seconde à Paris, dans laquelle il passe en revue la vie journalistique, les gens de robe, les financiers, les bourgeois, les médecins, le peuple. Dans la troisième (la province), il

consacre d'intéressants chapitres au haut clergé, aux gentilshommes campagnards, aux paysans, à la vie de société. Une quatrième partie traite de l'esprit public. En un mot, c'est un ouvrage de bonne foi, composé sans parti pris, et dont les conclusions semblent toujours fort judicieuses; ainsi, le véritable rôle politique des Parlements a été bien compris et bien mis en lumière. Sans doute, les sources dont l'auteur s'est servi ne lui permettaient pas d'étudier les faits économiques, seuls capables de nous expliquer réellement l'évolution des classes sociales. Mais tel n'était pas son dessein. N'empêche que son volume sera consulté avec fruit par les historiens; ce qui ajoute encore à son agrément, ce sont les nombreuses illustrations empruntées à des tableaux et gravures du temps.

H. S.

— Paul LOUIS. *Le syndicalisme français, d'Amiens à Saint-Étienne, 1906-1922* (Paris, Félix Alcan, Bibliothèque d'histoire contemporaine, 1924, in-18, 235 p.; prix : 10 fr.). — Excellent manuel de l'histoire du syndicalisme de 1906 à 1922, qui fait suite au précédent ouvrage du même auteur sur le syndicalisme français de 1789 à 1906. On y voit nettement indiquées les tendances du mouvement depuis la « Charte » d'Amiens, qui semblait régler les conditions de l'activité syndicale, jusqu'au Congrès de Saint-Étienne, du 25 au 30 juin 1922, qui constata la scission des syndicalistes français, groupés désormais dans les deux organismes de la C. G. T. et de la C. G. T. U. Sans la moindre déclamation, en faisant simplement parler les textes et les chiffres, M. Paul Louis nous initie aux fluctuations d'un mouvement dans lequel se reflètent les divers aspects de la vie économique française et se répercutent les conditions matérielles et morales du monde moderne. Il est regrettable qu'il n'ait pas donné une bibliographie des ouvrages, tracts, journaux qui lui ont servi à composer son livre, ni dressé une table alphabétique des organismes fédéraux ou syndicaux que comprend le mouvement ouvrier français. L'introduction, moins « papillote » que le reste de l'ouvrage, insiste avec raison sur les modifications substantielles de l'économie française depuis la guerre mondiale.

Georges BOURGIN.

— Jean RÉGNÉ. *La civilisation cistercienne en Vivarais au moyen âge : abbayes de Mazan et des Chambons* (Ligugé, 1925; extrait de la *Revue Mabillon*; 30 p.). — Après avoir publié, pour les érudits, une longue analyse du *Cartulaire de Mazan* et un catalogue détaillé des actes de l'abbaye des Chambons, l'auteur de l'*Histoire du Vivarais* consacre une substantielle et vivante étude à l'histoire de ces deux abbayes qui furent, entre le XII^e et le XV^e siècle, parmi les plus considérables du diocèse de Viviers. Les moines se firent les auxiliaires agissants de la politique capétienne; mais surtout grands défricheurs de landes, grands éleveurs de troupeaux, grands forestiers, ils furent d'incomparables ouvriers de la civilisation au moyen âge.

L. VILLAT.

— Louis BORNE. *Les sires de Montferrand, Thoraise, Torpes, Corcondray aux XIII^e, XIV^e et XV^e siècles*. Essai de généalogie et d'histoire d'une famille féodale franc-comtoise (Besançon, Jacques et Demontrond, 1924, in-8°, xxvi-902 p., 32 pl. phot.). — Il y a quelque chose de touchant dans l'histoire de ce beau et gros volume. Son auteur, M. Borne, est un modeste et dévoué instituteur du Doubs. Installé depuis de longues années à Boussières, le chef-lieu du canton dont font partie les villages, voisins les uns des autres, de Montferrand, Torpes et Thoraise, il s'avisa, il y a de longues années, de retracer l'histoire de cette localité ancienne, pittoresquement située au-dessus de la vallée du Doubs, et dont la vieille église est encore précédée d'un porche fort curieux. Mais écrire l'histoire d'un village, c'est nécessairement s'intéresser aux faits et gestes des seigneurs qui, séculièrement, ont dominé les hommes et les terres du finage. Ces seigneurs, en l'espèce, étaient les sires de Montferrand, féodaux de grande race, apparentés aux comtes de Bourgogne, et dont sortirent les sires de Thoraise, de Torpes et de Corcondray. Désireux de se documenter sur ces personnages importants, M. Borne recourut tout naturellement aux historiens et aux généalogistes qui en avaient parlé. Hélas ! il ne fut pas long, comme il avait l'esprit critique et précis, à s'apercevoir que les notices des uns et des autres n'étaient qu'une série invraisemblable d'erreurs et de confusions. Dunod se trompe ; l'abbé Guillaume trompe ; les modernes, sans contrôle, répètent les sottises et les bévues de leurs devanciers ; ils en ajoutent parfois, à la légère, même (ou surtout) quand ils s'appellent Ulysse Robert et qu'ils édifient, à coup de fiches mal prises, ces gros recueils qui n'en imposent qu'aux ignorants par leur apparente méthode. Logique, M. Borne recourut au vrai, au seul parti qui s'imposât. Il laissa de côté le fatras des imprimés douteux et recourut directement aux documents. Par centaines, les chartes attendaient, aux archives du Doubs, à la bibliothèque municipale de Besançon, dans le chartrier d'Arlay, en dix autres dépôts de moindre importance, le curieux avisé qui, les déchiffrant et les utilisant, se fonderait sur elles pour rétablir « l'histoire vraie » de seigneurs dont nous n'avions jusqu'à présent qu'une légende fautive. Donnant un bel exemple d'énergie et de volonté, M. Borne apprit, sans leçons et à peu près sans guide, tout ce qu'il ne savait pas : le latin des chartes, leur langage technique, ce qu'il fallait de paléographie et de diplomatique pour en tirer parti... De là, ce livre probe et consciencieux — solide, puisqu'il repose uniquement sur des chartes ; un peu aride, sans doute, puisqu'il ne nous donne que de l'histoire généalogique, semble-t-il ; mais dans les chartes qu'a retrouvées, classées, utilisées et publiées l'auteur, que d'indications précieuses pour l'historien des institutions et des mœurs ! Je ne jurerais pas qu'un paléographe exigeant ne trouverait pas à redire, par-ci par-là, sur un certain nombre de transcriptions. Mais l'ensemble est d'un réel intérêt. Le texte proprement dit occupe les 386 premières

pages de l'ouvrage. Les preuves — elles sont au nombre de 429 — ne tiennent pas moins de 460 pages compactes. On ne pourra plus faire d'étude sérieuse sur la Comté médiévale sans recourir au travail de ce modeste instituteur qui a donné un si bel exemple de probité intellectuelle et de labeur intelligent. On l'a du reste compris dans son entourage. C'est grâce à divers concours qui lui sont venus, de la part du Conseil général du Doubs, de divers amateurs éclairés, de l'Académie de Besançon et même d'industriels de la région (le livre est imprimé sur du beau papier offert à l'auteur par les papeteries de Torpes), que ce méritoire ouvrage a pu paraître sous la forme très séduisante qu'il revêt : trente-deux planches photographiques de toute beauté illustrent remarquablement le texte ; une table générale très soignée des noms de lieux et de personnes le rend facile et utilisable. C'est un bon livre, digne de servir d'exemple. — Lucien FEBVRE.

— Ivan GAUSSEN. *Les foires et les marchés de Sommières en Languedoc depuis leurs origines jusqu'à la Révolution* (Nîmes, Chastanier, 1921, in-8°, 256 p.). — Beaucoup d'inexpérience, un irrespect de la langue française et même de la grammaire qui dépasse la mesure permise à un docteur en droit, un style puéril (dès la première page, on cite de feu Huvelin « son histoire remarquable sur les foires »). Avec cela, des recherches intéressantes sur cette petite ville dont sa position faisait un marché. La décadence d'Aiguesmortes entraîna celle de sa voisine, et l'histoire de la multiplication des foires de Sommières au xvi^e siècle (il y en eut jusqu'à six) est celle d'un effort désespéré, mais peu efficace, pour reconquérir une prospérité perdue. Les guerres religieuses des xvi^e et xvii^e siècles consommèrent la ruine de Sommières. Il reste un marché agricole (grains, vins, bétail, huiles) et une petite bourgade industrielle (fabriques de molletons), qui demeure attachée au travail libre, tandis que la campagne, contrairement à ce qui se passe en d'autres régions, est soumise à une jurande. P. 74, un graphique des prix du blé pour 1696-1717, 1729-1736 et 1778-1789. Les famines s'y inscrivent nettement. Quelques pièces sur les foires.

H. HR.

— Chanoine Jean VAUDON. *Histoire générale de la communauté des Filles de Saint-Paul de Chartres. Des origines à 1800* (Paris, Pierre Téqui, 1922, in-8°, xx-524 p., avec 18 illustrations hors texte ; prix : 12 fr.). — Le livre de M. le chanoine Vaudon est, avant tout, une œuvre d'édification. La préface, d'ailleurs, le proclame. Il est, d'autre part, écrit selon les pures méthodes de l'histoire romancée : des descriptions lyriques ornent le récit, et, pour nous faire connaître la vie et les sentiments des Filles de Saint-Paul, l'imagination de l'auteur supplée volontiers aux insuffisances des documents. Du moins trouvons-nous ici, parmi les effusions pieuses, une histoire complète d'un ordre charitable et hospitalier, qui, né seulement à la fin du xvii^e siècle, a pris une grande extension au xviii^e. Contentons-nous

de marquer les étapes : l'origine, c'est, en 1694, une communauté de Filles, fondée à Levesville-la-Chenard, en Beauce, par un simple curé, tout pénétré de l'esprit charitable de Vincent de Paul, M. Chauvet. En 1708, l'évêque de Chartres, Godet des Marais, transporte les Filles de leur village à la ville épiscopale et leur donne pour directeur Claude Maréchaux, chanoine théologal de Notre-Dame de Chartres. Les Filles de Saint-Paul ouvrent de petites écoles, soignent les malades, d'abord à Chartres, puis dans tout le pays chartrain et jusqu'à Dreux et à Mantes. En 1727, quatre Filles partent pour Cayenne : la mission de Guyane était fondée. D'autres missions s'installent à Port-Louis dans l'île de France en 1770, à Saint-Denis de l'île Bourbon en 1775. La communauté avait pris un développement considérable, par le nombre et la diversité de ses établissements, lorsqu'elle eut à subir « la tourmente révolutionnaire », que racontent les trois derniers chapitres. Un second volume en poursuivra l'histoire jusqu'à nos jours. — G. P.

— Jean DE LA MONNERAYE. *Le régime féodal et les classes rurales dans le Maine au XVIII^e siècle* (Paris, Recueil Sirey, in-8°, 1922, 152 p.; extrait de la *Revue historique du droit français*). — Si, depuis longtemps au XVIII^e siècle, la féodalité n'existait plus dans le Maine en tant que fait politique, le régime de la propriété continuait à y être, comme dans le reste de la France, tout féodal. C'est ce régime, en particulier celui des terres nobles et de leur mouvance, que M. de La Monneraye étudie, en se plaçant aux derniers temps de l'ancienne monarchie. Il passe en revue la composition du fief, les droits de justice qui y sont attachés, les redevances et monopoles dont jouissent encore les seigneurs; il cherche enfin à déterminer la portée du régime féodal et la mesure dans laquelle il s'était aggravé au cours du XVIII^e siècle. L'étude montre à quel point les conditions variaient à l'intérieur même d'une province de moyenne étendue, comme le Maine, à quel point aussi il est difficile de conduire les recherches jusqu'à des conclusions précises. Il faut renoncer à se rendre compte de la répartition de la propriété foncière entre les différentes classes sociales, à la veille même de la Révolution. Quant aux droits féodaux, devenus plus lourds dans quelques régions, ils semblent, au contraire, s'être allégés dans d'autres; on ne peut affirmer que, dans l'ensemble, le régime féodal se soit sensiblement aggravé dans le Maine. — G. P.

— Jean CHOLEAU. *L'expansion bretonne au XX^e siècle* (Paris, Champion, 1922, in-8°, 234 p., 9 cartes et graphiques, 27 tableaux, 3 planches hors texte; prix : 15 fr.). — Étude documentaire très soignée sur le mouvement de la population dans les départements armoricains, natalité et mortalité, migrations intérieures en Bretagne, émigration bretonne dans le reste de la France et hors de France (émigration temporaire ou permanente), notamment au Canada. Nous n'avons pas à discuter les conclusions pratiques de l'auteur. Ce qui importe à l'historien, ce sont les résultats : le nombre des Bretons

recensés à Paris de 88,000 en 1891 passe à 119,000 en 1901; il y a une sorte d'invasion pacifique des Bretons en Normandie depuis le milieu du XIX^e siècle; la seule ville du Havre en renfermerait de 35 à 40,000; même mouvement vers les départements qui forment la bordure orientale du massif armoricain. Échec des tentatives de transplantation en Gascogne et dans l'Afrique du Nord. H. HR.

Allemagne. — Marcel AUBERT. *L'art religieux en Rhénanie* (Paris, Société générale d'imprimerie et d'édition et Auguste Picard, 1924, in-8°, 414 p., avec illustrations nombreuses dans le texte et 18 pl. hors texte; extrait du *Congrès archéologique de Rhénanie*. 1922). — Ce n'est qu'un guide à l'usage des archéologues, mais un guide qui n'a rien de la sécheresse habituelle à ce genre d'ouvrages. M. Aubert, en décrivant les principaux monuments religieux de Trèves, Laach, Andernach, Mayence, Spire, Worms, Limbourg-sur-Lahn, Bonn, Schwarzhof, Cologne et Aix-la-Chapelle, n'a jamais perdu de vue qu'entre l'archéologie et l'histoire les points de contact sont nombreux. De l'antiquité, les architectes et décorateurs romans ont retenu une technique souvent remarquable. Mais plus profonde et plus durable a été l'influence exercée par l'art carolingien, qui s'exprimait de si parfaite façon à la cathédrale d'Aix-la-Chapelle, avant les transformations considérables subies par ce monument; et c'est de l'art carolingien que procèdent plusieurs œuvres caractéristiques des XI^e et XII^e siècles, auxquelles M. Aubert a réservé d'excellentes pages, comme l'abbatiale de Laach. Le XII^e siècle marque cependant déjà un tournant de l'histoire de l'art rhénan : les rapports entre l'Allemagne et la Lombardie se faisant chaque jour plus étroits sous les Hohenstaufen, l'art lombard rayonne jusque sur les bords du Rhin : par exemple, à Spire, à Worms, à Mayence, à Bonn, ou à l'église de Sainte-Marie-au-Capitole de Cologne. Puis, au XIII^e siècle, c'est l'influence de la France qui se fait prédominante : à Laach, à Limbourg-sur-Lahn, à Trèves, où un architecte champenois est même appelé vers 1250 pour bâtir l'église Notre-Dame, ou bien à Cologne, dont la cathédrale est « toute française ». Il faut suivre dans son livre l'histoire de cette pénétration, à laquelle, d'ailleurs, l'art roman indigène offre une résistance tout à fait digne de remarque. L. HALPHEN.

Belgique. — *Correspondance de Bonaventure Vulcanius pendant son séjour à Cologne, Genève et Bâle (1573-1577)*, publiée et annotée par H. DE VRIES DE HECKELINGEN (La Haye, M. Nijhoff, 1923, in-8°, xv-562 p., 5 tables. Voir plus haut, p. 77). — L'éditeur nous a donné déjà un volume et nous en annonce un second sur *Genève pépinière du calvinisme hollandais*. Il a trouvé, surtout à la bibliothèque universitaire de Leyde, la correspondance de l'helléniste belge De Smet (en latin *Vulcanius*), né à Bruges, étudiant à Louvain et à Cologne, bibliothécaire des Mendoza à Burgos et à Tolède. De nouveau à Cologne, d'où il s'enfuit à la suite d'une aventure galante, on

le retrouve à Genève, puis à Bâle. Il en partira en 1577 pour devenir secrétaire de Marnix, puis professeur à Leyde, où il meurt en 1614. Les 128 lettres ou minutes de lettres de Vulcanius ici publiées le montrent plus préoccupé des questions philologiques, des nouvelles de la république des lettres que des affaires du temps et des problèmes religieux. Les lettres de ses correspondants (nos 129-242), les imprimeurs Henri Estienne (dont le portrait n'est pas flatté), Christophe Plantin et Commelin, le médecin Joseph Du Chesne, Jean de Serres, de Bèze, Rehdiger, Goulart (dont les nombreuses lettres viennent compléter les recherches de M. Chester Jones), Lambert Daneau, Rodolphe Gualter, etc., sont également pleines de renseignements littéraires; cependant, quelques-uns d'entre eux, surtout ceux qui habitent Genève (au premier rang Daneau) et Zurich (Gualter), transmettent soigneusement à Vulcanius les nouvelles de France et des Pays-Bas. Sur le rôle de Damville dans le Languedoc, sur les États de Blois et la formation de la Ligue, on peut glaner quelques indications. M. de Vries annote ses textes avec soin. Cependant, quelques erreurs sont à relever. P. 322, « Agilam maritimum oppidum » ne saurait être Aigueperse ni Pulzolum Pouzzoles. P. 369, à Calvetonius, dire qu'il s'agit d'Urbain Chauveton (*Fr. prot.*, t. IV, p. 263). De même pour Gardesy (p. 364), renvoyer à *Fr. prot.*, t. VI, p. 835.

H. HR.

— Richard KÖRPERICH. *Les lois sur la mainmorte dans les Pays-Bas catholiques* (Louvain, 1922, in-8°, xv-287 p.; prix : 15 fr.).

— M. Richard Körperich avait entrepris, au Séminaire historique de l'Université de Louvain et sous la direction de M. le chanoine Cauchie, l'étude de la propriété ecclésiastique aux Pays-Bas. Il en a tiré cette dissertation, à laquelle il doit le titre de docteur en droit canon. Celle-ci a surtout pour but de faire connaître la législation du XVIII^e siècle, dans les Pays-Bas catholiques, en matière de propriété ecclésiastique, et particulièrement l'édit de 1753, qui y fut la première loi générale sur la mainmorte. Mais M. Körperich ne s'en est pas tenu là. Il a, en réalité, étudié l'évolution générale de la législation monarchique aux Pays-Bas, depuis le moyen âge jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, en ce qui concerne la quadruple question de l'amortissement, de l'érection des établissements de mainmorte, de l'acquisition par ceux-ci de biens immeubles, enfin de l'acquisition de biens meubles ou de rentes rachetables : c'est par là que son travail relève de l'histoire. La monographie de M. Körperich, qui a pour bases solides les recueils des anciennes lois et coutumes de Belgique, les fonds de la chancellerie autrichienne des Pays-Bas, ceux du Conseil d'État, du Conseil privé et de la Chambre des comptes, élucide un ensemble de questions importantes et qui n'avaient pas été étudiées jusqu'ici.

G. P.

Grande-Bretagne. — La série des *Calendars* s'est enrichie en 1924

des volumes suivants : 1° *Calendar of the fine rolls*, t. VIII, 1368-1377 (Londres, H. M' stationary office, 577 p.; prix : 2 l. st.). Sur ces rôles étaient consignées toutes les sommes d'argent offertes au roi pour obtenir la jouissance de terres, d'offices, d'exemptions, de privilèges et autres marques de la faveur royale et aussi pour faire transcrire ou renouveler les chartes et les concessions royales. Le présent tome se rapporte aux dix dernières années d'Édouard III qui correspondent à la rupture du traité de Brétigny et à la reprise de la guerre franco-anglaise; aussi voit-on le roi d'Angleterre ordonner de séquestrer les biens possédés dans son royaume par des abbayes françaises. Un assez grand nombre de ces abbayes, appartenant pour la plupart à la Normandie, figurent donc dans le volume, avec le chiffre des revenus confisqués sur ces « alien priories ». Par contre, on apprend aussi à connaître les mesures prises par Édouard III pour développer le commerce de Calais, la belle conquête de sa jeunesse. L'Index est une table à la fois des noms propres et des noms de choses : sous les mots : « Council » et « King's Council », « services », « subsidy », « taxation », « woods », par exemple, on trouve beaucoup de renvois utiles pour l'histoire administrative et économique. L'auteur de ce *Calendar* est M. M. C. B. DAWES. — 2° *Calendar of the patent rolls. Edward VI*. Deux volumes préparés par M. R. H. BODIE (iv-420 et 433 p.; prix de chacun : 1 l. 10 sh.); ils se rapportent aux trois premières années du nouveau règne : 1547-1549. A cette époque, les lettres patentes, scellées du grand sceau, servaient surtout pour les concessions ou confirmations de franchises, d'offices, de privilèges, de terres et tenures. Dans les considérants, après l'exposé des motifs pour lesquels était faite la donation, l'acte énumère les terres concédées avec les noms des anciens propriétaires, les dépendances, les revenus et les avantages qui en dépendaient, détails infiniment précieux pour l'histoire de la propriété foncière qui, sous les règnes de Henri VIII et de ses enfants, a subi de si profondes modifications. Un motif souvent allégué est que le roi veut « fortifier sa noblesse »; voyez par exemple l'énorme quantité de terres et d'avantages de toute sorte concédés par le jeune prince à son oncle le duc de Somerset, le 28 juillet 1547, « en considération des services qu'il avait rendus au roi son père et à lui-même »; l'analyse de la charte ne remplit pas moins de quinze pages très compactes (t. I, p. 118-133). — 3° *Calendar of State papers. Colonial series. America and West Indies, 1710-1711*, par Cecil HEADLAM (xlix-684 p.; prix : 2 l. st.). Ce volume touche très directement la France, puisqu'il y est question du gouverneur du Canada, le marquis de Vaudreuil, de la guerre d'Acadie et de la prise de Port-Royal par les Anglais, qui s'empressèrent de donner de nouveaux noms au pays appelé désormais Nouvelle-Écosse et à sa capitale nommée Annapolis en l'honneur de la reine d'Angleterre. On lira avec intérêt le poignant récit d'un voyage accompli à travers un pays alors à peu près désert et pendant un hiver rigoureux par le ma-

jour Livingston, chargé de porter à Vaudreuil une lettre et un ultimatum (n° 673, p. 371-386). Pour les Indes occidentales, les colonies anglaises et les « Plantations », le volume est plein de renseignements sur le commerce, la piraterie, l'achat des terres, l'émigration (le plus souvent forcée), les rapports avec les Indiens, les conflits entre les colons et les fonctionnaires royaux. Dans les Iles-sous-le-Vent, un gouverneur irascible et cruel, Parke, est assassiné le 7 décembre 1710 par des bandes organisées, et le crime resta finalement impuni (n° 674, p. 386-395). L'inventaire a été conçu et exécuté sur un plan tellement vaste qu'au lieu d'être une simple analyse des documents, il en reproduit parfois tout au long le texte. Personne, d'ailleurs, ne se plaindra d'une telle surabondance. Inutile de signaler l'Index général, qui occupe un peu plus de cent pages.

Ch. B.

— En attendant la fin du grand Dictionnaire de la langue anglaise que publie le Clarendon Press, deux abrégés en sont donnés par les frères FOWLER : l'un *Concise Oxford dictionary*, dont un onzième tirage a été mis en vente en 1923; l'autre, qui vient de paraître : *The Pocket Oxford dictionary of current English* (Oxford, at the Clarendon Press, 1924, in-32, xvi-1,000 p.; prix : 3 sh. 6 d.). — Pour un livre de poche, il a fallu sacrifier l'histoire de chaque mot et des formes verbales, l'étymologie, etc.; mais la nomenclature est aussi riche que possible. Deux appendices sont réservés : l'un aux abréviations, dont les Anglais font un usage si varié, l'autre à la prononciation des mots français qui ont trouvé droit de cité dans la langue anglaise; exemple : « Madelon, french soldiers' song in great war; cf. Tipperary. » — Dans le même temps a paru *A concise etymological dictionary of modern English*, par M. Ernest Weekley (Londres, Murray, 1924, in-8°, xx-984 p.; prix : 7 sh. 6 d.), précédé d'une brève introduction sur les divers éléments ethniques qui sont entrés en composition dans le vocabulaire de la langue anglaise. On ne trouvera dans le volume ni « Madelon » ni « Tipperary ».

Ch. B.

Grèce. — Nous avons reçu : la *Question des réfugiés en Grèce*, par le Dr DOXIADÈS, ancien ministre de l'Assistance publique en Grèce, conférence donnée le 22 avril 1924 à Paris (Soc. générale d'imprimerie et d'édition, in-8°, 20 p.), et la *République en Grèce*, par M. Léon MACCAs, chef du service de presse à la légation de Grèce à Paris, conférence donnée au même lieu le 22 mai (Bruxelles, René Van Sulper, in-8°, 19 p.).

Ch. B.

Italie. — *Archivio Muratoriano. Studi e ricerche in servizio della nuova edizione dei « Rerum italicarum scriptores »* di L. A. Muratori, n° 22 (Bologna, Zanichelli, 1922, in-4°, p. 585 à 672; prix : 35 lires). — On sait que M. Fiorini, directeur de la grande réédition des *Rerum italicarum scriptores* de Muratori, préside aussi à la publication d'un recueil d'études préparatoires à cette réédition, qui paraît de temps à autre sous le titre d'*Archivio Muratoriano*. Le 22° fas-

cicule de ce recueil renferme une importante étude de M. Roberto CESSI (p. 587-641) sur les sources de la continuation de la Chronique de Prosper d'Aquitaine dite *Continuatio Hauniensis*, laquelle est relative à l'année 641, mais est complétée par des additions curieuses pour l'histoire des v^e, vi^e et vii^e siècles. Le texte de l'ensemble est reproduit de nouveau à la suite de son étude par M. Cessi d'après le manuscrit unique de Copenhague. M. L.-A. BOTTEGHI se propose de démontrer, en une quinzaine de pages (p. 645-661), que Bernardo Maragone est bien l'auteur des Annales de Pise, et M. E. CARUSI décrit brièvement (p. 663-667 et un fac-similé) un manuscrit de l'*Historia Langobardorum* de Paul Diacre, remontant à la fin du x^e siècle ou au début du xi^e, qui a été récemment acquis par la bibliothèque Vaticane. — On annonce que ce fascicule ne sera plus suivi que de deux autres, qui termineront le tome II, une entente étant intervenue pour une fusion du recueil de M. Fiorini avec le Bulletin de l'*Istituto storico italiano*, qui prend en conséquence le titre de *Bulletino dell' Istituto storico italiano e Archivio Muratoriano*. L. H.

— O. BERTOLINI. *Gli « Annales Beneventani »*, p. 1 à 163 du *Bulletino dell'Istituto storico italiano e Archivio Muratoriano*, n° 42 (Roma, Istituto storico italiano, 1923, in-8°, xxii-182 p.; prix : 40 liras). — Le tome XLII du *Bulletino dell'Istituto...* est entièrement réservé (sauf quelques pages sur la vie intérieure de l'Institut et deux articles nécrologiques) à une excellente édition des Annales de Bénévent terminées vers 1120. Quoique ce document soit très sec et d'un intérêt généralement médiocre, il était utile d'en donner un texte meilleur que celui des *Monumenta Germaniae*. M. Bertolini y a joint une étude très poussée sur la composition de l'œuvre et ses sources, ainsi qu'une annotation presque surabondante. L. HALPHEN.

— *Chartularium Studii Bononiensis. Documenti per la storia dell'Università di Bologna dalle origini fino al secolo XV* (Bologna, Istituto per la storia dell'Università, t. VII, 1923, in-4°, 367 p.; prix : 50 liras); *Studi e memorie per la storia dell'Università di Bologna*, t. VIII (Bologna, ibid., 1924, in-8°, x-279 p., formant le t. VIII de la *Biblioteca de « l'Archiginnasio »*, 1^{re} série; prix : 20 liras). — L'Université de Bologne, à l'histoire de laquelle s'est vouée avec une si féconde ardeur une société spéciale dite « Institut de l'histoire de l'Université », est une de celles dont le long passé sera bientôt le mieux connu. L'« Institut », dont nous venons de rappeler l'existence, publie simultanément un grand recueil de documents intitulé « Cartulaire de l'Université de Bologne » et une bibliothèque d'« Études sur l'histoire de l'Université ». Le Cartulaire en est au tome VII, qui renferme 596 actes pour les deux seules années 1267 et 1268. C'est dire l'abondance vraiment exceptionnelle des documents dont nous disposons pour retracer l'histoire de la célèbre Université. Tous, bien entendu,

ne présentent pas un égal intérêt; mais l'étude attentive de l'ensemble des textes reproduits au tome VII permettrait d'évoquer avec une merveilleuse précision la vie des professeurs et des étudiants bolonais au XIII^e siècle, sans omettre les difficultés matérielles de l'existence, contre lesquelles les « intellectuels » de ce temps devaient déjà se débattre. — Des *Studi*, nous avons reçu le tome VIII, qui renferme plusieurs mémoires, dont le plus important de beaucoup est celui de M. Giuseppe ERMINI (p. 1 à 154) sur l'enseignement et l'œuvre du fameux jurisconsulte bolonais Giovanni da Legnano († 1383) et principalement sur ses deux traités *De bello* et *De pace*, qui ont fait époque dans l'histoire du droit international. Ce mémoire est suivi (p. 157-186) de quelques pages documentées de M. COLINI-BALDESCHI sur un autre juriste bolonais, du XIII^e siècle celui-là : Rolandino Passeggeri, contemporain du pape Nicolas III. M. Guido ZACCAGNINI a remplacé en meilleure lumière (p. 213-248) la vie et l'œuvre de maître Pietro de' Boattieri, professeur d'art notarial et de rhétorique à la fin du XIII^e et au début du XIV^e siècle. M. Francesco FILIPPINI interprète (p. 251-265) un passage de l'éplogue de Giovanni del Virgilio adressée à Dante. M. Albano SORBELLI consacre quelques pages (p. 269-277) à Giulio Benedelli, recteur de l'Université de Bologne au XVI^e siècle, et M. Emilio VEGGETTI (p. 189-209) à G.-L. Mingarelli, « lecteur public d'éloquence grecque » au XVIII^e. L. H.

— A l'occasion du Congrès de philosophie de Naples et de la célébration du centenaire de saint Thomas d'Aquin ont été publiés des *Miscellanea storico-artistica* (Roma, Soc. tip. A. Manuzio, 1923, in-8°, vii-323 p.; prix : 25 l.), qui renferment les études suivantes : F. SCANDONE. La vie, la famille et la patrie de saint Thomas; I. TAURISANO. Disciples et biographes de saint Thomas; P. FEDELE. Parmi les moines de Fossanova qui virent mourir saint Thomas; P. MANDONNET. Le carême de saint Thomas à Naples, 1273 (en français); E. JALLONGHI. L'Université de Paris et le docteur d'Aquin; A. SERAFINI. L'abbaye de Fossanova et les origines de l'architecture gothique dans le Latium; A.-D. SERTILLANGES. Les *Triumphes* de saint Thomas (en français); L. FERRETTI. Un triomphe de saint Thomas dans l'église des Dominicains de Tivoli; A. ZUCCHI. Les séquences et la préface pour la messe de saint Thomas; I. TAURISANO. Trois documents inédits sur saint Thomas (1. Un curieux portrait; 2. Une relation de la canonisation du saint; 3. La conversion d'une comtesse napolitaine). G. BN.

— Giuseppe LA MANTIA. *La Sicilia ed il suo dominio nell'Africa settentrionale dal secolo XI al XVI* (Palermo, Scuola tip. « Boccone del Povero », 1922, gr. in-8°, 119 p.; extrait de l'*Archivio storico siciliano*, nouv. série, t. XLIV). — M. La Mantia a eu raison de faire tirer à part ce solide et lucide exposé des rapports de la Sicile avec l'Afrique septentrionale depuis la fondation du royaume normand

jusqu'à la fin du XVI^e siècle. Les faits qu'il résume sont bien connus dans l'ensemble; mais il les a souvent mis en meilleure lumière. Peut-être, toutefois, y eût-il eu avantage à les étudier un peu moins du point de vue sicilien et un peu plus du point de vue arabe. Les notes sont riches en renseignements bibliographiques.

L. H.

— Ferdinand DE NAVENNE. *Rome et le palais Farnèse pendant les trois derniers siècles* (Paris, Édouard Champion, 1923, 2 vol. in-8°, 310 et 266 p.; prix : 25 fr.). — M. de Navenne, qui avait publié il y a une dizaine d'années un volume intitulé *Rome, le palais Farnèse et les Farnèse*, où il menait l'histoire du palais Farnèse et de ses hôtes jusqu'en 1589, en a fait récemment paraître la suite en deux volumes qui nous conduisent jusqu'à l'époque contemporaine. Ces deux volumes sont une agréable « chronique » du palais Farnèse, d'où l'histoire galante n'est pas totalement absente, mais où l'histoire mondaine de Rome, l'histoire diplomatique et l'histoire de l'art occupent la plus grande place. Les chapitres les plus curieux sont ceux qui ont trait à la décoration du palais et à l'exécution des célèbres fresques des Carache dans les salons du premier étage. M. de Navenne, qui a longtemps vécu à Rome, a piqué de-ci de-là dans son récit — facile à lire, mais un peu superficiel — quelques souvenirs personnels qui ne sont pas sans attrait.

L. H.

Orient byzantin. — Louis BRÉHIER. *L'art byzantin* (Paris, Henri Laurens, 1924, in-8° carré, 204 p. et 106 gravures; collection : « Les patries de l'art »). — Charmant ouvrage dû à la plume d'un maître, depuis longtemps apprécié, des études byzantines. Le choix des gravures est excellent et elles sont commentées avec autant de sobriété que de sentiment délicat; il donne un tableau de la civilisation byzantine sous son aspect le plus remarquable dans sa riche variété et dans sa puissante expansion. A la fin, trois pages sur le développement historique de l'empire byzantin sont un memento et un guide que les professeurs consulteront avec profit.

Ch. B.

Suisse. — Édouard FAVRE. *Théophile Dufour, 1844-1922* (Genève, 1924, in-8°, 24 p.). — Après la touchante biographie consacrée par M. Favre à son ami, on appréciera la bibliographie des travaux dus à l'infatigable plume du défunt qui fut le plus consciencieux et le mieux informé des bibliothécaires; elle occupe les pages 13-24 et comprend 77 numéros.

Ch. B.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — **Annales historiques de la Révolution française.** 1924, novembre-décembre. — Georges MICHON. Les séances des 8 et 9 thermidor au club des Jacobins (il en existe deux comptes-rendus : l'un dans la « Correspondance politique de Paris et des départements », l'autre dans le « Conservateur décadaire des principes républicains ». On en donne quelques extraits). — Maurice DOMMANGET. Les grèves de moissonneurs du Valois. — A. VÉLASQUE. Études sur la Terreur à Nantes; suite : les Procès de Carrier et du Comité révolutionnaire de Nantes. — Albert MATHIEZ. L'intrigue feuillantine au lendemain de la déclaration de la guerre, avril 1792 (ce sont les royalistes constitutionnels qui ont été, plus que Robespierre, les véritables destructeurs du trône). — Id. Comment le Tribunal révolutionnaire traitait les mercantis (par la guillotine). — Eug. MAURY. L'inventaire du cabinet d'histoire naturelle de l'abbaye de Clairvaux à la Révolution. = C.-rendus : *Pierre de Vaissière*. A Coblençe, ou Les émigrés français dans les pays rhénans de 1789 à 1792 (« un des meilleurs livres qu'on ait écrits sur l'émigration »). — Dr Cabanès. Au chevet de l'empereur (Napoléon est mort d'un double cancer de l'estomac et du foie, compliqué de tuberculose). = Chronique locale et régionale : Gustave LAURENT. Les premiers maires de Reims, 1790-1820.

2. — **Bulletin de la Société d'histoire moderne.** 1924, novembre. — Bernard FAY. Notes sur la presse américaine à la fin du XVIII^e siècle (et sa transformation francophile à partir de 1775 : elle fait avant tout de l'information et s'occupe peu de philosophie politique). — Maurice PIGALLET. Les détenus par « ordre du roi », ou lettres de cachet, en Franche-Comté, vers 1750. = C.-rendus : *J.-M. Bourguet*. Les origines de la victoire (excellent tableau des péripéties militaires, diplomatiques et autres, qui ont conduit à la victoire; sobre, net, impartial). — H. Sée. La vie économique et les classes sociales en France au XVIII^e siècle (remarquable).

3. — **Bulletin hispanique.** 1924, octobre-décembre. — Alexandre HAGGERTY KRAPPE. La légende de la maison fermée de Tolède (c'est une légende ancienne originellement localisée en Babylonie et que rapportent Ctésias et Élien; les Arabes l'ont apportée plus tard en Espagne et en Chine). — Homero SERRIS. Une nouvelle variété de

l'édition princeps du *Don Quichotte* (en espagnol). — C. VÍÑAS-MEY. Nouvelles données sur l'histoire des « afrancesados », suite et à suivre (en espagnol). — A. MOREL-FATIO. Don Francisco Amorós, marquis de Sotelo, fondateur de la gymnastique en France, suite et à suivre (l'affaire Amorós et Badin, 1815-1817; accusations qu'ils portent l'un contre l'autre; mais qu'en est-il au juste? Nombreux documents de police). — R. LANTIER. Chronique ibéro-romaine, VI, 1922 (fouilles et ouvrages sur la préhistoire, les Ibères et les Celtes, les Romains dans la péninsule; très intéressant). = C.-rendus : J. Lucas-Dubreton. L'Espagne au xv^e siècle. Le roi sauvage (Enrique IV; beaucoup d'enthousiasme; mais la critique des sources n'est pas faite). — Ramiro Guerra y Sanchez. Historia de Cuba; t. I : 1492-1555 (exposé facile et clair).

4. — **Carnet de la Sabretache.** 1924, novembre-décembre. — Joseph DURIEUX. Conquête de l'île de Saint-Christophe en 1782 (avec la liste des officiers qui reçurent des récompenses après ce haut fait d'armes). — H. DEFONTAINE. Les généraux Le Marois et de Valazé et la glorieuse remise de Magdebourg en 1814 (d'après les archives de la Guerre).

5. — **Journal des savants.** 1924, septembre-octobre. — A. PUECH. Les Ennéades de Plotin, I (à propos des t. I et II de la nouvelle édition avec traduction, par M. Émile Bréhier). — A. MERLIN. La civilisation égéenne (d'après le livre de Gustave Glotz, « livre vivant et évocateur, dont il est superflu de dire qu'il est parfaitement informé, mais dont on doit dire combien il excelle à mettre en valeur une matière d'une incomparable richesse, combien il abonde en aperçus lucides, en rapprochements suggestifs, en formules brillamment imaginées »). — Louis BRÉHIER. Une forteresse de l'Orient latin. La cité de Rhodes, II (édifices publics et privés dans l'intérieur de l'enceinte; caractères de cette architecture civile; architecture religieuse : les églises latines et grecques). = C.-rendus : G. Lefebvre. Le tombeau de Petosiris (mausolée de l'une des plus grandes familles d'Hermopolis, première moitié de l'époque ptolémaïque, la famille Petosiris, que l'auteur a pu suivre à l'aide de divers documents pendant cinq générations). — Fernande Hartmann. L'agriculture dans l'ancienne Égypte (bonne mise au point). — Commandant Lefebvre des Noëttes. La force motrice animale à travers les âges (objections présentées à la thèse par M. Fougères). — Della Corte. Iuventus (société des juvenes, en particulier celle des juvenes Pompeiani). — Maurice Lange. Le comte Arthur de Gobineau (a fourni aux lecteurs les moyens de juger Gobineau à sa vraie valeur).

6. — **La Révolution de 1848.** 1924, septembre-octobre. — G. VAUTHIER. La correspondance de Louis Blanc (cette correspondance est entrée récemment à la Bibliothèque nationale : M. Vauthier publie *in extenso* ou avec des coupures les lettres qui lui ont paru avoir une

réelle valeur. Il les range par ordre alphabétique des auteurs, de M^{me} de Balzac à Ruiz Zorrilla). — Ph. MORÈRE. Le recouvrement des quarante-cinq centimes dans l'Ariège, 1848-1849, fin (cet impôt n'a pas eu de grandes conséquences politiques; l'affaiblissement de l'esprit républicain sera dû aux divisions du parti, à la pression officielle et à l'exploitation du péril rouge). — A. JULIEN. La concession de Thémostocle Lestiboudois (concession de 600 hectares en Algérie faite en 1848 à un homme politique qui n'observa aucune des clauses des règlements).

7. — *Revue critique d'histoire et de littérature*. 1924, 15 novembre. — B. Mowinkel. Kultprophetie und prophetische Psalmen, IV et V (savantes études qui renouvellent l'histoire et l'exégèse des psaumes et celle même de la religion israélite). — J. Braun. Liturgisches Handlexikon, 2^e édit. (excellent). — A. W. F. Blunt. Israel social and religious development (l'auteur attribue aux documents le maximum d'historicité qu'ils comportent et même un peu plus, dit A. Loisy). — A. Dufourcq. Les religions païennes et la religion juive comparées, 6^e édit. (mise au point en ce qui concerne la bibliographie; la critique des sources anciennes n'est pas assez approfondie). — P.-L. Couchoud. Le mystère de Jésus (brillante dissertation, dont A. Loisy discute longuement la méthode et les principales affirmations). — F. Ossendowski. Bêtes, hommes et dieux (captivant et instructif récit d'aventures par un collaborateur de Kourapatkine, de Witte, de Koltchak, chassé par les Bolcheviks à travers la Mongolie). — Sir George Fordham. The road-books and itineraries of Great-Britain, 1570-1850 (histoire résumée de la cartographie de l'Angleterre). = 1^{er} décembre. Alfred Fabre-Luce. La victoire (l'auteur veut prouver que la responsabilité de la guerre incombe surtout à la France et à la Russie et que, si la paix ne nous a pas donné les satisfactions légitimes, c'est la faute de Poincaré). — R. Eaton. Pionniers ou déments? (l'auteur, journaliste américain qui a subi une longue détention à Moscou, fait le procès du parti bolcheviste, minorité violente qui se maintient au pouvoir par une redoutable organisation de l'espionnage). — Denys Cochin. Entre Alliés (intéressant en ce qui concerne l'attitude des Alliés dans le conflit entre la Turquie et la Grèce en 1915-1916). — Abbé Léon Bournet. La querelle janséniste (étude très partielle, mais qui renseigne sur l'attitude prise par l'Église catholique dans cette querelle). — Gilbert Chinard. Volney et l'Amérique (d'après la correspondance inédite échangée entre Volney et Jefferson). = 15 décembre. D. Pasquet. Histoire politique et sociale du peuple américain, I (très remarquable). — Baron Charles de Werkmann. Le calvaire d'un empereur, 1918-1922 (plaidoirie habile et émue en faveur de l'empereur Charles IV par un témoin direct de sa vie). — Henri Joly. Génies sains et génies malades (curieuses et fines esquisses). — G. Dubarbier. En Sibérie après l'armistice (fait bien

connaître Koltchak, l'armée tchéco-slovaque, le général Janin, qui ramena en France les reliques de la famille impériale russe).

3. — Revue archéologique. 1924, juillet-octobre. — Éd. NAVILLE. L'âge du cuivre en Égypte (il y a eu un âge du cuivre qui a succédé à l'âge néolithique; il date de la conquête du pays par les Chamites du sud de l'Arabie, venus de la partie asiatique du pays de Pount). — R. VALLOIS. Observations sur le culte des Lares (le *Lar familiaris*; les deux *Lares praestites* de la cité; les Lares du *compitum*; principe commun à ces trois cultes). — G.-A.-S. SNIJDER. Une représentation eschatologique sur une stèle attique du IV^e siècle (au Musée du Pirée; les satyres nus qui y sont sculptés expriment à la fois l'espoir et le vœu que le jeune défunt soit reçu dans les champs fréquentés par les bienheureux). — R. CAGNAT. Theos hypsistos (sur une inscription trouvée à Plovdiv). — J. LOTH. « Fanum » et « simulacrum » dans la vie la plus ancienne de saint Samson (*simulacrum* désigne un menhir; *fanum*, un reste de temple romain; l'ensemble du *fanum* et *simulacrum* constituait un *nemeton* celtique). — S. REINACH. L'histoire des gestes (dans la sculpture et la peinture; conférence faite au Petit-Palais, le 28 mai 1920). — W. DEONNA. Terres cuites gréco-égyptiennes (catalogue de 328 pièces de la collection réunie en Égypte par le Dr Forcart, et qui est entrée récemment au Musée de Genève; elles sont rangées en diverses catégories : types humains et mœurs; les animaux; le culte et les rites; porteurs d'objets sacrés; les dieux; les animaux divins). — SEYMOUR DE RICCI. Le nouveau recueil des inscriptions chrétiennes de Rome (publié par Angelo Silvagni, qui reprend sur un nouveau plan l'œuvre de De Rossi; le t. I contient les inscriptions de provenance incertaine). — Salomon REINACH. Datames (satrape de Cilicie au IV^e siècle av. J.-C.; essai de reconstituer sa vie d'après Cornelius Nepos, qui, lui-même, tirait ses renseignements de l'historien Dinon). = Nouvelles archéologiques : voir sous cette rubrique le long et intéressant article de Salomon REINACH sur Jacques de Morgan (1857-1924). = C.-rendus : E. Pittard. Les races et l'histoire (information vaste, critique prudente). — L. Capitan et J. Bouyssonie. Limeuil. Ses gisements à gravures sur pierre (station du type magdalénien au confluent de la Dordogne et de la Vézère). — E. Passermard. Les stations paléolithiques du pays basque (détails abondants et précis). — A. de Ridder et W. Deonna. L'art en Grèce (recueil d'essais sur des questions générales). — G.-E. Rizzo. Il teatro greco di Siracusa (remarquable). — W. Giesecke. Sicilia numismatica. Die Grundlagen des griechischen Münzwesens auf Sizilien (ce que ce monnayage nous apprend sur les relations commerciales de l'île, etc.). — Commandant Lefebvre des Noëttes. La force animale à travers les âges (intéressant). — V. Cotte. Documents sur la préhistoire de Provence (hypothèses hasardées). — Marc Bloch. Les rois thaumaturges (livre définitif et plein à déborder de curieuse, de solide érudition).

9. — **Revue des études anciennes.** 1924, octobre-décembre. — E. CAHEN. Sur quelques traits du récit de « Salamine » dans les « Perses » d'Eschyle (dans le récit d'Eschyle se retrouve partout l'expression lyrique et généralisée qui force la réalité, qui, au-dessus du détail historique et stratégique, la transpose dans un monde d'impressions poétiques et morales). — E. CHATELAIN. La prétendue découverte d'un manuscrit inédit de Tive-Live (« nascetur ridiculus mus »). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines; CIV : Projet d'enquête sur les tumuli (éléments que l'enquête devrait noter). — E.-C. FLORANCE. L'oppidum de Noviodunum Biturigum (identifié avec Pierrefitte-sur-Sauldre). — A. BLANCHET. L'autel gaulois de la forêt de Corgebin (à une dizaine de kilomètres sud-ouest de la préfecture de Chaumont; en l'honneur d'une déesse Atesmerta jusqu'ici inconnue). — M. BERNIER. Notes sur les routes de la Gaule romaine; II : Questions de méthode (il faut découvrir et reconstituer le plan systématique qui a été conçu à Rome ou à Lyon dès le début de l'Empire et patiemment réalisé entre le règne d'Auguste et la fin du siècle des Antonins). — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. — R. VALLOIS. Monuments déliens, d'après les deux volumes de Charles Picard : l'Établissement des Poseidonias de Bérytos, et J. Chamonard : le Quartier du théâtre. = C.-rendus : Ch.-F. Jean. Sumer et Akkad (remarquable). — Fr. Hrozny. Code hittite provenant de l'Asie Mineure, 1^{re} partie (prouve que le hittite est un idiome indo-européen). — D. S. Margoliouth. The Homer of Aristotle (a découvert que l'Iliade, l'Odyssée et toutes les tragédies grecques contiennent des cryptogrammes; retrouve au début des deux épopées le nom d'Homère; tout cela est un peu inquiétant). — Laographia, t. VII, 1923 (Mélanges en l'honneur de N. Politis). — C. Pascal. Le credenze d'oltretomba nelle opere letterarie dell' antichità classica, 2^e édition (s'est interdit de s'occuper de l'évolution des croyances sur l'au-delà chez les anciens pour ne s'attacher qu'à chaque auteur). — Corpus vasorum antiquorum. Musée national de Copenhague, fascicule I par Ch. Blinkenberg et K.-Friis Johansen (par ordre chronologique). — Vasile Parvan. Histria; VII : Inscriptii găsite în 1916, 1921 și 1922 (documents au nombre de soixante et un trouvés à Histria, sur les côtes thraces de la mer Noire). — Idem. Inceputurile vietii romane la gurile Dunarii (les commencements de la vie romaine aux bouches du Danube; excellent ouvrage de vulgarisation). — Cyril Bailey. The legacy of Rome (œuvre collective, ce que le monde moderne doit à Rome). — M. Goguel. Introduction au Nouveau Testament, t. I-III (l'auteur s'intéresse plus à l'origine et à la valeur historique des matériaux mis en œuvre par les quatre Évangélistes et par l'auteur des Actes qu'à cette mise en œuvre). — H. Idris Bell. Jews and Christians in Egypt (dix-huit documents tirés des papyri du British Museum; le premier, lettre de Claude aux Alexandrins de l'an 41, de la plus haute importance). — F. Cavallera. Saint Jérôme, sa vie et son œuvre (a fixé les étapes de la vie avec une chronologie très sûre).

10. — Revue des études historiques. 1924, octobre-décembre. — E. EUDE. Le vieux moulin de « La Chapelle près Paris » (en détermine l'emplacement : à l'intérieur de l'école des garçons, rue Erckmann-Chatrian). — J. BERGOUNIOUX. Fénelon, docteur en théologie de l'Université de Cahors (le 23 mars 1677). — G. DU BOSC DE BEAUMONT. Une haine de village sous la Terreur (aventures de M. de Grandmont en Saint-Georges-du-Rosay, près de Bonnetable; il fut guillotiné quatre jours avant le 9 thermidor). — Commandant WEIL. Metternich dans l'embarras (en 1837, au début du règne de l'empereur Ferdinand). — René-P. LEGROS. Lettres inédites de Guizot à Panizzi (seize lettres du 7 mars 1848 au 30 août 1861; elles se trouvent à la bibliothèque du British Museum; demandes de renseignements; recommandations). — F. UZUREAU. Une victime des septembriseurs (M. Brisse, pénitencier du diocèse de Beauvais, massacré au séminaire de Saint-Firmin). — C.-rendus : *F. Funck-Brentano*. Le moyen âge (un peu décousu; mais toute la vie du moyen âge se reflète dans le volume). — *G. Goyau*. Les origines religieuses du Canada (rôle de l'idée religieuse dans l'œuvre de colonisation). — H. ROY. La vie, la mode et le costume au XVII^e siècle (livre à regarder, à lire, à consulter). — *P. Saintyves*. Les contes de Ch. Perrault et les récits parallèles (le système de l'auteur est contestable, mais intéressant). — *P.-A. Le-moisne*. La vie et l'art romantiques, Gavarni (excellent ouvrage d'un petit-fils par alliance de l'artiste). — *N. Serban*. Pierre Loti, sa vie, son œuvre (fait la part des souvenirs et de l'art; Loti ne s'est-il pas montré trop favorable aux Turcs?).

11. — Revue des études napoléoniennes. 1924, novembre-décembre. — Fr. CHARLES-ROUX. Bonaparte et l'indigène d'Égypte (relations de Bonaparte avec la population autochtone, après le débarquement d'Alexandrie). — C. S. B. BUCKLAND. Un espion hollandais à la solde de l'Angleterre, 1811-1813 (publie une supplique présentée à Lord Bathurst, secrétaire d'État pour la guerre, par un certain Johannes Cornelius van Noort, qui réclame récompense pour des renseignements envoyés au gouvernement anglais). — Major Georges VAN EGROO. Les Belges à Waterloo (publie la « Relation belge sur la bataille de Waterloo et sur la part qu'y a prise la 3^e division militaire des Pays-Bas »). — G. LOTE. Le retour du général Bertrand à Châteauroux, mars 1822 (après Sainte-Hélène). — Général LEBLOIS. Napoléon et la guerre de 1914 (s'il était revenu sur terre en 1914, aurait-il pu prendre le commandement de l'armée de France et renouveler les exploits de la campagne de France? Réponse négative). — Capitaine Jean LASSERRE. Récompenses diverses et sabres d'honneur envoyés à l'armée d'Italie en 1797. — IDEM. Composition du bataillon de l'île d'Elbe en 1814.

12. — Revue d'histoire des missions. 1924, n° 2. — G. GOYAU. Le P. Sébastien Racle (1675-1725; missionnaire des Abenakis en Acadie;

tué dans une rencontre avec les Anglais). — P. COSTE. Saint Vincent de Paul et la mission de Barbarie (ce qu'était l'esclavage en Barbarie; origine de la mission de Tunis et d'Alger, 1646 et années suivantes; le rôle de Jean et de Philippe Le Vacher). — Document : Rapport de Jean Le Vacher, prêtre de la Mission, à la Propagande sur la Mission de Tunis. — Chronique : De l'Exposition vaticane des missions (qui s'est ouverte le 24 décembre 1924).

13. — Revue d'histoire de l'Église de France. 1924, octobre-décembre. — J. CARREYRE. Les luttes du jansénisme (résumé et bibliographie très détaillée). — Abbé E. SOL. La perception de la dime ecclésiastique en Quercy sous la Révolution (cette dime a continué d'être acquittée durant toute l'année 1790, malgré l'abolition des droits féodaux décrétée les 4-11 août 1789. Réclamations véhémentes soulevées par le maintien de cette contribution). — Georges BOURGIN. Les sources manuscrites de l'histoire religieuse de la France moderne; 2^e partie : les Archives, suite. = C.-rendus : *Louis Amiet*. Essai sur l'organisation du chapitre cathédral de Chartres du XI^e au XVIII^e siècle (mémoire très fouillé sur le « Sénat de Notre-Dame », y compris une étude relative au cloître et à la juridiction spirituelle et temporelle du chapitre). — Robert Fawtier. Sainte Catherine de Sienne. Essai de critique des sources (bien que l'auteur ait beaucoup trop diminué la valeur du témoignage de Raimond de Capoue, il a contribué à bien mettre en lumière la personne de la sainte et son rôle politique). — Abbé Louis Kerbiriou. Jean-François de La Marche, évêque-comte de Léon, 1729-1806; étude sur un diocèse breton et sur l'émigration (excellent). — Armel d'Etel, O. M. C. Les Capucins d'Alsace pendant la Révolution (instructif). — François Rousseau. Dom Grégoire Tarrisse, premier supérieur général de la congrégation de Saint-Maur (de 1630 à 1648; grand personnage en son temps et qui mérite de n'être pas oublié). — L. Bertrand. Louis XIV (panégyrique d'un panégyrique; une seule ombre au portrait : l'abus des chambres de réunion). — A. Hamon. Histoire de la dévotion au Sacré-Cœur; I : Vie de sainte Marguerite-Marie (5^e édit. refondue). — J. Gass. Studien zur Elsässischen Kirchengeschichte (suite d'articles déjà parus dans le « Courrier d'Alsace » et relatifs à l'époque moderne).

14. — Revue d'histoire diplomatique. 1924, octobre-décembre. — A. DUMAINE. M. Édouard Rott, 1854-1924 (article nécrologique). — Ernest SELLIERE. La politique étrangère des romantiques (vues de ces romantiques sur les races et sur les relations désirables de la France avec certaines de ces races : Lamartine, Victor Hugo, Quinet, Michelet, Gobineau). — René DE WECK. Les relations diplomatiques entre la France et la Suisse jusqu'au commencement du XVIII^e siècle (montre les grandes lignes de l'œuvre historique d'Édouard Rott et en tire les conclusions). — M.-G. PICAUVET. État de paix et état de guerre au temps de Louis XIV, 1661-1715 (conclusion : « La diplo-

matie française observe en général l'usage des déclarations de guerre. Mais la violence n'est pour Louis XIV qu'un moyen nécessaire afin de résoudre un conflit de puissance. Elle n'interrompt pas forcément les relations entre souverains, ni entre sujets belligérants. La vie économique survit à la guerre : elle n'est que ralentie par elle ; les ruptures complètes sont momentanées et procèdent de la conception des représailles indispensables. La paix rétablit l'état normal, troublé plus que détruit. ») — COMBES DE PATRIS. L'ambassade du comte de Serre à Naples (1822-1824 ; M. de Villèle l'avait exilé dans cette ambassade ; le rôle de Serre au congrès de Vérone ; sa mort à Castellamare le 21 juillet 1824). = C.-rendus : J. Ancel. Manuel historique de la question d'Orient (bon livre). — A. Siegfried. L'Angleterre d'aujourd'hui. Son évolution économique et politique (plein d'intelligence, d'expérience et de clair savoir). — Alexandre Ribot. Lettres à un ami (important pour l'histoire de la guerre). — Baron de Vitrolles. Souvenirs d'un émigré, publiés par Eugène Forgues (intéressant). — Albert Mousset. Le comte Fernan Nuñez, ambassadeur d'Espagne à Paris, 1787-1791 (riche en documents). — G. Esquer. La prise d'Alger, 1830 (bon). — Frederick-L. Nussbaum. Commercial policy in the French Revolution. A study of the career of G. J. A. Ducher (genèse de l'acte du 1^{er} mars 1793 et biographie de l'ancien vice-consul aux États-Unis Ducher, à qui l'auteur attribue la paternité de cet acte). — Ph. Scheidemann. L'effondrement (document de première main).

15. — **Le Correspondant**. 1924, 25 novembre. — ***. Notre sécurité. Le problème des relations franco-allemandes (l'auteur expose en particulier les idées du Dr Horneffer, professeur de philosophie à l'Université de Giessen). — Georges LECHARTIER. L'élection présidentielle aux États-Unis ; sa signification, sa portée, ses conséquences. = 10 décembre. Comte R. DE GONTAUT-BIRON. La France et les nouveaux problèmes d'Orient (sur tout l'Orient s'étend actuellement un immense réseau d'intrigues turques tendant à la reconstitution intégrale de l'Empire ottoman d'avant guerre. Une entente franco-britannique peut seule, actuellement, conjurer ce péril). — Roger LAMBELIN. La question du Soudan égyptien. — Maurice DESLANDRES. Vers un grand progrès social : l'accession des travailleurs à la propriété de leur foyer. — M. ANTOINE. Quatorze mois de dictature en Espagne (la dictature, loin d'apporter à l'Espagne un allègement et un remède, a aggravé les maux dont elle souffrait). — Maurice HAMEL. Quelques souvenirs du chanoine Dommergues, ancien aumônier de la prison Saint-Lazare. = 25 décembre. F. BALDENSPERGER. Une confession poétique de l'Ouest américain (caractérise l'œuvre poétique d'Edgar Lee Masters, juriste et poète de Chicago, né en 1868, et signale l'extraordinaire empreinte du puritanisme dans le peuple et ses inhumaines rigueurs). — Alexandre MASSERON. Le premier jubilé et les

contemporains (le jubilé de 1300 a été illustré par trois chefs-d'œuvre : les fresques de Giotto, dont il ne subsiste plus qu'un fragment au Latran, la chronique de Villani et la Divine Comédie. Dante fait dater sa « conversion » du pèlerinage qu'il fit à Rome à cette occasion ; c'est à cette année-là qu'il voulut « fixer l'ascension vers la divine lumière de son âme pécheresse, symbole de l'âme humaine »). — Georges GOYAU. Le catholicisme en Russie au début du XIX^e siècle (d'après une importante publication où le Père Rouet de Journel a réuni tous les papiers d'archives relatifs à la nonciature de Mgr Arezzo entre 1802 et 1804). — A travers la presse étrangère. Revues d'Allemagne, trad. par R. ANDÉOL (le problème des dettes interalliées. La plus grande Allemagne ou la plus grande Bavière ? Le protectionnisme et l'expérience Dawes. La chute de Seipel).

16. — **La Grande Revue**. 1924, novembre. — Albert THOMAS. École laïque, école unique, école pacifique. Rapport général sur le 40^e Congrès national de la Ligue de l'enseignement. — PACIFICUS. La cinquième assemblée de la Société des Nations. Le problème du désarmement. — C. AUDRAN. La Russie depuis la révolution jusqu'à la reconnaissance. — Henri SÉE. Jean Jaurès et la doctrine de l'évolution révolutionnaire (dans ses *Études socialistes* parues en 1901, Jaurès considère que « la société nouvelle ne serait grande qu'à condition de répondre aux aspirations de tous les êtres humains sans distinction ». C'est un peu vague ; mais, d'autre part, il répugne à l'idée d'une dictature, « fût-ce à la dictature du prolétariat »). = Décembre. Élie FAURE. Pascal. — Georges RENARD. La femme dans l'industrie française contemporaine. — Jean SIGNOREL. Le fascisme (ses origines, son développement, son programme ; ses rapports avec la démocratie et le gouvernement parlementaire). — Eugène SEMENOFF. Léonide Krassine, ambassadeur de l'U. R. S. S. (sa biographie ; ses rapports avec le parti social-démocrate ouvrier russe, avec la maison allemande Siemens-Schuckert, dont il est un des représentants. En Angleterre, en France, ce qu'il vient chercher, c'est, avant tout, de l'argent pour les Soviets). — Charles CHASSÉ. Le biologiste consultant d'une génération littéraire : Georges Pouchet, 1833-1894.

17. — **Mercur de France**. 1924, 15 novembre. — Ambroise GOT. Le problème de l'expansion allemande et l'émigration. — George SOULIÉ DE MORANT. L'art militaire antique et la guerre en Chine (compare l'« Art militaire des Chinois », publié par le P. Amyot en 1722, et les « Treize tablettes » de Soun Wou, qui vivait au VI^e siècle av. J.-C., et montre comment les Chinois ont, de tout temps, conçu la guerre, son but et ses moyens). = 1^{er} décembre. Julien RASPAIL. Les cendres de Voltaire et de Rousseau se trouvent-elles au Panthéon ? (examen critique des procès-verbaux rédigés chaque fois que les corps ont été déplacés avant d'être transportés au Panthéon ; la violation des sépultures de Voltaire et de Rousseau pose un problème qui n'est

pas encore résolu). — Georges GROSLIER. Sur les origines de l'art khmer. = 15 décembre. Henry MASSOUL. Un pèlerin de l'année sainte, 1350 : François Pétrarque. — Roger GAUCHERON. Un discours inédit de Ronsard (sur le sujet proposé par l'Académie du Palais en 1575 : « Discourir des passions humaines et singulièrement de la joie et de la tristesse, et quelle est la plus véhémement des deux » ; avec un fac-similé de l'autographe). — Henri BACHELIN. Les Noël's (avec une histoire de ces chants depuis le XIII^e siècle). — Alexandra DAVID. Le bouc émissaire des Thibétains. = C.-rendus : *Hippolyte Roy*. La vie, la mode et le costume au XVII^e siècle (époque de Louis XIII). — *Bertrand Guégan*. La vie extravagante du comte de Permission, racontée par lui-même (Bluet d'Arbères, du pays de Gex, aventurier mystique dont Henri IV se divertit tout en le pensionnant). — *E. Herbert Stone*. The stones of Stonehenge (donne la forme exacte du monument dans toutes ses parties, mais ne professe aucune solution au problème de sa destination). — *J. de Récalde*. Histoire jésuite, histoire vraie (réponse à Jean Guiraud, qui, au tome IV de son « Histoire partielle, histoire vraie », avait tenté de réhabiliter les Jésuites dans la querelle des rites chinois). — *Julien Feuvrier*. Le problème d'Admagetobriga (d'après les fouilles opérées dans la région de Saint-Aubin, Jura). = M. de Chateaubriand et Méhémet-Ali, 8 mars 1824 (Chateaubriand, ministre des Affaires étrangères, annonce au « gouverneur général d'Égypte » qu'il a reçu l'ordre de lui envoyer « une voiture et des harnais qui lui seront présentés par M. Drovetti, consul général de France ». Ce landau fit, paraît-il, sensation ; Méhémet-Ali « a dit hautement que ce présent était digne d'un souverain ». L'agent britannique à Alexandrie en prit ombrage et crut utile d'avertir son gouvernement « qu'on médite quelque plan secret d'opération » pour faire triompher les vues « toujours caressées » par les Français « en ces parages »). = 1925, 1^{er} janvier. Ambroise GOT. L'avenir des relations franco-allemandes. — A. CHABOSEAU. La Bretagne, musée des religions. — X. Y. Z. Les armées françaises dans la Grande Guerre, d'après notre État-major général (dès 1919, un projet avait été formé de publier l'histoire de cette guerre en neuf tomes divisés en dix-sept volumes ; le vol. I du t. I fut achevé d'imprimer en 1922, mais, pour des raisons non indiquées, la publication en fut interdite. On donne ici l'analyse de ce volume, qui vient enfin de paraître). — AURIANT. Notes et documents d'histoire (quelques documents inédits sur Boutin et la mission d'Orient, 1808-1810).

18. — *La Revue de France*. 1924, 15 novembre. — R. RECOULY. L'Angleterre contre le socialisme (et les engagements pris par les deux ministres : Ramsay Macdonald et Herriot). — Hélène ISWOLSKY. La confession de Boris Savinkoff (sa rétractation publique lors de son procès en août 1924 ; d'abord ennemi des Bolcheviks, il finit par reconnaître que, la force se trouvant de leur côté, il devait marcher avec ceux qu'il avait jusqu'alors violemment combattus). = 1^{er} décembre. Henri

HEINE. Lettres à son frère Gustave. II (de Paris, 23 juillet 1852 au 28 septembre 1855). = 15 décembre. R. RECOULY. La colonisation au Maroc (depuis 1903 et surtout depuis 1913). — E. RODOCANACHI. Jubilés d'autrefois (depuis celui de Boniface VIII en 1300 jusqu'à celui d'Alexandre VI Borgia en 1500). = 1925, 1^{er} janvier. Gaston RAINDRE. Les papiers inédits du comte Walewski; souvenirs et correspondance (publie des extraits des « Souvenirs de jeunesse » notés par le comte, après qu'il eut renoncé à la présidence de la Chambre des députés. Ces extraits ont pour but de combler des lacunes dans la biographie du personnage). — P. BOURGOIN. La guerre chimique et la Société des Nations. — Charles TARDIEU. Le danger communiste (il réside dans l'organisation du parti, qui est redoutable, et dans ses cadres, plus que dans sa force réelle au moment présent).

19. — **La Revue de Paris**. 1924, 15 novembre. — B. MAKLAKOF. La Russie de 1900 à 1917. Le dénouement, suite (renversement de Kerensky; la « démocratie révolutionnaire » remplacée par le bolchevisme, qui en était un rejeton). — LANZAC DE LABORIE. L'instruction secondaire pendant la période napoléonienne; fondation et régime primitif des lycées, 1802-1814. — F. BALDENSPERGER. Le séjour de Talleyrand aux États-Unis (bien qu'il y séjournât près de deux ans, 1794-1795, Talleyrand ne comprit guère le monde nouveau qui s'y formait; Chateaubriand a dit assez justement : il ne voyait point en avant, il ne voyait qu'en arrière). — Max HOSCHILLER. Comment on travaille en Russie soviétique (d'après des enquêtes officielles sur les résultats du régime du travail dans l'industrie nationalisée). = 1^{er} décembre. B. MAKLAKOFF. La Russie de 1900 à 1917. Le dénouement, suite et fin (la révolution de 1917 a été le dernier terme du mouvement dit « libérateur », qui, commencé en 1900, a été clos par le triomphe de Lénine le 25 octobre 1917. Mais le parti vainqueur périt sous les conséquences de sa victoire : « Le régime communiste coûte trop cher; on ne peut pas le maintenir uniquement sur le dos des paysans; il sait consommer, il ne sait pas produire »). — A. ALBERT-PETIT. Les livres d'histoire (parle de *Glötz* : la Civilisation égéenne, et de *Jardé* : la Formation du peuple grec). = 15 décembre. Comte DE SAINTE-AULAIRE. Souvenirs de mon ambassade à Vienne, suite (quelques détails sur les rapports de l'ambassadeur avec le roi et avec Thiers au lendemain du traité de Londres, 15 juillet 1840, qui mettait la France hors du concert européen, sur le roi qui ne voulait pas faire la guerre et sur Thiers, qui prenait des airs belliqueux tout en protestant de son attachement à la paix. Sainte-Aulaire était hostile à l'entreprise de Méhémet-Ali. La cour de Vienne et le personnel diplomatique au temps où Sainte-Aulaire était ambassadeur. Le sacre des souverains à Prague en 1836 et sacre de l'empereur Ferdinand à Milan et à Venise en 1838; l'ambassadeur constate la « curiosité malveillante » des Italiens, mais ne saurait « s'y associer », et il note à regret que les « patriotes » n'étaient pas « résignés à leur sort »). — Claude FARRÈRE et

Paul CHACK. Un combat et une bataille : I Coronel-Falkland (défaite de l'amiral Cradock à Coronel). — G. LACOUR-GAYET. L'impératrice Eugénie avant son règne (il est surtout question des fiançailles et du mariage; ajoute peu aux souvenirs du comte Primoli). — Jean ALLARY. Les progrès du communisme en Grande-Bretagne. — Paul HAZARD. Comment Chateaubriand écrivit une nouvelle espagnole (il s'agit de l'*Abencérage*. L'inspiration lui en vint de N.-L. Joséphine, comtesse de Noailles et plus tard duchesse de Mouchi, que Chateaubriand alla retrouver à Grenade au retour d'Orient en 1807; sources imprimées et sentimentales du roman). = 1925, 1^{er} janvier. Princesse Véra GALITZINE. Souvenirs d'une émigrée (amusants souvenirs sur la haute société russe au temps d'Alexandre II et d'Alexandre III; lettre qu'elle écrivit au vicomte de Vogüé de Rome, le 24 mars 1895, après une audience qu'elle avait obtenue du pape. Les souvenirs s'arrêtent actuellement à cette année-là). — Claude FARRÈRE et Paul CHACK. Un combat et une bataille; II : la Bataille des Falklands (préparatifs faits en Angleterre pour préparer le désastre de Coronel. Marche forcée de l'escadre vers les Falklands; à suivre).

20. — *Revue des Deux Mondes*. 1924, 15 novembre. — Mgr DUCHESNE. L'Eglise dans la Gaule franque au VI^e siècle (chapitre détaché du dernier livre de l'illustre historien, dont on annonce enfin la prochaine apparition). — Vicomte Georges D'AVENEL. Les conséquences sociales de la guerre. — Maurice LEVAILLANT. Un ami de collège de Lamartine : Prosper Guichard de Bienassis, I, suite et fin le 1^{er} décembre (où il est parlé surtout des dettes contractées par le poète et du secours qu'il trouva chez son ami). — Victor GIRAUD. Les étapes du XVIII^e siècle; III : J.-J. Rousseau et son école. — Georges GROSJEAN. République et Saint-Siège; II : 1848 (d'après la correspondance générale aux archives des Affaires étrangères. Il est inexact de dire qu'il y eut deux époques dans l'histoire des rapports avec Rome après le 24 février; l'une où la politique du gouvernement était libérale; l'autre commençant avec la présidence de L.-N. Bonaparte, qui était ultramontaine. « En réalité, l'expédition de Rome et le rétablissement du pape dans ses États en 1849 sont impliqués dans les démarches de Lamartine, de Bastide et de Cavaignac en 1848 »). = 1^{er} décembre. René BAZIN. Charles de Foucauld et les Musulmans. — FIDUS. Silhouettes contemporaines. M. Émile Mâle. — Henry BIDOU. Réception de M. Camille Jullian à l'Académie française. = 15 décembre. Duc DE BROGLIE. Mémoires, 1825-1870; I : Premier séjour à Broglie, 1825-1830 (le parti doctrinaire au temps du ministère Martignac; situation fâcheuse qui lui est faite par l'avènement de Polignac; amusante anecdote sur Chateaubriand et l'amertume que lui fit éprouver sa démission forcée de l'ambassade de Rome. Enthousiasme produit dans ce petit monde par la révolution de Juillet; « toute la France était dans l'enivrement du triomphe »). — HÉBRARD DE VILLENEUVE. La liberté religieuse (et la loi de 1905). — Marcel BOUTERON. Apologie pour

M^{me} Hanska (celle qui fut l'amie, la maîtresse et la femme de Balzac). — Gabriel HANOTAUX. Diplomatie coloniale (« les époques où la politique coloniale a marqué une régression ont été généralement reconnues comme des périodes de décadence ». L'auteur justifie celle de la France depuis vingt ans). — Paul HAZARD. Trois mois au Chili (comme professeur d'échange à l'Université de Santiago, 1924). — Camille BELLAIGUE. Gluck et la France. — C.-M. SAVARIT. Les Académies de province au travail. = 1925, 1^{er} janvier. ***. Le protocole de Genève et la limitation des armements. — Duc DE BROGLIE. Mémoires; II : Années de collège, 1830-1838. — Victor GIRAUD. Les étapes du XVIII^e siècle; IV : la Révolution française et les idées religieuses (état des esprits, des doctrines et des âmes en France aux environs de 1800; la psychologie et la pensée religieuses de Napoléon). — Commandant MORACHE. La dernière campagne du *Gaulois* (journal du marin qui commandait ce cuirassé en 1915-1916; 1^{er} article : De Moudros à Salonique, du 1^{er} mai 1915 au 11 mars 1916). — Pierre MOREAU. Hippolyte Taine (rapports de Brunetière avec Taine; en 1897, Brunetière écrivit sur Taine une étude qui était restée inédite. Elle est publiée ici à la suite. Elle montre l'évolution qui, vers cette époque, s'était opérée dans ces deux esprits jusqu'alors si différents et qui tendaient à se rejoindre). — Marthe BASSENNE. Aurélie Tedjani, princesse des Sables (roman, mais roman vrai, d'une Française, fille d'un simple gendarme, qui, en 1871, épousa un prince arabe et qui, pendant plus de quarante ans, partagea avec le prince, puis avec le frère du prince, son second époux, le pontificat d'une confrérie religieuse : celle des Tedjania).

21. — **Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'Afrique occidentale française.** 1924, juillet-septembre. — Fr. DE ZELTNER. Le gisement préhistorique de Toukoto (il appartient au néolithique particulier de la vallée du Sénégal). — P. LAFORGUE. L'outillage moustérien à technique atérienne en Afrique occidentale (il existe en Afrique tropicale une technique moustérienne-atérienne analogue à celle qu'a signalée Reygasse dans le sud constantinois et le Sahara). — DE KERSAINT-GILLY. Essai sur l'évolution de l'esclavage en Afrique occidentale française; son dernier stade au Soudan français (influence profonde de la guerre sur la société indigène; les trois quarts des contingents ont été fournis par des captifs ou anciens captifs qui sont devenus à leur retour indépendants vis-à-vis de leurs anciens maîtres; le mouvement d'émancipation entraîne une régression de l'islamisme et peut aboutir à une substitution des classes, si les anciens hommes libres ne se sauvent par le travail personnel). — M. DELAFOSSE. Le Gâna et le Mâli et l'emplacement de leurs capitales (la capitale du Gâna se serait trouvée à Koumbi, celle du Mâli, d'abord située à Diéliha, aurait été transportée à Niani, sans doute au début du XIII^e siècle).

22. — **Bulletin trimestriel de la Société de géographie et**

d'archéologie d'Oran. 1923, mars. — JAUFFRET. Araouan (histoire de cette ville, située à 300 kilom. de Tombouctou). — DOUMERGUE. La grotte de la Guetna (pauvre en ossements; rien de particulier au point de vue de l'industrie néolithique). — ID. Appendice au sujet des outils préhistoriques pédonculés (examen critique des fouilles de Reygasse). = Juin. CALZARONI. Hennaya (historique d'un centre de colonisation de l'Oranie). = C.-rendu : CAZENAVE. Les présides espagnols d'Afrique, leur organisation au XVIII^e siècle (documentation inattaquable; très important). = Septembre-décembre. Chanoine FABRE. Inscriptions d'Ain-Témouchent : Albulae (trois épitaphes). — CAZENAVE. Cervantès à Oran (son séjour en 1581; son drame : *le Vaillant Espagnol*, qui a pour sujet le siège d'Oran en 1563). — Colonel P. AZAN. Un document de 1845 sur l'armée indigène (rapport anonyme sur l'organisation militaire des Arabes). = C.-rendu : Esquer. Les commencements d'un Empire (très important; exposé objectif, intelligent, très vivant). = 1924, mars. BODIN. La brève chronique du bey Hassan (traduction d'une chronique arabe relative au dernier bey d'Oran). = C.-rendu : Capitaine Augiéras. La pénétration au Sahara oriental (surtout depuis 1900; important). = Juin. HONTABAT. Relación de la consistencia de las Plazas de Oran y Mazarquivil (traduction d'un mémoire espagnol sur la situation d'Oran en 1772). = C.-rendu : R. Vâlet. L'Afrique du Nord devant le Parlement (conscientieux, mais manque de critique).

23. — Hespéris. 1922, 1^{er}-2^e trimestres. — H. BASSET et LÉVI-PROVENÇAL. Chella : une nécropole mérinide, suite dans le 3^e trimestre, fin dans le 4^e (le passé de Chella; avant les Mérinides; son rôle de nécropole mérinide; sa décadence et sa ruine; textes épigraphiques; description des monuments). — MAUNIER. Leçon d'ouverture d'un cours de sociologie algérienne (justification du titre du cours; son objet; les matières à traiter). — J. CÉLÉRIER. Les « merjas » de la plaine du Sébou, suite dans le 2^e trimestre (comment les terres amphibies du Sébou inférieur ont modifié la vie des indigènes et influé sur la colonisation). — H. BASSET. Les rites du travail de la laine à Rabat. — D^r FERRIOL. Les ruines de Timmel (complète la description, due à Doulté, de la petite ville almohade de la vallée de l'Oued Nfis). = C.-rendus : J. Campardou. Notes archéologiques sur la région de Taza (précieuses indications; intéressant programme de recherches). — Lieutenant Béjol. Étude sur le tatouage en Algérie (ignore des travaux importants). — Carra de Vaux. Les penseurs de l'Islam, t. I et II (rendra des services, malgré la place minime occupée par le Maghreb). — Lévi-Provençal. Les historiens des Chorfa (élargit l'horizon des études marocaines). — Mercier. La civilisation urbaine au Mzab (a fait rendre toute sa mesure au sujet). = 3^e trimestre. H. BRUNO. La justice berbère au Maroc central. — L. MILLOT. Le qanoûn des M'âqâ, suite (texte, traduction et commentaire). — H. BASSET et LÉVI-PROVENÇAL. Chella : une nécropole mérinide, à suivre (monu-

ments à l'intérieur de l'enceinte). = Communications : H. DE CASTRIES. Identification de Mohammedia (il s'agit de Taroudant). — Dr BULIT. Notes sur la thérapeutique marocaine dans le sud du Maroc. — AMMOR-BOUILLOT. Un saint musulman de Salé : Sidi el-Abd El-Medloun. — PARIS et FERRIOL. Hauts fourneaux berbères des Ait Chitachen. = C.-rendus : *H. de Castries*. Les sources inédites de l'histoire du Maroc; 1^{re} série : Dynastie saâdienne. Espagne, t. I (nombreux documents; importante introduction). = 4^e trimestre. J. TERRASSE. Les portes de l'arsenal de Salé (ce sont bien les portes d'un arsenal maritime dues au sultan mérinide Abou Iousof). = Actes du 3^e congrès de l'Institut des Hautes-Études marocaines (7-9 décembre 1922) : Rapports de P. DE CENIVAL sur les travaux de l'Institut; de LÉVI-PROVENÇAL sur les récents travaux d'histoire littéraire maghrébine (1914-1921); de P. RICARD sur les arts marocains; de PAUTY sur la défense des villes et la restauration des monuments historiques. — Bibliographie marocaine en 1922. = C.-rendus : *Ferrand*. Voyage du marchand arabe Sulaymân en Inde et en Chine (excellente traduction). — A. Bel. Les Beni-Snous et leurs mosquées (étude archéologique approfondie). = 1923, 1^{er} trimestre. DELAFOSSE. Les débuts des troupes noires au Maroc. — Dr RENAUD. La peste de 1818 au Maroc (d'après les rapports inédits du consul de France et les chroniqueurs arabes). = C.-rendus : *Pallary*. Notes critiques de pré-histoire nord-africaine, et *Reygasse*. Études de paléthnologie maghrébine (H. Basset donne un résumé substantiel du débat sur la chronologie préhistorique de l'Afrique du Nord; favorable à Reygasse). — A. Bernard. Enquête sur l'habitation rurale des indigènes de l'Algérie (documents recueillis avec beaucoup de soin; conclusions des plus intéressantes). — *Lévi-Provençal*. Les manuscrits arabes de Rabat (décrits et classés avec exactitude et compétence). — *H. de Castries*. Du nom d'Alhambra donné au palais du souverain à Marrakech et à Grenade (prouve qu'il ne s'agit nullement de la couleur rougeâtre de l'enceinte). — J. du Taillis. Le nouveau Maroc (n'ajoute rien aux documents du protectorat; renseignements historiques erronés). = 2^e trimestre. H. BASSET. Deux pétroglyphes du Maroc occidental (elles représentent des figures anthropomorphes avec une décoration unique en Afrique du Nord, mais apparentée à celle d'Europe occidentale, d'où relations probables entre les deux contrées). — H. TERRASSE. Le décor des portes anciennes du Maroc (nulle part l'évolution du décor hispano-marocain au XII^e siècle ne se traduit avec autant de fidélité). — R. MONTAGNE. Les marins indigènes de la zone française du Maroc (leur vitalité et leur énergie, malgré leur décadence). — HERBER. Les Hamadcha et les Dghoughiyyin (pratiques de ces deux confréries religieuses qui réunissent presque tout le bas peuple marocain). = C.-rendus : A. Fischer. Das Liederbuch eines Marokkanischen Sängers, t. I (reproduction de poèmes vulgaires qu'il est difficile d'utiliser tels quels). — A. de Puybusque. Le marquis de Saint-Amans, am-

bassadeur au Maroc en 1682 (rapide étude dont on eût espéré davantage). = 3^e trimestre. GALLOTI. Sur une cuve de marbre blanc datant du khalifat de Cordoue (un des très rares vestiges des Ommeyyades d'Espagne). = C.-rendu : *H. de Castries*. Les sources inédites de l'histoire du Maroc; 2^e série : Dynastie filalienne, Arch. et Bibl. de France, t. I (marque une date; labeur infatigable). = 4^e trimestre. H. DE CASTRIES. La conquête du Soudan par el Mansour (état politique du Soudan au XVI^e siècle; l'expédition victorieuse du pacha Djouder, jeune renégat, créature du sultan el Mansour; publication et traduction d'un texte espagnol peu connu et d'une lettre inédite d'el Mansour). — *L. Chatelain*. Inscriptions de Volubilis (5^e série : 30 inscriptions). = C.-rendus : *Miguel Asin Palacios*. Une introduction musulmane à la vie dévote (analyse claire et détaillée de l'ouvrage le plus systématique du grand mystique musulman el-Ghazali). — *A. Bel*. Zahrat el-As (publication utile du livre écrit vers 1365 par el-Djaznai à la louange de Fès). = 1924, 1^{er} trimestre. LÉVI-PROVENÇAL. René Basset (vie et œuvre du grand orientaliste; bibliographie). — H. BASSET et TERRASSE. Sanctuaires et forteresses almohades; I : Tinnel, à suivre (la cité d'Ibn Toumert vers 1125; son histoire, ses monuments). — G.-S. COLIN. Une nouvelle inscription arabe de Tanger (renseignements sur Ahmad ibn 'Ali, chef montagnard du Rif au XVIII^e siècle). — R. MONTAGNE. Coutumes et légendes de la côte berbère du Maroc. = C.-rendus : *J. de La Nèzière*. La décoration marocaine (judicieuses remarques, mais de graves inadverances historiques). — Dr A. Richer. Les Touareg du Niger (documentation historique impatientement attendue).

24. — Revue africaine. 1923, 1^{er} trimestre. — J. CAILLAT. Le voyage d'Alphonse Daudet en Algérie, fin en 1924, 1^{er} trimestre (Daudet et son ami Reynaud, le futur Tartarin, à Alger, Blida, Miliana, dans la plaine du Chélif, chez les chefs arabes; beaucoup de renseignements sur l'Algérie en 1860-1861). — DE PRADEL DE LAMASE. Le siège de Tizi-Ouzou et la révolte de 1871 (quelques renseignements d'après les papiers de Marcy de Pradel de Lamase, fonctionnaire de l'enregistrement à Tizi-Ouzou, lors de la révolte des Kabyles). — J. COLIN. Sur la restitution d'un milliaire de Trébonien Galle (dans *C. I. L.*, VIII, 21-989, il s'agirait non des Philippe, mais de Trébonien Galle et Volusien). — J. DE MORGAN. Notes sur la préhistoire de l'Afrique du Nord (insiste sur le régionalisme des industries). — DEBRUGE. A propos de préhistoire : simple mise au point (ses fouilles confirment les découvertes de Reygasse). = C.-rendus : *Reygasse*. Études de paléthnologie maghrébine, 2^e série (réfutation par Pallary). — *Ferrand*. Voyage du marchand arabe Suleyman en Inde et en Chine (traduction érudite). — *Lévi-Provençal*. Les manuscrits arabes de Rabat (œuvre importante). — *Ben Cheneb*. Ad-Dahirat As-Saniyya : chronique anonyme des Mérinides (contribution précieuse à l'histoire des Mérinides). — *Degoumois*. L'Algérie d'Alphonse Daudet (mauvaise méthode). = 2^e trimestre. Commandant VOINOT. L'imbro-

glio marocain et l'entrevue du général Osmont avec le sultan à Oudjda, 1874-1876 (conséquences de la nomination d'El Bacher à la dignité d'Amel; sa politique à l'égard des Français et du Makhzen; situation des confins; mission du général Osmont à Oudjda; son entrevue avec le sultan; résultats médiocres des discussions entre le lieutenant-colonel Aublin et le grand vizir; pièces justificatives). — CAUVET. Les marabouts, fin dans les 3^e-4^e trimestres (il s'agit des petits monuments funéraires et votifs du nord de l'Afrique). — DESPARMET. Ethnographie traditionnelle de la Mitidja, suite en 1924, 2^e trimestre (calendrier folklorique). = C.-rendus : A. Bernard. Enquête sur l'habitation rurale des indigènes de l'Algérie (documents interprétés avec le plus grand soin). — H. de Castries. Les sources inédites de l'histoire du Maroc. Espagne, t. I (beaucoup de renseignements, notamment sur Méllilla; introduction claire et substantielle). = 3^e et 4^e trimestres. Notes pour servir à l'histoire d'Ouargla (rédigées par le service des Affaires arabes). — H. BASSET. Un aqueduc almohade à Rabat (spécimen fort intéressant d'un grand travail d'utilité publique au milieu du XII^e siècle). — YVER. Les préliminaires du traité de la Tafna (le gouvernement français voulait réaliser un royaume arabe sous un chef vassal de la France, mais il oublia de limiter les pouvoirs de Bugeaud, chargé de négocier dans ce sens avec Abd-el-Kader, et du gouverneur, le général Damrémont; d'où conflits). = C.-rendus : M. Mercier. La civilisation urbaine au Mزاب (riche documentation). — Esquer. Les commencements d'un empire : la prise d'Alger (beaucoup de faits nouveaux et présentés dans une forme vivante). — X... Chronique de Libye, 1^{re} et 2^e années (contribution appréciable à l'histoire actuelle de l'Afrique). = 1924, 1^{er} trimestre. A. BEL. R. Basset (sa vie, son rôle scientifique). — A. COUR. Notes sur les chaires de langue arabe d'Alger, Constantine et Oran, 1832-1879 (leur création, leur rôle, leurs titulaires). = C.-rendus : Mélanges de la Faculté orientale, t. VII (variété et rédaction soignée des articles). — Rober-Raynaud. En marge du « Livre jaune » (simple et clair; mais nulle référence et erreurs trop nombreuses). — H. A. R. Gibb. The arab conquests in Central Asia (récit clair et vif utilisant les sources arabes, turques et chinoises). = 2^e trimestre. A. BODIN. L'agrément du lecteur (texte arabe et traduction d'une notice sur les Arabes soumis aux Espagnols pendant l'occupation d'Oran, par Si Abd-el-Kader Mecherfi). — J. BARDOUX. La vie d'un consul auprès de la régence d'Alger (d'après l'ouvrage de Mrs Broughton : Six years Residence in Algiers, 1806-1812, publié à Londres en 1842). — J. DE MORGAN. Les dernières découvertes préhistoriques de M. Reygasse (la plus entière confiance doit être accordée à ses exposés). = C.-rendus : J. Maspero. Histoire des patriarches d'Alexandrie (œuvre inachevée, mais d'un artiste et d'un érudit). — P.-J. André. L'Islam et les races, t. I (estimable, mais nécessiterait une mise au point très sérieuse). — R. Vâlet. L'Afrique du Nord devant le Parlement au XIX^e siècle (travail consciencieux, mais les archives et les journaux parisiens n'ont pu être utilisés). —

Yver. Documents relatifs au traité de la Tafna (introduction sobre et substantielle; documents importants; index et notes précieux).

BELGIQUE.

25. — Revue belge de philologie et d'histoire. 1924, juillet-septembre. — G. BIGWOOD. Les financiers d'Arras; contribution à l'étude des origines du capitalisme moderne (se renfermant dans le XIII^e et le XIV^e siècle, l'auteur recherche comment se constituaient les capitaux et quel emploi en faisaient leurs propriétaires). — H. NELIS. Les doyens de chrétienté, suite (étude diplomatique sur les contrats passés par eux, sur les sceaux et sur l'autorité qu'on leur reconnaissait). — M.-G. DE BOER. Guillaume I^{er} et les débuts de l'industrie métallurgique en Belgique, 1815-1825. — A. DE RIDDER. La Belgique et la France au lendemain du coup d'État (d'après les archives diplomatiques du département belge des Affaires étrangères; défiance croissante du gouvernement de Léopold I^{er} à l'égard de la politique « pacifique » de Napoléon III). — H. E. EGERTON. L'étude de l'histoire coloniale dans l'empire britannique. — A. VINCENT. Diminutifs français de noms de lieux en Angleterre. — P. THOMAS. Les imitations de Salluste dans la « Chronique de Saint-Hubert ». — J. VANNERUS. L'origine luxembourgeoise des peintres Van Orley. = C.-rendus : G. Ghedini. Lettere cristiane dai papiri greci del III e IV secolo (texte, traduction, notes fort instructives). — H. Delehay. Les passions des martyrs et les genres littéraires (attrayant et substantiel). — Maurice Wilmotte. De l'origine du roman en France (court mémoire où l'on traite uniquement de la tradition antique et des éléments chrétiens du roman). — A. W. Person. Staat und Manufaktur im römischen Reiche (bonne étude sur les industries textiles au temps de l'Empire romain). — E. Pottier. Corpus vasorum antiquorum. France. Musée du Louvre, fasc. 1-2. — Pietro Bonfante. Storia del diritto romano, 3^e édit. (« une des plus puissantes et des plus originales synthèses de l'évolution juridique à Rome qui ait vu le jour depuis Ihering »). — Roger Chastanier. Un aspect des lois relatives aux minorités religieuses. L'état civil des protestants, 1550-1792 (clair et impartial, mais les références et la bibliographie sont médiocres). — Camille Tihon. La principauté et le diocèse de Liège sous le règne de Robert de Berghes, 1554-1564 (ouvrage d'un réel mérite, mais incomplet). — Théophile Simar. Étude critique sur la formation de la doctrine des races au XVIII^e siècle et son expansion au XIX^e (bon). — Gaudefroy Demonbynes. Le pèlerinage à La Mecque (travail d'érudition très laborieux; mais aucune table ne vient aider à se retrouver dans la multitude de faits mis en œuvre).

ÉTATS-UNIS.

26. — The American historical Review. 1924, avril. — La réunion de l'American historical Association à Columbus (résumé des

communications). — B. E. SCHMITT. Triple-Alliance et Triple-Entente, 1902-1914 (important article, bien documenté et avec nombreuses références; conclusions un peu vagues). — S. E. BEMIS. Le service secret britannique et l'alliance franco-américaine (curieuse étude sur le rôle des agents britanniques auprès des commissaires américains à Paris pendant la guerre d'indépendance). = Notes : Le vice-président et le cabinet (montre que le vice-président des États-Unis n'a pas fait partie du cabinet avant la présidence de Harding). = Documents : Une lettre de Thomas Paine en 1793 (intéressante pour l'épisode Genet et le projet de conquête de la Louisiane espagnole). = C.-rendus : A. T. Olmstead. History of Assyria (excellent). — R. M. Peterson. The cults of Campania; L. R. Taylor. Local cults in Etruria (utiles monographies). — N. Turchi. Le religioni misteriosofiche del mondo antico (bonne vue d'ensemble). — C. L. Scofield. The life and reign of Edward IV (très complet; peut-être trop de détails). — F. M. G. Evans. The principal Secretary of State : a survey of the office from 1558 to 1680 (bon travail). — W. Foster. The English factories in India, 1661-1664; Shafaat Ahmad Khan. Anglo-Portuguese negotiations relating to Bombay, 1660-1677 (documents intéressants). — G. N. Clark. The Dutch alliance and the war against French trade, 1688-1697 (utiles recherches). — Sir A. W. Ward and G. P. Gooch. The Cambridge history of British foreign policy, vol. III, 1866-1919 (compte-rendu critique de la partie du volume consacrée aux relations anglo-américaines). — Sir J. S. Corbett. Naval operations, vol. III (concerne la guerre sous-marine, la fin de l'expédition des Dardanelles et la bataille du Jutland; complet et judicieux, mais trop uniformément bienveillant pour le haut commandement). — W. S. Churchill. The world crisis, 1915 (apologie pour l'expédition des Dardanelles). — A. F. A. Bandelier and F. R. Bandelier. Historical documents relating to Mexico, Nueva Vizcaya and approaches thereto, to 1773, vol. I (très important). — J. F. Jameson. Privateering and piracy in the colonial period; illustrative documents (intéressant et pittoresque). — R. V. Harlow. Samuel Adams, promotor of the American Revolution (idées originales, mais cette biographie n'a rien de définitif). — C. M. Fuess. The life of Caleb Cushing (ce politicien du Nord, favorable à l'esclavage, reste toujours un personnage énigmatique). — W. G. Shotwell. The civil war in America (beaucoup de détails, mais peu critique). — Th. S. Staples. Reconstruction in Arkansas (bonne monographie, mais surtout politique). — D. S. Alexander. Four famous New Yorkers : the political careers of Cleveland, Platt, Hill and Roosevelt (forme le 4^e volume de la Political history of the state of New York; très vivant, peu d'idées générales). — J. P. Nicholls. Alaska : a history of its administration, exploitation and industrial development (travail intelligent et utile). — N. Trottman. History of the Union Pacific (bon). — H. J. Priestley. The Mexican nation, a history (remarquable, mais les questions économiques sont négligées). — P. Mariano Cuevas. Historia de la Iglesia en Mexico (savant travail,

très important). = Juillet. W. BOWDEN. L'influence des industriels sur la politique de William Pitt à ses débuts (montre comment l'industrie anglaise, et particulièrement celle du coton, obligea William Pitt en 1785 à renoncer à l'excise sur le coton et à abandonner ses projets d'union économique avec l'Irlande). — O. L. SPAULDING. Les études militaires de Washington (il n'avait pas seulement une connaissance pratique de l'art militaire, mais lisait les travaux des théoriciens; ouvrages militaires faisant partie de sa bibliothèque). — F. MERK. Les pionniers de l'Orégon et la frontière (précise la part des premiers pionniers de l'Orégon dans les événements qui amenèrent le traité de partage entre l'Angleterre et les États-Unis). — R. S. COTTERILL. Le chemin de fer de Louisville à Nashville, 1861-1865 (son rôle pendant la guerre de Sécession). = Notes : Le gouvernement autrichien et les conspirateurs italiens de 1831-1835 (la justice autrichienne fut beaucoup moins dure qu'on ne l'a dit). — Lincoln et le catholicisme (la soi-disant citation de Lincoln, faite dans une publication récente, où Lincoln attribue la guerre de Sécession aux jésuites et au pape, n'est pas autre chose qu'un faux). = Documents : Marbois et le commerce des fourrures (mémoire rédigé par Barbé-Marbois en 1784 sur l'organisation du commerce des fourrures dans l'état de New York et sur la part que la France pourrait y prendre). = C.-rendus : L. Robin. La pensée grecque et les origines de l'esprit scientifique (en réalité, histoire de la philosophie grecque, sous une forme condensée, mais vivante). — J. Hoschander. The book of Esther (regarde ce livre comme historique et se rapportant au règne d'Artaxerxès II). — J. Przyłuski. La légende de l'empereur Açoka dans les textes indiens et chinois (important pour l'étude du bouddhisme primitif et de son développement). — The Cambridge medieval history; vol. IV : The eastern Roman Empire (on signale d'assez nombreuses erreurs de détail). — M. Poëte. Une vie de cité : Paris de sa naissance à nos jours, I (très remarquable). — K. Gjerset. History of Iceland (bon). — S. Gwynn. The history of Ireland (intéressant pour l'histoire politique). — E. K. Chambers. The Elizabethan stage (analyse de ces quatre gros volumes, qui représentent un immense travail). — A. Mousset. Un témoin ignoré de la Révolution : le comte Fernan Nuñez, ambassadeur d'Espagne à Paris, 1787-1791 (documents d'une importance égale aux lettres de Gouverneur Morris). — F. L. Nussbaum. Commercial policy in the French Revolution : a study of the career of G. J. A. Ducher (ne manque pas d'intérêt pour l'histoire économique de la Révolution). — R. Coupland. Wilberforce (très vivant). — A. Stern. Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815, vol. IX (se rapporte surtout à l'histoire politique des années 1860-1866; indication des points sur lesquels il modifie les idées reçues). — Sir Charles Lucas. The Empire at war, vol. II (participation du Canada et des îles anglaises d'Amérique à la grande guerre). — A. L. P. Dennis. The foreign politics of Soviet Russia (travail de pionniers dans

une forêt vierge). — *C. H. Mac Ilwain*. The American Revolution : a constitutional interpretation (beau travail, dont l'auteur du compte-rendu conteste cependant les conclusions, aux termes desquelles les colonies auraient été fondées en droit à ne pas reconnaître la suprématie du Parlement). — *A. Nevins*. American social history as recorded by British travellers (très bon). — *H. F. Gosnell*. Boss Platt and his New York machine (beaucoup de renseignements, mais se contente trop d'énumérer des faits). = Octobre. *T. F. T. PLUCKNETT*. Le cardinal mécréant (le personnage désigné ainsi dans un procès plaqué en Angleterre en 1382-1383 est le cardinal Robert de Genève, devenu antipape en 1378 sous le nom de Clément VII). — *H. TEMPERLEY*. Canning et les conférences des quatre gouvernements alliés à Paris, de 1823 à 1826 (minutieuse étude de ces conférences d'ambassadeurs qui s'occupèrent surtout de la question d'Espagne et auxquelles l'Angleterre ne voulut plus participer). — *J. A. JAMES*. Dans quelle mesure l'opinion française a-t-elle contribué à empêcher la guerre entre la France et les États-Unis en 1795-1800 (analyse surtout des documents diplomatiques et montre qu'il y a toujours eu en France un courant favorable à une entente). — *H. T. CATTERALL*. Quelques antécédents de l'affaire Dred Scott (montre l'évolution juridique qui a fini par aboutir à la fameuse décision de la Cour suprême, si importante pour l'histoire de l'esclavage). = Notes : Le plan de Michel Chevalier en 1859 (*A. L. Dunham* analyse un rapport conservé aux Archives nationales, rapport qu'il attribue à Michel Chevalier et qui aurait été la base du traité de commerce de 1860 entre la France et l'Angleterre). = Documents : Rapport et lettres relatifs à la politique américaine en Extrême-Orient en 1882. = C.-rendus : *E. Pittard*. Les races et l'histoire (utile, mais laisse à désirer, surtout en ce qui concerne l'Amérique). — *E. W. Hopkins*. Origin and evolution of religion (beaucoup de matériaux, qui restent trop à l'état de matériaux). — *A. Segre*. Storia del commercio (utile compilation ; peu d'idées). — *P. B. Potter*. The freedom of the seas in history, law and politics (bon). — *J. Babbitt*. Democracy and leadership (idées ingénieuses et originales, mais trop de métaphysique). — *W. H. Buckler* and *W. M. Calder*. Anatolian Studies presented to Sir William M. Ramsay (études de détail, dont les plus intéressantes sont celles qui se rapportent aux langues de l'Asie Mineure). — *A. M. Shepard*. Sea power in ancient history (résumé commode, mais conception un peu étroite de l'histoire de la marine). — *A. de Ridder* et *W. Deonna*. L'art en Grèce (très agréable et très pénétrant). — *M. Semenoff*. Histoire de Russie (peu de valeur historique). — *L. M. Larson*. History of England and the British Commonwealth (bon résumé, mais les périodes anciennes sont trop sacrifiées). — *J. Mackinnon*. The constitutional history of Scotland from early times to the Reformation (le meilleur résumé que nous possédions d'une question très difficile). — *J. S. C. Bridge*. A history of France from the death of Louis XI;

vol. II : *The reign of Charles VIII* (vivant et parfois brillant). — *G. Hanotaux*. Histoire de la nation française, tome IV (période 1515-1804; critique des idées de M. Madelin et grand éloge de son talent littéraire). — *L. von Pastor*. Geschichte der Paepste. Band IX : Gregor XIII (résumé des idées de l'auteur). — *J. Lepsius, Mendelssohn und Thimme*. Die grosse Politik der Europaeischen Kabinette, vol. VII-XII (long compte-rendu de cette importante publication documentaire qui porte sur la période 1890-1897). — *V. Valentin*. Deutschlands Aussenpolitik von Bismarcks Abgang bis zum Ende des Weltkrieges et Bismarcks Aussenpolitik von 1871-1890 (deux ouvrages importants, qui sont cependant à corriger sur bien des points). — *O. Franke*. Die Grossmaechte in Ostasien von 1894 bis 1914 (intéressant travail d'histoire diplomatique, mais qui doit être utilisé avec précaution, l'auteur étant très hostile à l'Angleterre). — *C. E. Fayle*. Seaborne trade; vol. III : The period of unrestricted submarine warfare (très important et bien présenté). — *L. F. Stock*. Proceedings and debates of the British Parliaments respecting North America; vol. I : 1542-1688 (très utile recueil de textes dispersés). — *D. Pasquet*. Histoire politique et sociale du peuple américain, vol. I (aperçu de cet ouvrage : « not a mere restatement of the American histories, but a fresh treatment »). — *L. M. Penson*. The colonial agents of the British West Indies (savant travail, fait surtout d'après des sources manuscrites). — *D. Y. Thomas*. One hundred years of the Monroe doctrine (a critiqué trop sévèrement la façon dont cette doctrine a été appliquée par le gouvernement des États-Unis). — *C. M. Knapp*. New Jersey politics during the period of the civil war and reconstruction (étudie, mais sans conclusions bien nettes, les sentiments peu favorables au Nord qui ont dominé au New Jersey pendant cette période). — *E. Quesada*. La epoca de Rosas (nouvelle édition d'un travail très original et devenu classique).

GRANDE-BRETAGNE.

27. — The Scottish historical Review. 1924, avril. — *J. M. BULLOCH*. La vérité sur le tartan de Gordon (ce « tartan » est l'emblème du « clan »; or, les Gordon n'ont jamais formé un « clan » dans le sens strict de la langue celtique. Leur « tartan » a été imaginé en 1793). — *George A. SINCLAIR*. Officiers écossais au service de Charles XII. — *David Baird SMITH*. Le retrait lignager en Écosse. — *W. H. MARWICK*. L'industrie cotonnière et la révolution industrielle en Écosse. — *D. A. E. HARKNESS*. L'opposition aux articles 8 et 9 du traité d'Utrecht (articles relatifs aux relations commerciales entre la Grande-Bretagne et la France). = C.-rendus : History of the Great war, based on official documents. The campaign in Mesopotamia 1914-1918, vol. I, by General *F. J. Moberly* (consciencieuse mise en œuvre des documents militaires, sans vues générales sur la politique). — *Edmond Curtis*. A history of mediæval Ireland, 1160-1513 (très bon résumé). — *Philipp W. Sergeant*. The life of Anne Boleyn

(bon). — *W. H. Buckler et W. M. Calder*. Anatolian studies presented to Sir William Mitchell Ramsay (recueil de trente-trois mémoires érudits sur les problèmes que soulève l'histoire de l'Asie Mineure dans l'antiquité). — *William Gaston Shotwell*. The civil war in America (exposé très touffu des événements, d'après les Archives officielles des armées de l'Union et de la Confédération). = Juillet. *Walter Seton*. L'itinéraire de Jacques III, octobre-novembre 1715 (son itinéraire dans le nord de la France pendant les quelques mois qui précéderent son arrivée en Écosse. Suivi de son journal de voyage, de Commercy à Saint-Malo, puis au cap Fréhel et à Dunkerque, journal tenu par son valet de chambre, l'Irlandais O'Flannagan). — *J. Duncan Mackie*. La diplomatie secrète de Jacques VI avant son avènement au trône d'Angleterre. — *W. S. Mac Kechnie*. Ancienne organisation des bourgs en Écosse (d'après l'ouvrage de *David Murray* : *Early burgh organization in Scotland*.) — *G. P. Insh*. Fondation de la Compagnie écossaise de commerce avec l'Afrique et les Indes, 1693-1695. = C.-rendus : A guide to the exhibition of historical medals in the British Museum (guide utile et richement illustré). — *J. R. N. Macphail*. Papers from the collection of Sir William Fraser. — *Duncan Warrand*. More Culloden papers; I : 1626-1704. — *Thomas Miller*. The parochial law of tithes (réponse aux critiques dirigées contre les théories de l'auteur sur l'acte du roi David établissant, dit-on, la dime dans les paroisses). — *Herbert L. Osgood*. The american colonies in the XVIII century, 1690-1740 (beaucoup d'érudition débordante et pénible à suivre). — *Wallace Notestein*. The Journal of Sir Simonds d'Ewes (excellente réédition). — *William Foster*. The english factories in India, 1661-1664 (fait directement à l'aide de pièces d'archives). = Octobre. *Sir Philip J. Hamilton-Grierson*. Les comités judiciaires du parlement d'Écosse, de 1369 à 1544. — *J. R. N. Macphail*. Le vandalisme à l'île d'Iona (la destruction des emblèmes et monuments religieux dans l'île où avait vécu saint Columba est le résultat d'une délibération prise en 1640 par le synode presbytérien d'Argyll et d'une expédition conduite en 1644 d'Écosse en Irlande par des gens de Lord Antrim. C'est l'œuvre de prédicateurs fanatiques acharnés à détruire toute trace matérielle du catholicisme). — *R. K. Hannay, Jeanne Harvey et Marguerite Wood*. De quelques bulles pontificales trouvées dans les « Hamilton papers » (intéressantes pour l'histoire politique et religieuse de l'Écosse au XVI^e siècle). — Le chanoine *MacLeod*. Les Scandinaves dans les Hébrides (traces laissées par leur occupation). — *Robert Dunlop*. Plans imaginés au XVI^e siècle pour coloniser l'Ulster. — *Professeur W. A. Craigie*. Les plus anciens textes en langue écossaise (l'auteur prépare un dictionnaire de cette langue, antérieurement à l'année 1400; il en fait ressortir l'importance pour l'histoire primitive du pays). = C.-rendus : *Keith Feiling*. A history of the tory party, 1640-1714 (important). — *James F. Chance*. The alliance of Hanover; a study of british foreign policy in the last years of George I (important pour les années 1725-1727).

28. — The Times. Literary Supplement. 1924, 25 septembre. — *Edith Hinkley. Mazzini* (bonne biographie). — *J. Saxon Mills. David Lloyd George, war minister* (étude minutieuse et jugements sévères). — *G. A. Reisner, C. S. Fisher, D. G. Lyon. Harvard excavations at Samaria* (très important; c'est un modèle de rapport sur des fouilles archéologiques). = 2 octobre. *Sir Thomas W. Arnold. The caliphate* (très intéressant). — *C. T. Seltman. Athens, its history and coinage before the Persian invasion* (excellent). — *C. H. Norman. A search-light on the european war* (instructif, mais plus pamphlet qu'histoire, l'auteur étant résolument hostile au capitalisme, au militarisme, anti-royaliste et par-dessus tout antianglais). = 9 octobre. Les tragédies de Voltaire. — Documents sur la guerre : Preliminary history of the armistice; *Kautzky. Outbreak of the world war*; German white book (trois ouvrages traduits de l'allemand; le dernier, publié aux frais du « Carnegie endowment for international peace », contient en outre le rapport de la Commission des Alliés sur la responsabilité de la guerre, rapport qui n'a jamais été officiellement communiqué au gouvernement allemand). — *G. Horne et G. Aiston. Savage life in Central Australia* (intéressant exposé des usages et croyances en vigueur chez les Wonkonguru et autres tribus indigènes de l'Australie méridionale). — *James Moffatt. A critical and exegetical commentary on the epistle to the Hebrews* (remarquable). — *H. Ullrich. Defoe's Robinson Crusoe; die Geschichte eines Weltbuches* (très instructif). — *Preserved Smith. Erasmus* (remarquable). = 16 octobre. Major *L. E. Vining. Held by the Bolsheviks; the diary of a British officer in Russia, 1919-1920* (très intéressant). — *John Buchan. Lord Minto* (bonne biographie de Gilbert John Elliot, quatrième comte de Minto, qui fut gouverneur général du Canada, 1898-1904, et vice-roi des Indes, 1905-1910; utilise largement la correspondance officielle et privée de cet excellent administrateur). — *S. Tolkowsky. The gateway of Palestine* (bonne histoire de Jaffa, surtout depuis la prise de Jérusalem par les Croisés en 1099). — *Geoffrey Callender. The naval side of the British history* (estimable, mais superficiel). — *Hilaire Belloc. The campaign of 1812 and the retreat from Moscow* (résumé présenté avec un talent remarquable). — *Richard A. Newhall. The english conquest of Normandy, 1416-1424* (fait ressortir la haute valeur de Henri V comme chef d'armée; beaucoup de recherches médiocrement mises en œuvre). — *Scholderer, A. W. Pollard, Thomas, Esdaille et Rendall. Catalogue of books printed in the xvth cent. now in the British Museum, 5^e partie* (beau volume sur les incunables de Venise). — *Sidney Smith. Babylonian historical texts relating to the capture and downfall of Babylon* (traduction de textes en écriture cunéiforme). = 23 octobre. *Stephen King-Hall. Western civilization and the Far-East* (si les Occidentaux ont trop souvent maltraité les Chinois et les Japonais, qu'ils considèrent comme appartenant à une race inférieure, l'auteur estime que les Japonais, depuis la « Restauration », ont au

moins égalé les Blancs par leur orgueil et leur brutalité). — *Alfred Rosling Bennett*. London and Londoners in the eighteen fifties and sixties (agréables tableaux de Londres vers le milieu de l'époque victorienne, par un ingénieur qui donne une attention spéciale aux progrès mécaniques). — *A. H. Thomas*. Calendar of early Mayor's court rolls, 1298-1307 (important pour l'histoire municipale de Londres et de son organisation judiciaire). = 30 octobre. *Jos. Daniels*. The life of Woodrow Wilson (biographie écrite par un ami et partisan de l'ancien président, qui le prit pour ministre de la Marine). — *David Lawrence*. The true story of Woodrow Wilson (intéressants souvenirs d'un journaliste qui parle surtout de la personne de Wilson et de l'influence qu'exerça sur lui sa seconde femme). — *Chas. E. Mallet*. A history of the University of Oxford (aussi agréable qu'instructif). — *Edward J. Burrow*. Ancient earthworks and camps of Somerset (livre très bien illustré). — *Arthur J. Dasent*. Nell Gwynne (amusant). — *Arnold Lunn*. Roman converts (étude psychologique sur les motifs qui ont conduit plusieurs Anglicans notables, par exemple Manning et Tyrell, à se convertir au catholicisme). — Archivio y biblioteca de la casa de Medinaceli (important catalogue non mis en vente). = 6 novembre. *Stanley Morison*. Four centuries of fine printing (somptueuse publication où sont reproduits plus de six cents types de belles impressions depuis 1500 jusqu'en 1914). — *W. P. Cresson*. Diplomatic portraits (parle de beaucoup de gens, mais surtout du tsar Alexandre I^{er} et de ses rapports avec le président Monroe; apporte sur ce point des documents nouveaux tirés des archives impériales de Russie). — *Aurelio Palmieri*. La politica asiatica dei Bolscevichi (bon travail de compilation par un journaliste avisé). — *Heinrich David*. England's europäische Politik (intéressantes considérations présentées par un Allemand libéral qui apprécie sainement la politique anglaise). — *William M. Sloane*. Greater France in Africa (apprécie avec sympathie l'influence française au Maroc). — *Viktor von Klarvill*. The Fugger News-letters, 1568-1605 (traduction anglaise par Pauline de Chary). — *J. B. Botsford*. English society in the eighteenth century as influenced from oversea (montre combien la multiple expansion des Anglais au dehors, de 1700 à 1800, a contribué à la profonde transformation de la société). — *Clement Downing*. A history of the indian wars, publié par *William Foster* (utile réimpression, avec les notes indispensables, du livre publié en 1737 par Downing). — *Walter George Bell*. The great plague in London, 1665 (travail bien documenté qui remplacera désormais le célèbre tableau brossé par D. Defoe). — The manuscript of St Helena, trad. par *Willard Parker* (sans valeur). — *Walter Lock*. A critical and exegetical commentary on the pastoral epistles (remarquable). — *E. G. Hardy*. Some problems in roman history (six études sur l'œuvre administrative et législative de Jules César). — *Id.* The Catilinarian conspiracy in its context (critique approfondie des sources). —

W. S. Holdsworth. A history of english law, vol. IV-VI (très important). = 13 novembre. Les origines du roman anglais (article de tête à propos d'un ouvrage d'Ernest Barker, *The history of the english novel... to the Renaissance*). — Général Soukhomlinov. Erinnerungen (bien connu pour le rôle qu'il joua en 1914 comme ministre de la guerre russe; présente l'apologie de sa conduite avant et pendant la guerre. On sait qu'après avoir été jugé et mis en prison, il fut délivré par les Bolchevistes; il vit maintenant en Allemagne). — Henry Wickham Steed. Through thirty years, 1892-1922 (importants souvenirs d'un journaliste qui connaissait bien l'Allemagne et la France et qui a rendu de grands services à la cause des Alliés pendant la guerre). — Memoirs of general Sir George Greaves (intéressant pour l'histoire militaire de 1850 à 1893. Le général est mort en 1922, âgé de quatre vingt-onze ans). — L. C. A. Knowles. The economic development of the British oversea empire, 1763-1914 (plein de faits bien choisis). — Arthur C. Headlam. The Church of England (instructif). — William Page et J. W. Willis-Bund. The Victoria history of the county of Worcester, t. IV. — F. W. Hasluck. Athos and its monasteries (beau et bon livre). — J. S. Battye. Western Australia (très bonne histoire de l'Australie occidentale jusqu'à la fin du XIX^e siècle). — Sir George Newmann. Thomas Sydenham, reformer of medicine, 1624-1924 (pour fêter le troisième centenaire de sa naissance. Sydenham mourut en 1689). — J. D. Comrie. Selected works of Thomas Sydenham. — Sir John C. Fox. The Byron mystery (c'est la première fois que le procès de Byron est traité complètement et dans un esprit désintéressé). = 20 novembre. Lady Algernon Gordon-Lennox. The diary of Lord Bertie of Thame, 1914-1918 (journal d'un intérêt assez médiocre en somme; trop long et peu instructif). — The story of Hamlet and Horatio (gros volume de 700 pages, bourré de citations, pour prouver que l'unique auteur des drames de Shakespeare est Bacon, qui s'est dépeint lui-même dans Hamlet; Horatio, c'est Shakespeare, ami de l'auteur, etc.). — David Randall-Mac Iver. Villanovans and early Etruscans (savante étude, très bien illustrée, sur l'âge de fer en Italie, dans l'Émilie et le Latium). = 27 novembre. Fr. Schœnemann. Die Kunst der Massenbeeinflussung in den Vereinigten Staaten von Amerika (intéressants détails sur la propagande exercée aux États-Unis, avant et pendant la guerre, par l'école, les églises, les femmes, la presse, le cinéma et le monde des affaires). — Sir F. Maurice et Sir George Arthur. The life of Lord Wolseley (important, surtout pour ce qui concerne la réorganisation de l'armée anglaise). — History of the Great war : The merchant navy, vol. II, by Archibald Hurd (ce tome II traite de l'intervalle entre les premiers mois de 1915 et le début de la guerre sous-marine sans restriction). — R. H. Mahon. Mary, queen of Scots; a study of the Lennox narrative in the University library of Cambridge (sur l'assassinat de Darnley; conclusion inacceptable). — William O'Brien. Edmund

Burke as an Irishman (montre que Burke, bien que devenu bon Anglais et même bon Européen, n'oublia pas de servir les intérêts de son pays natal). — *I. R. Glover*. Herodotus (recueil de huit conférences très substantielles). — *E. H. Blakeney*. The Egypt of Herodotus (agréable réédition de la traduction du livre II d'Hérodote, par Rawlinson). — *E. Allison Peers*. Spanish mysticism (recueil d'extraits traduits en anglais; sur la nature et l'origine du mysticisme espagnol, l'auteur n'a pas tenu compte de travaux récents comme ceux d'Altamira et de Ganivet). — *E. Beresford Chancellor*. The lives of the rakes; II : The Restauration rakes (amusants portraits des grands seigneurs à la mode sous Charles II). — *J. J. Jusserand*. The school for ambassadors and other essays (agréable recueil). — *E. S. Roscoe*. A history of the english prize court (bonne histoire du tribunal des prises marchandes, qui a joué un si grand rôle dans le droit international). — *R. Davidsohn*. Geschichte von Florenz. IV, 2 : Gewerbe, Zünfte, Welthandel und Bankwesen (remarquable). — *D. D. Luckenbill*. The annals of Sennacherib (utile recueil des sources assyriennes pour l'histoire de Sennachérib). = 4 décembre. *John H. Morgan*. John, viscount Morley (contient d'utiles souvenirs personnels). — *H. J. Rose*. The Roman questions of Plutarch (traduction et commentaire du traité de Plutarque sur la religion de l'ancienne Rome. Utile). — *Albion W. Small*. Origins of sociology (bonne étude sur l'histoire de cette science, si du moins, ce que se demande l'auteur, la sociologie est une science). — *Charles H. Hashins*. Studies in the history of mediæval science (important). — *A. Mathew*. The life and times of Rodrigo Borgia, pope Alexander VI (biographie précise et impartiale). — *Hugh Y. Reyburn*. The story of the Russian Church (assez bien informé, mais très partial). — *Henry A. Ormerod*. Piracy in the ancient world (bon). — Général *Collin R. Ballard*. Napoleon (simple esquisse d'histoire militaire, accompagnée d'utiles cartes; beaucoup de longueurs). = 11 décembre. La critique des textes (article de tête, qui se tient dans les généralités). — *R. G. Gettell*. History of political thought (considérable amoncellement de faits dont on ne saisit pas bien la signification). — *R. H. Lord*. The origins of the war of 1870 (lucide exposé pour lequel l'auteur a utilisé quelques documents inédits de source allemande). — Miss *L. E. Elliott*. Central America (instructif et bien illustré). — *J. M. Beck*. The constitution of the United States (remarquable exposé des institutions politiques dans leur histoire, leur présent et leur avenir; aux yeux de l'auteur, elles sont si parfaites qu'on n'y devrait rien changer). — *Jervis Wegg*. The decline of Antwerp under Philipp of Spain (bien informé et impartial). — Cardinal *Gasquet*. The mission of St Augustine and other addresses (recueil de monographies et de conférences reliées entre elles par cette opinion que la rupture avec Rome ne représentait pas les sentiments du peuple anglais). — *W. Watkins Davies*. Wales (honnête résumé de l'histoire de Galles). — *Albert Churchward*. The origin and evolution of reli-

gion (systématique et aventureux). — *E. Sidney Hartland*. Primitive law (très intéressant pour le juriste). — *Ian Ferguson*. The philosophy of witchcraft (traite surtout de la sorcellerie en Écosse au temps de Jacques VI). — *Fr. Byron Khun de Prorok*. Fouilles à Carthage, 1^{re} fasc. (ces fouilles, conduites sans méthode, sont une pure destruction. L'Université Harvard a refusé toute subvention à l'entreprise). = 18 décembre. *Sir Charles Lucas*. The Empire at war, t. III (montre la part prise à la Grande Guerre par l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les îles du Pacifique). — *G. G. Mac Curdy*. Human origins (excellent livre de référence). — *W. C. Bishop*. The mozarabic and ambrosian rites, publ. par *C. L. Feltoe* (publication opportune à un moment où l'on discute la revision du « Prayer Book »). — *R. W. Seton-Watson*. Tudor Studies (volume de mélanges offert au professeur Pollard). — An inventory of the historical monuments in London; I : Westminster abbey (inventaire copieusement illustré, avec une bonne histoire de l'abbaye dans l'introduction). = 25 décembre. *Charles M. Andrews*. The colonial background of the american revolution (remarquable). — *Guido Passolini*. Carteggio Minghetti-Passolini, I (importante correspondance comprenant les années 1846 et 1854). — *E. Alexander Powell*. The struggle for power in Moslem Asia (simple essai à l'adresse du public américain; on prévient ce public qu'autour de la question des pétroles de Mossoul l'activité des Américains n'est pas moins intéressée que celle des Anglais). — *Benjamin Bathurst*. Letters of two queens, II (curieuse correspondance échangée entre Marie et Anne, filles du duc d'York, le futur Jacques II, avec une amie d'enfance, France Apsley).

29. — *Transactions of the royal historical Society*. 4^e série, tome VII, 1924. — *Miss E. C. Lodge*. Édouard 1^{er} et ses vassaux directs en Gascogne. — *M^{me} Inna Lubimenko*. Lutte des Hollandais et des Anglais pour la conquête du marché russe au XVII^e siècle (beaucoup de nouveau tiré des archives russes). — *Miss A. E. Levett*. Les tribunaux et les « court rolls » de l'abbaye de Saint-Alban (analyse très précise et minutieuse des rouleaux et registres où étaient notés tous les faits intéressant les droits féodaux de cette riche abbaye au XIV^e siècle. Plusieurs de ces documents étaient demeurés inconnus jusqu'en 1922. Ils permettent d'expliquer les motifs qui poussèrent les tenanciers de l'abbaye à se soulever en 1382). — *Grace Stretton*. Les voyages au moyen âge (surtout d'après les livres de compte de Henri de Derby lors de ses voyages en 1390-1393). — *Miss Rose Graham*. La province anglaise de l'ordre de Cluny au XV^e siècle (avec une carte). — La théorie politique du soulèvement dans l'Inde en 1857. Réplique aux conclusions de *Mr. F. W. Buckler*, par *Douglas Dewar* et le professeur *H. L. Garrett* (*M. Buckler* s'était fait l'écho des insurgés en essayant de montrer que la East India Company s'était révoltée contre le roi de Delhi et que les soldats indigènes étaient tenus de prendre les armes pour lui contre la Compagnie rebelle. Réponse de *M. Buckler* à ses critiques).

ITALIE.

30. — Rendiconti della R. Accademia nazionale dei Lincei.

Classe di scienze morali, storiche e filologiche, 5^e série, t. XXXI, fasc. 5-6 (Rome, 1922). — Carlo DE BILDT. Les statues suédoises du Prato della Valle à Padoue (raconte dans quelles circonstances fut érigée, à Padoue, au XVIII^e siècle, une statue à Gustave Baner, fils du Baner qui, de 1634 à 1641, commanda les Suédois contre les troupes impériales, et une autre à Gustave-Adolphe, qui n'était pas le roi de Suède tué à Lützen, mais un prince de Sudermanie qui étudiait, dit-on, à Padoue en 1611). — Sabino CASTELLANO. La topographie de la bataille de Cannes (relève sur les lieux mêmes une série de noms qui gardent le souvenir de la bataille). — Nicola FESTA. Un recueil de scolies et de gloses tirées de manuscrits de l'« Africa » de Pétrarque. = Fasc. 7-10. Ignazio GUIDI. Études sur l'histoire littéraire de l'Abyssinie; suite. — C. CONTI-ROSSINI. Renseignements nouveaux sur les Juifs d'Abyssinie. — Id. Ruines antiques dans les régions alpestres de l'Érythrée (régions comprises entre la Barca, l'Anseba et la mer Rouge; avec une carte). — Id. La chute de la dynastie Zagué (vers 1270; d'après un texte en partie légendaire). = Fasc. 11-12. Biagio BRUGI. Des travaux récents sur l'histoire du droit italien. — Giuseppe BOTTI. Fragments d'un texte historique en l'honneur de Toutmès III. — Biagio BRUGI. La philosophie du droit dans l'Amérique du Nord (d'après le t. X publié par l'« Association of american law schools » sous le titre : « The formal bases of law »; ce volume contient en outre trois articles du professeur Del Vecchio). — Giuseppe BOTTI. Fragments de registres d'état civil de la vingtième dynastie. = T. XXXII, fasc. 1-4. Nicolas FESTA. Anciens commentaires de l'« Africa » de Pétrarque. = Fasc. 5-10. R. ALMAGIÀ. Une carte ancienne du territoire véronais (topographie de ce territoire dessinée sur une peau de parchemin, qui se trouvait autrefois dans les archives d'État de Vienne; elle vient d'être rétrocédée au gouvernement italien et se trouve aujourd'hui aux archives d'État de Venise; la peau ne mesure pas moins de 3^m05 de haut sur 2^m23 de large. Le travail a été exécuté entre 1439 et 1441). — Giacomo LUMBROSO. Le haut du pavé (publie deux ordonnances municipales de Pesaro, 1559, et d'Urbino, 1569, réglant le chemin que doivent suivre les piétons quand deux citoyens sont sur le point de se rencontrer : celui qui tient sa droite doit avoir le chemin libre jusqu'au mur; l'autre ne peut, sous peine d'amende, lui disputer le chemin. Mesure prise pour empêcher les rixes trop fréquentes à cette époque turbulente). — F. BRANDILEONE. Le contrat littéral dans l'ancien droit grec. — L. CANTARELLI. Gallius, proconsul d'Achaïe, et saint Paul (étude sur une inscription de Delphes qui mentionne Gallius, frère aîné de Sénèque, proconsul d'Achaïe, au temps de saint Paul, en 52 ap. J.-C.).

— F. BRANDILEONE. Note préliminaire sur l'expression juridique « *stantia* » ou « *convenientia* » (elle est d'origine romaine et ne se trouve usitée qu'en Italie; c'est un mode de « *stipulatio* »). = Fasc. 11-12. Antonio TARAMELLI. Nouvelles fouilles sur l'acropole appelée la Giarra di Serri, province de Cagliari, Sardaigne. — Franz CUMONT. Fresques de l'époque romaine découvertes à Salihyeh, ou Doura, sur l'Euphrate. — E. CIAFARDINI. Le supplice des larrons dans l'Enfer de Dante. — Ettore PAIS. La stèle étrusque d'Avles Eluskes et le peuple des Elisykoi (stèle découverte dans l'acropole de Poggi alla Guardia à Vetulonia; elle représente un guerrier étrusque dont le nom est écrit Avles Eluskes; rapproche ce nom de celui qui désigne le peuple des Elisykoi). — G. PATRONI. Le jeu du Jugement de Paris dans une peinture sépulcrale de Rome (dans le tombeau de la « gens Octavia »). — F. Stella MARANCA. Sénèque membre du « *Consilium principis* » (commente les passages de Suétone et de Tacite relatifs au rôle de Sénèque et montre la procédure qu'on suivait dans ce Conseil en matière judiciaire).

PAYS-BAS.

31. — *Tijdschrift voor geschiedenis*. Groningue, 1923, 3^e livr. — ZENHAEFF. Après la campagne des dix jours (2-12 août 1831; étude les curieuses intrigues de la duchesse de Berry et de son parti avec le gouvernement hollandais en 1831-1832). — F. et M. MUDIG. Un nouveau livre sur l'histoire de l'art français (examen très élogieux du volume de Louis Gillet dans l'Histoire de la nation française). — DE BOER. Sur quelques communications au congrès international de Bruxelles (où il faut mentionner particulièrement le mémoire de Saint-Léger sur la correspondance diplomatique du comte d'Estrades et les nombreuses interpolations dont le diplomate lui-même s'est rendu coupable). — OBBINK. Une remarquable relation de voyage (celle du Zurichois Jacques Ammann, après un voyage au Levant et spécialement à la « Terre promise » en 1612-1613). = 4^e livraison. VAN HILLE. Notice sur l'érudit allemand Dörpfeld, 1853-1923, et les services qu'il a rendus à l'archéologie grecque. — DE BOER. Fin de son étude sur le Congrès de Bruxelles. — ENGERS. L'empereur Caius Caligula, 37-41, et sa conception de l'Empire. — P. OLBERG. Histoire du mouvement révolutionnaire en Russie, 1855-1905 (histoire brève, mais précise, rédigée en allemand, du mouvement révolutionnaire issu des malheurs de 1855, à la fin du règne despotique de Nicolas I^{er}, et qui, déçu par le geste insuffisant d'Alexandre II en 1861, s'est développé régulièrement jusqu'en 1905, grâce aux manifestations d'étudiants, aux campagnes de presse inaugurées par Herzen dans le *Kolokol*, à la propagande anarchique de Bakounine, enfin au terrorisme, sans oublier les effets désastreux d'une répression aussi maladroitement im-
pitoyable).

CHRONIQUE.

France. — L'éminent philologue et linguiste Louis HAVET est mort le 26 janvier 1925. Il était membre de l'Institut, président de la quatrième section (philologie et histoire) à l'École pratique des Hautes-Études, professeur au Collège de France et en Sorbonne. Outre de nombreux articles singulièrement érudits et pénétrants sur la philologie latine et la métrique, outre plusieurs éditions savantes d'auteurs latins (Plaute l'a constamment occupé pendant ces dernières années); on lui doit un magistral *Manuel de critique verbale* que tout éditeur de texte doit connaître et méditer. Né à Paris le 9 janvier 1849, il était fils aîné d'Ernest Havet et frère de Julien, dont il recueillit avec un soin pieux les œuvres historiques en deux volumes (1896). Trois grands noms d'une remarquable famille intellectuelle qui s'éteint.

— M. l'abbé François DUINE, aumônier du lycée de garçons et du lycée de filles à Rennes, est mort subitement le 5 décembre 1924. Excellent travailleur, critique libre et pénétrant, il a publié des ouvrages très appréciés sur l'histoire de sa province; nous rappellerons seulement de lui un très érudit *Memento des sources hagiographiques pour l'histoire de Bretagne jusqu'à la fin du XII^e siècle* (1918) et une belle biographie de *La Mennais* (2 vol., 1922-1923). Il était né à Dol, le 8 mai 1870.

— M. L. TESTUT, professeur d'anatomie à la Faculté de médecine de Lyon, est mort le 25 janvier 1925, à l'âge de soixante-seize ans. Après avoir pris sa retraite, il avait entrepris de retracer l'histoire de sa ville natale, Beaumont-en-Périgord, depuis la fondation de cette bastide, en 1272, jusqu'à la Révolution française; il y consacra trois volumes documentés et illustrés avec soin (1920-1923).

— Nous avons le très vif regret d'annoncer la mort de notre éditeur, M. Félix ALCAN, un des fondateurs, avec G. Monod, de la *Revue historique*. Il avait quatre-vingt-quatre ans.

— Notre collaborateur M. Paul VAUCHER, professeur français à l'Université de Londres, a soutenu le 28 janvier ses thèses en Sorbonne : thèse principale, *Robert Walpole et la politique de Fleury (1731-1742)*; thèse complémentaire, *La crise du ministère Walpole en 1733-1734*. Il a été reçu docteur ès lettres avec la mention « très honorable ».

— *École nationale des chartes. Positions des thèses soutenues*

par les élèves de la promotion de 1925 (Paris, A. Picard, 1925, in-8°, 124 p.). Voici les titres de ces thèses : Histoire de l'abbaye [de Saint-Maur] des Fossés, des origines à l'année 925; examen critique des sources, par Marcel BAUDOT; — Essai sur le régime des terres en Angoumois, et plus spécialement au nord de cette province, depuis les invasions normandes jusqu'à la guerre de Cent ans, par André BETGÉ-LAGARDE; — Histoire des abbayes de Saint-Rion et de Beauport, de leur fondation à l'introduction de la réforme des Prémontrés dans Beauport, le 14 novembre 1630, par Étienne BONNAIRE; — Les hôtes dans le haut moyen âge, par Charles BROUARD; — Essai sur l'histoire des évêques de Rodez, des origines du diocèse au XIV^e siècle, par André FABRE; — La liquidation des biens de l'ordre du Temple dans le sud-ouest de la France, par Bernard DE GAULEJAC; — L'abbaye Notre-Dame de Déols, 917-1627, par Jean HUBERT; — Essai de restitution du « Liber de honoribus sancto Juliano collatis », ou Grand Cartulaire de Saint-Julien de Brioude, par Anne LEMERLE; — Les chartes constitutives de la bourgeoisie de Neuchâtel-sur-le-Lac au moyen âge, par Robert MOLL; — Étude sur le comté de Vertus, des origines à 1602, par Arthur MORGAND; — Jean de Roquetaillade, moine franciscain du XIV^e siècle, sa vie et ses œuvres, par Jeanne ODIER; — Le temporel des prieurés simples dépendant de Saint-Martin-des-Champs, inventaire de leurs biens au XIV^e siècle, par Suzanne OLIVIER; — Les instruments de musique au XIV^e siècle, par Denise PARENT; — Étude sur le chapitre de Saint-Nicolas de Montluçon, par Pierre PRADEL; — Jean de Malestroit, chancelier de Bretagne, évêque de Saint-Brieuc, 1404-1419, et de Nantes, 1419-1443, par Pierre THOMAS-LACROIX. — Les thèses de M. Baudot et de M^{lle} Odier ont été particulièrement remarquées.

— La *Bibliographie de M. Émile Chatelain* qui vient d'être offerte en hommage au savant conservateur de la bibliothèque de l'Université de Paris (librairie Champion, in-8°, 69 p.) est précieuse à consulter pour la paléographie et la philologie latines, l'histoire de l'Université de Paris, la vie intime de l'École pratique des hautes études (4^e section), dont M. Chatelain est le secrétaire depuis 1878. Ses collaborateurs, amis et élèves se sont associés pour honorer en lui l'érudit en qui se continue la brillante lignée des humanistes français. N'est-il pas un des derniers qui aiment et qui savent tourner élégamment le vers latin?

Ch. B.

— Vient de paraître, à la librairie Paul Geuthner, une traduction française, par E. AUDRA, d'un ouvrage bien connu de Sir James George FRAZER : *Le folklore dans l'Ancien Testament*; le texte a été abrégé, mais on a conservé une grande partie des notes où s'étale l'extraordinaire érudition de l'auteur (in-8°, 450 p.; prix : 40 fr.).

— La librairie Pierre Masson (Lyon) a mis en vente un ouvrage de M. Lucien BÉGULE intitulé : *Antiquités et richesses d'art du département du Rhône*. Ce volume, publié sous le patronage de l'Académie

des sciences, belles-lettres et arts de Lyon, orné de plus de 170 gravures dans le texte et de 50 planches en héliotypie, a été tiré à petit nombre au prix de 150 francs.

A la même librairie vient de paraître : *Lyon, des origines à nos jours; la formation de la cité*, par M. A. KLEINCLAUSZ, ouvrage publié avec la collaboration de MM. CHOLLEY, DUBOIS, GERMAIN DE MONTAUZAN, DUTACQ, GUENEAU, LÉVY-SCHNEIDER (in-4° de XII-420 pages, avec 52 illustrations en 33 planches, dont 24 phototypies hors texte; prix : 50 francs).

— La librairie Édouard Champion a mis en vente un ouvrage considérable intitulé : *Les langues du monde*; il a été composé par un groupe de linguistes sous la direction de A. MEILLET et M. COHEN. Il énumère et caractérise toutes les langues connues classées par familles et étudiées chacune par un spécialiste particulièrement qualifié : MM. A. Meillet, J. Vendryes, Marcel Cohen, A. Sauvageot, Jean Deny, Serge Elisséév, C. Autran, G. Lacombe, prince N. Troubetskoy, Jules Bloch, J. Przyluski, G. Ferrand, Maurice Delafosse, L. Homburger, Paul Rivet (in-8° raisin de 811 pages avec 6 croquis et 18 cartes linguistiques en couleur hors texte; prix : 95 francs).

États-Unis. — M. Henry Cabot LODGE, sénateur du Massachusetts, est mort le 9 novembre 1924 à l'âge de soixante-quatorze ans. C'était un historien estimé à qui l'on doit *Life and letters of George Cabot* (1877), *A short history of the english colonies in America* (1881), enfin une *Story of the Revolution* (1898).

— La bibliographie annuelle que rédige Miss Grace GRIFFIN sous les auspices de l'American historical Association : *Writings on American history*, est en bonne voie. Le volume pour 1921, qui vient de paraître, contient 3,283 articles. Celui de 1922 est sous presse.

— L'éditeur du *New York Times*, M. Adolphe S. OCHS, a mis à la disposition de l'« American council of learned societies » une somme de cinq cent mille dollars pour permettre d'établir le manuscrit du Dictionnaire de biographie américaine entrepris par cette Société. On estime que cette œuvre considérable ne prendra pas moins de quinze à vingt volumes. Le comité chargé de la diriger se compose de six membres, dont M. J. F. Jameson est le président.

Grande-Bretagne. — M. William Pailey BAILDON, qui éditait les *Reports of the cases in the Star chamber*, est mort le 14 mars 1924.

— On sait que, pour la nouvelle édition de Du Cange, préparée par l'Union académique internationale, la limite imposée aux collaborateurs ne doit guère dépasser l'année 1066. Un comité s'est formé en Angleterre pour publier un Glossaire du latin médiéval d'après les sources anglaises depuis la conquête normande jusqu'en 1600. Il a pour président Sir Henry Maxwell LYTE, « deputy keeper » du P. Record office, et pour secrétaire M. Ch. JOHNSON, archiviste employé au même établissement.

— Une Société s'est fondée pour publier les dessins originaux du grand architecte Christophe WREN. Le tome I, paru en 1924, contient ceux qui se rapportent à la cathédrale de Saint-Paul (The Wren Society, 43, Doughty street. Londres, W. C. 1, 30 planches et 16 pages de texte).

— La librairie Benn frères édite une Revue d'histoire ecclésiastique dirigée par Sir Henry S. LUNN, sous le titre : *The Review of the Churches*. Dans le tome I, n° 1 (janvier 1925), on trouve un article de M. Paul Sabatier sur *Deux aspects de la vie de saint François d'Assise*.

Italie. — M. Antonio ANZILOTTI, professeur d'histoire moderne à l'Université de Pise, est mort le 10 décembre 1924, âgé seulement de trente-neuf ans.

— Les mélanges en l'honneur du P. Ehrle : *Miscellanea Francesco Ehrle*, ont paru en cinq volumes comptant en tout 2,226 pages avec 50 zyncotypies et 8 planches doubles en phototypie, au prix de 240 livres. Le tome I se rapporte à l'histoire de la théologie et de la philosophie; le tome II à celle de Rome et des papes; le tome III à l'histoire ecclésiastique et civile du moyen âge; le tome IV à la paléographie et à la diplomatique; le tome V à la bibliothèque et aux archives du Vatican, à la bibliographie en général. En tout, près de cent articles dus à autant d'érudits d'Europe et d'Amérique. C'est un précieux hommage rendu à l'un des savants dont les travaux ont fait le plus d'honneur à l'érudition et à l'Église.

— Sous la direction de M. Ernesto BONAIUTI paraît, depuis janvier 1925, une revue bimestrielle intitulée : *Ricerche religiose* (Rome, Via Giulio Alberoni, 7. Abonnement annuel pour l'étranger, 50 livres). Parmi les articles parus dans le premier numéro, nous pouvons signaler les suivants : E. BONAIUTI, Saint Paul et Apollo (rapports entre l'apôtre et un prédicateur chrétien qui semait la zizanie à Corinthe et à Éphèse); — Alberto PINCHERLE, L'ecclésiologie dans la controverse donatiste; — Ambrogio DONINI, L'édit d'Agrippinus (Agrippinus, évêque de Carthage, doit être tenu pour le promoteur d'un édit accordant le pardon aux « moechi » et aux « fornicatores », édit contre lequel protesta Tertullien dans son « De pudicitia »).

Norvège. — La capitale du royaume a, depuis le 1^{er} janvier 1925, repris son ancien nom d'Oslo. Oslo (ou Opslo) avait été fondée au XI^e siècle par Harald le Roux; détruite par un incendie en 1624, elle avait été reconstruite par Christian IV, roi de Danemark et de Norvège, et avait pris alors le nom de son nouveau fondateur, Christiania. Ce troisième centenaire a fourni à la Norvège l'occasion d'affirmer avec éclat son indépendance nationale.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Alba (A.).** La Révolution française, 122.
- Amiel (Louis).** Essai sur l'organisation du chapitre cathédral de Chartres du XI^e au XVIII^e siècle, 232.
- Anuario de historia del derecho español,** t. I, 118.
- Archivio Muratoriano,** n° 22, 287.
- Aubert (Marcel).** L'art religieux en Rhénanie, 284.
- Audra (E.).** Voir *Frazer* (Sir James G.).
- Aufdermaur (Dr D.).** Der Glanerhandel, oder Tschudikrieg, 1556-1564, 83.
- Auray (Lucien) et Pommier (Alexandre).** Gustave Baguenault de Puchesse, 1843-1922, 126.
- Backer (E. de).** Voir *Ghellinck (de).*
- Bastgen (H.).** Libri Carolini, sive Caroli Magni capitulare de imaginibus, 115.
- Bauer (Hanns).** Das Recht der ersten Bitte bei den deutschen Königen bis Karl IV, 252.
- Bégule (Lucien).** Antiquités et richesses d'art du département du Rhône, 322.
- Below (G. von).** Die Entstehung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, 80.
- Beresford (John).** The diary of a country parson : the Rev. James Woodforde, 1758-1781, 128.
- Berghoff (Joseph Ernst).** François de Bonivard ; sein Leben und seine Schriften, 76.
- Bernard (Jacques).** Le village fribourgeois sous l'Helvétique et la Médiation, 95.
- Bertolini (O.).** Gli Annales Beneventani, 288.
- Bibliographie de M. Émile Châtelain,** 322.
- Bloch (Marc).** Les rois thaumaturges, 100.
- Blume (Karl).** Abbatia. Ein Beitrag zur Geschichte der kirchlichen Rechtsprache, 239.
- Boissonnade (P.).** Le travail dans l'Europe chrétienne au moyen âge, 97.
- Bonjour (Edgar).** Die Bauernbewegungen des Jahres 1525 im Staate Bern, 82.
- Borel (Tony).** L'abbé de Watteville, conseiller au Parlement de Dôle, et sa mission en Suisse, 85.
- Borgeaud (Charles).** L'adoption de la Réforme par le peuple de Genève, 1536, 83.
- Borne (Louis).** Les sires de Montferand, Thoraise, Torpes, Corcondray aux XIII^e, XIV^e et XV^e siècles, 281.
- Bourbon-Parme (prince Sixte de).** Le traité d'Utrecht et les lois fondamentales du royaume, 122.
- Bourquin (Werner).** Beiträge zur Geschichte Biels, 90.
- Bréhier (Louis).** L'art byzantin, 290.
- Brou (Alexandre).** Les « Exercices spirituels » de saint Ignace de Loyola, 264.
- Büchi (Albert).** Kardinal Matthäus Schiner als Staatsmann und Kirchenfürst, 82.
- Bulletin of the central Commission for neutral investigation to the causes of the world war,** 112.
- Calendar^s of the fine rolls ; t. VIII :** 1368-1377, 286.
- Calendar of the patent rolls,** Edward VI, 286.
- Calendar of the State papers. Colonial series : America and West Indies,** 1710-1711, 286.
- Callaey (le Père Frédégand).** Le Tiers ordre de saint François d'Assise, 230.
- Capeille (abbé Jean).** Histoire de la maison des chevaliers de Banyuls, baron de Nyerff, marquis de Montferré, 1132-1922, 125.
- Carré (Henri).** Le prestige de l'Empereur en Poitou, 1804-1815, 123.
- Castella (Gaston).** Histoire du canton de Fribourg jusqu'en 1857, 90.
- La vie intellectuelle dans les divers pays : Suisse ; les études historiques, 73.
- Castelmur (Anton von).** Conradin von Marmels und seine Zeit, 81.
- Cavaignac (Eugène).** Histoire du monde ; t. I : Prolégomènes, 109.
- Chadwick (H. Munro).** The origin of the english nation, 2^e édit., 126.

- Chartularium Studii Bononiensis, t. VII, 288.
- Chiappelli (Luigi)*. L'età longobarda e Pistoia, 131.
- Choleau (Jean)*. L'expansion bretonne au xx^e siècle, 283.
- Clop* (le R. P. *Eusèbe*). Saint Bonaventure, 250.
- Clouzot (Etienne)*. Voir *Van Berchem (Marguerite)*.
- Cohen (Marcel)*. Voir *Meillet (A.)*.
- Corbaz (André)*. Pierre Fatio, précurseur et martyr de la démocratie genevoise, 1669-1707, 86.
- Coulton (G. G.)*. Five centuries of religion; vol. I : S^t Bernard, his predecessors and successors, 1000-1200, 227.
- Curtea domneasca din Arges, 104.
- Daucourt (Ernest)*. Les troubles de 1836 dans le Jura bernois, 89.
- Davel* (le major). Étude historique écrite à l'occasion du deuxième centenaire de la mort de Davel, 1670-1723, 87.
- Davidsohn (Robert)*. Geschichte von Florenz, IV, 2, 158.
- Diary of the first earl of Egmont, t. III, 127.
- Dierauer (Johannès)*. Geschichte der Schweizerischen Eidgenossenschaft, t. V, 2^e édit., 78.
- Dieudonné (Adolphe)*. Les monnaies françaises, 124.
- Dottin (Paul)*. Robinson Crusoe examined and critic'd; or a new edition of Charles Gildon's famous pamphlet, 126.
- Doziadès*. La question des réfugiés en Grèce, 287.
- Driault (Edouard)*. Napoléon et l'Europe. Le grand Empire, 1809-1812, 106.
- Duchesne (Mgr Louis)*. Origines du culte chrétien; étude sur la liturgie latine avant Charlemagne, 5^e édit., 235.
- Ducros (Louis)*. La société française au $xviii^e$ siècle, 279.
- Dufour (Théophile)*. Voir *Rivoire (Emile)*.
- Voir *Rousseau (J.-J.)*.
- Duine (F.)*. Les communes rurales en Bretagne. Guipel, des origines à nos jours, 125.
- Durrer (Robert)*. Premiers combats de la Suisse primitive pour la liberté, 80.
- École nationale des chartes. Positions des thèses soutenues en 1925, 321.
- Edward II*. An anglo-norman poem; publ. par *Paul Stüder*, 126.
- Favre (Edouard)*. Théophile Dufour, 1844-1922, 290.
- *Théodore Turrettini*, 1845-1916, 96.
- Fawtier (Robert)*. Sainte Catherine de Sienne, 254.
- Figgis (John Neville)*. The political aspect of S^t Augustine's City of God, 224.
- Fleiner (Fritz)*. Schweizerisches Bundesstaatsrecht, 94.
- Fliche (Augustin)*. La réforme grégorienne; I : la Formation des idées grégoriennes, 243.
- Fournier* (abbé *Edouard*). Les origines du vicaire général, 232.
- Fowler (F. G.)* et *Fowler (H. W.)*. The pocket Oxford dictionary of current English, 288.
- Frazer* (Sir *James G.*). Le folklore dans l'Ancien Testament; trad. par *E. Audra*, 322.
- Frédégand* (le Père). Voir *Callaey*.
- Gagliardi (Ernst)*. Geschichte der Schweiz, 78.
- Gasquet* (cardinal). Monastic life in the middle ages, 231.
- Gausson (Ivan)*. Les foires et les marchés de Sommières en Languedoc, depuis leurs origines jusqu'à la Révolution, 282.
- Gautier* (D^r *Léon*). Voir *Rivoire (Emile)*.
- Genava, 92.
- Ghellinck (de)*, *Bocker (E. de)*, *Poukens, Lebacqz*. Pour l'histoire du mot « sacrementum », t. I, 234.
- Gignoux (C.-J.)*. L'après-guerre et la politique commerciale, 277.
- Gillhard (Charles)*. Les origines de la Confédération suisse, 80.
- Goblet (Yann M.)*, alias *Treguiz (Louis)*. L'Irlande dans la crise universelle, 1914-1920, 270.
- Godet (Marcel)*. Voir *Turler (Henri)*.
- Grabmann (Martin)*. Saint Thomas d'Aquin, 251.
- Grant (S. F.)*. Every day life in an old Highland farm, 1769-1782, 129.
- Gras (N. S. B.)*. An introduction to economic history, 268.
- Grousset (René)*. Le réveil de l'Asie; l'impérialisme britannique et la révolte des peuples, 130.
- Guppy (Henry)*. The John Rylands library Manchester, 1899-1924, 130.
- Hartmann (Ludo Moritz)*. Geschichte Italiens im Mittelalter; I : Das italienische Königreich, 2^e édit., 131.
- Heyer (Henri)*. Bibliographie de l'Eglise évangélique réformée de la Suisse; 3^e cahier : Genève, Calvin, 74.

- Hildebrand.** Die Absetzung des Papstes Liberius, 237.
- Hoffmann (Paul-Th.).** Der mittelalterliche Mensch, gesehen aus Welt und Umwelt Notkers des Deutschen, 242.
- Hümmerich (Franz).** Die erste deutsche Handelsfahrt nach Indien, 1505-1506, 115.
- Isaac (Jules).** Voir Malet (Albert).
- Jackson (F. J. Foakes).** An introduction to the history of christianity, 224.
- Jeanjaquet (Jules).** Traités d'alliance et de combourgeoisie de Neuchâtel avec les villes et cantons suisses, 1290-1815, 75.
- Jobbé-Duval (Émile).** Les morts mal-faisants, d'après le droit et les croyances populaires des Romains, 113.
- Joleaud (L.).** Éléments de paléontologie, t. II, 273.
- Kleinclausz (A.).** Lyon, des origines à nos jours, 323.
- Körperich (Richard).** Les lois sur la mainmorte dans les Pays-Bas catholiques, 284.
- La Mantia (Giuseppe).** La Sicilia e il suo dominio nell' Africa settentrionale dal secolo XI al XVI, 289.
- La Monneraye (Jean de).** Le régime féodal et les classes rurales dans le Maine au XVIII^e siècle, 283.
- Largiadier (Anton).** Die Anfänge des Zürcherischen Stadtstaates, 92.
- Lawlor (M. J.).** St Bernard de Clairvaux's life of St Malachy of Armagh, 246.
- Lebacqz.** Voir Ghellinck (de).
- Lecompte (Irville C.).** Le roman des romans; an old french poem, 120.
- Lees (Béatrice A.).** Anonymi gesta Francorum et aliorum Hierosolymitanorum, 119.
- Lesne (Émile).** Histoire de la propriété ecclésiastique en France, t. II, fasc. 1, 237.
- Longchamp (F.-C.).** Bibliographie générale des ouvrages publiés ou illustrés en Suisse et à l'étranger de 1475 à 1914 par des écrivains et artistes suisses, 75.
- Manuel du bibliophile suisse, 75.
- Loomis (Roger Sherman).** The origin and date of the Bayeux embroidery, 119.
- Louis (Paul).** Le syndicalisme français d'Amiens à Saint-Étienne, 1906-1922, 280.
- Lowe (Lawrence F. H.).** Gérard de Nevers. A study of the prose version of the « Roman de la Violette », 119.
- Maccas (Léon).** La République en Grèce, 287.
- Maire (Élie).** Saint Norbert, 1082-1134, 247.
- Malet (Albert).** Nouvelle histoire universelle depuis l'antiquité jusqu'à nos jours; t. II : les Temps modernes, 276.
- et Isaac (Jules). L'Orient et la Grèce, 112.
- Mandonnet (Pierre).** Saint Dominique, 249.
- Marchand (Jean).** Le roman de Jean de Paris, 278.
- Marmol (dom del).** Saint Albert de Louvain, 248.
- Marriott (Sir John A. R.).** The english constitution in transition, 1910-1924, 129.
- Meillet (A.) et Cohen (Marcel).** Les langues du monde, 323.
- Meller (Walter Clifford).** A knight's life in the days of chivalry, 111.
- Mercier (Henri).** Histoire pittoresque de la ville et des bains de Bade, 90.
- Meyer (Karl).** Der älteste Schweizerbund, 80.
- Der Schweizerbund als Grundlage der urschweizerischen Eidgenossenschaft, 79.
- Italienische Einflüsse bei der Eidgenossenschaft, 79.
- Ueber die Einwirkung des Gott-hardpasses auf die Anfänge der Eidgenossenschaft, 79.
- Zur Entstehung der ältesten Bundesbriefe, 79.
- Michel (Karl).** Das Opus tripartitum des Humbertus de Romanis O. P., 252.
- Miscellanea Francesco Ehrle, 324.
- Miscellanea storico-artistica (centenaire de saint Thomas d'Aquin), 289.
- Mollat (abbé G.).** Les papes d'Avignon, 3^e édit., 254.
- Monceaux (Paul).** Le manichéen Faustus de Milev, 114.
- Montandon (Raoul).** Genève; des origines aux invasions barbares, 91.
- Nabholz (capitaine Hans).** La Suisse sous la tutelle étrangère, 88.
- Zur Geschichte der Vermögensverhältnisse in einigen Schweizerstädten in der ersten Hälfte des 15 Jahrhunderts, 95.
- Naef (Henri).** La conjuration d'Amboise et Genève, 84.

- Navenne (Ferdinand de)*. Rome et le palais Farnèse pendant les trois derniers siècles, 289.
- Newton (Arthur Percival)*. Federal and unified constitutions, 277.
- Oechsli (Wilhelm)*. History of Switzerland, 78.
- Pais (Ettore)*. Storia della Sardegna e della Corsica durante il dominio romano, 261.
- Passemard (Eug.)*. Les stations paléolithiques du pays basque, 273.
- Paulus (Dr Nicolaus)*. Geschichte des Ablasses im Mittelalter, 225.
- Pègues (le R. P. Thomas)*. Initiation thomiste, 251.
- Peitz (Wilhelm M.)*. Untersuchungen zu Urkundenfälschungen des Mittelalters, 240.
- Perels (Ernst)*. Papst Nikolaus I und Anastasius Bibliothekarius, 241.
- Perrier (Paul)*. Artiste ou philosophe. Étude sur le rôle opposé de l'art et de la philosophie dans la civilisation, 110.
- Perrin (Edmond)*. Catalogue des chartes de franchise de la Lorraine antérieures à 1350, 121.
- Petit (Maxime)*. Histoire générale des peuples, de l'antiquité à nos jours, fasc. 1-8, 274.
- Pittard (Eug.)*. Les races et l'histoire, 273.
- Pommier (Alexandre)*. Voir *Auvray (Lucien)*.
- Poukens. Voir Ghellinck (de)*.
- Pouthas (Charles-H.)*. Essai critique sur les œuvres et la bibliographie de Guizot pendant la Restauration, 123.
- Guizot pendant la Restauration, 123.
- Power (Eileen)*. Medieval english nunneries, 1275-1535, 257.
- Régny (Jean)*. Catalogue des actes de Jaime I, Pedro III, Alfonso III et Jaime II, rois d'Aragon, concernant les Juifs, 1213-1327, 117.
- La civilisation cistercienne en Vivarais au moyen âge, 280.
- Rivoire (Emile), Gautier (Dr Léon) et Dufour (Théophile)*. Registres du Conseil de Genève; t. VIII : 1514-1520, 76.
- Roth (Paul)*. Die Organisation der Basler Landvogteien im XVIII Jahrhundert, 94.
- Rott (Edouard)*. Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, t. VIII, 86.
- Rousseau (J.-J.)*. Correspondance générale; publ. par *Théophile Dufour*, t. II, 279.
- Rusticien de Pise*. Le livre de Marco Polo, 158.
- Sabatier (Paul)*. Le privilège de la très haute pauvreté accordé à sainte Claire d'Assise par Innocent III, 121.
- Saint-Jours (B.)*. L'Atlantide de Solon et de Platon n'est qu'un mythe, 110.
- Schnitzer (Joseph)*. Savonarola, 259.
- Schubert (Hans von)*. Geschichte der christlichen Kirche im Frühmittelalter, 235.
- Sedgwick (Henry Dwight)*. Ignatius Loyola; an attempt at an impartial biography, 264.
- Sée (Henri)*. La vie économique et les classes sociales en France au XVIII^e siècle, 278.
- Selon (Walter)*. Nicholas Glassberger and his works, 258.
- Smith (L. M.)*. The early history of the monastery of Cluny, 243.
- Stahelin (Ernst)*. Der Jesuitenorden und die Schweiz, 92.
- Steiner (Gustav)*. Der Bruch der schweizerischen Neutralität, 88.
- Strohl (Henri)*. L'épanouissement de la pensée religieuse de Luther, 1515-1520, 115.
- Studer (Paul)*. Voir *Edouard II*.
- Studi e memorie per la storia dell'Università di Bologna, t. VIII, 288.
- Suisse (la) économique et sa législation sociale, 96.
- Tangl (Georgine)*. Das Register Innocenz' III über die Reichsfrage 1198-1209 in Auswahl übersetzt und erläutert, 249.
- Thomas Aquinas*. The « Summa contra Gentiles », literally translated, 251.
- Thompson (James Westfall)*. Reference studies in medieval history, 110.
- Thyssen (Johann)*. Die Einmaligkeit der Geschichte, 111.
- Tréguiz (Louis)*. Voir *Goblet (Yann M.)*.
- Turberville (A. S.)*. Medieval heresy and the Inquisition, 249.
- Turler (Henri) et Godet (Marcel)*. Dictionnaire historique et biographique de la Suisse, t. I et II, 78.
- Van Berchem (Marguerite) et Clouzot (Etienne)*. Mosaïques chrétiennes, 263.
- Van Cauwenbergh (Etienne)*. Les pèlerinages expiatoires et judiciaires dans le droit communal de la Belgique au moyen âge, 233.

Van Houtte (Hubert). Histoire économique de la Belgique à la fin de l'ancien régime, 266.

Van Werveke (H.). Het bisdom Terwaan, 124.

Vaudon (chanoine Jean). Histoire générale de la communauté des Filles de Saint-Paul de Chartres, 282.

Vries de Heekelingen (H. de). Correspondance de Bonaventura Vulcanius pendant son séjour à Cologne, Genève et Bâle, 1573-1577, 77, 284.

Waldvogel (William). Les relations économiques entre la Grande-Bretagne et la Suisse dans le passé et le présent, 95.

Warner (H. J.). The Albigensian heresy, 250.

Weekley (Ernest). A concise etymological dictionary of modern English, 287.

Wernle (Paul). Der schweizerische Protestantismus im xviii Jahrhundert, Bd. I, 93.

Wirz (Dr Hans G.). Der Sieg von Sempach, 80.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.

	Pages
LHÉRITIER (Michel). L'avènement de la dynastie danoise en Grèce, 1862-1863	161
PETIT-DUTAILLIS (Ch.). Le déshéritement de Jean sans Terre et le meurtre d'Arthur de Bretagne; <i>suite et fin</i>	1

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

MATHIEZ (Albert). Un club révolutionnaire inconnu : le club de la Réunion	63
REINACH (Salomon). Observations sur le texte du Procès de condamnation de Jeanne d'Arc	200

CORRESPONDANCE.

Lettre de M. l'abbé DEDIEU à M. le pasteur Charles BOST sur le rôle politique des protestants français de 1685 à 1715	155
---	-----

BULLETIN HISTORIQUE.

Histoire de Suisse, 1922-1923 , par Paul-E. MARTIN . . .	73
Histoire ecclésiastique du moyen âge , par E. JORDAN . . .	224

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

BLOCH (Marc). Les rois thaumaturges (Ch. Guignebert) . .	100
BOISSONNADE (P.). Le travail dans l'Europe chrétienne au moyen âge (H. Hauser)	97
BROU (Alexandre). Les « Exercices spirituels » de saint Ignace de Loyola (Id.)	264
Curtea domneasca din Arges (S. Gorceix)	104
DRIAULT (Édouard). Napoléon et l'Europe. Le grand Empire, 1809-1812 (R. Guyot)	106
GOBLET (Yann M.), alias TRÉGUIZ (Louis). L'Irlande dans la crise universelle, 1914-1920 (Henri Sée) . . .	270

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE MARS-AVRIL 1925.]

TABLE DES MATIÈRES.

331

Pages

GRAS (N. S. B.). An introduction to economic history H. Hauser	268
PAIS (Ettore). Storia della Sardegna e della Corsica durante il dominio romano (Ch. Lécirvain)	261
SEDGWICK (Henry Dwight). Ignatius Loyola; an attempt at an impartial biography (H. Hauser)	265
VAN BERCHEM (Marguerite) et CLOUZOT (Étienne). Monismes chrétiennes (L. Halphen)	263
VAN HOUTTE (Hubert). Histoire économique de la Belgique à la fin de l'ancien régime (H. Hauser)	266

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES : Allemagne (p. 114, 284), Belgique (p. 284), Espagne (p. 117), France (p. 119, 278), Grande-Bretagne (p. 126, 285), Grèce (p. 287), Italie (p. 131, 287), Orient byzantin (p. 290), Suisse (p. 290); Histoire de la guerre (p. 112), de l'Antiquité (p. 112); Histoire générale (p. 109, 274); Préhistoire (p. 273).

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

France. Annales historiques de la Révolution française (p. 132, 291); Bulletin de la Société d'histoire moderne (p. 132, 291), de la Société de l'histoire du protestantisme français (p. 133), de la Société d'histoire moderne (p. 132, 291); Bulletin hispanique (p. 291); Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'Afrique occidentale française (p. 303), Bulletin trimestriel de la Société de géographie et d'archéologie d'Oran (p. 303); Carnet de la Sabretache (p. 133, 292); le Correspondant (p. 146, 298); Grande Revue (p. 147, 299); Hespérus (p. 304); Journal des savants (p. 292); Mercure de France (p. 147, 299); le Moyen âge (p. 134); Nouvelles archives des missions scientifiques et littéraires (p. 134); Polybiblion (p. 135); la Révolution de 1848 (p. 136, 292); la Révolution française (p. 136); Revue africaine (p. 306); Revue archéologique (p. 294); Revue critique d'histoire et de littérature (p. 137, 293); Revue de France (p. 300); Revue de l'histoire des colonies françaises (p. 138), de l'histoire des religions (p. 139); Revue de Paris (p. 148, 301); Revue de synthèse historique (p. 141); Revue des Deux Mondes (p. 149, 302), des études anciennes (p. 295), des études historiques (p. 139, 296), des études napoléoniennes (p. 140, 296), des questions historiques (p. 140); Revue d'histoire de l'Eglise de France (p. 144, 297); Revue d'histoire des missions (p. 296); Revue d'histoire diplomatique (p. 297); Revue historique de droit français et étranger (p. 145); Revue maritime (p. 146).

Belgique. *Analécta Bollandiana* (p. 150); *Revue belge de philologie et d'histoire* (p. 308).

États-Unis. *The american historical Review* (p. 308).

Grande-Bretagne. *Cambridge historical Journal* (p. 151); *English historical Review* (p. 151); *Quarterly Review* (p. 152); *The Times*, literary supplement (p. 312); *Scottish historical Review* (p. 317); *Transactions of the royal historical Society* (p. 318).

Italie. *Nuova rivista storica* (p. 153); *Rendiconti della R. Accademia nazionale dei Lincei* (p. 319).

Pays-Bas. *Tijdschrift voor geschiedenis* (p. 321).

CHRONIQUE : Allemagne (p. 158), Canada (p. 158), Chine (p. 158), États-Unis (p. 323), France (p. 157, 321), Grande-Bretagne (p. 158, 323), Islam (p. 159), Italie (p. 159, 324), Norvège (p. 324), Serbie (p. 159), Suisse (p. 160), Suède (p. 160), Turquie (p. 160).

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE 325

TABLE DES MATIÈRES 330

Le gérant : R. LISBONNE.

